

Revue de
DROIT FISCAL

23 FÉVRIER 2017, HEBDOMADAIRE, N° 8 - ISSN 1279-8436

Directeurs scientifiques :
Florence DEBOISSY
Alexandre MAITROT DE LA MOTTE
Jean-Luc PIERRE

Rédacteur en chef :
Thomas JACQUEMONT

Tables annuelles

2016

Supplément au n° 8 de la Revue de droit fiscal

Président-Directeur Général,
Directeur de la publication :
PHILIPPE CARILLON

Directrice éditoriale :
CAROLINE SORDET
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Directeur éditorial adjoint :
DENIS MARJOLLET
denis.marjollet@lexisnexis.fr

Directeur de rédaction :
MARC MROZOWSKI
marc.mrozowski@lexisnexis.fr

Rédacteur en chef :
THOMAS JACQUEMONT
thomas.jacquemont@lexisnexis.fr
TÉL. : 01.45.58.92.78

Éditeur :
SÉBASTIEN LAURENT-SOREL
sebastien.laurent-sorel@lexisnexis.fr
TÉL. : 01.45.58.93.70

Secrétaire d'édition :
PATRICK GUIDONI
patrick.guidoni@lexisnexis.fr

Publicité :
DIRECTION COMMERCIALE : IM RÉGIE
104 AVENUE DU GÉNÉRAL MICHEL BIZOT, 75012 PARIS
DIRECTRICE DE CLIENTÈLE : CAROLINE SPIRE
TÉL. : 01.40.24.13.35
FAX : 01.40.24.22.70
c.spire@impub.fr

Comité scientifique :
JEAN-LUC BARÇON-MAURIN,
responsable du Service juridique de la fiscalité, DGFIP
LUCE BÉRILLE,
directeur fiscal France, Suez Environnement
FLORENCE DEBOISSY, professeur
à l'université de Bordeaux
PHILIPPE DEROUIN,
avocat au barreau de Paris
BENOÎT LEBRUN, expert-comptable,
commissaire aux comptes
ALEXANDRE MAITROT DE LA MOTTE, professeur
à l'université Paris-Est Créteil
PHILIPPE MARTIN, président
de la section des travaux publics du Conseil d'État
AGNÈS MOUILLARD, présidente de la chambre
commerciale de la Cour de cassation
JEAN-LUC PIERRE,
professeur à l'université Jean Moulin-Lyon III
JÉRÔME TUROT, avocat au barreau de Paris

Directeur scientifique de 1999 à 2012 :
PATRICK DIBOUT †

Correspondance :
THOMAS JACQUEMONT
LEXISNEXIS SA
REVUE DE DROIT FISCAL
141, RUE DE JAVEL
75747 PARIS CEDEX 15

Relations clients :
TÉL. : 01 71 72 47 70

www.lexisnexis.fr

Abonnement annuel 2017 :
• FRANCE (MÉTROPOLE) :
872,96 EUROS TTC (855 € HT)
• DOM-TOM ET PAYS ÉTRANGERS :
923,40 EUROS HT

Prix de vente au numéro :
• FRANCE (MÉTROPOLE) : 30,63 EUROS TTC
(30 € HT)
• DOM-TOM ET PAYS ÉTRANGERS : 33 EUROS HT

Offre spéciale étudiants :
<http://etudiant.lexisnexis.fr/>

LEXISNEXIS SA
SA AU CAPITAL DE 1,584.800 EUROS
552 029 431 RCS PARIS
PRINCIPAL ASSOCIÉ :
REED ELSEVIER FRANCE SA

Siège social :
141, RUE DE JAVEL
75747 PARIS CEDEX 15

EVOLUPRINT
PARC INDUSTRIEL EURONORD
10, RUE DU PARC
31150 BRUGUIÈRES

N° Imprimeur : 5763

N° Éditeur : 5748

Dépôt légal : À PARUTION

Commission paritaire : n° 0918 T 83553

Sommaire

Table alphabétique générale page 1

Table des études,
aperçus rapides et chroniques page 65

Table chronologique
des textes page 73

Table chronologique
de doctrine administrative page 79

Table chronologique
de jurisprudence page 89

Table des noms des parties page 105

Table des auteurs page 113

Table des conclusions
des rapporteurs publics page 137

© LexisNexis SA 2017

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'éditeur : « Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sous forme de données structurées est formellement interdite ».

Table alphabétique générale

Abus de droit

APPRECIATION DE L'OBJECTIF POURSUIVI

Appréciation au niveau de la société soumise à l'impôt et non de ses associés - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 374909*, commentaire par Mathieu VALETTEAU, Régis TORLET 535 (40)

AVIS DU COMITÉ DE L'ABUS DE DROIT FISCAL

Séance du 31 mars 2016, étude 410 (28)
 Séances des 6 et 27 novembre 2015, étude 173 (7-8)
 Séances du 12 mai et du 23 juin 2016, études 538 (41)
 Séance du 11 mars 2016, étude 372 (24)
 Séance du 5 février 2016, étude 263 (14)

CHAMP D'APPLICATION

Invocabilité en cas d'application littérale d'une doctrine administrative ajoutant à la loi (non) - *CADF avis, 6 nov. 2015, n° 2015-07*, À noter également 305 (17)

CLAUSES ANTI-ABUS

Articulation, étude par Florence DEBOISSY 632 (49)

ÉTABLISSEMENT DE L'IMPÔT

Opérations successives - Placement à la date de l'opération dont l'Administration entend tirer les conséquences et qui constitue le fait générateur de l'imposition - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 374909*, commentaire par Mathieu VALETTEAU, Régis TORLET 535 (40)

ÉTUDE DE STRUCTURES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ FINANCIÈRE

La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (3^e volet), étude par Guillaume EXERJEAN, Claire ACARD, Nicolas GENESTIER 249 (13)

FRAUDE À LA LOI

Convention fiscale internationale - Convention franco-luxembourgeoise - Montage permettant d'éviter le prélèvement de l'article 244 bis A sur une plus-value immobilière - Abus de droit (oui), commentaire par Christophe de la MARDIÈRE, Philippe DELAGE 216 (10)

IMPUTATION DE DÉFICITS

Remise en cause fondée sur les seules règles d'imputation des déficits - Possibilité de mettre en oeuvre la procédure de l'abus de droit fiscal (non), aperçu rapide par Régis TORLET, Arnaud TAILFER 150 (11)

NOTION

Articulation avec les dispositifs anti-abus spécifiques, étude par Jérôme ARDOUIN 601 (47)
 Fraude fiscale, étude par Guillaume EXERJEAN, Claire ACARD, Nicolas GENESTIER 207 (10)
 Influence d'autres branches du droit (exemple du droit social) - *CA Versailles 6^e ch., 2 févr. 2016, n° 15/01292*, commentaire par Maxime BUCHET 271 (14)

OPÉRATIONS D'APPORT-CÉSSION

Double requalification de l'opération puis des revenus - Disposition potentielle de l'actif d'une société par l'associé unique - *TA Paris 1^{re} sect., 1^{re} ch., 5 janv. 2016, n° 1309874* : *Juris-Data n° 2016-000721*, commentaire par Jérôme TUROT, Alexandre SEGRETAIN 303 (17)

PLAN D'ÉPARGNE EN ACTIONS (PEA)

Vente à soi-même - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 14 oct. 2015, n° 374211* : *Juris-Data n° 2015-023299*, commentaire par Benoît BOHNERT, Régis VABRES 83 (3)

PREUVE

Possibilité pour l'Administration d'invoquer un abus de droit par voie de conséquence d'un précédent abus de droit (non) - Nécessité de motiver l'existence de la fictivité ou de la fraude à la loi propre à l'exercice redressé (oui) - *CAA Versailles 6^e ch., 10 déc. 2015, n° 13VE01683* : *Juris-Data n° 2015-027629*, commentaire par Philippe DELAGE 230 (11)

SCHÉMAS PUBLIÉS PAR L'ADMINISTRATION

Nouveau schéma : échange de titres avec soulte - Mise à jour : charges financières déduites en France et non imposées chez le prêteur act. 262 (16)
 Nouveau schéma : dissimulation d'avoirs à l'étranger act. 636 (45)
 Nouveaux schémas, aperçu rapide 544 (39)

TONTINE

Avis du Comité de l'abus de droit fiscal - Participation aux apports égalitaire entre les associés - Véritable aléa en raison de la situation d'âge et de santé des associés, étude par Pierre CAMELO CASSAN 408 (28)

TRANSFORMATION DE SOCIÉTÉ

Transformation d'une SA en SNC - Abus de droit fiscal (non), aperçu rapide par Florence DEBOISSY 149 (11)
 Transformation d'une SA en SNC - But exclusivement fiscal (non) - Application littérale de l'article 8 du CGI en contrariété avec l'intention des auteurs du texte (non) - *CE 8^e et 9^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 374071*, commentaire par Benoît BOHNERT, Rita ADADY, Régis TORLET, Eric MEIER 304 (17)

Acte anormal de gestion

ABANDON DU CRITÈRE DU RISQUE EXCESSIF

Étude critique, étude par Anne-Charlène BEZZINA 598 (47)

AVANCES SANS INTÉRÊTS

Filiale étrangère dépourvue de capacité d'autofinancement - Existence d'une contrepartie pour la société mère (oui) - Acte anormal de gestion (non) - *TA Poitiers 1^{re} ch., 3 déc. 2015, n° 1300249* : *Juris-Data n° 2015-027815*, commentaire par Olivier GUIARD 62 (2)

CONCESSION DE LICENCE DE MARQUE SANS

CONTREPARTIE FINANCIÈRE

Avantage consenti en vue de la préservation de l'existence ou de la valeur d'actifs dont dépend la pérennité de l'activité de l'entreprise concédante - Acte anormal de gestion (non) - *CE 10^e et 9^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 371258* : *Juris-Data n° 2016-002412*, commentaire par Frédéric TEPER, Aurélie BRETONNEAU 374 (24)

FINANCEMENT PAR EMPRUNT D'UN RACHAT D'ACTIONS SUIVI DE LEUR ANNULATION

Appréciation au regard de « l'intérêt social », aperçu rapide par Hervé KRUGER 199 (13)

NOTION

Abandon de la théorie du risque excessif - Appréciation au regard du seul intérêt propre de l'entreprise - *CE*

sect., 13 juill. 2016, n° 375801 : *Juris-Data* n° 2016-013627, commentaire par Olivier FOUQUET, Émilie BOKDAM-TOGNETTI 464 (36)

OPÉRATION CONTRAIRE À L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ

Acte anormal de gestion et rachat par une société de ses propres titres financé par l'emprunt suivi de la réduction du capital social - *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 15 févr. 2016, n° 376739 act. 117 (9)

PRÊTS INTRAGROUPE

Insuffisance du taux d'intérêt appliqué par une filiale pour les avances consenties à sa mère - Appréciation par rapport aux taux auxquels la mère aurait pu emprunter sur le marché (non) - *CAA Versailles 3^e ch.*, 9 févr. 2016, n° 15VE00394 : *Juris-Data* n° 2016-007729, commentaire par Bruno COUDERT 324 (20)

RENONCIATION À RECETTES

Acte anormal de gestion : l'absence de rémunération d'une concession de licence peut être justifiée par la préservation de l'existence d'un actif - *CE 10^e et 9^e ss-sect.*, 10 févr. 2016, n° 371258 act. 103 (7-8)

THÉORIE DU RISQUE EXCESSIF

Abandon, aperçu rapide par Marien SERAILLE, Philippe DURAND 489 (36)

Actif immobilisé**ACTIFS INCORPORELS**

Caractère d'immobilisation incorporelle d'un nom de domaine sur Internet - *CE 9^e et 10^e ch.*, 7 déc. 2016, n° 369814 act. 703 (50)

ÉLÉMENTS INCORPORELS

Droits attachés à une concession de licence de marque - Conditions d'immobilisation remplies (oui en l'espèce) - *CE 9^e et 10^e ch.*, 15 juin 2016, n° 375446 : *Juris-Data* n° 2016-012437, commentaire 611 (48)

Droits tirés de la concession d'un brevet ou de droits de la propriété intellectuelle - Conditions de l'immobilisation - *CE 9^e et 10^e ch.*, 19 juill. 2016, n° 368473 : *Juris-Data* n° 2016-014131, commentaire par Jean-Luc PIERRE, Romain VICTOR 584 (46)

ÉVALUATION

Terrains d'assiette des immeubles bâtis acquis pour un prix global - Travaux postérieurs de démolition et de reconstruction - Évaluation à la date d'entrée du bien au bilan, quelle que soit la méthode utilisée - *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 15 févr. 2016, n° 367467 : *Juris-Data* n° 2016-003579, commentaire par Frédéric ALADJIDI, Jean-Pierre MAUBLANC 333 (21)

Éléments incorporels - Coût d'acquisition - Inclusion du coût de rachat de certificats de valeur garantie émis lors d'une offre publique d'échange (oui) - *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 20 janv. 2016, n° 370121 : *Juris-Data* n° 2016-001077, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI 251 (13)

FONDS DE COMMERCE

Fonds de commerce acquis par une entreprise - Inscription à l'actif immobilisé, même lorsque l'activité du fonds de commerce cesse - Charge déductible (non) - *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 26 févr. 2016, n° 383930 : *Juris-Data* n° 2016-003778, commentaire par Nathalie ESCAUT, Julien CHATEAUNEUF 310 (18-19)

Administration fiscale**COMPÉTENCE**

Directions régionales et départementales des finances publiques - Délégation de signature aux responsables

de service pour les décisions sur les demandes de remboursement de crédits d'impôt - Possibilité de relèvement du plafond de demande à 100 000 € - *A.*, 3 oct. 2016 act. 599 (42-43)

ÉCHANGE D'INFORMATION ENTRE ADMINISTRATIONS

Transfert de données fiscales vers la Caisse nationale des barreaux français - Création - *A.*, 28 mai 2016 act. 332 (22)

Transfert de données fiscales vers plusieurs organismes gestionnaires de pensions de retraite - Création - *A.*, 31 mars 2016 act. 308 (21)

ORGANISATION

Contrôle des déclarations rectificatives relatives aux avoirs à l'étranger - Extension de la liste des directions compétentes - Extension de la compétence du pôle de recouvrement spécialisé DNVSF (Paris) - *A.*, 11 mai 2016 act. 305 (21)

Création du pôle de recouvrement spécialisé DNVSF (Paris) - Transfert d'une partie des compétences du pôle de recouvrement Paris Sud-Ouest - *D.* n° 2015-1859, 30 déc. 2015 act. 8 (2)

TRAITEMENT AUTOMATISÉ DE DONNÉES

Accès au dossier fiscal des particuliers (ADONIS) - Envoi d'une copie à la cellule de renseignement financier nationale (TRACFIN) - *A.*, 3 oct. 2016 act. 601 (42-43)

Acqui Pro - Ajout de l'extraction des données du traitement DSN afin de collecter les informations relatives aux effectifs salariés au sens de la CVAE - *A.*, 1^{er} sept. 2016 act. 570 (40)

Acquisition et de stockage des données des déclarations sociales nominatives (DSN) - Création - *A.*, 22 avr. 2016 act. 307 (21)

Aide à la sélection et au contrôle des dossiers des professionnels (« SIRIUS PRO ») - Destinataires des informations traitées - Ajout de TRACFIN - *A.*, 3 oct. 2016 act. 622 (45)

TRAITEMENT AUTOMATISÉS DE DONNÉES

Aide au recouvrement des créances émises par les organismes publics locaux et les établissements publics de santé (Héra) - Création - *D.* n° 2016-1078, 3 août 2016 act. 550 (39)

TRAITEMENT AUTOMATISÉ DE DONNÉES

Analyse des incidences fiscales du remplacement du forfait agricole par le régime micro-BA (« agri-TVA ») - Création - *A.*, 3 oct. 2016 act. 621 (45)

Appariement de données à caractère personnel relatif aux entreprises bénéficiaires de créances d'impôt sur les sociétés - Création - *A.*, 26 févr. 2016 act. 181 (12)

Création du traitement ISF-IR à fins statistiques - Modification du traitement de transfert des données relatives à la CVAE et à la Tascom aux collectivités locales - *A.*, 10 nov. 2015 act. 10 (2)

Détection des défaillances de dépôt des déclarations et gestion des relances amiables et coercitives « Surveillance-relance » - *A.*, 6 oct. 2016 act. 655 (47)

Enregistrement, gestion et suivi des demandes d'agréments déposées au titre des dispositifs légaux d'aide fiscale à l'investissement outre-mer « Agrume » - Création - *A.*, 6 oct. 2016 act. 654 (47)

Fichier des contrats de capitalisation et d'assurance vie (Ficovie) - Extension des finalités d'utilisation du fichier - *A.*, 1^{er} sept. 2016 act. 600 (42-43)

Gestion du fichier des contrats de capitalisation et d'assurance vie dénommé « Ficovie » - Création - *A.*, 29 févr. 2016 act. 216 (14)

Paiement des amendes par intranet (PAI) - Création - *A.*, 29 févr. 2016 act. 217 (14)

Suivi des demandes d'assistance mutuelle pour le recouvrement de créances adressées à des services étrangers ou émanant de ces derniers - Création - A., 29 févr. 2016.....	act. 182 (12)
Traitement des déclarations des professionnels dénommé « E-PRO » - Ajout des informations relatives aux effectifs salariés au sens de la CVAE contenues dans la DSN - A., 6 oct. 2016.....	act. 656 (47)
Transfert d'informations fiscales nécessaire aux démarches des usagers (Module applicatif d'interrogation de données) - Création - A., 1 ^{er} sept. 2016.....	act. 549 (39)
Transfert de données fiscales à la CAMIEG - Création - A., 2 déc. 2015.....	act. 9 (2)
Transfert des données fiscales à l'AGESSA et à la Maison des artistes - Création - A., 18 oct. 2016.....	act. 638 (46)

Agents généraux d'assurance

OPTION POUR UNE IMPOSITION SELON LE RÉGIME DES TRAITEMENTS ET SALAIRES

Conditions d'exercice de l'option - Absence d'autres revenus professionnels - Rémunération des associés de sociétés de personnes ayant opté pour l'impôt sur les sociétés - Nécessité de prendre en compte l'objet de la société et l'activité qu'y exerce l'associé (oui) - CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 378814 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-029422, commentaire.....	337 (21)
--	----------

RÉGIME FISCAL

Opérations accessoires de courtage - Possibilité d'imposition dans la catégorie des BNC (oui sauf option pour l'imposition des commissions en traitements et salaires) - BOI-BNC-SECT-10-20, 3 févr. 2016, § 120 et 340.....	act. 158 (11)
--	---------------

Agréments fiscaux

FUSION TRANSFRONTALIÈRE (CGI, ART. 210 C)

Renvoi préjudiciel à la CJUE sur la conformité à la liberté d'établissement - Conclusions de l'avocat général - CJUE, 26 oct. 2016, n° C-14/16.....	act. 628 (45)
Renvoi préjudiciel à la CJUE sur la conformité à la liberté d'établissement - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369317, commentaire par Allard de WAAL, Frédéric ALADJIDI.....	258 (13)

MONUMENTS HISTORIQUES

Charges foncières - Déductibilité sur agrément - Compétence du ministre du budget en cas d'évocation - A., 10 févr. 2016.....	act. 151 (11)
---	---------------

Aides d'État

AFFECTATION D'UNE TAXE AU FINANCEMENT D'UNE AIDE

Appréciation - CJUE 1 ^{re} ch., 10 nov. 2016, n° C-449/14.....	act. 647 (46)
---	---------------

AIDES DE MINIMIS

Date d'octroi pour l'appréciation du plafond - Exonération d'impôt sur les bénéfices dans un pôle de compétitivité (CGI, art. 44 undecies) - Date de clôture de l'exercice de réalisation des bénéfices exonérés (oui) - CAA Paris 2 ^e ch., 15 juin 2016, n° 15PA00034 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012051, commentaire par Yves EGLOFF.....	433 (29)
Crédit d'impôt recherche - Appréciation à la date d'octroi du CIR - TA Poitiers 1 ^{re} ch., 25 févr. 2016, n° 1301418 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-007656, commentaire par Olivier GUIARD.....	341 (21)

AIDES D'ÉTAT ILLÉGALES

Restitution demandée au vendeur lorsque la société bénéficiaire de l'aide a été vendue au prix du marché - CAA Douai 2 ^e ch., 5 juill. 2016, n° 14DA02046 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-014227, commentaire par Jean-Marc GUYAU.....	531 (40)
Restitution - Exonération en cas de reprise d'une entreprise industrielle en difficulté (CGI, art. 44 septies) - Principes de confiance légitime et de sécurité juridique - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 377874 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-005246, commentaire par Benoît BOHNERT, Laurent LECLERCQ, James du PASQUIER.....	354 (22)

DÉFAUT DE NOTIFICATION PRÉALABLE À LA

COMMISSION EUROPÉENNE

Annulation par le juge national des dispositions réglementaires instituant l'aide - Commission ayant finalement constaté la compatibilité de l'aide - Office du juge national ; exécution complète de sa décision - Mise à la charge des bénéficiaires de l'aide d'intérêts au titre de la période d'illégalité ; à défaut, prononcé d'office d'une astreinte (oui) - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 15 avr. 2016, n° 393721 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-007129, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI.....	638 (49)
---	----------

DÉFINITION DE LA PME COMMUNAUTAIRE

Précisions sur l'appréciation du seuil d'effectif - CAA Paris 9 ^e ch., 19 nov. 2015, n° 13PA04787 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-029676, commentaire par Christelle ORIOL.....	164 (6)
--	---------

EXONÉRATION DES PERSONNES PUBLIQUES

Condamnation de l'exonération d'impôt sur les sociétés néerlandais en faveur des ports maritimes - <i>Comm. UE</i> n° 2016/634, 21 janv. 2016.....	act. 295 (18-19)
--	------------------

NOTION

Communication de la Commission.....	act. 488 (30-35)
-------------------------------------	------------------

PERSONNES PUBLIQUES

Réforme de l'impôt sur les sociétés néerlandais - Ports maritimes - <i>Comm. UE</i> déc. (UE), 21 janv. 2016, n° 2016/634, commentaire par Fabrice PEZET.....	383 (25)
---	----------

PORTS MARITIMES ET FLUVIAUX

Application de l'IS de droit commun - Demande de la Commission à la France, la Belgique et aux Pays-Bas.....	act. 61 (4)
Fiscalité portuaire - France et Belgique - Appel de la Commission européenne à présenter des observations.....	act. 512 (36)

RÉCUPÉRATION

Indemnisation du préjudice subi par le contribuable - CAA Lyon 5 ^e ch., 1 oct. 2015, n° 14LY00340 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-030564, commentaire.....	214 (10)
Moyens de défense - Vice tiré du défaut de motivation d'un titre de perception - CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 22 juill. 2015, n° 367567 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-017569, commentaire par Frédéric PUEL, Géraldine CHAVRIER, James du PASQUIER, Laurent LECLERCQ, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER.....	213 (10)

RÈGLEMENT GÉNÉRAL D'EXEMPTION PAR CATÉGORIES

Mise à jour des renvois du CGI à ce règlement - <i>L. fin. rect.</i> n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire.....	134 (4)
---	---------

RESCRITS FISCAUX

Exonération belge des bénéfices excédentaires - Qualification d'aide illégale (oui).....	act. 40 (2)
Position des États-Unis d'Amérique sur le critère de sélectivité appliqué par la Commission européenne, aperçu rapide par Jacques MALHERBE.....	516 (37)

TAXE AFFECTÉE AU FINANCEMENT D'UNE AIDE D'ÉTAT

Évolution du régime de la taxe - Nouvelle autorisation par la Commission européenne - *CE 9^e et 10^e ch., 21 sept. 2016, n° 376193*, commentaire par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE, Émilie BOKDAM-TOGNETTI **675 (51-52)**

TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES (TASCOM)

Existence d'un lien contraignant (non) - Existence d'un assujettissement asymétrique et d'une surcompensation des coûts liés à des obligations de service public (non) - Conformité à la réglementation communautaire sur les aides d'État (oui) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 371910*, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI **403 (27)**

Existence d'un lien contraignant (non) - Existence d'un assujettissement asymétrique et d'une surcompensation des coûts liés à des obligations de service public (non) - Conformité à la réglementation communautaire sur les aides d'État (oui) - *Cass. com., 7 juin 2016, n° 14-12.521, FS-P+B*, À noter également **649 (50)**

Allemagne

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Allemagne : chronique de l'année 2015, étude par Annett KENK, François HELLIO **198 (9)**

Amérique latine

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

L'Amérique latine poursuit sa modernisation fiscale, étude par Victoria ALVAREZ **201 (9)**

Amortissements

AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS

Bâtiments d'élevage et matériels et installations de stockage des effluents d'élevage - Commentaires administratifs - Consultation publique - *BOI-IS-BASE-40, 4 mai 2016, § 10* **act. 313 (21)**

Bâtiments d'élevage et matériels et installations de stockage des effluents d'élevage - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, commentaire **98 (4)**

Imprimantes 3D - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, commentaire **19 (1)**

Prorogation de l'amortissement des robots industriels acquis par les PME - Équipements de fabrication additive (imprimante 3D) - Commentaires administratifs - *BOI-BIC-AMT-20-30-110, 2 mars 2016* **act. 140 (10)**

Robots industriels acquis par les PME - Prorogation d'un an - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également **30 (1)**

Souscriptions au capital de PME innovantes - Aménagement - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, commentaire **25 (1)**

Souscriptions au capital de PME innovantes - Entrée en vigueur des aménagements réalisés par la loi de finances rectificative pour 2015 - *D. n° 2016-1187, 31 août 2016* **act. 491 (36)**

DÉTERMINATION DE LA VALEUR D'ACQUISITION

Amortissement de plantations viticoles : modalités de détermination de la valeur des plantations - *CE 9^e et 10^e ch., 5 oct. 2016, n° 384475* **act. 585 (41)**

ÉLÉMENTS AMORTISSABLES

Actifs incorporels - Droit d'entrée payé par un locataire à un bailleur - Fraction du droit d'entrée correspondant

à l'avantage retiré par le preneur de la renonciation du bailleur à son droit de résiliation pendant six ans - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 375796*, commentaire **414 (28)**

Apport partiel d'actif

RÉGIME DE FAVEUR DES FUSIONS

Apport partiel d'actif : application de droit du régime de faveur dès la réunion des conditions de l'agrément de l'article 210 B, 3 - *CE 10^e et 9^e ch., 28 nov. 2016, n° 378793* **act. 686 (49)**

Assistance administrative internationale

ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE ÉTATS MEMBRES DE L'UE

Demande de mesures conservatoires - Mesures portant sur un compte détenu dans un autre État - Incompétence du juge français pour autoriser ces mesures - *Cass. 2^e civ., 21 janv. 2016, n° 15-10.193, F-P+B : Juris-Data n° 2016-000615*, commentaire **184 (7-8)**

ÉCHANGE AUTOMATIQUE D'INFORMATIONS

Accord FATCA - Obligations déclaratives - Extension aux sommes produites par tout type de compte déclarable (et non seulement les comptes conservateurs) - *D. n° 2016-521, 27 avr. 2016* **act. 285 (18-19)**

Obligations incombant aux institutions financières - Conventions organisant un échange automatique d'informations - Ajout de nouvelles informations - Mise en place d'une « revue unique » - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, commentaire **53 (1)**

Association internationale des juges fiscaux

PRÉSENTATION

L'association internationale des juges fiscaux **act. 97 (6)**

Assurance vie

CONTRATS EN DÉSHÉRENCE

Régime fiscal des sommes versées par la CDC aux bénéficiaires légitimes - Commentaires administratifs - *BOI-DJC-DES-20, 1^{er} juill. 2016*, commentaire **425 (29)**

CONTRATS SOUSCRITS PAR UN ÉPOUX AVEC DES FONDS COMMUNS

Droits de succession - Exonération - Retrait de la réponse ministérielle Bacquet - *Rép. min. éco. n° 78192 à M. Jean-David Ciot : JOAN Q 23 févr. 2016, p. 1648* **act. 114 (9)**

CONTRATS VIE-GÉNÉRATION

Actifs éligibles relevant de l'économie sociale et solidaire - *D. n° 2016-918, 4 juill. 2016* **act. 444 (28)**

Illustration de l'application de l'abattement et du calcul du quota de 33 % - *BOI-TCAS-AUT-60, 31 mai 2016, § 5 et 282 à 289* **act. 388 (25)**

DROITS DE SUCCESSION

Contrats souscrits par un époux avec des fonds communs - Exonération - Absence de condition liée au bénéficiaire du contrat - *BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20, 31 mai 2016, § 380* **act. 387 (25)**

FICHER FICOVIE

Extension des finalités d'utilisation du traitement automatisé de données « Ficovie » - *A., 1^{er} sept. 2016* **act. 600 (42-43)**

PRÉLÈVEMENT AD HOC SUR LES CONTRATS EN

DÉSHÉRENCE (CGI, ART. 990 I BIS)

Application aux sommes versées par la CDC aux bénéficiaires légitimes de contrats en déshérence - Commentaires administratifs - BOI-DJC-DES-20, 1^{er} juill. 2016, commentaire 425 (29)

RACHAT DE CONTRAT

Perte d'emploi - Application de l'exonération en cas de rupture conventionnelle (non) - Rép. min. fin. n° 14137 à M. Alain Fouché : JO Sénat Q 24 sept. 2015, p. 2217 act. 68 (5)

SUCCESSIONS

Franchise de 30 500 € (CGI, art. 757 B) - Application à l'ensemble des bénéficiaires au prorata de la part leur revenant, y compris suite à renonciation partielle ou totale du premier bénéficiaire - Rép. min. éco. n° 18026 à M. Claude Malhuret : JO Sénat Q 22 sept. 2016, p. 4058 act. 605 (42-43)

Attestation de régularité fiscale

MODALITÉS

Fin de la délivrance du certificat NOTI2 par la DGFIP act. 330 (21)

RÉGIME

Modification de la date d'appréciation : dernier jour du mois précédant la demande (au lieu du 31 décembre N-1) - Aménagement des modalités de délivrance aux entreprises en procédure collective ne disposant pas d'un plan de règlement - BOI-DJC-ARF, 7 déc. 2016, § 70, 90, 140, 180, 190, 270, 280, 300 à 320 act. 697 (50)

Augmentation de capital

LIBÉRATION PAR COMPENSATION AVEC DES

CRÉANCES DÉCOTÉES

Détermination du profit en tenant compte de la valeur réelle des titres reçus en contrepartie - Commentaires administratifs - BOI-IS-BASE-10-30, 3 févr. 2016, commentaire 177 (7-8)

Avis à tiers détenteur

CHAMP D'APPLICATION

Créance du contribuable sur un tiers résultant d'une décision de justice non définitive (oui) - CE 3^e et 8^e ch., 13 juin 2016, n° 390641 : Juris-Data n° 2016-012457, commentaire par Vincent DAUMAS 551 (41)

DÉFAUT DE PAIEMENT

Obligation d'une mise en demeure de l'article L. 257-0 A du LPF avant l'engagement de poursuite - Rép. min. éco. n° 92284 à M. Gérard Charasse : JOAN Q 20 sept. 2016, p. 8506 act. 557 (39)

PORTÉE

Annulation ou réduction de la dette après paiement par le tiers - Obligations de l'Administration - Remboursement au tiers de la somme qu'il avait payée (oui) - Reprise du recouvrement auprès du contribuable (oui) - CE 3^e et 8^e ch., 13 juin 2016, n° 390641 : Juris-Data n° 2016-012457, commentaire par Vincent DAUMAS 551 (41)

Avis de mise en recouvrement

AVIS DE RÉCEPTION SIGNÉ PAR UN TIERS

Employé d'une société de nettoyage liée au syndic de l'immeuble du contribuable - Régularité - Cass. com., 24 mai 2016, n° 14-24.476, F-D, À noter également 573 (44)

MENTIONS OBLIGATOIRES (LPF ART. R 256-1)

Montant des rehaussements - Montant mis en recouvrement inférieur à celui mentionné dans la dernière pièce modifiant les rehaussements - Conséquence : irrégularité de l'avis de mise en recouvrement - Irrégularité ne privant pas le contribuable d'une garantie ou de la possibilité de contester utilement les droits et pénalités en litige - TA Melun 3^e ch., 8 janv. 2015, n° 1300960 : Juris-Data n° 2015-029928, À noter également par Dominique LALANDE 186 (7-8)

SIGNATURE

Compétence du directeur de la DGE et de ses délégués - Délégation de signature - Mesures de publicité suffisantes - CAA Versailles 3^e ch., 25 nov. 2015, n° 13VE02335 : Juris-Data n° 2015-030423, commentaire par Bruno COUDERT 185 (7-8)

Avoirs détenus à l'étranger

DÉCLARATION RECTIFICATIVE

Compétence - Pôle de recouvrement spécialisé DNVSF (Paris) - Transfert des compétences du pôle de recouvrement Paris Sud-Ouest - D. n° 2015-1859, 30 déc. 2015 act. 8 (2)

RÉGULARISATION

Extension des services de l'administration fiscale compétents pour contrôler les déclarations - Extension de la compétence du pôle de recouvrement spécialisé DNVSF (Paris) - A., 11 mai 2016 act. 305 (21)

Modifications du montant des majorations applicables - Nouvelles conditions de réduction des majorations et amendes au titre des déclarations rectificatives des contribuables détenant des avoirs non déclarés à l'étranger act. 540 (38)

Barème kilométrique

FRAIS DE VÉHICULES 2015

Barèmes kilométriques 2015 - BOI-BAREME-000001, 15 févr. 2016 act. 113 (9)

Belgique

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Benelux : chronique de l'année 2015, étude par Imme KAM, Jean MEEÛS, Cécile HENLÉ 200 (9)

SCI FRANÇAISES

Imposition des résidents belges percevant des revenus d'une SCI française - Revirement de jurisprudence, aperçu rapide par Jacques MALHERBE 619 (45)

TAXE DE SPÉCULATION

Étude d'ensemble, étude par Jacques MALHERBE, Bruno COLMANT 262 (14)

Bénéfices agricoles

AIDES DIRECTES COUPLÉES ET DÉCOUPLÉES

Notion et régime d'imposition des mises à disposition d'aides directes découplées - Règles de rattachement des aides directes couplées et découplées - Tolérance pour les aides directes découplées - BOI-BA-CHAMP-10-40, 7 sept. 2016, § 100 à 108, commentaire 614 (48)

ASSIETTE

Primes d'arrachage de vignes et aides à la restructuration et reconversion du vignoble (oui) - BOI-BA-BASE-20-20-40, 2 mars 2016, § 375 act. 219 (14)

BASE D'IMPOSITION

Rattachement des aides directes découplées - Mise en consultation des commentaires administratifs - BOI-BA-BASE-20-10-10, 6 avr. 2016, § 310 à 410..... **act. 236 (15)**

BÉNÉFICES AGRICOLES FORFAITAIRES

Premier et deuxième tableaux 2015 - BOI-BAREME-000024, 6 juill. 2016..... **act. 448 (28)**

Quatrième tableau 2014 - BOI-BAREME-000024, 6 janv. 2016..... **act. 13 (2)**

Troisième tableau 2015 - BOI-BAREME-000033, 7 sept. 2016..... **act. 521 (37)**

DOMAINE VITICOLE

Éléments d'actif amortissables - Vignes - Détermination de la valeur : coût de la plantation initiale et coûts directement engagés pour leur mise en état d'utilisation - Durée à l'issue de laquelle les vignes sont en état d'utilisation : appréciation en fonction des caractéristiques propres de l'entreprise - CE 9^e et 10^e ch., 5 oct. 2016, n° 384475, commentaire par Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON, Thierry LAMULLE..... **645 (50)**

RÉGIMES D'IMPOSITION

Détermination du régime applicable - Micro-BA - Consultation publique..... **act. 520 (37)**

Micro-BA - Mise en consultation publique des commentaires administratifs - BOI-BA-REG-40-20, 7 sept. 2016, commentaire..... **516 (39)**

Modalités de détermination du régime imposable - Consultation publique partielle des commentaires administratifs - BOI-BA-REG-30, 7 sept. 2016, commentaire..... **515 (39)**

Modalités de détermination du résultat fiscal en cas de passage du régime micro-BA à un régime réel - D. n° 2016-1415, 20 oct. 2016..... **act. 614 (44)**

Option pour le régime réel par en exploitant éligible au régime micro avant le 31 décembre 2016 - Absence de majoration de 25 % des revenus imposables de l'exercice 2016 en cas d'adhésion à un OGA avant le 31 décembre 2016 - BOI-IR-BASE-10-10-20, 2 déc. 2016, § 77..... **act. 684 (49)**

Bénéfices industriels et commerciaux

ABATTEMENT SUR LES BÉNÉFICES DES EXPLOITATIONS OUTRE-MER (CGI, ART. 44 QUATERDECIES)

Précisions sur la notion d'« activité principale de l'exploitation » - CAA Bordeaux 3^e ch., 8 déc. 2015, n° 14BX01952 : Juris-Data n° 2015-027888, commentaire par Guillaume de la TAILLE..... **160 (6)**

CRÉANCES ET DETTES

Changement de régime fiscal - Clause de retour à meilleure fortune - CE 3^e et 8^e ch., 22 juill. 2016, n° 388147, commentaire..... **613 (48)**

DÉDUCTIONS DIVERSES

Suramortissement exceptionnel de 40 % en faveur de l'investissement industriel productif - Prorogation pour tous les biens éligibles au 14 avril 2017 - Extension aux droits d'usage de réseaux en fibre optique et à de nouveaux biens informatiques et logiciels - Législation - L. n° 2016-1321, 7 oct. 2016..... **act. 579 (41)**

ERREURS ET DÉCISIONS DE GESTION

Erreur comptable volontaire de l'entreprise et salarié dépassant l'exercice normal de ses fonctions - CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 mars 2016, n° 380808..... **act. 164 (11)**

EXONÉRATIONS

Entreprises implantées dans les zones franches urbaines (CGI, art. 44 octies) - Condition tenant à l'emploi d'au moins un salarié sédentaire à temps plein, ou équivalent, exerçant ses fonctions dans les locaux affectés à l'activité - Cumul des temps de travail de deux ou plusieurs salariés : cumul possible seulement si l'activité de chacun des salariés est sédentaire (oui) - CAA Lyon 5^e ch., 31 mars 2016, n° 14LY00566 : Juris-Data n° 2016-015709, commentaire..... **480 (37)**

Location en meublé à un prix raisonnable - Plafonds de loyer 2016 - Extension à la résidence temporaire du travailleur saisonnier - BOI-BIC-CHAMP-40-20, 3 janv. 2016, § 130 et 160..... **act. 78 (6)**

Bénéfices non commerciaux

ACTIF PROFESSIONNEL

Amortissements - Travaux d'agencement d'un cabinet de radiologie installé dans des locaux détenus par un tiers - Déduction en cas de dissociabilité des locaux - CAA Paris 10^e ch., 20 oct. 2015, n° 14PA03801 : Juris-Data n° 2015-031043, commentaire par Patrick OUARDES..... **277 (15)**

BÉNÉFICE IMPOSABLE

Renonciation à percevoir des recettes - Adaptation de la théorie de l'acte anormal de gestion aux titulaires de BNC - Application en pratique - CAA Paris 10^e ch., 29 sept. 2015, n° 14PA05384 : Juris-Data n° 2015-029888, commentaire par Patrick OUARDES..... **176 (7-8)**

Avantages fiscaux accordés aux médecins conventionnés du secteur I - Déduction de 3 % - Cumul avec l'absence de majoration de 25 % pour adhésion à une association agréée - Obligation d'adhérer dans les cinq premiers mois de l'année civile - BOI-BNC-SECT-40, 4 mai 2016, § 300..... **act. 314 (21)**

CHAMP D'APPLICATION

Promesse synallagmatique requalifiée en promesse unilatérale de vente - Indemnité de réservation imposable dans la catégorie des BNC (oui) - CE 3^e et 8^e ss-sect., 25 nov. 2015, n° 380817, commentaire..... **175 (7-8)**

Revenus assimilés aux BNC - Sources de profits ne se rattachant pas à une autre catégorie de bénéfices ou de revenus - Preuve que des sommes perçues constituent des revenus - Preuve à la charge de l'Administration (oui) - CE 3^e et 8^e ch., 13 juin 2016, n° 391552 : Juris-Data n° 2016-012486, À noter également..... **517 (39)**

DÉPENSES PROFESSIONNELLES

Frais de carburant - Évaluation forfaitaire pour 2015 - BOI-BAREME-000003, 3 févr. 2016..... **act. 79 (6)**

Frais supplémentaires de repas - Actualisation des seuils et limites de déduction pour l'année 2016 - BOI-BNC-BASE-40-60-60, 3 févr. 2016, § 130 et 170..... **act. 80 (6)**

FRAIS PROFESSIONNELS

Frais de voiture - Barème kilométrique pour 2015 - BOI-BAREME-000001, 15 févr. 2016..... **act. 113 (9)**

LOCATION DE VÉHICULES

Location de véhicules exercée par des particuliers - Rép. min. fin. n° 52946 à M. Guy Teissier : JOAN Q 24 mai 2016, p. 4505..... **act. 522 (37)**

QUALIFICATION

Office du juge dans la qualification de revenus en bénéfices non commerciaux - CE 3^e et 8^e ch., 13 juin 2016, n° 391552..... **act. 396 (25)**

REVENUS ACCESSOIRES

Opérations accessoires de courtage réalisées par les agents généraux d'assurance - Régime fiscal - BOI-BNC-SECT-10-20, 3 févr. 2016, § 120 et 340 act. 158 (11)

Brexit

CONSÉQUENCES EN MATIÈRE FISCALE

Première analyse, aperçu rapide par Jacques MALHERBE, Guglielmo MAISTO 458 (29)

Butoir (règle du)

FONDEMENT LÉGAL

Absence de base en droit interne - Conventions internationales - CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189, commentaire par Benoît BOHNERT, Philippe DURAND 80 (3)

MODALITÉS DE CALCUL

Charges s'imputant sur le revenu brut - CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189, commentaire par Benoît BOHNERT, Philippe DURAND 80 (3)

Charte des droits et obligations du contribuable vérifié

DÉMATÉRIALISATION DE LA REMISE

Dématérialisation de la remise de la charte des droits et obligations du contribuable vérifié - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 54 (1)
 Mise en ligne act. 49 (3)

Chine

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Fiscalité des cessions indirectes d'actifs situés en Chine, étude par Guo MIN 202 (9)

Chroniques

ALLEMAGNE

Année 2015, étude par Annett KENK, François HELLIO 198 (9)

AMÉRIQUE LATINE

Année 2015, étude par Victoria ALVAREZ 201 (9)

BENELUX

Année 2015, étude par Cécile HENLÉ, Imme KAM, Jean MEEÛS 200 (9)

CHINE

Année 2015 - Fiscalité des cessions indirectes d'actifs situés en Chine, étude par Guo MIN 202 (9)

COMPTABILITÉ ET FISCALITÉ

Retour sur l'année 2015, étude par Mathieu FERRÉ, Anne COLMET DAÂGE 409 (28)

DOUANES

Année 2015, étude par Arnaud MORAINÉ, Brigitte LABOU, Clément BASCOUL, Stéphane CHASSELOUP, Vanessa STOREY, Alicia BOISSIÈRE 204 (9)

DROIT CONSTITUTIONNEL FISCAL

Année 2015, étude par Marc PELLETIER 208 (10)

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Année 2015, étude par Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE 195 (9)

DROIT FISCAL EUROPÉEN DES DROITS DE L'HOMME

Année 2015, étude par Ludovic AYRAULT 206 (9)

DROIT PÉNAL FISCAL

Droit pénal fiscal - Cass. crim., 13 janv. 2016, n° 14-86.720, étude par Renaud SALOMON 321 (20)

Droit pénal fiscal - Cass. com., 3 mai 2016, n° 14-27.960, étude par Renaud SALOMON 439 (30-35)

Droit pénal fiscal - Cass. crim., 29 juin 2016, n° 15-82.114, étude par Renaud SALOMON 576 (45)

Droit pénal fiscal - Cass. crim., 9 déc. 2015, n° 15-82.744, étude par Renaud SALOMON 142 (5)

FISCALITÉ AMÉRICAINE

Année 2015, étude par Céline PASQUIER, Édouard MILHAC 197 (9)

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Année 2015, étude par Lionel LENCZNER 192 (9)

FISCALITÉ DES PERSONNES

Année 2015, étude par Bernard CASTAGNÈDE 191 (9)

FISCALITÉ DU PATRIMOINE

Année 2015, étude par Jean-François DESBUQUOIS, Renaud MORTIER, Laurent GUILMOIS 194 (9)

FISCALITÉ FINANCIÈRE

Deuxième partie, étude par Claire ACARD 509 (38)

Fiscalité financière, étude par Claire ACARD 73 (3)

Première partie, étude par Claire ACARD 477 (37)

FISCALITÉ INTERNATIONALE

Année 2015, étude par Emmanuel DINH 196 (9)

JURISPRUDENCE DE LA CJUE

Fiscalité directe (avr./juin 2016), étude par Ludovic BERNARDEAU, Frédéric SCHMIED, Olivier PEIFFERT 438 (30-35)

Fiscalité directe (janv./mars 2016), étude par Ludovic BERNARDEAU, Frédéric SCHMIED, Olivier PEIFFERT 290 (16)

Fiscalité directe (juill./sept. 2016), étude par Frédéric SCHMIED, Olivier PEIFFERT, Ludovic BERNARDEAU 555 (42-43)

Fiscalité directe (sept./déc. 2015), étude par Ludovic BERNARDEAU, Frédéric SCHMIED, Olivier PEIFFERT 74 (3)

PROCÉDURES FISCALES

Année 2015, étude par Emmanuel de CROUY-CHANEL 205 (9)

ROYAUME-UNI

Année 2015, étude par Franck LE MENTEC 199 (9)

SÉLECTION D'ARRÊTS DES COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

Sélection d'arrêts des cours administratives d'appel - CAA Versailles 1^{re} ch., 26 mai 2016, n° 14VE00885, chronique de bibliographie fiscale par Sandrine RUDEAUX 599 (47)

SÉLECTION DE DÉCISIONS DES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE ET DES COURS D'APPEL

Sélection de décisions des tribunaux de grande instance et des cours d'appel - CA Aix-en-Provence 1^{re} ch. A, 24

mars 2015, n° 14/09330 : *Juris-Data* n° 2015-031051, chronique de bibliographie fiscale par Jean-François DESBUQUOIS 275 (15)

Sélection de décisions des tribunaux de grande instance et des cours d'appel - *CA Reims 1^{re} ch.*, 7 juin 2016, n° 15/00277 : *Juris-Data* n° 2016-022484, chronique de bibliographie fiscale par Jean-François DESBUQUOIS 575 (45)

SÉLECTION DE JUGEMENTS DES TRIBUNAUX

ADMINISTRATIFS

Sélection de jugements des tribunaux administratifs - *TA Caen 2^e ch.*, 31 mai 2016, n° 1500913 : *Juris-Data* n° 2016-014390, chronique de bibliographie fiscale par Nicolas CHAYVIALLE 459 (36)

Sélection de jugements des tribunaux administratifs - *TA Limoges 2^e ch.*, 8 juill. 2016, n° 1400898 : *Juris-Data* n° 2016-020662, chronique de bibliographie fiscale par Manon HAMEAU 574 (45)

Sélection de jugements des tribunaux administratifs - *TA Orléans 3^e ch.*, 24 nov. 2015, n° 1403725 : *Juris-Data* n° 2015-030008, chronique de bibliographie fiscale par Nicolas CHAYVIALLE 141 (5)

SUISSE

Année 2015, étude par Rébecca Dorasamy, Jean-Blaise Eckert 203 (9)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Année 2015, étude par Guy de CORDES, José Manuel MORENO, Odile COURJON, Yolande SÉRANDOUR, Arnaud MORAINÉ, Benjamin GOULNIK 193 (9)

Code européen du contribuable

MISE EN LIGNE

Mise en ligne du Code européen du contribuable act. 691 (49)

Colloques

FISCALITÉ FINANCIÈRE : LES NOUVEAUX ENJEUX

Fiscalité financière : les nouveaux enjeux, dossier par Xavier CABANNES 440 (30-35)

INTÉGRATION FISCALE : UN RÉGIME MENACÉ ?

L'intégration fiscale : un régime menacé ?, dossier par Gauthier BLANLUET 510 (39)

JUGE PÉNAL ET JUGE DE L'IMPÔT

Actes du colloque, dossier 488 (38)

LA GESTION FISCALE DES GROUPES DE SOCIÉTÉS :

ACTUALITÉS ET PERSPECTIVES

Introduction, dossier 623 (49)

Comité consultatif du crédit d'impôt recherche

COMPÉTENCE, COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Commentaires administratifs - *BOI-DJC-SECR-10-20-40*, 6 juill. 2015, § 105, commentaire 456 (30-35)

CRÉATION

Création d'un comité consultatif pour les dépenses de recherche éligibles au CIR et au CII - *L. fin. rect.* n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire 55 (1)

MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

Fonctionnement du Comité consultatif du CIR - *D.* n° 2016-766, 9 juin 2016 act. 373 (24)

Comité de la TVA

ORIENTATIONS

Réunion du 26 octobre 2015 act. 293 (18-19)

Réunion du 26 octobre 2015 et du 14 mars 2016 act. 436 (27)

Réunion du 8 juillet 2016 act. 720 (51-52)

Comité de l'abus de droit fiscal

AVIS

Séance du 31 mars 2016, étude 410 (28)

Séances des 6 et 27 novembre 2015, étude 173 (7-8)

Séance du 11 mars 2016, étude 372 (24)

Séance du 5 février 2016, étude 263 (14)

Séances du 12 mai et du 23 juin 2016, études 538 (41)

1° Prise en compte de considérations autres que celles qui constituent les motifs du redressement (oui) - 2° Opposabilité à l'Administration (non) - *TA Paris 1^{re} sect.*, 1^{re} ch., 5 janv. 2016, n° 1309874 : *Juris-Data* n° 2016-000721, À noter également 306 (17)

Commission communale des impôts directs

COMPÉTENCE

Modification consécutive à une contestation du contribuable (obligation de saisine : non) - *CE 8^e et 3^e ch.*, 13 avr. 2016, n° 382054 : *Juris-Data* n° 2016-007215, commentaire par Aurélie RALKOS, Nathalie ESCAUT 430 (29)

Commission départementale des impôts

AVIS

Conséquence sur la charge de la preuve (LPF, art. L. 192) - Impositions établies sur des bases plus favorables au contribuable que celles entérinées par l'avis - Impositions établies conformément à l'avis de la commission (non) - *CAA Paris 5^e ch.*, 10 mars 2016, n° 14PA03446 : *Juris-Data* n° 2016-005084, commentaire par Olivier LEMAIRE 270 (14)

COMPÉTENCE

Questions de fait - Appréciation du caractère délibéré d'une erreur commise par un contribuable : question de droit (oui) - *CAA Versailles 3^e ch.*, 18 févr. 2016, n° 13VE02491 : *Juris-Data* n° 2016-003990, À noter également 330 (20)

EXIGENCE D'IMPARTIALITÉ

Président de la CDI ayant présidé une formation de jugement du tribunal à l'occasion d'un litige concernant la même société mais sur des exercices différents - Méconnaissance du principe d'impartialité (non) - Conséquence d'un éventuel défaut d'impartialité : modification des règles de dévolution de la charge de la preuve - *CE 10^e et 9^e ss-sect.*, 18 nov. 2015, n° 368820 : *Juris-Data* n° 2015-026792, commentaire par Édouard CRÉPEY 168 (6)

SAISINE

Délai - Contribuable dans l'attente de la réponse du supérieur hiérarchique du vérificateur - Demande de saisine de la CDI après l'expiration du délai de trente jours prévu à l'article R. 59-1 du LPF (non) - *CAA Versailles 3^e ch.*, 9 févr. 2016, n° 15VE00394 : *Juris-Data* n° 2016-007729, À noter également 331 (20)

Demande non reçue par l'Administration et retournée au contribuable - Effets pour le contribuable - 1° Nouveau délai de 30 jours pour saisir la Commission,

sauf si le défaut d'acheminement du pli lui est imputable - 2° Cas où l'Administration a omis de retirer le pli : irrégularité de la procédure d'imposition, en cas de compétence de la Commission - *CE 10^e et 9^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 369502 : Juris-Data n° 2015-026821*, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI 229 (11)

Commission des infractions fiscales

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le rôle de la Commission des infractions fiscales, étude par Monique LIÉBERT-CHAMPAGNE 497 (38)

SAISINE

Liste des autorités pouvant saisir la CIF sur délégation - Modification - *A., 12 sept. 2016* act. 532 (38)

Commission européenne

PAQUET SUR LA LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

La Commission européenne publie un « paquet sur la lutte contre l'évasion fiscale », étude par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE 137 (5)

Comptabilité

CONNEXION À LA FISCALITÉ

Comment suivre le fil d'Ariane ? - Petit inventaire illustré, étude par Claude LOPATER, Olivier FOUQUET 153 (6)

INSTRUMENTS FINANCIERS ET OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Nouvelles règles comptables (règlement ANC n° 2015-05) - Conséquences fiscales, étude par Claire ACARD, Anne-Lyse BLANDIN 643 (50)

LOGICIELS DE COMPTABILITÉ OU SYSTÈME DE CAISSE SÉCURISÉE

Obligation d'utiliser un logiciel de comptabilité ou un système de caisse sécurisé - Commentaires administratifs - *BOI-TVA-DECLA-30-10-30, 3 août 2016*, commentaire 463 (36)

Obligation d'utiliser un logiciel de comptabilité ou un système de caisse sécurisé - Institution - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire 14 (1)

RETOUR SUR L'ANNÉE 2015

Comptabilité et fiscalité : retour sur l'année 2015, étude par Mathieu FERRÉ, Anne COLMET DAÂGE 409 (28)

Comptes courants d'associés

TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS DÉDUCTIBLES

Taux maximum act. 3 (2)

Taux maximum - *Avis, 25 mars 2016* act. 200 (13)

Taux maximum - *Avis, 25 juin 2016* act. 410 (26)

Taux maximum - *Avis, 27 sept. 2016* act. 568 (40)

Conseil d'État

INCIDENTS DE PROCÉDURE

Intervention de toute personne justifiant d'un intérêt suffisant eu égard à la nature et à l'objet du litige - Syndicat professionnel - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2013, n° 377390 : Juris-Data n° 2015-026844*, À noter également 152 (5)

JUGE DE CASSATION

Contrôle de la qualification juridique des faits - Existence d'un lien de dépendance au sens de l'article 57 du CGI - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 372097 : Juris-Data n° 2016-007579*, À noter également 682 (51-52)

Étendue du contrôle - Éléments incorporels de l'actif immobilisé : Réunion des critères justifiant l'immobilisation - Droits attachés à une concession de licence de marque - Appréciation souveraine des juges du fond (oui) - *CE 9^e et 10^e ch., 15 juin 2016, n° 375446 : Juris-Data n° 2016-012437*, À noter également 622 (48)

Existence d'un cas de force majeure justifiant un retard de déclaration - Contrôle de la qualification juridique des faits - *CE 9^e et 10^e ch., 21 sept. 2016, n° 386250*, À noter également 658 (50)

Substitution de motifs en cassation - Moyen tiré de l'insuffisance de motivation du motif erroné objet de la substitution : inopérance - *CE 10^e et 9^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 369502 : Juris-Data n° 2015-026821*, À noter également 232 (11)

ORGANISATION

Dénomination des sous-sections de la Section du contentieux en « chambres » - *L. n° 2016-483, 20 avr. 2016* act. 356 (23)

RAPPORT PUBLIC 2016

Rapport public 2016 du Conseil d'État, étude 382 (25)

VOIES DE RECOURS

Tierce-opposition - Recevabilité - Condition tenant à ce que la personne formant la tierce opposition n'ait été ni appelée ni représentée dans l'instance - Établissement public de l'État représenté par son ministre de tutelle dans l'instance ayant abouti à la décision qu'il conteste : recevabilité (non) - *CE 3^e et 8^e ch., 6 juill. 2016, n° 398574 : Juris-Data n° 2016-013316*, commentaire 655 (50)

Constitution

LOIS DE VALIDATION

Inconstitutionnalité de la loi de validation des évaluations de valeur locative par comparaison à un local détruit ou restructuré - *Cons. const. déc., 2 mars 2016, n° 2015-525 QPC : Juris-Data n° 2016-003636*, À noter également 386 (25)

PRINCIPE D'ÉGALITÉ

Discrimination à rebours, aperçu rapide par Olivier FOUQUET 74 (6)

PRINCIPE D'ÉGALITÉ CORRÉLATIVE

Discrimination à rebours - Droit de l'Union européenne, étude par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE 475 (37)

QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

Absence d'application de l'abattement pour durée de détention aux plus-values réalisées et placées en report d'imposition avant le 1^{er} janvier 2013 - Renvoi au Conseil constitutionnel - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 394596*, commentaire par Benoît BOHNERT 242 (12)

Allongement du délai de rappel fiscal des donations antérieures - Constitutionnalité avec réserve - *Cons. const. déc., 9 déc. 2016, n° 2016-603 QPC* act. 710 (50)

Alternative entre sanction administrative et sanction pénale pour une même infraction - Conformité au principe d'égalité - *CE 9^e et 10^e ch., 5 oct. 2016, n° 401229*, commentaire par Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON 651 (50)

Amende de 5 % pour non-déclaration d'un compte à l'étranger - Inconstitutionnalité - <i>Cons. const. déc.</i> , 22 juill. 2016, n° 2016-554 QPC	act. 481 (30-35)	constitutionnel - <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 16 juin 2016, n° 398034, commentaire	593 (46)
Amende pour non déclaration d'un compte ouvert à l'étranger (CGI, art. 1736, IV) - Second alinéa du IV de l'article 1736 du CGI, issu de la loi du 14 mars 2012 : renvoi au Conseil constitutionnel - IV de l'article 1736 du CGI dans sa rédaction issue de la loi du 30 décembre 2008 : conformité à la Constitution - <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 18 mai 2016, n° 397826, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI	368 (23)	Cumul des sanctions fiscales et pénales - Conformité au principe de nécessité des délits et des peines, à condition que l'incrimination soit réservée aux fraudes les plus graves - <i>Cons. const. déc.</i> , 24 juin 2016, n° 2016-546 QPC : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012237, commentaire par Stéphane DETRAZ	405 (27)
Articulation avec le renvoi préjudiciel à la CJUE, aperçu rapide par Nicolas JACQUOT, Paul MISPELON	354 (23)	Cumul des sanctions fiscales et pénales - Conformité au principe de nécessité des délits et des peines, à condition que l'incrimination soit réservée aux fraudes les plus graves - <i>Cons. const. déc.</i> , 24 juin 2016, n° 2016-545 QPC : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012236, commentaire par Stéphane DETRAZ	405 (27)
Attentes légitimes de contribuables - Rétroactivité, rétrospectivité, rétro-prospectivité - <i>Cons. const. déc.</i> , 17 juill. 2015, n° 2015-475 QPC, commentaire par Gauthier BLANLUET	165 (6)	Cumul des sanctions pénales et fiscales - Transmission au Conseil constitutionnel, aperçu rapide par Nicolas JACQUOT, Paul MISPELON	214 (14)
Caractère sérieux dépendant de la réponse à une question préjudicielle à la CJUE - Renvoi de la question préjudicielle et refus de transmettre la QPC - Possibilité éventuelle de soumettre à nouveau la QPC (oui) - <i>CE ass.</i> , 31 mai 2016, n° 393881 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-010698, étude par Stéphane AUSTRY, Daniel GUTMANN	476 (37)	Cumul des sanctions pénales et fiscales - Transmission au Conseil constitutionnel - <i>Cass. crim.</i> , 30 mars 2016, n° 16-90.005, FS-P+B : <i>Juris-Data</i> n° 2016-005583, commentaire par Renaud SALOMON	268 (14)
Cession d'entreprise lors du départ en retraite (CGI, art. 151 septies A) - Agents d'assurance - Exigence d'exercice de l'activité par le repreneur dans les mêmes locaux : inconstitutionnalité - <i>Cons. const.</i> , 14 oct. 2016, n° 2016-587 QPC	act. 609 (42-43)	Discrimination à rebours - Équilibre entre contrôle de conventionalité et contrôle de constitutionnalité - <i>Cons. const. déc.</i> , 3 févr. 2016, n° 2015-520 QPC, commentaire par Éric MEIER, Mathieu VALETTEAU	241 (12)
Chambre criminelle de la Cour de cassation, étude par Élisabeth PICHON	506 (38)	Discrimination à rebours - Rupture du principe d'égalité - Régime mère-fille - Actions d'auto-contrôle, étude par Gauthier BLANLUET	233 (12)
Confirmation de la constitutionnalité du cumul des sanctions fiscales et pénales - <i>Cons. const. déc.</i> , 22 juill. 2016, n° 2016-556	act. 484 (30-35)	Discrimination à rebours - Rupture du principe d'égalité - Régime mère-fille - Actions d'auto-contrôle, études par Philippe DURAND, Emmanuel RAIN-GEARD DE LA BLÉTIÈRE	309 (18-19)
Conformité à la Constitution, avec réserve, de l'exclusion de certains compléments de prix du bénéfice de l'abattement pour durée de détention en matière de plus-values - <i>Cons. const. déc.</i> , 14 janv. 2016, n° 2015-515	act. 45 (3)	Distributions dans un ETNC : 1° le taux de retenue à la source de 75 % n'est pas une sanction ; 2° exigence de pouvoir prouver l'absence de but frauduleux - <i>Cons. const. déc.</i> , 25 nov. 2016, n° 2016-598 QPC	act. 672 (48)
Conformité à la Constitution des saisies portant sur des biens ou droits incorporels - <i>Cons. const.</i> , 14 oct. 2016, n° 2016-583/584/585/586 QPC	act. 610 (42-43)	Droit au respect de la vie privée - Registre public des trusts - Inconstitutionnalité - <i>Cons. const. déc.</i> , 21 oct. 2016, n° 2016-591 QPC : <i>Juris-Data</i> n° 2016-021357, commentaire par Stanislas PANNETIER, Michaël KHAYAT	620 (48)
Conseil d'État, étude par Vincent DAUMAS	505 (38)	Exclusion des titres sans droit de vote du bénéfice du régime des sociétés mères (CGI, art. 145, 6, b ter dans sa rédaction issue L. fin. rect. 2005) - Renvoi au Conseil constitutionnel - <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 18 mai 2016, n° 397316, commentaire	367 (23)
Contribution de 3 % au titre des montants distribués - Exonération des seules distributions internes aux groupes intégrés fiscalement - Inconstitutionnalité - <i>Cons. const. déc.</i> , 30 sept. 2016, n° 2016-571 QPC, commentaire par Gauthier BLANLUET	592 (46)	Flagrance fiscale - Refus de transmission de la QPC - <i>CE 3^e et 8^e ch.</i> , 3 oct. 2016, n° 401390, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER	596 (46)
Contribution de 3 % au titre des montants distribués - Exonération limitée aux distributions intragroupes - Renvoi au Conseil constitutionnel - <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 27 juin 2016, n° 399506, À noter également	407 (27)	Fraude fiscale - Cumul des sanctions pénales et fiscales - Articles 1729 et 1741 du CGI - Conformité à la Constitution, avec réserves, aperçu rapide par Nicolas JACQUOT, Paul MISPELON	409 (26)
Contribution de 3 % au titre des montants distribués - Exonérations - Distributions intragroupe - Inconstitutionnalité, aperçu rapide par Philippe DEROUIN, Marc PELLETIER	567 (40)	Inconstitutionnalité de la limitation de l'imposition commune aux conjoints ayant chacun leur domicile fiscal en Nouvelle-Calédonie - <i>Cons. const.</i> , 10 mai 2016, n° 2016-539 QPC	act. 302 (20)
Crédit d'impôt recherche - Secteur textile-habillement-cuir (crédit d'impôt collection) - Limitation aux entreprises ayant un caractère industriel - <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 27 oct. 2016, n° 391678, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI	581 (45)	Inconstitutionnalité de l'exclusion des titres sans droit de vote du régime mère-fille - <i>Cons. const. déc.</i> , 8 juill. 2016, n° 2016-553 QPC	act. 453 (28)
Cumul des sanctions - Absence d'identité des faits réprimés - Infractions au paiement d'impositions distinctes - Refus de transmission au Conseil constitutionnel - <i>CE 3^e et 8^e ch.</i> , 20 juill. 2016, n° 396078 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-014296, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER	594 (46)	Invocabilité en cassation d'une déclaration d'inconstitutionnalité visant les instances en cours - <i>CE 10^e et 9^e ch.</i> , 28 nov. 2016, n° 390638	act. 688 (49)
Cumul des sanctions - Entrée en vigueur au 12 juillet 2014 de l'exonération d'IR des gratifications versées aux stagiaires - Refus de transmission au Conseil		Le verrou de Bercy est conforme à la Constitution - <i>Cons. const. déc.</i> , 22 juill. 2016, n° 2016-555 QPC	act. 482 (30-35)
		Limitation de l'imposition commune aux conjoints ayant chacun leur domicile fiscal en Nouvelle-Calédonie - Renvoi au Conseil constitutionnel - <i>CE 10^e et</i>	

9 ^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 394701, commentaire par Édouard CRÉPEY.....	243 (12)	3 ^e ch., 14 sept. 2016, n° 400867, commentaire par Romain VICTOR.....	522 (39)
Lois de validation - Appréciation réaliste du Conseil constitutionnel des motifs impérieux d'intérêt général, aperçu rapide par Olivier FOUQUET.....	147 (11)	Traitement par la chambre commerciale de la Cour de cassation - La question prioritaire de constitutionnalité en matière fiscale devant la chambre commerciale de la Cour de cassation, étude par Philippe MOLLARD.....	507 (38)
Majoration de 25 % des rémunérations et avantages occultes - Application de la majoration pour l'imposition aux prélèvements sociaux - Renvoi au Conseil constitutionnel - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 2 déc. 2016, n° 403171, commentaire par Romain VICTOR.....	679 (51-52)	Perte de certains avantages fiscaux par les contribuables soumis à la majoration de 40 % (CGI, art. 1731 bis) - Renvoi au Conseil constitutionnel - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 16 juin 2016, n° 397983, commentaire par Benoît BOHNERT.....	455 (30-35)
Nouveau renvoi d'une QPC sur le cumul des sanctions fiscales et pénales - Cass. crim., 19 mai 2016, n° 15-84.526.....	act. 368 (23)	Sursis d'imposition pour les plus-values résultant de certaines opérations, notamment d'échanges de titres (art. 150-0 B du CGI) - Exclusion des opérations de rachat par une société de ses propres titres en vue d'une réduction de son capital - Méconnaissance du principe d'égalité (non) - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 12 oct. 2016, n° 401659 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-022083, commentaire par Édouard CRÉPEY.....	678 (51-52)
Perte de certains avantages fiscaux par les contribuables soumis aux majorations de 40 %, 80 % ou 100 % (CGI, art. 1731 bis) - Conformité à la Constitution - Cons. const. déc., 16 sept. 2016, n° 2016-564 QPC.....	act. 538 (38)	Validation rétroactive des évaluations de valeur locative par comparaison à un local détruit ou restructuré - Renvoi d'une QPC - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 394093 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-028638, commentaire par Benoît BOHNERT.....	82 (3)
Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux - Calcul - Imputation des moins-values avant abattement pour durée de détention - Refus de transmission au Conseil constitutionnel - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 12 nov. 2015, n° 390265 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026150, À noter également.....	171 (6)	RÉSERVES D'INTERPRÉTATION	
Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux - Report d'imposition - Apports de titres antérieurs au 1 ^{er} janvier 2013 - Conformité à la Constitution, avec réserve, de l'absence d'application de l'abattement pour durée de détention - Cons. const. déc., 22 avr. 2016, n° 2016-538 QPC, À noter également.....	473 (36)	Portée - Réserve d'interprétation transitoire - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 20 avr. 2016, n° 396578 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012176, commentaire par Yann AGUILA, Gauthier BLANLUET, Benoît BOHNERT, Yves RUTSCHMANN.....	533 (40)
Portée du contrôle du principe d'égalité - Contrôle restreint - Contrôle s'affranchissant du cadre factuel - Cons. const. déc., 26 juin 2015, n° 2015-473 QPC : <i>Juris-Data</i> n° 2015-016190, commentaire par Pauline GIRAUD.....	81 (3)	Contentieux fiscal	
Prélèvement forfaitaire libératoire prévu par l'article 117 quater du CGI - Exclusion du bénéfice de l'abattement de 40 % pour la part des dividendes pour lesquels le contribuable n'a pas opté pour le prélèvement - Violation du principe d'égalité devant la loi (non) - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016, n° 400115, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI.....	436 (29)	CONSÉQUENCES BUDGÉTAIRES	
Qualification comme revenus distribués des « bénéfices ou produits qui ne sont pas mis en réserve ou incorporés au capital » (CGI, art. 109, 1, 1 ^{er}) - Renvoi au Conseil constitutionnel (non) - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 14 sept. 2016, n° 400882, commentaire par Romain VICTOR.....	561 (42-43)	Suivi des contentieux fiscaux.....	act. 660 (47)
Question soulevée devant le juge des référés du Conseil d'État - CE juge des référés, 22 juill. 2016, n° 400913 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-014576, commentaire.....	621 (48)	INDÉPENDANCE PAR RAPPORT AU CONTENTIEUX PÉNAL	
Renvoi d'une QPC sur le « verrou de Bercy » - Cass. crim., 19 mai 2016, n° 16-81.857, P+B : <i>Juris-Data</i> n° 2016-009867, commentaire par Renaud SALOMON.....	369 (23)	Conséquences pour l'autorité judiciaire, étude par Dominique GAILLARDOT.....	504 (38)
Renvoi d'une QPC sur les modifications rétroactives du délai de rappel fiscal des donations antérieures - Cass. com., 4 oct. 2016, n° 16-40.234, FS-D.....	act. 591 (41)	Étude générale, étude par Ludovic AYRAULT.....	503 (38)
Renvoi d'une QPC sur l'exonération de taxe foncière en faveur des bâtiments inexploités - CE 3 ^e et 8 ^e ch., 8 déc. 2016, n° 400351.....	act. 717 (51-52)	SERVICES COMPÉTENTS DE LA DGFIP	
Renvoi d'une QPC sur l'exonération des plus-values professionnelles en cas de départ à la retraite des agents d'assurance - CE 3 ^e et 8 ^e ch., 20 juill. 2016, n° 399513.....	act. 485 (30-35)	Réorganisation - D. n° 2016-1099, 11 août 2016.....	act. 495 (36)
Report en arrière de déficits - Disposition à caractère interprétatif prévoyant l'entrée en vigueur de dispositions antérieures limitant l'utilisation du dispositif - Renvoi au Conseil constitutionnel - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 13 oct. 2016, n° 401696, commentaire par Romain VICTOR.....	560 (42-43)	VENTILATION PAR IMPÔTS	
Retenue à la source sur les produits distribués par des sociétés françaises à des non-résidents - Taux de 75 % applicable aux distributions dans un ETNC - CE 8 ^e et		Statistiques 2014 et 2015 - Rép. min. éco. n° 21821 à M. François Commeinhes : JO Sénat Q 8 déc. 2016, p. 5360.....	act. 721 (51-52)
		Contribution au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme	
		MONTANT	
		Fixation pour 2017 - A., 10 nov. 2016.....	act. 653 (47)
		Contribution au service public de l'électricité (CSPE)	
		CONTENTIEUX	
		Défaut de base réglementaire de la contribution à compter de 2006 - Méconnaissance des règles communautaires applicables aux impositions supplémentaires frappant les produits soumis à accises - Privation de base légale du financement du soutien à la production d'électricité « verte », faute de notification à la Commission - Non-respect du principe constitutionnel de la nécessité de l'impôt - CAA Paris 10 ^e ch., 23 févr. 2016, n° 12PA03983 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004615, commentaire par Patrick OUARDES.....	280 (15)

Méconnaissance des règles communautaires applicables aux impositions supplémentaires frappant les produits soumis à accises - CAA Paris 10^e ch., 23 févr. 2016, n° 12PA03983 : *Juris-Data* n° 2016-004615, commentaire par Cyril SNIADOWER 520 (39)

Contribution de sécurité immobilière

CHAMP D'APPLICATION

Résolution ou révocation de l'acte soumis à la contribution - Restitution (non) - BOI-ENR-DG-70-20, 14 juin 2016, § 40 act. 390 (25)

EXONÉRATIONS

Biens, droits et obligations transférés à l'occasion d'une transformation en OPCI ou en SPPICAV - L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016, À noter également 664 (51-52)

Contribution de 3 % au titre des montants distribués

ASSIETTE

Rachat par une société de ses propres titres - CE 8^e et 3^e ss-sect., 20 avr. 2016, n° 396578 : *Juris-Data* n° 2016-012176, À noter également 529 (40)

EXONÉRATIONS

Distributions intragroupe - Déclaration d'inconstitutionnalité, aperçu rapide par Philippe DEROUIN, Marc PELLETIER 567 (40)

Distributions intragroupes - Principes d'égalité devant l'impôt et les charges publiques - Directive mère-fille - Renvoi d'une QPC au Conseil constitutionnel et d'une question préjudicielle à la CJUE - CE 8^e et 3^e ch., 27 juin 2016, n° 399506, commentaire par Nathalie ESCAUT 397 (27)

Distributions intragroupes - Sociétés membres d'un groupe intégré au sens de l'article 223 A du CGI (oui) - Groupes dans lesquels les chaînes de participation sont supérieures ou égales à 95 % (non) - Incidence de l'absence d'exercice effectif de l'option pour le régime de l'intégration fiscale ou de l'impossibilité de cet exercice (non) - CE 8^e et 3^e ch., 27 juin 2016, n° 399506, À noter également 398 (27)

Exonération des seules distributions internes aux groupes intégrés fiscalement - Inconstitutionnalité - Cons. const. déc., 30 sept. 2016, n° 2016-571 QPC, À noter également 585 (46)

MOTIFS DE CONTESTATION

La contribution de 3 % sur les revenus distribués : chronique d'une disparition annoncée ?, étude par Charles MÉNARD 626 (49)

Contribution économique territoriale (CET)

CORSE

Mesures transitoires suite à l'institution de la collectivité de Corse - Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016 act. 667 (48)

COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES (CFE)

Avis d'acompte de CFE-IFER 2016 act. 351 (22)

Cotisation minimum - Barème 2016 - BOI-IF-CFE-20-20-40-10, 6 juill. 2016, § 150 et 290 act. 450 (28)

Exonération des loueurs en meublé de tourisme - Définition de l'habitation personnelle du loueur en meublé de tourisme - Obligations déclarations - Tolérance (délai) en faveur des gîtes ruraux nouvellement classés en « meublé de tourisme » et en cas de fait générateur postérieur au 1^{er} mai - BOI-IF-CFE-10-30-30-50, 6 juill. 2016, § 40, 175, 290 à 310 act. 524 (37)

Exonérations - Établissement d'enseignement supérieur consulaire (EESC) - Organisme sans but lucratif participant ou finançant un EESC - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également 13 (1)

Exonérations - Établissement d'enseignement supérieur consulaire (EESC) - Organisme sans but lucratif participant ou finançant un EESC - Commentaires administratifs - BOI-IS-CHAMP-30-70, 6 juill. 2016, § 183 act. 533 (38)

Exonérations - Activité de méthanisation agricole - Commentaires administratifs - BOI-IF-CFE-10-30-20-30, 6 janv. 2016, commentaire 77 (3)

Exonérations - Activités de méthanisation agricole - Commentaires administratifs - BOI-IF-CFE-10-30-10-25, 6 juill. 2016 act. 475 (30-35)

Exonérations - Petits commerces situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) : relèvement de la limite d'effectif - Sociétés coopératives agricoles, SICA et organismes agricoles divers : maintien temporaire en cas de dépassement de la limite d'effectif - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 111 (4)

Exonérations permanentes - Extension de l'exonération en faveur des SCOP aux SCOP membres de groupements de SCOP - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également 122 (4)

Exonérations temporaires - Petits commerces situés dans les QPV - Extension du périmètre et relèvement de l'effectif - Commentaires administratifs - BOI-IF-TFB-10-160-60, 2 mars 2016, § 25, 100 et 440 act. 205 (13)

Exonérations temporaires - Petits commerces situés dans les QPV - Aménagement - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également 121 (4)

Paiement - Échéances 2016 act. 632 (45)

Valeur locative des immeubles industriels affectés à la recherche - Abattement - Commentaires administratifs - BOI-IF-CFE-20-20-30, 6 juill. 2016, commentaire 451 (30-35)

COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES (CVAE)

Actualisation des plafonds d'exonération dans les ZUS, ZRU et ZFU-TE pour 2015 - BOI-CVAE-CHAMP-20-10, 3 févr. 2016, § 100 act. 82 (6)

Calcul de la valeur ajoutée - Déduction des impôts et taxes - Exemples de taxes déductibles grevant directement le prix des biens et services vendus par l'entreprise - Exclusion des sommes versées en contrepartie directe d'un service rendu par une autre entreprise ou un organisme - BOI-CVAE-BASE-20, 7 sept. 2016, § 290 et 295 act. 523 (37)

Effectif salarié - Détermination à partir des données de la DSN - A., 1^{er} sept. 2016 act. 570 (40)

EXONÉRATIONS

Activités de méthanisation agricole - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire 110 (4)

OBLIGATIONS DÉCLARATIVES

Déclaration de décembre 2015 - Difficultés techniques - Absence de pénalités de retard act. 37 (2)

PLAFONNEMENT EN FONCTION DE LA VALEUR AJOUTÉE

Calcul de la valeur ajoutée - Précision sur l'hypothèse de la sous-location - Appréciation globale de la durée en cas de pluralité de sous-locations - CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2013, n° 377390 : *Juris-Data* n° 2015-026844, commentaire par Hervé QUÉRÉ, Johanna DA COSTA 144 (5)

Contribution exceptionnelle sur l'IS (CGI, art. 235 ter ZAA)

SEUIL D'ASSUJETTISSEMENT

Société étrangère - Prise en compte du seul chiffre d'affaires imposable en France - CAA Versailles 7^e ch., 15 oct. 2015, n° 14VE00129 : *Juris-Data* n° 2015-026472, commentaire par Aurélien MALLARET, Pascal NGATSING 253 (13)

Contribution sociale de solidarité des sociétés

ABATTEMENT D'ASSIETTE

Nouveau relèvement à 19 M € - *L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015*, À noter également 43 (1)

OBLIGATIONS DÉCLARATIVES

Événements intervenus en cours d'année - Fusion, absorption ou transmission universelle du patrimoine - Déclaration des chiffres d'affaires des deux sociétés par l'absorbante act. 408 (25)

Contrôle fiscal

COMPTABILITÉS INFORMATISÉES

Cadre juridique, étude par Bruno SIBILLI 606 (48)

CONTRÔLE FISCAL INFORMATISÉ

Histoire et perspectives - Fichier des écritures comptables - Norme SAF-T de l'OCDE, étude par Pascal SEGUIN 140 (5)

MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Vérification de la situation fiscale - Obligation d'information du Président de la République et du Premier ministre en cas de non-respect des obligations fiscales - *L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016*, À noter également 668 (51-52)

OBLIGATION D'UTILISER UN LOGICIEL DE COMPTABILITÉ OU UN SYSTÈME DE CAISSE SÉCURISÉ

Droit de contrôle du respect de l'obligation d'utiliser un logiciel de comptabilité ou un système de caisse sécurisé - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également 58 (1)

ORIGINE DES PREUVES

La disposition d'informations issues de documents dérobés (affaire HSBC) ne remet pas en cause la procédure d'imposition - *CE 8^e et 3^e ch., 20 oct. 2016, n° 390639* act. 617 (44)

PLATEFORMES EN LIGNE

Obligations d'information des utilisateurs - Modalités de contrôle - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également 59 (1)

Convention européenne des droits de l'homme

ART. 1^{ER} DU PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 1

Délai de réclamation de l'article L. 190 du LPF (conformité) - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 373559*, À noter également 296 (16)

Loi de validation - Obstacle à l'espérance légitime de restitution d'une taxe inconstitutionnelle (oui en l'espèce) - *CE 10^e et 9^e ch., 8 juin 2016, n° 386137 : Juris-Data n° 2014-029895*, commentaire par Thomas JACQUEMONT, Édouard CRÉPEY 395 (26)

Suppression rétroactive du régime du bénéfice mondial consolidé - *CAA Versailles 1^{re} ch., 5 juill. 2016*,

n° 14VE03371 : Juris-Data n° 2016-023214, commentaire par Sandrine RUDEAUX 595 (46)

Taxe sur les salaires - Complexité excessive de la norme (non) - *CE 9^e et 10^e ch., 20 juin 2016, n° 386146*, À noter également 563 (42-43)

ART. 6

Portée en matière fiscale, étude par Daniel GUTMANN 501 (38)

ART. 6, § 1

Majoration de 25 % du bénéfice imposable des non-adhérents à un organisme de gestion agréé - Qualification de sanction (non) - Possibilité de se prévaloir utilement de l'article 6 de la Convention EDH (non) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 366457*, commentaire par Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON 166 (6)

ART. 6, § 2

Principe de personnalité des peines - Majoration de l'impôt dû par le foyer fiscal formé par les deux époux à raison du comportement d'un seul des deux époux - Conformité au principe de personnalité des peines (oui) - *CE 3^e et 8^e ch., 5 oct. 2016, n° 380432*, commentaire par Vincent DAUMAS, Loïc PEYEN 652 (50)

PRINCIPE NON BIS IN IDEM (ART. 4, PROT. 7)

Invalidité des réserves françaises au principe - Reconnaissance par le juge national : possibilité et conséquences, études par Jules LEPOUTRE 537 (41)

Sanctions différentes imposées par deux autorités différentes lors de procédures différentes - Lien matériel et temporel entre les procédures suffisamment étroit pour les considérer comme s'inscrivant dans un même mécanisme de sanctions - *CEDH gde ch., 15 nov. 2016, n° 24130/11*, commentaire par Marc PELLETIER 603 (47)

ART. 14 ET ARTICLE 1^{ER} DU PREMIER PROTOCOLE ADDITIONNEL

Principe de non-discrimination - Taxe sur les salaires - *CE 9^e et 10^e ch., 20 juin 2016, n° 386146*, À noter également 563 (42-43)

Conventions internationales

ABUS DE DROIT

Convention franco-luxembourgeoise - Montage permettant d'éviter le prélèvement de l'article 244 bis A sur une plus-value immobilière - Fraude à la loi (oui) - *CAA Versailles plén., 17 déc. 2015, n° 13VE01281 : Juris-Data n° 2015-030422*, À noter également 215 (10)

ANDORRE

Territorialité - Imposition des français résidant en Andorre nonobstant les autres stipulations de la convention - *Rép. min. fin. n° 13528 à M. Robert del Picchia : JO Sénat Q 10 mars 2016, p. 978* act. 163 (11)

ARABIE SAOUDITE

Effet de la clause de la nation la plus favorisée - Modalités d'imposition relatives aux revenus tirés de professions indépendantes ainsi qu'aux bénéfices des entreprises - *BOI-INT-CVB-VNM, 4 nov. 2016, § 30 à 60* act. 701 (50)

AVOIR FISCAL

Distributions effectuées en 2004 - Transfert de l'avoir fiscal (oui) - *CAA Paris 2^e ch., 1 juin 2016, n° 15APA02605 : Juris-Data n° 2016-012060*, commentaire par Yves EGLOFF 569 (44)

BELGIQUE

Régime des travailleurs transfrontaliers - Clarifications - *BOI-INT-CVB-BEL-10-60, 26 avr. 2016, § 60, 110, 240, 250 et 260* act. 289 (18-19)

BÉNÉFICES NON COMMERCIAUX

Imposition dans l'État de source - Obstacle à l'imputation des déficits dans l'État de résidence (oui) - Application du principe de symétrie entre non-imposabilité des gains et non-déductibilité des pertes - Convention éliminant la double imposition par la méthode de l'imputation. - *CAA Versailles 7^e ch., 8 juill. 2015, n° 13VE02067* : *Juris-Data n° 2015-031248*, commentaire **328 (20)**

BOLIVIE

Effet de la clause de la nation la plus favorisée - Modalités d'imposition de certains dividendes, intérêts et redevances - *BOI-INT-CVB-EST, 4 nov. 2016, § 20* **act. 701 (50)**

CHAMP D'APPLICATION

Notion de résident - Sociétés non soumises à l'impôt dans l'État contractant (non) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 371132*, commentaire par Guillaume GLON, Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON **421 (28)**

Notion de résident - Sociétés non soumises à l'impôt dans l'État contractant (non) - Société exonérée de l'imposition de droit commun mais faisant l'objet d'une imposition forfaitaire modique (non) - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 20 mai 2016, n° 389994* : *Juris-Data n° 2016-010103*, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER **422 (28)**

CHILI

Effet de la clause de la nation la plus favorisée - Taux de retenue à la source applicable aux intérêts - *BOI-INT-CVB-SAU, 4 nov. 2016, § 50 à 70* **act. 701 (50)**

CONVENTION MODÈLE DE L'OCDE

Article 15 sur l'imposition des salaires - Clause dite des missions temporaires - Notion d'employeur, étude par Ann ATCHADE, Jérôme GBAYA, Jérôme Nirmal THOMAS **154 (6)**

CRÉDIT D'IMPÔT ÉGAL AU MONTANT DE L'IMPÔT PAYÉ DANS L'ÉTAT DE SOURCE

Droit à restitution de ce crédit d'impôt lorsqu'il n'a pu faire l'objet d'une imputation sur l'impôt français (non) - *CE 10^e et 9^e ch., 27 juin 2016, n° 388984* : *Juris-Data n° 2016-013166*, commentaire par Édouard CRÉPEY **547 (41)**

DANEMARK

Conséquences de la dénonciation - Rémunérations versées par la France à ses agents - Imposition dans cet État - Droit du Danemark de prélever l'impôt à défaut d'imposition en France - *Rép. min. fn. n° 80174 à M. Christophe Premat* : *JOAN Q 24 mai 2016, p. 4516* **act. 339 (22)**

ÉGYPTE

Effet de la clause de la nation la plus favorisée - Retenue à la source sur les rémunérations afférentes aux contrats d'études et aux services de consultants - *BOI-INT-CVB-BOL, 4 nov. 2016, § 20* **act. 701 (50)**

ÉMIRATS ARABES UNIS

Notion de pension de source française dans la convention entre la France et les Émirats Arabes Unis - *CE 10^e et 9^e ch., 27 juin 2016, n° 388606* **act. 435 (27)**

ESTONIE

Effet de la clause de la nation la plus favorisée - Intérêts et redevances - *BOI-INT-CVB-BOL, 4 nov. 2016, § 20* **act. 701 (50)**

INDE

Effet de la clause de la nation la plus favorisée - Taux de retenue à la source en matière de dividendes, intérêt, redevances, rémunérations pour services techniques et

pour l'usage d'un équipement - *BOI-INT-CVB-EST, 4 nov. 2016, § 20* **act. 701 (50)**

Facturation de prestations de services à des sociétés indiennes - Exonération ou réduction de la retenue à la source grâce à la clause de la nation la plus favorisée, aperçu rapide par Caroline SILBERZTEIN, Benoît GRANEL **597 (42-43)**

LIBAN

Convention franco-libanaise : imposition des revenus relevant du pouvoir d'imposition de l'autre État en cas de non-imposition dans celui-ci (oui) - *CE 3^e et 8^e ch., 20 mai 2016, n° 389994* **act. 323 (21)**

LIBYE

Effet de la clause de la nation la plus favorisée - Redevances - *BOI-INT-CVB-EST, 4 nov. 2016, § 20* **act. 701 (50)**

LUXEMBOURG

Exonération de RAS sur les produits versés à des sociétés étrangères : articulation de la condition de bénéficiaire effectif et de la convention franco-luxembourgeoise - *CE 8^e et 3^e ch., 23 nov. 2016, n° 383838* **act. 671 (48)**

4^e avenant - Ratification - *L. n° 2015-1715, 22 déc. 2015* **act. 7 (2)**

MAYOTTE

Extinction - Commentaires administratifs sur les dates d'extinction prévues pour chaque impôt - *BOI-INT-CVB-MYT, 8 juin 2016, § 1* **act. 393 (25)**

MONACO

Prélèvements sociaux - Revenus du patrimoine - *CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 388899*, commentaire par Xavier CABANNES, Romain VICTOR **565 (44)**

OUZBÉKISTAN

Effet de la clause de la nation la plus favorisée - Taux de retenue à la source sur les dividendes - *BOI-INT-CVB-BOL, 4 nov. 2016, § 20* **act. 701 (50)**

PENSIONS DE RETRAITE

Convention fiscale signée le 19 juillet 1989 entre la France et les Émirats Arabes Unis (art. 14) - Notion de pension « payée en application de la législation de la sécurité sociale d'un État » imposable dans l'État de la source - Fraction de la pension de retraite complémentaire versée en contrepartie d'une période d'adhésion volontaire (oui) - *CE 10^e et 9^e ch., 27 juin 2016, n° 388606* : *Juris-Data n° 2016-013374*, commentaire par Édouard CRÉPEY **546 (41)**

PORTUGAL

Avenant **act. 509 (36)**

PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX

Assimilation à un impôt sur le revenu d'après l'Administration - *BOI-INT-DG-20-20-100, 3 juin 2016, § 100 à 130* **act. 391 (25)**

QATAR

Conséquences de l'avenant de 2008 - *Rép. min. fn. n° 1326S à M. Jean-Yves Leconte* : *JO Sénat Q 16 mars 2016, p. 4096* **act. 212 (13)**

RÈGLE DU BUTOIR

Règle du butoir : évolution des réponses du Conseil d'État et questions en suspens - *CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189*, commentaire par Benoît BOHNERT, Philippe DURAND **80 (3)**

RÉSIDENTENCE FISCALE

Critère du centre des intérêts vitaux - Exemple d'appréciation souple par le juge - Transfert d'importantes sommes d'argent d'un compte monégasque à un

compte français - CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 383335 : *Juris-Data* n° 2016-005159, À noter également **378 (24)**

SIÈGE DE DIRECTION

Le siège de direction d'une entreprise ne peut être identifié uniquement par le lieu où se tiennent les conseils d'administration - CE 10^e et 9^e ss-sect., 7 mars 2016, n° 371435 **act. 169 (11)**

SINGAPOUR

Entrée en vigueur de la nouvelle convention - D. n° 2016-896, 30 juin 2016 **act. 425 (27)**

SUISSE

Revenus résultant de l'exploitation de droits à l'image d'un sportif résidant en Suisse - Conditions d'imposition en France, commentaire par Emmanuelle TOPIN **69 (2)**

TADJIKISTAN

Conséquences de l'absence de convention bilatérale - *Rép. min. fin. n° 17182 à M^{me} Joëlle Garriaud-Maylan : JO Sénat Q 10 mars 2016, p. 979* **act. 162 (11)**

VIÊT-NAM

Effet de la clause de la nation la plus favorisée - Retenue à la source sur les dividendes, les redevances - Non-discrimination - BOI-INT-CVB-CHL, 4 nov. 2016, § 20 **act. 701 (50)**

Coopération fiscale internationale

COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

Union européenne - Proposition de révision de la directive n° 2011/16/UE **act. 72 (5)**

ÉCHANGE AUTOMATIQUE D'INFORMATIONS

Accord entre l'Union européenne et Andorre **act. 109 (7-8)**

Accord entre l'Union européenne et Monaco **act. 464 (29)**

Accord multilatéral de l'OCDE - Liste des États signataires au 21 décembre 2015 **act. 39 (2)**

Extension du champ d'application de l'échange d'information entre États membres de l'UE à la déclaration pays par pays - Adoption et publication de la directive - *Cons. UE, dir. n° 2016/881/UE, 25 mai 2016* **act. 355 (23)**

ÉCHANGE D'INFORMATION SUR DEMANDE

Accord franco-suisse du 25 juin 2014 - Entrée en vigueur **act. 278 (17)**

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Différends en matière de double imposition - Consultation **act. 131 (9)**

Coopératives

RÉGIME FISCAL

Étude d'ensemble, étude par Lise CHATAIN-AUTAJON **261 (14)**

Corse

MESURES TRANSITOIRES SUITE À L'INSTITUTION DE LA COLLECTIVITÉ DE CORSE

Nouvelle collectivité de Corse : fixation des mesures transitoires en matière fiscale - *Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016* **act. 667 (48)**

Cour administrative d'appel

INCIDENTS DE PROCÉDURE

Intervention de toute personne justifiant d'un intérêt suffisant eu égard à la nature et à l'objet du litige - Syndicat professionnel - CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2013, n° 377390 : *Juris-Data* n° 2015-026844, À noter également **152 (5)**

MOYENS

Moyen tiré de l'irrégularité du jugement attaqué - Présentation pour la première fois après expiration du délai d'appel - Recevabilité (non) - CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 384197 : *Juris-Data* n° 2016-019536, À noter également **657 (50)**

MOYENS SOULEVÉS D'OFFICE

Régularité de l'invitation à régulariser faite par le tribunal administratif (non) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 364757 : *Juris-Data* n° 2015-026273, commentaire par Frédéric ALADJIDI **150 (5)**

Cour de justice de l'Union européenne

JURISPRUDENCE

Fiscalité directe (avr./juin 2016), étude par Frédéric SCHMIED, Olivier PEIFFERT, Ludovic BERNARDEAU **438 (30-35)**

Fiscalité directe (janv./mars 2016), étude par Olivier PEIFFERT, Frédéric SCHMIED, Ludovic BERNARDEAU **290 (16)**

Fiscalité directe (juill./sept. 2016), étude par Olivier PEIFFERT, Ludovic BERNARDEAU, Frédéric SCHMIED **555 (42-43)**

Fiscalité directe (sept./déc. 2015), étude par Frédéric SCHMIED, Ludovic BERNARDEAU, Olivier PEIFFERT **74 (3)**

STATISTIQUES

2015 **act. 198 (12)**

Cour des comptes

RÉFÉRÉS

Dépenses fiscales liées à la réduction « ISF-PME » **act. 108 (7-8)**

Crédits d'impôt

AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Aménagement pour les GAEC - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, À noter également **101 (4)**

APPRENTISSAGE

Obligations déclaratives - Suppression de la déclaration spéciale - Obligation de souscrire la déclaration unique n° 2069-RCI-SD - D. n° 2016-395, 31 mars 2016 **act. 215 (14)**

AUDIOVISUEL ET CINÉMA

Conditions tenant à la réalisation des oeuvres (aménagements de la loi de finances pour 2016) - Commentaires administratifs - BOI-IS-RICI-10-30-10, 2 nov. 2016, § 100 à 117, 200 et 280 **act. 639 (46)**

Entrée en vigueur des aménagements de la seconde loi de finances pour 2014 - D. n° 2016-52, 27 janv. 2016 **act. 62 (5)**

Entrée en vigueur des aménagements réalisés par la loi de finances pour 2016 - D. n° 2016-1191, 31 août 2016 **act. 492 (36)**

Intégration des aménagements apportés par la seconde loi de finances pour 2014 - Précisions sur les obligations

déclaratives - BOI-IS-RICI-10-20-30, 2 mars 2016, § 40 et 80.....	act. 221 (14)	(oui) - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 juin 2016, n° 384530 : Juris-Data n° 2016-013263, commentaire.....	539 (41)
Obligations déclaratives - Suppression de la déclaration spéciale - Obligation de souscrire la déclaration unique n° 2069-RCI-SD - D. n° 2016-395, 31 mars 2016.....	act. 215 (14)	ENTREPRISES IMPLANTÉES DANS LES ZONES D'EMPLOI EN GRANDE DIFFICULTÉ (CGI, ART. 1647 C SEXIES)	
Renforcement - Décision de la Commission européenne de ne pas soulever d'objection.....	act. 303 (20)	Exclusion du secteur de la construction automobile - Définition de ce secteur par référence aux communications de la Commission encadrant les aides d'État dans le secteur automobile - Fabrication d'embrayages de voiture - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, commentaire.....	
Renforcement - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également.....	103 (4)	255 (13)	
COMPÉTITIVITÉ EMPLOI (CICE)			
Bilan, étude par Christophe VEZINHET, Grégory BENTEUX.....	189 (9)	CRÉDITS D'IMPÔT ÉTRANGERS	
Bilan 2015.....	act. 70 (5)	Imputation sur l'IS - Règle du butoir - CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189, commentaire par Benoît BOHNERT, Philippe DURAND.....	
Obligations déclaratives - Suppression de la déclaration spéciale - Obligation de souscrire la déclaration unique n° 2069-RCI-SD - D. n° 2016-395, 31 mars 2016.....	act. 215 (14)	80 (3)	
Rapport de suivi - Rapport 2016.....	act. 575 (40)	FORMATION DES DIRIGEANTS	
CONGÉS DE L'EXPLOITANT AGRICOLE			
Aménagement pour les GAEC - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également.....	101 (4)	Obligations déclaratives - Suppression de la déclaration spéciale - Obligation de souscrire la déclaration unique n° 2069-RCI-SD - D. n° 2016-395, 31 mars 2016.....	
Obligations déclaratives : dispense de présentation spontanée des justificatifs - Éligibilité des non-résidents Schumacker (oui) - BOI-BA-RICI-20-50, 3 févr. 2016, § 20 et 170 à 190.....	act. 99 (7-8)	act. 215 (14)	
COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES (CFE)			
Micro-entreprises commerciales ou artisanales situées dans les zones de restructuration de la défense (ZRD) - Relèvement de la limite d'effectif - Maintien temporaire en cas de dépassement de la limite d'effectif - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire.....	111 (4)	INNOVATION	
CRÉDIT D'IMPÔT ÉGAL AU MONTANT DE L'IMPÔT FRANÇAIS			
Le crédit d'impôt égal à l'impôt français non imputé n'est pas toujours restituable - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016, n° 388984.....	act. 434 (27)	Comité consultatif du crédit d'impôt recherche - Commentaires administratifs - BOI-CF-CMSS-60-10, 6 juill. 2016, commentaire.....	
Ordre d'imputation - Non-conformité de l'ordre d'imputation au droit de l'UE - CAA Paris 5 ^e ch., 7 avr. 2016, n° 12PA04303 : Juris-Data n° 2016-008111, commentaire par Olivier LEMAIRE.....	329 (20)	456 (30-35)	
Réduction par l'imputation sur ces revenus d'une part des charges déductibles du revenu global (non) - CAA Paris 5 ^e ch., 7 avr. 2016, n° 12PA04303 : Juris-Data n° 2016-008111, commentaire par Olivier LEMAIRE.....	329 (20)	Dépenses sous-traitées - Déduction de l'assiette du crédit d'impôt du sous-traitant - Prise en compte des dépenses engagées par les sous-traitants (non) - BOI-BIC-RICI-10-10-20-30, 15 mars 2016, § 220.....	
DÉPENSES DE PRODUCTION EN FRANCE DE FILMS ÉTRANGERS			
Intégration des aménagements apportés par la seconde loi de finances pour 2014 - BOI-IS-RICI-10-30-20, 2 mars 2016, § 180 et 190.....	act. 221 (14)	act. 203 (13)	
Obligations déclaratives - Suppression de la déclaration spéciale - Obligation de souscrire la déclaration unique n° 2069-RCI-SD - D. n° 2016-395, 31 mars 2016.....	act. 215 (14)	INTÉRESSEMENT	
DÉPENSES D'ÉQUIPEMENTS DE L'HABITATION PRINCIPALE EN FAVEUR DE L'AIDE AUX PERSONNES			
Équipements éligibles - Douches à l'italienne (non) - Rép. min. fin. n° 81099 à M. Jacques Cresta : JOAN Q 3 mai 2016, p. 3800.....	act. 309 (21)	Neutralisation du seuil d'effectif - Commentaires administratifs - Distinction des imprimés déclaratifs de crédit d'impôt non imputé entre entreprises individuelles et entreprises soumises à l'IS - BOI-BIC-RICI-10-90, 3 févr. 2016, § 165 et 480.....	
DÉVELOPPEMENT DURABLE			
1 ^o Décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 et arrêté du même jour : consultation obligatoire du Conseil national de l'habitat (non) - 2 ^o Exigence du « signe de qualité » : respect des principes d'égalité, de sécurité juridique et de liberté du commerce et de l'industrie.....		Neutralisation du seuil d'effectif - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire.....	
		23 (1)	
		Obligations déclaratives - Suppression de la déclaration spéciale - Obligation de souscrire la déclaration unique n° 2069-RCI-SD - D. n° 2016-395, 31 mars 2016.....	
		act. 215 (14)	
		INVESTISSEMENTS FORESTIERS	
		Extension aux membres des groupements d'intérêt économique et environnemental forestiers (GIEEF) - Commentaires administratifs - BOI-IR-RICI-60-10, 6 juill. 2016, § 270 à 280, commentaire.....	
		449 (30-35)	
		Extension aux membres des groupements d'intérêt économique et environnemental forestiers (GIEEF) - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également.....	
		93 (4)	
		MAÎTRE-RESTAURATEUR	
		Aménagement - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire.....	
		22 (1)	
		Éligibilité des entreprises employant un salarié ayant le titre de maître-restaurateur - Commentaires administratifs - BOI-BIC-RICI-10-70-10, 4 mai 2016, § 100, 115, 200 et 225.....	
		act. 311 (21)	
		Obligations déclaratives - Suppression de la déclaration spéciale - Obligation de souscrire la déclaration unique n° 2069-RCI-SD - D. n° 2016-395, 31 mars 2016.....	
		act. 215 (14)	
		MÉTIERS D'ART	
		Liste des métiers d'art - Mise à jour de février 2016 - A., 24 déc. 2015.....	
		act. 75 (6)	
		MUSIQUE	
		Soumission à l'encadrement du RGEC - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire.....	
		134 (4)	

PRÊTS À TAUX ZÉRO

Aménagements - Commentaires administratifs - BOI-BIC-RICI-10-140-10, 6 avr. 2016, § 70 **act. 245** (16)

RACHAT DE CAPITAL DE SOCIÉTÉ

Obligations déclaratives - Suppression de la déclaration spéciale - Obligation de souscrire la déclaration unique n° 2069-RCI-SD - D. n° 2016-395, 31 mars 2016 **act. 215** (14)

RECHERCHE

Champ d'application - Dotations aux amortissements de droits d'exploitation attachés à la qualité de concessionnaire de brevets - CAA Bordeaux 3^e ch., 15 mars 2016, n° 14BX01502 : *Juris-Data* n° 2016-008555, commentaire par Daniel BOUCHER **336** (21)

CIR : le contribuable doit être informé du nom de l'agent vérifiant la réalité de l'affectation des dépenses à la recherche - CE 9^e et 10^e ch., 19 juill. 2016, n° 380716 **act. 502** (36)

Comité consultatif du crédit d'impôt recherche - Commentaires administratifs - BOI-CF-CMSS-60-20, 6 juill. 2016, commentaire **456** (30-35)

Comité consultatif du crédit d'impôt recherche - Modalités de fonctionnement - D. n° 2016-766, 9 juin 2016 **act. 373** (24)

Création d'un comité consultatif - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire **55** (1)

Crédit d'impôt recherche : mise en consultation de commentaires sur les dépenses de personnel et de fonctionnement éligibles **act. 447** (28)

Dépenses éligibles - Amortissements des immobilisations : temps d'arrêt des machines affectées à un usage mixte en vue de leur paramétrage à des fins de recherche (non) - Dépenses de personnel affectées à la recherche : coût horaire calculé sur la base des heures payées et non travaillées (oui) - TA Poitiers 1^{re} ch., 3 déc. 2015, n° 1300568 : *Juris-Data* n° 2015-027814, commentaire par Olivier GUIARD **64** (2)

Dépenses éligibles - Commentaires administratifs sur les dépenses de personnel et de fonctionnement - Mise en consultation - BOI-BIC-RICI-10-10-20-20, 6 juill. 2016, § 10, 50 à 70, 130, 190 à 260, 360 et 370, commentaire **415** (28)

Dépenses éligibles - Précisions sur la notion de technicien de recherche - Première embauche de jeune docteur : aménagement des conditions ouvrant droit au doublement de l'assiette - Recherches externalisées à un opérateur privé : conséquence du retrait de l'agrément CIR sur la prise en compte des dépenses par le sous-traitant et le donneur d'ordre - BOI-BIC-RICI-10-10-20-20, 7 déc. 2016, § 50, 240 et 260 **act. 699** (50)

Dépenses sous-traitées - Déduction de l'assiette du crédit d'impôt du sous-traitant - Prise en compte des dépenses engagées par les sous-traitants (non) - BOI-BIC-RICI-10-10-20-30, 15 mars 2016, § 220 **act. 203** (13)

Dépenses sous-traitées - Déduction de l'assiette du crédit d'impôt du sous-traitant - Oui, peu important que le donneur d'ordre ait pris en compte ou non ces dépenses - CAA Versailles 7^e ch., 15 oct. 2015, n° 14VE02410 : *Juris-Data* n° 2015-029227, commentaire par Jean-Luc PIERRE, Sylvie GARREC **63** (2)

Dépenses sous-traitées - Déduction de l'assiette du crédit d'impôt du sous-traitant - Oui, peu important que le donneur d'ordre ait pris en compte ou non ces dépenses - Refus d'admission du pourvoi devant le Conseil d'État - CE 9^e ch., (na), 20 oct. 2016, n° 395305, commentaire par Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON **635** (49)

Experts chargés d'examiner l'éligibilité de projets au CIR (agents mandatés par le ministère chargé de la recherche et de la technologie) - Débat oral et contradictoire - Constitutionnalité de l'absence d'obligation à

la charge des agents du ministère de la recherche - CE 9^e et 10^e ch., 19 juill. 2016, n° 393302, À noter également **582** (45)

Experts chargés d'examiner l'éligibilité de projets au CIR (agents mandatés par le ministère chargé de la recherche et de la technologie) - Soumission au principe d'impartialité (oui) - Droit du contribuable de connaître le nom de l'expert (oui) - CE 9^e et 10^e ch., 19 juill. 2016, n° 393302, commentaire par Romain VICTOR, Daniel BOUCHER **577** (45)

Recherches sous-traitées aux instituts techniques agricoles et aux communautés d'universités et établissements - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également **31** (1)

Rescrit - Instauration d'un rescrit « roulant » en cas de modification du projet de recherche pluriannuel initialement soumis à l'Administration - BOI-SJ-RES-10-20-20, 5 oct. 2016, § 20 et 30 **act. 582** (41)

Respect de la réglementation relative aux aides d'État - Appréciation à la date d'octroi du CIR - TA Poitiers 1^{re} ch., 25 févr. 2016, n° 1301418 : *Juris-Data* n° 2016-007656, commentaire par Olivier GUIARD **341** (21)

Secteur textile-habillement-cuir - Définition de l'activité industrielle - CE 9^e ch., 13 juin 2016, n° 380490, commentaire par Daniel BOUCHER **481** (37)

REMBOURSEMENT

Compétence des agents de l'Administration - Délégation de signature - Seuil fixé à 100 000 € - A., 3 oct. 2016 **act. 599** (42-43)

SPECTACLES VIVANTS

Commentaires administratifs - BOI-IS-RICI-10-45, 7 déc. 2016, commentaire **647** (50)

Création - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire **27** (1)

Modalités d'application - D. n° 2016-1209, 7 sept. 2016 **act. 517** (37)

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE (CITE)

CIDD/CITE : l'exigence du signe de qualité respecte les principes d'égalité, de sécurité juridique et de liberté du commerce et de l'industrie - CE 9^e et 10^e ch., 30 juin 2016, n° 384530 **act. 427** (27)

Cumul avec le bénéfice d'un éco-PTZ - Suppression de la condition de ressources - Rép. min. logement n° 92371 à M. Guy Geoffroy : JOAN Q 24 mai 2016, p. 4541 **act. 384** (24)

Éligibilité des travaux de forage et terrassement pour l'installation de pompes à chaleur géothermique réalisés par une entreprise tierce - Dépenses afférentes à l'acquisition d'appareils de régulation de chauffage - Sanction pour mention sur la facture d'une date de visite du logement fausse ou fictive - BOI-IR-RICI-280-40, 30 juin 2016, § 220 **act. 445** (28)

Équipements éligibles - Pompes à chaleur à double usage - Critère d'efficacité énergétique - Correction d'une erreur matérielle - A., 17 févr. 2016 **act. 135** (10)

Prorogation et aménagement - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire **8** (1)

Débat oral et contradictoire

CHAMP D'APPLICATION

Agents du ministère de la recherche (non) - Conformité à la Constitution (oui) - CE 9^e et 10^e ch., 19 juill. 2016, n° 393302, À noter également **582** (45)

Déclaration d'échanges de bien (DEB)

RÈGLES APPLICABLES À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2016

Règles applicables aux DEB à compter du 1^{er} janvier 2016 - *DA douanes n° 16-005, 5 janv. 2016* : *BOD n° 7100, 8 janv. 2016* **act. 230 (14)**

Déduction pour aléas (DPA)

AMÉNAGEMENT

Aménagement de la déduction pour aléas (DPA) - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, commentaire **97 (4)**

ASSOULISSEMENTS

Mise en consultation publique des commentaires administratifs - *BOI-BA-BASE-30-30-10, 6 avr. 2016* **act. 235 (15)**

Dégrèvement

REMISE EN CAUSE PAR L'ADMINISTRATION

Formalisme et délai, étude par Sandra ROUGÉ-GUICHARD **607 (48)**

Demande de justifications (LPF, art. L. 16)

DESTINATAIRE

Toute personne, quel que soit le domicile fiscal qu'elle a déclaré - Obligation d'établir préalablement que ce domicile fiscal est en France (non) - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 383335* : *Juris-Data n° 2016-005159*, commentaire par Vincent DAUMAS, Jean-Luc PIERRE **379 (24)**

Demande de justifications (LPF, art. L. 16 et L. 69)

DÉFAUT DE RÉPONSE SUFFISANTE

Obligation de notifier une mise en demeure de compléter la réponse (LPF, art. L. 16 A) - Défaut de signature manuscrite de la mise en demeure - Irrégularité sans conséquence sur le bien-fondé de l'imposition (oui) - *CE 10^e et 9^e ss-sect., 17 févr. 2016, n° 374928* : *Juris-Data n° 2016-003612*, commentaire par Édouard CRÉPEY **344 (21)**

Dépenses fiscales

ÉTUDE GÉNÉRALE

Définition des dépenses fiscales - Doctrine d'emploi - Analyse des principales dépenses fiscales, études par Éric PICHET **457 (36)**

Direction des grandes entreprises

RÉORGANISATION

Réorganisation de la structure de la DGE **act. 241 (15)**

Domicile fiscal

AGENTS DE L'ÉTAT

Personne travaillant à l'étranger pour l'État en vertu d'un contrat local de droit privé - Agent de l'État au sens de l'article 4 B, 2 du CGI (oui) - *TA Montreuil 10^e ch., 17 nov. 2015, n° 143366* : *Juris-Data n° 2015-027273*, commentaire par Emmanuelle TOPIN **68 (2)**

CRITÈRE DU FOYER

Couple de contribuables - Lieu de résidence des enfants majeurs (non, sauf circonstances particulières) - *CE 3^e et 8^e ch., 22 juin 2016, n° 386131*, commentaire **590 (46)**

TRANSFERT HORS DE FRANCE

Exit tax - Champ d'application - Plus-values latentes afférentes aux parts de sociétés à prépondérance immobilière antérieures au 1^{er} janvier 2013 (non) - *Rép. min. fin. n° 13754 à M. Christophe-André Frassa* : *JO Sénat Q 10 mars 2016, p. 958* **act. 157 (11)**

Donations

ASSIETTE DES DROITS

Décotes - Indivision - Clause d'interdiction d'aliéner - *Cass. com., 20 oct. 2015, n° 14-19.491, F-D* : *Juris-Data n° 2015-024066*, commentaire par Fabrice COLLARD **301 (17)**

DONS MANUELS

Dons manuels : absence de révélation dans le cadre d'une vérification de comptabilité même en cas de réponse du contribuable - *Cass. com., 6 déc. 2016, n° 15-19.966 F-P+B* **act. 707 (50)**

EXONÉRATIONS

Biens ruraux donnés à bail à long terme ou à bail cessible - Attribution à un indivisaire d'un bien rural loué par bail à long terme résultant d'un partage avec soulte ou d'une licitation - Réintégration de réponse ministérielle dans la base BOFiP-Impôts - *BOI-ENR-DMTG-10-20-30-20, 2 juin 2016, § 320* **act. 380 (24)**

Dons consentis à la suite d'actes de terrorisme - Commentaires administratifs - *BOI-ENR-DMTG-10-20-10, 30 mai 2016, § 80 à 90 et 140 à 150* **act. 362 (23)**

Dons consentis à la suite d'actes de terrorisme - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, À noter également **38 (1)**

Dons de sommes d'argent - Obligations déclaratives - Modification du numéro d'imprimé devant être transmis à l'Administration - *BOI-ENR-DMTG-20-20-20, 30 mai 2016, § 250* **act. 500 (36)**

Dons et legs d'immeuble au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres - Suppression de la condition de localisation de l'immeuble dans une zone d'exercice par le Conservatoire de ses missions - *L. n° 2016-1087, 8 août 2016* **act. 547 (39)**

RETOUR DES BIENS AU DONATEUR POUR PRÉDÉCÈS DU DONATAIRE

Restitution des droits - Modalités d'application en cas de décès du donateur n'ayant pas demandé la restitution - *BOI-ENR-DMTG-20-30-20-60, 22 juill. 2016, § 40* **act. 476 (30-35)**

Dossier

FISCALITÉ ET TRAVAIL

Management packages et autres outils d'accès au capital des dirigeants et salariés, étude par Tristan AUDOUARD, Jérémie JEAUSSERAND **188 (9)**

Douanes

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Douanes : chronique de l'année 2015, étude par Alicia BOISSIÈRE, Arnaud MORAINÉ, Brigitte LABOU, Clément BASCOUL, Stéphane CHASSELOUP, Vanessa STOREY **204 (9)**

Droit constitutionnel fiscal

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Droit constitutionnel fiscal : chronique de l'année 2015, étude par Marc PELLETIER 208 (10)

Droit de communication

ÉTENDUE

Obligation de transmission dématérialisée par les organismes sociaux des éléments nécessaires à l'établissement de la taxe d'habitation - Signature d'un accord-cadre entre la DGFIP et l'union social de l'habitat act. 94 (6)

Possibilité d'échange de renseignements entre la DGFIP, la DGDDI et la DGCCRF - Échanges de manière spontanée ou sur demande - L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016, À noter également 666 (51-52)

Suppression de l'obligation de transmission des actes de décès par les maires - Obligation de transmission dématérialisée par les organismes sociaux des éléments nécessaires à l'établissement de la taxe d'habitation - L. n° 2015-1776, 28 déc. 2015, À noter également 57 (1)

Utilisation à la demande de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique pour l'établissement du patrimoine des magistrats - L. org. n° 2016-1090, 8 août 2016 act. 493 (36)

INFORMATION DES CONTRIBUABLES SUR LES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS OBTENUS DE TIERS

Champ d'application - Obligation d'information sur les renseignements obtenus de tiers (LPF, art. L. 76 B) : informations fournies à titre déclaratif à l'Administration (oui) - CE plén. fisc., 9 mars 2016, n° 364586 act. 171 (11)

Informations fournies à titre déclaratif à l'Administration (oui) - CE plén. fisc., 9 mars 2016, n° 364586 : *Juris-Data* n° 2016-004300, commentaire par Édouard CRÉPEY, Jean-Luc PIERRE 316 (18-19)

Communication au contribuable des documents obtenus de tiers : exclusion des documents protégés par le secret professionnel - CE 10^e et 9^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374816 act. 32 (2)

Étendue de l'obligation - Document nécessairement connu de l'intéressé - Absence d'information sur l'origine du renseignement : privation d'une garantie (non) - CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 381908 : *Juris-Data* n° 2016-004890, commentaire par Vincent DAUMAS 317 (18-19)

Communication des documents aux contribuables - 1° Documents détenus par l'autorité judiciaire : renvoi vers l'autorité judiciaire (oui) - 2° Copies détenues par l'Administration : communication intégrale, avec occultation des informations couvertes par le secret professionnel (oui) - CE 10^e et 9^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374816 : *Juris-Data* n° 2015-029388, commentaire par Édouard CRÉPEY 244 (12)

Obligation d'information sur les renseignements obtenus de tiers (LPF, art. L. 76 B) : acte notarié auquel le contribuable est partie (non) - CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 381908 act. 192 (12)

MISE EN OEUVRE

Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale signée à Strasbourg le 20 avril 1959 - Réserve émise par la Suisse à l'application de l'article 2 de la convention : réserve seulement invocable entre les États parties à cette convention - CE 10^e et 9^e ch., 13 juin 2016, n° 384789, commentaire 471 (36)

TRACFIN

Possibilité de transmission spontanée à la DGFIP d'informations sur les infractions de fraude fiscale - Ord. n° 2016-1635, 1^{er} déc. 2016 act. 680 (49)

Droit de l'Union européenne

ACCORD UE-SUISSE

Résident fiscal UE exerçant une activité accessoire d'enseignement en Suisse - Bénéfice des avantages fiscaux liés à l'exercice d'une telle activité si elle était exercée dans l'État membre (oui) - CJUE 6^e ch., 21 sept. 2016, n° C-478/15 act. 561 (39)

Portée du droit d'établissement - Renvoi préjudiciel à la CJUE - CE 8^e et 3^e ch., 23 juin 2016, n° 378008, commentaire par Benoît BOHNERT 544 (41)

Renvoi préjudiciel à la CJUE sur l'exit tax dans le cadre de l'accord UE-Suisse sur la libre circulation des personnes - CE 8^e et 3^e ch., 23 juin 2016, n° 378008 act. 418 (26)

ACCORDS EUROMED

Applicabilité à la matière fiscale, aperçu rapide par Jérôme ARDOUIN, Flora SICARD 266 (17)

AIDES D'ÉTAT

Aide d'État déclarée compatible sous réserves par la Commission européenne - Obligation de l'Administration et du juge administratif de tenir compte de ces réserves (oui) - CE 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 368330 : *Juris-Data* n° 2016-007588, commentaire par Nathalie ESCAUT 420 (28)

ASSISTANCE ADMINISTRATIVE

Proposition de révision de la directive n° 2011/16/UE act. 72 (5)

CHAMP D'APPLICATION

Extension au-delà du champ d'origine - Principe constitutionnel d'égalité corrélatrice, étude par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE 475 (37)

CHARTRE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION

Champ d'application de l'interdiction des discriminations (art. 21, § 1) - Impôt additionnel sur les pensions de retraite (non) - CJUE 1^{re} ch., 2 juin 2016, n° C-122/15 act. 367 (23)

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Droit de l'Union européenne : chronique de l'année 2015, étude par Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE 195 (9)

CLAUSES ANTI-ABUS

Articulation - CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374841, commentaire par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE, Émilie BOKDAM-TOGNETTI 257 (13)

DIRECTIVE ANTI-ÉVASION FISCALE (ATAD)

Proposition adoptée par le Conseil de l'Union - Présentation, étude par Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE, Valentin LEROY 424 (29)

DIRECTIVE AUTORISATION

Conformité d'une taxe sur l'exploitation d'un pylône ou d'une unité d'émission et de réception du réseau de téléphonie mobile (oui) - Conformité d'une taxe à la charge du titulaire d'un droit réel ou d'un droit d'exploitation sur une antenne pour la téléphonie mobile (oui) - CJUE 3^e ch., 17 déc. 2015, n° C-517/13 act. 29 (2)

Conformité d'une taxe sur l'exploitation d'un pylône ou d'une unité d'émission et de réception du réseau de téléphonie mobile (oui) - Conformité d'une taxe à la charge du titulaire d'un droit réel ou d'un droit

d'exploitation sur une antenne pour la téléphonie mobile (oui) - CJUE 3 ^e ch., 17 déc. 2015, n° C-454/13	act. 29 (2)	sanction spécifique à l'encontre de ces organismes - CJUE 2 ^e ch., 26 mai 2016, n° C-48/15	act. 344 (22)
Taxe sur les opérateurs de télécommunication (CGI, art. 302 bis KH) - Inclusion dans le champ de l'article 12 (non) - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016, n° 392574, commentaire	619 (48)	Dividendes distribués à des fonds de pension - CJUE 1 ^{re} ch., 2 juin 2016, n° C-252/14	act. 366 (23)
DIRECTIVE FUSIONS		Donation d'un immeuble situé sur le territoire national - Non-conformité de conditions d'application d'un avantage fiscal différentes entre résidents et non-résidents - CJUE 1 ^{re} ch., 8 juin 2016, n° C-479/14	act. 401 (25)
Conformité du mécanisme du report d'imposition - Renvoi préjudiciel - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016, n° 360352, commentaire par Benoît BOHNERT	568 (44)	Fonds de pension étrangers - Caractère désintéressé de la gestion - Rémunérations des dirigeants non liées aux performances de l'organisme - Rémunération et nombre des dirigeants non disproportionnés par rapport aux limites fixées par le CGI - CE 9 ^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 378959, commentaire par Catherine CASSAN	283 (15)
Obligation de l'absorbante de souscrire certains engagements dans l'acte de fusion - Obligation rendant impossible l'application du régime de faveur des fusions (non) - Compatibilité avec la directive fusions (oui) - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016, n° 376980 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-001189, commentaire par Damien BILLET, Emilie BOKDAM-TOGNETTI	314 (18-19)	Imposition des dividendes - Convention fiscale conclue avec un État tiers plus favorable que celle conclue avec un État membre - CJUE 6 ^e ch., 30 juin 2016, n° C-176/15	act. 431 (27)
Renvoi préjudiciel à la CJUE concernant l'imposition d'une plus-value en report l'année de l'événement mettant fin au report - CE ass., 31 mai 2016, n° 393881	act. 365 (23)	Manquement de la Grèce limitant l'exonération de droits de succession sur la résidence principale aux résidents grecs - CJUE 7 ^e ch., 26 mai 2016, n° C-244/15	act. 345 (22)
DIRECTIVE MÈRE-FILLE		Prélèvements sociaux - Non-résidents affiliés à un régime de sécurité sociale hors UE, aperçu rapide par Carine DELEU, Guillaume BOULET	385 (25)
Contribution de 3 % au titre des montants distribués - Renvoi préjudiciel à la CJUE - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016, n° 399024, À noter également	404 (27)	Prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine - Cas des personnes affiliées à un régime de sécurité sociale hors UE - CAA Marseille 4 ^e ch., 25 mars 2016, n° 13MA00537 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013091, commentaire par Aurélien MALLARET	432 (29)
« Fairness tax » belge et contribution de 3 % française, aperçu rapide par Philippe DEROUIN	650 (47)	Retenue à la source - Assiette brute - Décalage de trésorerie - CAA Versailles 3 ^e ch., 10 déc. 2015, n° 14VE00289 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-030539, commentaire par Allard de WAAL	212 (10)
Renvoi à la CJUE d'une question préjudicielle sur la contribution de 3 % sur les revenus distribués en présence de filiales établies dans d'autres États membres de l'UE - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016, n° 399024	act. 419 (26)	Succession - Réduction des droits sur les éléments de l'actif successoral ayant déjà fait l'objet de paiement de droits de succession dans l'État membre (conformité) - CJUE 2 ^e ch., 30 juin 2016, n° C-123/15	act. 432 (27)
DIRECTIVE SUR L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DANS L'EMPLOI ET LE TRAVAIL		Versement de dividendes à un fonds d'investissement établi dans un État tiers - Légalité de BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70, 12 août 2013, § 100 commentant l'article 119 bis, 2 du CGI (oui) - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 388850, commentaire	266 (14)
Champ d'application - Impôt additionnel sur les pensions de retraite (non) - CJUE 1 ^{re} ch., 2 juin 2016, n° C-122/15	act. 367 (23)	LIBERTÉ DE CIRCULATION DES MARCHANDISES	
DROIT PRIMAIRE		Impositions intérieures - Taxe prélevée sur les véhicules automobiles lors de la première immatriculation ou de la première transcription du droit de propriété - Obligation de neutralité fiscale avec les véhicules similaires disponibles sur le marché national - CJUE 9 ^e ch., 9 juin 2016, n° C-586/14	act. 402 (25)
Directive faisant écran - Renvoi d'une question préjudicielle - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369311, À noter également	259 (13)	Taxe d'immatriculation perçue lors de l'importation de véhicules automobiles provenant d'autres États membres - Non-conformité du refus de remboursement de la taxe en cas d'absence d'immatriculation du véhicule - CJUE 3 ^e ch., 17 déc. 2015, n° C-402/14	act. 30 (2)
JURISPRUDENCE DE LA CJUE		LIBERTÉ DE CIRCULATION DES PERSONNES	
Fiscalité directe (avr./juin 2016), étude par Frédéric SCHMIED, Ludovic BERNARDEAU, Olivier PEIFFERT	438 (30-35)	Accord conclu le 21 juin 1999 entre la Suisse et l'Union européenne - Contribuables tirant l'essentiel de leur revenu imposable de France (non-résidents Schumacker) - Déductibilité d'une pension alimentaire versée (oui) - TA Montreuil 10 ^e ch., 13 janv. 2016, n° 1408357 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013359, À noter également	434 (29)
Fiscalité directe (janv./mars 2016), étude par Ludovic BERNARDEAU, Frédéric SCHMIED, Olivier PEIFFERT	290 (16)	Conformité de l'exigence de la détention d'un droit de séjour pour bénéficier d'un avantage fiscal - CJUE 1 ^{re} ch., 14 juin 2016, n° C-308/14	act. 400 (25)
Fiscalité directe (juill./sept. 2016), étude par Frédéric SCHMIED, Ludovic BERNARDEAU, Olivier PEIFFERT	555 (42-43)	Crédit d'impôt conditionné par la possession d'un document délivrée par l'administration nationale aux seuls revenus de source nationale (non-conformité) - CJUE 10 ^e ch., 26 mai 2016, n° C-300/15	act. 343 (22)
Fiscalité directe (sept./déc. 2015), étude par Frédéric SCHMIED, Ludovic BERNARDEAU, Olivier PEIFFERT	74 (3)	LIBERTÉ DE CIRCULATION DES CAPITAUX	
LIBERTÉ DE CIRCULATION DES CAPITAUX		Accord d'association Euro-Méditerranée - Différence de traitement des dividendes perçus d'une société établie dans un État partie à l'accord - Restriction - CJUE 5 ^e ch., 24 nov. 2016, n° C-464/14	act. 670 (48)
Comparabilité d'un charitable trust britannique à une fondation française reconnue d'utilité publique - CAA Versailles 6 ^e ch., 19 mai 2016, n° 14VE01214 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-009714, commentaire par Philippe DELAGE	376 (24)	Conformité d'une taxe annuelle sur les organismes de placement collectif de droit étranger appliquée de façon non discriminatoire - Non-conformité d'une	

LIBERTÉ DE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

Fonctionnaire européen assujéti aux prélèvements sociaux sur ses revenus fonciers français - CAA Douai 2^e ch., 14 déc. 2015, n° 14DA00317 : *Juris-Data* n° 2015-029111, commentaire par Jean-Marc GUYAU 79 (3)

LIBERTÉ DE PRESTATION DE SERVICES

Activité de conseil fiscal - Exercice depuis un État membre ne réglementant pas cette activité - Droit d'exercer sans restriction dans un État où cette activité est réglementée (oui) - CJUE 4^e ch., 17 déc. 2015, n° C-342/14 act. 27 (2)

Conditions d'émission de titres fiscalement avantageux attribués par les employeurs à leurs salariés - Incompatibilité de la limitation aux sociétés, filiales et groupe situés sur le territoire national - CJUE gde ch., 23 févr. 2016, n° C-179/14 act. 125 (9)

Imposition des intérêts perçus par les institutions financières résidentes et non résidentes - Conformité d'une retenue à la source appliquée uniquement aux rémunérations versées aux non-résidentes - Non-conformité d'une déduction des frais professionnels bénéficiant uniquement aux résidentes - CJUE 5^e ch., 13 juill. 2016, n° C-18/15 act. 461 (29)

Taxe sur les opérateurs de télécommunication (CGI, art. 302 bis KH) - Conformité - CE 8^e et 3^e ch., 19 juill. 2016, n° 392574, commentaire 619 (48)

LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT

Établissement stable situé dans un autre État membre - Cession à une société non-résidente du même groupe - Impact d'une convention préventive de double imposition - CJUE 3^e ch., 17 déc. 2015, n° C-388/14 act. 28 (2)

Établissements de crédit - Communication d'informations relatives aux actifs de clients décédés, aux fins de la perception de l'impôt sur les successions - Obligation à la charge des succursales établies dans un autre État membre dans lequel le secret bancaire interdit une telle communication - CJUE 3^e ch., 14 avr. 2016, n° C-522/14 act. 257 (16)

Fusion transfrontalière - Renvoi préjudiciel à la CJUE sur la conformité de l'agrément de l'article 210 C du CGI - CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369311, commentaire par Frédéric ALADJIDI, Allard de WAAL 258 (13)

Fusion transfrontalière - Renvoi préjudiciel à la CJUE sur la conformité de l'agrément de l'article 210 C du CGI - Conclusions de l'avocat général - CJUE, 26 oct. 2016, n° C-14/16 act. 628 (45)

Groupe de sociétés - Participations dans la société distributrice - Examen distinct de la participation détenue par chacune des sociétés du groupe, sans présumer qu'elles agissent de concert - CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 373559, À noter également 294 (16)

Renvoi préjudiciel à la CJUE sur l'imposition des plus-values en report d'imposition (CGI, art. 160) des non-résidents (CGI, art. 244 bis B) - CE 8^e et 3^e ch., 19 juill. 2016, n° 360352 act. 480 (30-35)

Retenue à la source sur les dividendes versés à une société en commandite simple allemande par sa filiale française à 100 % - Contrariété à la liberté d'établissement (non) - CAA Versailles 7^e ch., 29 sept. 2016, n° 15VE00991, commentaire 674 (51-52)

LIBERTÉS DE CIRCULATION

Clause de la nation la plus favorisée - Reconnaissance (non), aperçu rapide par Louis NAYBERG 543 (39)

LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

Élaboration d'une liste des juridictions fiscales non coopératives - Publication d'un tableau de bord (étape 1 sur 3) des États présentant un risque potentiel d'évasion fiscale act. 542 (38)

REDEVANCE POUR COPIE PRIVÉE

Conditions d'exonération déterminées par accord entre représentants des auteurs et représentants des redevables (non) - Demande de remboursement des redevances indues uniquement par l'utilisateur final (non) - CJUE 2^e ch., 22 sept. 2016, n° C-110/15 act. 590 (41)

Directive n° 2001/29/CE du 22 mai 2001 - Compensation équitable pour copie privée - Non-conformité d'une compensation financée par le budget de l'État - CJUE 4^e ch., 9 juin 2016, n° C-470/14 act. 403 (25)

REMBOURSEMENT DES TAXES INDUES

Modalités - Obligations de respecter les principes de coopération loyale, d'équivalence et d'effectivité - CJUE 2^e ch., 30 juin 2016, n° C-200/14 act. 433 (27)

Droit fiscal européen des droits de l'homme

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Droit fiscal européen des droits de l'homme : chronique de l'année 2015, étude par Ludovic AYRAULT 206 (9)

Droit pénal fiscal

COMPÉTENCE CONCURRENTTE DES PARQUETS

Parquets de droit commun (TGI et JIRS), étude par Brice ROBIN 493 (38)

DÉMARCATIION ENTRE RISQUE FISCAL ET RISQUE

PÉNAL

Abus de droit et fraude fiscale, étude par Nicolas GENESTIER, Claire ACARD, Guillaume EXERJEAN 207 (10)

Étude de structures en matière de fiscalité financière, étude par Claire ACARD, Nicolas GENESTIER, Guillaume EXERJEAN 249 (13)

INDÉPENDANCE DES CONTENTIEUX PÉNAL ET FISCAL

Conséquences pour l'autorité judiciaire, étude par Dominique GAILLARDOT 504 (38)

Étude générale, étude par Ludovic AYRAULT 503 (38)

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION

Droit pénal fiscal - Cass. crim., 9 mars 2016, n° 14-87.107 : *Juris-Data* n° 2016-004211, étude par Renaud SALOMON 321 (20)

Droit pénal fiscal - Cass. crim., 19 mai 2016, n° 16-81.857, P+B : *Juris-Data* n° 2016-009867, étude par Renaud SALOMON 439 (30-35)

Droit pénal fiscal - Cass. crim., 28 sept. 2016, n° 15-83.085, étude par Renaud SALOMON 576 (45)

Droit pénal fiscal - Cass. crim., 16 déc. 2015, n° 14-87.118, étude par Renaud SALOMON 142 (5)

PARTICULARISME DE LA PROCÉDURE DEVANT LE JUGE

PÉNAL

Étude générale, étude par Renaud SALOMON 500 (38)

PRINCIPE NON BIS IN IDEM

Mise à l'écart du principe, étude par Stéphane DETRAZ 502 (38)

RENFORCEMENT

Ligne de démarcation du risque pénal avec le risque fiscal, étude par Guillaume EXERJEAN, Claire ACARD, Nicolas GENESTIER 172 (7-8)

Droits d'enregistrement

CORSE

Mesures transitoires suite à l'institution de la collectivité de Corse - Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016 act. 667 (48)

EXONÉRATIONS

Biens, droits et obligations transférés à l'occasion d'une transformation en OPCI ou en SPICAV - L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016, À noter également 664 (51-52)

PAIEMENT FRACTIONNÉ ET DIFFÉRÉ

Garanties - Possibilité de proposer tout type de garantie - BOI-ENR-DG-50-20-50, 3 févr. 2016, § 230 act. 86 (6)

Taux d'intérêt applicable - Demandes formulées en 2016 - Avis, 29 déc. 2015 act. 42 (3)

Économie collaborative

RÉGIME FISCAL

Non-imposition de la « co-consommation » - BOI-BIC-CHG-40-20-40, 30 août 2016, § 55 act. 519 (37)

Enregistrement

CESSION DE DROITS SOCIAUX

Assiette - Demande de restitution de droits du fait de l'application d'une clause de révision de prix réduisant la valeur du bien cédé - Valeur réduite en-deçà de la valeur vénale du bien cédé au jour de la transmission (non) - BOI-ENR-DMTOM-40-10-20, 19 août 2016, § 55 act. 525 (37)

EXONÉRATIONS

Droits d'enregistrement (CGI, art. 662) et taxe de publicité foncière (CGI, art. 663) - Contrats prévoyant des obligations réelles de protection de l'environnement (C. envir., art. L. 132-3) - L. n° 2016-1087, 8 août 2016 act. 548 (39)

MODALITÉS

Actes d'avocat numériques rematérialisés (oui) act. 510 (36)

Entreprises nouvelles (CGI, art. 44 sexies)

APPLICATION DU RÉGIME DANS LE TEMPS

Dispositifs antérieur et postérieur à la loi de finances rectificative pour 2006 - Déménagement après le 1^{er} janvier 2007 - CE 10^e et 9^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 380278, commentaire 65 (2)

Erreurs comptables

NOTION D'ERREUR DÉLIBÉRÉE

Erreur volontairement commise par un salarié - Erreur délibérée de l'entreprise (non), aperçu rapide par Amaury de CARLAN 264 (17)

Notion - Bénéfice artificiel résultant d'écritures frauduleuses du directeur financier de la société passées dans son intérêt personnel - Erreur délibérée (non) - Société fondée à demander la décharge d'impôt correspondante (oui, quelles qu'aient été les carences dans la mise en oeuvre des contrôles internes) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 mars 2016, n° 380808 : *Juris-Data* n° 2016-004490, commentaire par Mathieu FERRÉ, Jérôme ARDOUIN, Émilie BOKDAM-TOGNETTI 335 (21)

Établissement stable

NOTION

Incidence de l'action 7 du plan BEPS - Analyse au regard du droit interne français, étude par Stéphane GELIN, Serge LAMBERT 381 (25)

Siège de direction, aperçu rapide par Franck LE MENTEC 297 (20)

SIÈGE DE DIRECTION D'UNE ENTREPRISE

Critère du lieu où les décisions stratégiques sont prises - Lieu des conseils d'administration (indice non suffisant à lui seul) - Holding ayant son siège social en Belgique et y ayant tenu des conseils d'administration ; siège de direction en France - CE 10^e et 9^e ss-sect., 7 mars 2016, n° 371435 : *Juris-Data* n° 2016-004506, commentaire par Arnaud TAILFER, Aurélie BRETONNEAU, Eric MEIER, Régis TORLET 591 (46)

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

TVA NPR - Notion d'établissement stable au sens de l'article 295 A du CGI - CAA Paris 7^e ch., 13 mai 2016, n° 15PA00844 : *Juris-Data* n° 2016-012642, commentaire par Arnaud MORAINÉ, Laurence MAZEVET 400 (27)

États et territoires non coopératifs (ETNC)

CLAUSE DE SAUVEGARDE

Régime mère-fille - Régime des plus-values de cession de titres de participation - Annulation des commentaires administratifs - CE 10^e et 9^e ch., 8 juin 2016, n° 383259 : *Juris-Data* n° 2016-011796, À noter également 532 (40)

Commentaires administratifs, aperçu rapide par Antoine MORTEROL 490 (36)

LISTE

Instauration d'une mise à jour en continu - Raccourcissement à trois mois du délai avant application du régime des ETNC suite à la modification de la liste - L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016, commentaire 663 (51-52)

Liste des ETNC au 1^{er} janvier 2015 - A., 21 déc. 2015 act. 6 (2)

Ajout du Panama - A., 8 avr. 2016 act. 233 (15)

États-Unis

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

États-Unis : chronique de l'année 2015, étude par Édouard MILHAC, Céline PASQUIER 197 (9)

Évaluation des biens

BIENS RURAUX

Statistiques de la FNSAFER sur le marché immobilier rural en 2015 act. 349 (22)

ENTREPRISES

Utilité des évaluations et concept de valeur - Méthodes de valorisation, étude par Claude DANTCHEFF, Ivan DANTCHEFF 583 (46)

EXPERTISE

Droits sociaux - Cass. com., 20 sept. 2016, n° 14-30.065, FS-P+B, commentaire par Thierry SAINT-BONNET 637 (49)

TERRAINS D'ASSIETTE DES IMMEUBLES BÂTIS

Évaluation des terrains d'assiette des immeubles bâtis - CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 367467 act. 115 (9)

TERRES AGRICOLES

Barème indicatif pour l'année 2015 - A., 11 août 2016 act. 518 (37)

TITRES DE SOCIÉTÉS DE PERSONNES À

PRÉPONDÉRANCE IMMOBILIÈRE

Sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC) - CE 8^e et 9^e ss-sect., 26 févr. 2016, n° 376192 : *Juris-Data* n° 2016-003960, commentaire par François LUGAND 278 (15)

Évasion fiscale

FORUM MONDIAL DE L'OCDE

Exemple des pays nordiques, étude par Per Olav GJESTI, Torsten FENSBY 605 (48)

LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

Détention d'actifs financiers par l'intermédiaire de sociétés étrangères bénéficiant d'un régime privilégié (CGI, art. 123 bis) - Actif de la société : prise en compte des seuls biens comptabilisés - Revenus taxables ; bénéfices de la société, même provenant de commissions et non de produits financiers - *CAA Versailles 3^e ch., 21 juin 2016, n° 15VE01546 : Juris-Data n° 2016-021813*, commentaire par Bruno COUDERT 650 (50)

MESURES DE LUTTE

Bénéfices provenant de sociétés établies dans un État à fiscalité privilégiée (CGI, art. 209 B) - Clause de sauvegarde prévue au II - Application à une banque disposant d'une filiale établie à Hong Kong (preuve rapportée en l'espèce : oui) - Application à une banque disposant d'une filiale établie à Guernesey (preuve rapportée en l'espèce : oui) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 13 déc. 2015, n° 372522 : Juris-Data n° 2015-029384*, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI, Stéphane AUSTRY 342 (21)

SCHEMAS ABUSIFS

Présentation de la pratique fiscale abusive des grands groupes, étude par Alice FOURNIER, Alexandre LAUMONIER 629 (49)

TRANSFERT D'ACTIFS HORS DE FRANCE (CGI, ART. 238 BIS-0 I BIS)

Produits provenant du placement des sommes reçues en contrepartie de la souscription d'un prêt subordonné à durée indéterminée (PSDI) - Imposition en France (non) - *CAA Versailles 3^e ch., 5 juill. 2016, n° 14VE02647 : Juris-Data n° 2016-021748*, commentaire par Bruno COUDERT 579 (45)

UNION EUROPÉENNE

Paquet de mesures contre l'évasion fiscale, étude par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE 631 (49)

Examen de situation fiscale personnelle (ESFP)

CONTRIBUABLES DOMICILIÉS À L'ÉTRANGER

Possibilité de leur adresser une demande de justifications (LPF, art. L. 16) (oui) - Obligation d'établir préalablement que ce domicile fiscal est en France (non) - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 383335 : Juris-Data n° 2016-005159*, commentaire par Jean-Luc PIERRE, Vincent DAUMAS 379 (24)

DEMANDES DE JUSTIFICATIONS

Possibilité de demander des justifications dans le cadre d'un ESFP quel que soit le domicile fiscal déclaré (oui) - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 383335* act. 194 (12)

Exit tax

CHAMP D'APPLICATION

Plus-values latentes afférentes aux parts de sociétés à prépondérance immobilière antérieures au 1^{er} janvier 2013 (non) - *Rép. min. fin. n° 13754 à M. Christophe-André Frassa : JO Sénat Q 10 mars 2016, p. 958* act. 157 (11)

RÉGIME APPLICABLE DE 1998 À 2004

Accord entre la Communauté européenne et ses membres et la Confédération suisse du 21 juin 1999 - Droit d'établissement - Compatibilité de l'exit tax -

Renvoi préjudiciel à la CJUE - *CE 8^e et 3^e ch., 23 juin 2016, n° 378008*, commentaire par Benoît BOHNERT 544 (41)

Expertise

CHAMP D'APPLICATION

L'expertise est de droit, même pour contester ses propres déclarations - *Cass. com., 20 sept. 2016, n° 14-30.065, FS-P+B* act. 565 (39)

FATCA/CRS

ENJEUX POUR LES GROUPES NON FINANCIERS

De FATCA au CRS : les enjeux pour les groupes non financiers, étude par Maud PONCELET 444 (30-35)

Financement participatif

IMPUTATION DES PERTES EN CAPITAL RÉSULTANT DU NON-REMBOURSEMENT DES PRÊTS

Commentaires administratifs - *BOI-RPPM-RCM-20-10-20-30, 21 mars 2016, § 103 à 106* act. 202 (13)

PRÊTS

Imputation des pertes en capital résultant du non-remboursement - Commentaires administratifs - *BOI-RPPM-RCM-20-10-20-70, 21 mars 2016, § 35* act. 202 (13)

Instauration d'une possibilité d'imputation des pertes en capital résultant du non-remboursement des prêts - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, commentaire 11 (1)

Fiscalité des entreprises

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Fiscalité des entreprises : chronique de l'année 2015, étude par Lionel LENZNER 192 (9)

Fiscalité du patrimoine

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Fiscalité du patrimoine : chronique de l'année 2015, étude par Renaud MORTIER, Laurent GUILMOIS, Jean-François DESBUQUOIS 194 (9)

Fiscalité financière

CHRONIQUE

Deuxième partie, étude par Claire ACARD 509 (38)

Fiscalité financière, étude par Claire ACARD 73 (3)

Première partie, étude par Claire ACARD 477 (37)

ENJEUX

Synthèse des débats, étude par Philippe DURAND 448 (30-35)

ENJEUX DE DEMAIN

Propos introductifs, étude par Virginie LOUVEL-LOREAL 441 (30-35)

Fiscalité internationale

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Fiscalité internationale : chronique de l'année 2015, étude par Emmanuel DINH 196 (9)

OBLIGATION FISCALE LIMITÉE ET ILLIMITÉE

L'obligation fiscale limitée et illimitée en fiscalité internationale, étude par Simon BERNARD 659 (51-52)

Flagrance fiscale

CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE

Conditions de mise en oeuvre et de contestation en référé de la procédure de flagrance fiscale - CE 3^e et 8^e ch., 3 oct. 2016, n° 401383, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER 596 (46)

CONTESTATION DEVANT LE JUGE DES RÉFÉRÉS

Office du juge des référés saisi d'une contestation de cette procédure et des mesures conservatoires - Vérification de la légalité de l'engagement de la procédure et des mesures prononcées (oui) - CE 3^e et 8^e ch., 3 oct. 2016, n° 401383, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER 596 (46)

SAISIE

Conformité à la Constitution des saisies portant sur des biens ou droits incorporels - Cons. const., 14 oct. 2016, n° 2016-583/584/585/586 QPC act. 610 (42-43)

Fonds de commerce

CESSION OU APPORT EN SOCIÉTÉ

Déclaration à l'Administration - Point de départ du délai de 45 jours : publication de la cession au BODACC ou dans un journal habilité d'annonces judiciaires et légales - L. n° 2016-1524, 14 nov. 2016 act. 666 (48)

Fonds de placement immobilier (FPI)

LOCATION MEUBLÉE

Régime fiscal - Commentaires administratifs - BOI-BIC-BASE-10-30, 6 juill. 2016 act. 526 (37)

Régime fiscal - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire 46 (1)

Force majeure

CAS D'INVOCABILITÉ

Possibilité de s'en prévaloir pour justifier du non-respect d'une obligation légale (oui, même dans le silence de la loi) - CE 9^e et 10^e ch., 21 sept. 2016, n° 386250, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI 644 (50)

Frais et charges (BIC)

FRAIS DE CARBURANT

Évaluation forfaitaire pour 2015 - BOI-BAREME-000003, 3 févr. 2016 act. 79 (6)

Frais et charges (BIC-IS)

ACQUISITION D'UN FONDS DE COMMERCE

Inscription à l'actif immobilisé, même lorsque l'activité du fonds de commerce cesse - Charge déductible (non) - CE 8^e et 3^e ss-sect., 26 févr. 2016, n° 383930 : Juris-Data n° 2016-003778, commentaire par Nathalie ESCAUT, Julien CHATEAUNEUF 310 (18-19)

CAUTIONNEMENT

Déductibilité des commissions versées au dirigeant qui s'est porté caution pour la société (oui) - Rép. min. fin.

n° 18116 à M. François Bonhomme : JO Sénat Q 7 avr. 2016, p. 1424 act. 234 (15)

COÛT DE RACHAT DE CERTIFICATS DE VALEUR GARANTIE ÉMIS LORS D'UNE OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

Coût accroissant la valeur d'acquisition des titres - Titres ne figurant plus au bilan à la date du rachat - Passation des dépenses de rachat en charges déductibles (oui) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 20 janv. 2016, n° 370121 : Juris-Data n° 2016-001077, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI 251 (13)

DÉDUCTION DE 40 % AU TITRE DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS INDUSTRIELS

Biens éligibles - Extension à certains matériels informatiques ; Précisions concernant les réseaux de fibres optiques - Prorogation pour tous les biens éligibles jusqu'au 14 avril 2016 - Commentaires administratifs - BOI-BA-BASE-20-10-10, 12 avr. 2016, § 165 et 168 act. 244 (16)

Extension - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire 20 (1)

Extension au poids lourds fonctionnant au gaz naturel et au biométhane carburant, aux remontées mécaniques - Commentaires administratifs - BOI-BA-BASE-20-10-10, 3 févr. 2016, § 168 act. 139 (10)

Poids lourds fonctionnant au gaz naturel et au biométhane carburant - Instauration - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 21 (1)

DÉPENSES DE PERSONNEL

Pensions de retraites versées au titre d'un régime surcomplémentaire de retraite en cas de poursuite d'une activité de faible ampleur - CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 367753, commentaire 311 (18-19)

FRAIS GÉNÉRAUX

Seuil de déclaration - Relèvement à 69 € - A., 10 juin 2016 act. 467 (30-35)

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES DE REPAS

Actualisation des seuils et limites de déduction pour les exercices clos en 2016 - BOI-BIC-CHG-10-10-10, 3 févr. 2016, § 110 et 120 act. 80 (6)

Frais et charges (IS)

CHARGES FINANCIÈRES

Intérêts payés au titre d'obligations convertibles en actions émises en échange d'un apport - Limitation au titre du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation (CGI, art. 212) - CE 8^e et 3^e ch., 13 oct. 2016, n° 388574, À noter également 616 (48)

RÉMUNÉRATIONS DIFFÉRÉES DES DIRIGEANTS ET MANDATAIRES SOCIAUX DES SA COTÉES

Abaissement du plafond de déduction - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également 33 (1)

Fraude fiscale

DÉFINITION

Constitutionnalité, aperçu rapide par Nicolas JACQUOT, Paul MISPELON 41 (3)

MESURES DE LUTTE

Panama papers act. 228 (14)

Action de l'administration fiscale française, étude par Olivier SIVIEUDE 496 (38)

Plan de lutte contre la fraude 2016-2018 act. 541 (38)

Union européenne - Paquet de mesures contre l'évasion fiscale - Présentation **act. 72 (5)**

MODALITÉS DE POURSUITE

Rappel **act. 511 (36)**

NOTION

Abus de droit, étude par Nicolas GENESTIER, Guillaume EXERJEAN, Claire ACARD **207 (10)**

French Tech Ticket

RÉGIME FISCAL

Exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales - Instauration - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, À noter également **91 (4)**

Fusions et opérations assimilées

FUSIONS TRANSFRONTALIÈRES

Fusion transfrontalière : renvoi préjudiciel à la CJUE sur la conformité de l'agrément de l'article 210 C du CGI - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369311* **act. 26 (2)**

RÉGIME DE FAVEUR

L'obligation de l'absorbante de souscrire certains engagements ne rend pas impossible l'application du régime de faveur des fusions - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 20 janv. 2016, n° 376980* **act. 53 (4)**

Exclusion en l'absence de convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative (CGI, article 210-0 A, II) - Exclusion applicable quand la convention n'est pas entrée en vigueur ou quand la clause d'assistance administrative n'est pas applicable (oui) - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 377899 ; Juris-Data n° 2016-007573*, À noter également **541 (41)**

Exclusion en l'absence de convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative (CGI, article 210-0 A, II) - Exclusion applicable quand la convention n'est pas entrée en vigueur ou quand la clause d'assistance administrative n'est pas applicable (oui) - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 377899 ; Juris-Data n° 2016-007573*, commentaire par Nathalie ESCAUT **545 (41)**

THÉORIE DU PRIX D'ACQUISITION

Moins-value d'annulation d'obligations convertibles en actions acquises antérieurement par la société absorbante auprès de la société absorbée - Déductibilité (non) - *CE 9^e et 10^e ch., 20 juin 2016, n° 361832 ; Juris-Data n° 2016-012578*, commentaire par Romain VICTOR **646 (50)**

SCISSIONS

Scissions non soumises au régime spécial des fusions - Qualification de revenus distribués (non) (CGI, art. 115, 1) - *Rép. min. fin. n° 17949 à M. Jean-Louis Masson : JO Sénat Q 24 déc. 2015, p. 3603* **act. 12 (2)**

Garanties des contribuables

DÉBAT ORAL ET CONTRADICTOIRE

Limitation aux pièces comptables de l'entreprise vérifiée - Relevés de comptes bancaires obtenus par l'exercice du droit de communication - Documents ayant le caractère de pièces comptables (non) - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 12 févr. 2016, n° 380459 ; Juris-Data n° 2016-003516*, commentaire par Vincent DAUMAS **284 (15)**

GARANTIE CONTRE LES CHANGEMENTS DE DOCTRINE ADMINISTRATIVE

Interprétation de la doctrine - Possibilité d'une interprétation neutralisante (non), aperçu rapide par Gauthier BLANLUET, Stéphane AUSTRY **386 (25)**

INTERLOCUTEUR DÉPARTEMENTAL

Pas d'irrégularité en cas de présence du supérieur hiérarchique du vérificateur pendant l'entretien avec l'interlocuteur départemental - *CE 8^e et 3^e ch., 6 juill. 2016, n° 393033* **act. 454 (28)**

OPPOSABILITÉ DE LA DOCTRINE ADMINISTRATIVE (LPE, ART. L. 80 A)

Demande de remboursement de crédit de TVA - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371403 ; Juris-Data n° 2015-028416*, commentaire par Xixi ZHANG, Bertrand JEANNIN **548 (41)**

Doctrine pouvant être invoquée dans la réclamation préalable - IFA : instruction 4-1-2-00 considérant la société absorbée comme non passible de l'IS (oui) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 370712 ; Juris-Data n° 2015-026824*, À noter également **84 (3)**

Obstacle à la poursuite pour fraude fiscale devant le juge pénal, aperçu rapide par Pascal SCHIELE **531 (38)**

OPPOSABILITÉ DE LA DOCTRINE ADMINISTRATIVE (LPE, ART. L. 80 B)

Doctrine relative aux intérêts de retard - Possibilité de s'en prévaloir (non) - *CAA Versailles 1^{re} ch., 29 mars 2016, n° 14VE00052 ; Juris-Data n° 2016-006285*, À noter également **487 (37)**

Contribuable ne se prévalant devant le juge que d'une prise de position formelle - Obligation du juge d'examiner le litige sur le terrain de la loi fiscale (non) - *CE 3^e et 8^e ch., 22 juin 2016, n° 391748 ; Juris-Data n° 2016-012534*, À noter également **552 (41)**

Créance née de l'option pour le report en arrière d'un déficit (CGI, art. 220 quinquies) - Administration ayant jugé l'option valable - Remise en cause de l'option ne constituant pas un rehaussement d'impositions antérieures - Opposabilité de la prise de position formelle de l'Administration (non) - *CE 3^e et 8^e ch., 22 juin 2016, n° 391748 ; Juris-Data n° 2016-012534*, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER **549 (41)**

RESCRIT

Prise de position formelle de l'Administration et report en arrière de déficit : pas d'opposabilité à défaut de rehaussement - *CE 3^e et 8^e ch., 22 juin 2016, n° 391748* **act. 422 (26)**

SAISINE DU SUPÉRIEUR HIÉRARCHIQUE

Saisine du supérieur hiérarchique : régularité d'une vérification en l'absence de demande du contribuable ; irrégularité si le contribuable a été induit en erreur - *CE 9^e et 10^e ch., 21 sept. 2016, n° 383857* **act. 573 (40)**

Gîte rural

AVANTAGES FISCAUX

Suppression - Régime transitoire - Commentaires administratifs - *BOI-IF-CFE-10-30-30-50, 6 juill. 2016, § 40, 175, 290 à 310* **act. 524 (37)**

Suppression - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également **47 (1)**

Groupements d'employeurs

DÉDUCTIONS

Sommes destinées à couvrir leur responsabilité solidaire pour le paiement des dettes salariales - Application aux groupements d'employeurs mixte - Légalisation de la doctrine - *L. n° 2016-1088, 8 août 2016* **act. 580 (41)**

Sommes destinées à couvrir leur responsabilité solidaire pour le paiement des dettes salariales - Plafonds de déduction - Ajout d'un plafond équivalent à 2 % de

la masse salariale - Commentaires administratifs - BOI-IS-BASE-30-30, 3 févr. 2016, § 240.....	act. 81 (6)	manditaires et des commandités ; appréciation d'un contrôle de fait par le commandité - CAA Versailles 3 ^e ch., 31 déc. 2015, n° 13VE02416 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-030871, commentaire par Bruno COUDERT, Patrick MORGENSTERN.....	237 (12)
PROVISION DE RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE			
Augmentation du plafond - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également.....	102 (4)	RÉSULTAT D'ENSEMBLE	
Neutralisation de la QPFC relative aux dividendes versés lors du 1 ^{er} exercice d'appartenance au groupe - Exclusion des acomptes sur dividendes - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016, n° 384793, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI, Aurélien MALLARET.....			
Groupements forestiers			
TAXE SPÉCIALE SUR LA VALEUR NETTE DE L'ACTIF TRANSFÉRÉ			
Suppression - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également.....	105 (4)	Haut conseil des finances publiques	
Groupes de sociétés			
COMPARAISON DU SYSTÈME FRANÇAIS AVEC LES SYSTÈMES ÉTRANGERS			
Le système d'intégration à la française face aux exemples étrangers, étude par Yves RUTSCHMANN, Pierre-Henri DURAND.....	511 (39)	MISSIONS	
Solde structurel, étude par Éric PICHET.....			
CONVENTIONS D'INTÉGRATION			
Formalisme requis - Notion d'intérêt social de la société mère - Notions de charge fiscale et d'économie d'impôt - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 13 oct. 2016, n° 388410, commentaire par Benoit BOHNERT, Philippe DURAND.....	602 (47)	Holding animatrice	
NOTION			
Conduite de la politique du groupe - Faisceau d'indices - Rép. min. éco. n° 23898 à M. Christophe-André Frassa : JO Sénat Q 1 ^{er} déc. 2016, p. 5192.....			
DISTRIBUTIONS			
Quote-part de frais et charge de 1 % sur les distributions intragroupe - Taux applicables aux distributions versées par des sociétés non-résidentes qui aurait pu être membre du groupe - BOI-IS-BASE-10-10-20, 5 oct. 2016, § 75 et 120 à 165, commentaire.....	557 (42-43)	PREUVE DE L'ANIMATION DU GROUPE	
Aménagement du régime - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire par Patrick FUMENIER.....	28 (1)	Éléments de preuve suffisants - CAA Nantes 1 ^{re} ch., 22 oct. 2015, n° 14NT00291, commentaire par Thierry LAMULLE.....	
Régime fiscal, étude par Laurent LECLERCQ.....	625 (49)	Éléments de preuve suffisants, aperçu rapide par Melissa LONCAREVIC, Thibaud BOUCHARLAT.....	
INTÉGRATION FISCALE HORIZONTALE			
Action pour le passé, aperçu rapide par Roland SCHNEIDER.....	232 (15)	Imposition forfaitaire annuelle (IFA)	
Commentaires administratifs définitifs, aperçu rapide par Patrick FUMENIER.....	178 (12)	PERSONNES MORALES ASSUJETTIES	
Commentaires administratifs définitifs - BOI-IS-AUT-30, 2 mars 2016, § 130, commentaire.....	238 (12)	Fusion en cours d'année, avec clause de rétroactivité au 1 ^{er} janvier - 1° Application de la loi : société absorbée existant à la date du fait générateur, redevable de l'IFA - 2° Bénéfice de la doctrine administrative : société absorbée considérée comme non passible de l'IS - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 370712 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026824, commentaire par Frédéric ALADJIDI.....	
INTÉGRATION VERTICALE			
Calcul du taux de détention de la mère - Attestation à joindre de l'accord des filiales de rejoindre le groupe - Conséquences de la cession des titres d'une filiale le dernier jour d'un exercice - BOI-IS-GPE-10-40, 2 mars 2016, § 160.....	act. 187 (12)	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)	
JURISPRUDENCE DE LA CJUE			
Fragilités du régime français d'intégration fiscale, étude par Nicolas de BOYNES.....	513 (39)	CHAMP D'APPLICATION	
Réception par le juge administratif français, étude par Émilie BOKDAM-TOGNETTI.....	512 (39)	Exclusion des canalisations de transport de chaleur et des antennes de télé-relève de compter de gaz - Rép. min. éco. n° 89386, M. Marc Dolez : JOAN Q 15 nov. 2016, p. 9407.....	
NEUTRALISATION DE LA QUOTE-PART DE FRAIS ET CHARGES			
Éligibilité des filiales situées hors du groupe - Justifications à apporter par le contribuable - CAA Versailles 3 ^e ch., 21 juin 2016, n° 12VE03691 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-021739, commentaire par Bruno COUDERT.....	615 (48)	DÉFINITION DE LA PUISSANCE INSTALLÉE	
Éoliennes et hydroliennes, centrales photovoltaïques et hydrauliques - Commentaires administratifs - BOI-TFP-IFER-10, 6 avr. 2016, § 30.....			
PÉRIMÈTRE			
Société en commandite par actions - Seuil de détention de 95 % : appréciation distincte au niveau des com-		MATÉRIEL ROULANT DESTINÉ À ÊTRE UTILISÉ SUR LE RÉSEAU FERRÉ NATIONAL	
		Entreprises n'ayant pas leur siège en France - Imposition proportionnée à la circulation effective sur le réseau ferré national - Restriction à l'exercice de leur activité par les entreprises de transport ferroviaire établies hors de France : non - Atteinte à la libre prestation de services et au principe de non-discrimination : non - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016, n° 388221, commentaire.....	
		299 (17)	
		OBLIGATIONS DÉCLARATIVES	
		Déclaration de décembre 2015 - Difficultés techniques - Absence de pénalités de retard.....	
		act. 37 (2)	

PAIEMENT

Échéances 2016 **act. 632 (45)**

TARIFS

Revalorisation pour l'année 2016 - *BOI-TFP-IFER-90*, 3 févr. 2016, § 110 **act. 83 (6)**

Stations radioélectriques - Petits émetteurs des réseaux de radiocommunications mobiles - *BOI-TFP-IFER-50*, 6 avr. 2016, § 150 **act. 272 (17)**

Imposition forfaitaire sur les pylônes

TARIFS

Actualisation pour 2016 - *BOI-TFP-PYL*, 6 janv. 2016, § 140 **act. 18 (2)**

Impôt sur la fortune

ASSIETTE

Compte courant d'associé - Compte destiné à être incorporé au capital - Date de prise en compte de cette opération (passation de l'écriture comptable : oui ; date d'enregistrement comptable : non) - *Cass. com.*, 8 nov. 2016, n° 15-17.195, commentaire **618 (48)**

Déductibilité par l'usufruitier de la dette de restitution née d'une distribution de dividende par prélèvement sur les réserves - *Cass. com.*, 24 mai 2016, n° 15-17.788, *FS-P+B* : *Juris-Data* n° 2016-009988, commentaire par Jean-François DESBUQUOIS, Renaud MORTIER **402 (27)**

Exonération partielle des parts ou actions détenues par les salariés ou mandataires sociaux (CGI, art. 885 I quater) - Absence de condition de rémunération - *Cass. com.*, 5 janv. 2016, n° 14-23.681, *FS-P+B*, commentaire par Emmanuel KORNPROBST **146 (5)**

Terres agricoles - Barème indicatif pour l'année 2015 - *A.*, 11 août 2016 **act. 518 (37)**

BIENS PROFESSIONNELS

Droits sociaux - Limitation de l'exonération de taxation des biens professionnels (CGI, art. 885 O ter) - Interprétation stricte - Non-prise en compte des actifs des filiales et sous-filiales des sociétés constituant un groupe - *Cass.*, 20 oct. 2015, n° com. : *Juris-Data* n° 2015-023479, commentaire par Jean-Pierre MAU-BLANC **162 (6)**

DÉCLARATION

Extension de l'obligation de télédéclaration - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également **40 (1)**

ÉVALUATION DES BIENS

Droits indivis sur un immeuble - Réduction par rapport à la valeur totale du bien - *Cass. com.*, 16 févr. 2016, n° 14-23.301, *F-D* : *Juris-Data* n° 2016-002772, commentaire **222 (11)**

EXONÉRATIONS

Exonération partielle des parts ou actions détenues par les salariés ou mandataires sociaux : pas de condition de rémunération - *Cass. com.*, 5 janv. 2016, n° 14-23.681, *FS-P+B* **act. 24 (2)**

PAIEMENT

Extension de l'obligation de paiement par prélèvement ou télé règlement - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également **40 (1)**

PLAFONNEMENT

Projet de dispositif anti-abus spécifique, étude par Jérôme ARDOUIN **601 (47)**

RÉDUCTIONS D'ISF

Dons aux établissements d'enseignement supérieur consulaire (EESC) - Commentaires administratifs - *BOI-IS-CHAMP-30-70*, 6 juill. 2016, § 183 **act. 533 (38)**

Dons aux établissements d'enseignement supérieur consulaire (EESC) - *L. fin. rect.* n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également **41 (1)**

Réduction d'ISF-PME - Condition de conservation des titres - Notion de texte clair - *Cass. com.*, 2 févr. 2016, n° 14-24.441, *FS-P+B* : *Juris-Data* n° 2016-001586, commentaire par Emmanuel KORNPROBST **221 (11)**

Souscription au capital de PME - Référé de la Cour des comptes **act. 108 (7-8)**

Souscriptions au capital de PME non cotées - Entreprises éligibles - Exercice d'une activité sur un marché depuis moins de sept ans après la première vente commerciale - Fixation du seuil de chiffre d'affaires permettant de constater la première vente commerciale - *D.* n° 2016-991, 20 juill. 2016 **act. 469 (30-35)**

Souscriptions au capital de PME non cotées - Validation par la Commission des aménagements apportés par la loi de finances rectificative pour 2015 **act. 95 (6)**

Souscriptions au capital de PME non cotées - Entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS) - Commentaires administratifs - *BOI-PAT-ISF-40-45*, 6 juill. 2016 **act. 555 (39)**

Souscriptions au capital de PME non cotées - Aménagement - *L. fin. rect.* n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire par Guy ROULIN **39 (1)**

Souscriptions au capital de PME non cotées - Commentaires de la réforme de la loi de finances rectificative pour 2015 - Consultation publique sur les conditions relatives aux souscriptions et aux sociétés bénéficiaires, à l'obligation de conservation des titres et aux de parts de FIP et de FCPI - *BOI-PAT-ISF-40-30-10-20*, 6 juill. 2016, commentaire **419 (28)**

Souscriptions au capital de PME non cotées - Réduction d'ISF-PME : mise en consultation partielle des commentaires administratifs **act. 451 (28)**

Impôt sur le revenu

ABATTEMENTS

Rattachement d'enfants mariés ou chargés de famille - Revalorisation - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire **4 (1)**

BARÈME

Revenus de l'année 2015 - Suppression de la première tranche - Revalorisation des tranches - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire **4 (1)**

CHARGES DÉDUCTIBLES

Frais d'accueil de personnes de plus de 75 ans - Plafonds applicables pour l'imposition des revenus 2015 - *BOI-IR-BASE-20-30-20-10*, 18 janv. 2016, § 160 et 170 **act. 64 (5)**

Pensions alimentaires versées à des enfants majeurs - Revalorisation du plafond - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire **4 (1)**

DÉCLARATION

Campagne 2016 - Échéances **act. 209 (13)**

Généralisation progressive de l'obligation de télédéclaration - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire **6 (1)**

DÉCOTE

Revenus de l'année 2015 - Aménagement - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire **4 (1)**

EXONÉRATIONS

Annnonce d'une exonération d'impôt sur le revenu en faveur des ayants-droits des victimes d'actes de terrorisme..... **act. 304 (20)**

« Co-consommation » - BOI-BIC-CHG-40-20-40, 30 août 2016, § 55..... **act. 519 (37)**

French Tech Ticket - Instauration - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également..... **91 (4)**

Offre promotionnelle de bienvenue accordée par les banques - Régime juridique et fiscal, aperçu rapide par Caroline Benhamou..... **714 (51-52)**

Revenus tirés de la co-consommation - Sorties de plaisance en mer - Étendue - BOI-IR-BASE-10-10-10-10, 28 nov. 2016, § 100..... **act. 682 (49)**

Sommes versées par un salarié sur un PERCO - Versement de jours de repos non pris, en l'absence de compte-épargne temps - Hausse du nombre de jours pouvant être exonérés de cinq à dix jours par an - BOI-RSA-ES-10-30-20, 21 avr. 2016, § 40..... **act. 268 (17)**

IMPOSITION PAR FOYER

Imposition distincte des époux mariés - Époux séparés de biens et ne vivant pas sous le même toit - Époux mariés sous le régime de la participation aux acquêts qui vivent séparément - Époux mariés sous le régime de la séparation de biens assorti de la création d'une société d'acquêts - BOI-IR-CHAMP-20-20-10, 3 juin 2016, § 50 à 130..... **act. 374 (24)**

Imposition distincte des époux séparés de biens et ne vivant pas sous le même toit (CGI, art. 6, 4, a) - Appréciation de la séparation de biens en cas de mariage en Italie - TA Paris 2^e sect., 3^e ch., 3 mai 2016, n° 1504705/2-3 : Juris-Data n° 2016-009349, commentaire par Jimmy ROBBE..... **362 (23)**

NON-RÉSIDENTS

Suppression de l'imposition forfaitaire en cas de disposition d'une habitation en France (CGI, art. 164 C) - Simplification de la justification du taux moyen d'imposition des revenus de source française des non-résidents (CGI, art. 197, a) - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire..... **49 (1)**

PAIEMENT

Non-résidents - Explicitation de la possibilité d'option pour le prélèvement mensuel de l'IR par les non-résidents français disposant d'un compte SEPA - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également..... **52 (1)**

Obligation de paiement par un moyen dématérialisé - Généralisation progressive - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire..... **6 (1)**

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

Lancement d'un site d'informations..... **act. 634 (45)**

REVENUS ENCAISSÉS HORS DE FRANCE

Modalités de conversion - Tolérance administrative - BOI-IR-BASE-10-10-10-10, 28 nov. 2016, § 20..... **act. 683 (49)**

SIMULATEUR

Revenus de l'année 2015..... **act. 59 (4)**

TERRITORIALITÉ

Personnes non domiciliées en France - Imposition des revenus de source française - Revenus de remplacement versés par Pôle emploi en Guadeloupe, mais résultant d'une activité à Saint-Barthélemy - Revenus de source française (non) - TA Montreuil 10^e ch., 19 avr. 2016, n° 1505891 : Juris-Data n° 2016-011455, À noter également par Emmanuelle TOPIN..... **393 (26)**

Personnes non domiciliées en France - Personnes tirant de France l'essentiel de leurs revenus (non-résidents

Schumacker) - Applicabilité de l'accord Suisse/UE du 21 juin 1999 sur la liberté de circulation des personnes (oui) - Déductibilité d'une pension alimentaire versée (oui) ; obligation de prouver la non-déduction à l'étranger (oui) - TA Montreuil 10^e ch., 13 janv. 2016, n° 1408357 : Juris-Data n° 2016-013359, À noter également..... **435 (29)**

Taux moyen d'imposition sur les revenus de source française (CGI, art. 197 A) - Prise en compte des crédits d'impôt (non) - TA Montreuil 10^e ch., 31 mai 2016, n° 1411275 : Juris-Data n° 2016-011450, À noter également par Emmanuelle TOPIN..... **394 (26)**

Impôt sur les sociétés

BÉNÉFICE IMPOSABLE

Non-déductibilité de la moins-value d'annulation d'obligations convertibles en actions émises par l'absorbée et acquises par l'absorbante - CE 9^e et 10^e ch., 20 juin 2016, n° 361832..... **act. 414 (26)**

CHAMP D'APPLICATION

Option des sociétés de capitaux pour le régime des sociétés de personnes - Neutralisation temporaire du seuil d'effectif - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire..... **24 (1)**

Option des sociétés de capitaux pour le régime des sociétés de personnes - Neutralisation temporaire du seuil d'effectif - Illustration - BOI-BIC-CHAMP-70-20-40-10, 2 mars 2016, § 275..... **act. 220 (14)**

DÉFICITS

Demande de report en arrière des déficits (CGI, art. 220 quinquies) - Rectification faisant apparaître des bénéfices imposables au titre d'exercices antérieurs - 1^o Mise en recouvrement des impositions supplémentaires : événement ouvrant un délai de réclamation pour demander le report en arrière (oui) - 2^o Contribuable ayant demandé le report en arrière avant la mise en recouvrement des impositions supplémentaires : demande, par une nouvelle réclamation, d'imputation du déficit sur les bénéfices rectifiés (oui, dans le délai prévu à LPF, art. R. 196-1) - CE 9^e et 10^e ch., 19 juill. 2016, n° 385768 : Juris-Data n° 2016-014145, À noter également..... **636 (49)**

L'Administration doit rembourser spontanément la créance née du report en arrière d'un déficit - CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 mars 2016, n° 385244..... **act. 165 (11)**

Report en arrière - Créance devant être spontanément remboursée par l'Administration, pour la fraction non utilisée, au terme du délai de cinq années - À défaut, demande de remboursement dans le délai de prescription quadriennale - CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 mars 2016, n° 385265, commentaire par Roland SCHNEIDER, Émilie BOKDAM-TOGNETTI, Romain DAGUZAN..... **325 (20)**

Report en arrière - Possibilité d'invoquer une prise de position formelle de l'Administration pour faire échec à la remise en cause de l'option (non) - CE 3^e et 8^e ch., 22 juin 2016, n° 391748 : Juris-Data n° 2016-012534, À noter également..... **540 (41)**

DÉTERMINATION DU BÉNÉFICE IMPOSABLE

Entreprises de transport maritime - Taxation au tonnage - Seuil d'exploitation minimum de 25 % de navires sous pavillon d'un État membre de l'EEE au jour de l'option - Commentaires administratifs définitifs - BOI-IS-BASE-60-40-20-20, 1^{er} juin 2016, commentaire..... **392 (26)**

ENTREPRISES DE TRANSPORT MARITIME

Taxation au tonnage - Assouplissements du régime d'abattement des plus-values de cession - Commentaires administratifs - BOI-IS-BASE-60-40-30-10, 6 avr. 2016, § 170 à 190..... **act. 246 (16)**

EXONÉRATIONS

Collectivités publiques - Régies de collectivités territoriales - Service ne relevant pas, eu égard à son objet, ou, à défaut, aux conditions de gestion, d'une exploitation à caractère lucratif - Notion de conditions de gestion ne relevant pas d'une telle exploitation - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 20 juin 2016, n° 382975, commentaire.....	556 (42-43)
Établissement d'enseignement supérieur consulaire (EESC) - Organismes sans but lucratif participant ou finançant un EESC (oui) - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également.....	13 (1)
Établissement d'enseignement supérieur consulaire (EESC) - Organismes sans but lucratif participant ou finançant un EESC (oui) - Commentaires administratifs - BOI-IS-CHAMP-50-10, 6 juill. 2016, § 760.....	act. 533 (38)
Établissements et organismes de recherche et d'enseignement supérieur - BOI-IS-CHAMP-50-10, 2 mars 2016, § 230 et 245.....	act. 204 (13)

PAIEMENT

Décembre 2015 - Difficultés techniques - Absence de pénalités de retard.....	act. 37 (2)
--	-------------

PLUS-VALUES DE CESSION DE TITRES DE PARTICIPATION

Exclusions - États et territoires non coopératifs (ETNC) - Clause de sauvegarde - Annulation des commentaires administratifs - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016, n° 383259 : Juris-Data n° 2016-011796, À noter également.....	530 (40)
---	----------

PROFITS IMPOSABLES

Augmentation de capital libérée par compensation avec des créances décotées - Détermination du profit en tenant compte de la valeur réelle des titres reçus en contrepartie - Commentaires administratifs - BOI-IS-BASE-10-30, 3 févr. 2016, commentaire.....	177 (7-8)
---	-----------

RÉGIME DES SOCIÉTÉS MÈRES

Aménagement - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire par Marie-Pierre HÖO.....	26 (1)
Application aux dividendes provenant d'un ETNC - Notion d'opération réelle - BOI-IS-BASE-10-10-20, 5 oct. 2016, § 70.....	act. 604 (42-43)
Clause anti-abus - Entrée en vigueur - Application à toutes les distributions incluses dans le résultat des exercices ouverts au 1 ^{er} janvier 2016 - Absence d'incidence de la date de mise en place du montage - BOI-IS-BASE-10-10-10-10, 5 oct. 2016, § 180.....	act. 602 (42-43)
Clause anti-abus - Interprétation au regard du droit de l'Union européenne, étude par Julien GAYRAL, Yves RUTSCHMANN, Yann AGUILA.....	248 (13)
Commentaires administratifs des aménagements de la loi de finances rectificative pour 2015 - Consultation publique sur la clause anti-abus - BOI-IS-BASE-10-10-10-10, 7 juin 2016, § 180 à 260.....	act. 377 (24)
Conditions d'application - Détention de titre représentant 5 % des droits de vote : suppression - Commentaires administratifs - Implication en matière de fiducie - BOI-IS-BASE-10-10-10-20, 5 oct. 2016, § 205.....	act. 603 (42-43)
Dispositif anti-abus - Constitutionnalité, aperçu rapide par Olivier FOUQUET.....	50 (4)
Exclusion des titres dépourvus de droit de vote - Constitutionnalité (non), aperçu rapide par Olivier FOUQUET.....	74 (6)
Exclusions - États et territoires non coopératifs (ETNC) - Clause de sauvegarde - Annulation des commentaires administratifs - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016, n° 383259 : Juris-Data n° 2016-011796, À noter également.....	530 (40)

Nature des titres ouvrant droit au régime - Titres sans droit de vote - Commentaires administratifs - BOI-IS-BASE-10-10-10-20, 7 et 9 juin 2016, § 60.....	act. 378 (24)
Nouvelle clause anti-abus - Portée, étude par Florence DEBOISSY.....	287 (16)
Régime d'exonération à la faveur d'un actionnariat stable - Jurisprudence du Conseil d'État et du Conseil constitutionnel, études par Maud PONCELET, Tarek AFANTROUSS.....	308 (18-19)
Transfert de titres en fiducie - Commentaires administratifs définitifs (hors quote-part de frais et charges) - BOI-IS-BASE-10-10-20, 9 juin 2016, § 75.....	act. 379 (24)

RÉGIME DU BÉNÉFICE CONSOLIDÉ

Résultat consolidé : élimination des opérations faisant double emploi - 1°) Neutralisation d'une QPFC (CGI, ann. IV, art. 23 bis A, a) : disposition réglementaire inapplicable entre 1993 et 1998 et redevenue applicable en l'absence d'abrogation - 2°) Neutralisation des dotations aux provisions (CGI, ann. IV, art. 23 bis A, b) : disposition impliquant la neutralisation des reprises de provisions - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 21 sept. 2016, n° 371862 : Juris-Data n° 2016-020059, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI.....	671 (51-52)
---	-------------

TAUX RÉDUIT APPLICABLE AUX PME (CGI, ART. 219, I, B)

Condition tenant à l'entière libération du capital de l'entreprise - Libération du capital social proprement dit mais aussi de celle des primes d'émission liées au capital social (oui) - CAA Marseille 3 ^e ch., 24 mars 2016, n° 14MA03389 : Juris-Data n° 2016-009739, commentaire.....	416 (28)
---	----------

Impôts locaux

EXONÉRATIONS

Personnes de condition modeste - Aménagement - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire.....	107 (4)
Plateau continental et zone économique exclusive - Ord. n° 2016-1687, 8 déc. 2016.....	act. 696 (50)

Imprimé fiscal unique (IFU)

ACTUALISATION DES COMMENTAIRES ADMINISTRATIFS

Modalités de souscription des imprimés fiscaux unique (IFU) : actualisation des commentaires administratifs - BOI-RPPM-PVBMI-40-30-40, 5 oct. 2016, § 190 à 210.....	act. 623 (45)
--	---------------

Indemnités

AFFECTION DE LONGUE DURÉE

Indemnités journalières versées à des exploitants relevant d'un régime réel - Exonération - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également.....	29 (1)
Indemnités journalières versées à des exploitants relevant d'un régime réel - Exonération - Notion - BOI-BNC-CHAMP-10-10-20-30, 2 mars 2016, § 200.....	act. 218 (14)

CESSATION FORCÉE DES FONCTIONS DES DIRIGEANTS ET MANDATAIRES SOCIAUX SALARIÉS

Exonération - Abaissement de la limite d'exonération - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire.....	10 (1)
Exonération - Nouvelle limite d'exonération - Commentaires administratifs - BOI-RSA-CHAMP-20-40-20, 26 mai 2016, § 50, 120 et 170.....	act. 335 (22)

INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS LOCAUX

Retenue à la source libératoire de l'impôt sur le revenu (CGI, art. 204-0 bis) - Barème 2016 - *BOFIP-GCP-16-005, 20 janv. 2016* **act. 65 (5)**

INDEMNITÉS PERÇUES PAR LES ASSISTANTS MATERNELS POUR LA FOURNITURE DE REPAS AUX ENFANTS

Actualisation des montants pour 2015 - *BOI-RSA-CHAMP-10-20-10, 18 mars 2016, § 310 et 500* **act. 185 (12)**

Inondations**MESURES D'AIDE AU REDÉMARRAGE DES ENTREPRISES SINISTRÉES**

Demande d'étalement des délais de paiement et de remise gracieuse des majorations et intérêts de retard - Demande de préfinancement du CICE **act. 407 (25)**

Intangibilité du bilan d'ouverture (CGI, art. 38, 4 bis)**CHAMP D'APPLICATION**

Absence d'application en cas d'erreur délibérée du contribuable - Provisions comptables non déduites fiscalement - *CAA Versailles 3^e ch., 18 févr. 2016, n° 13VE02491 ; Juris-Data n° 2016-003990*, commentaire par Bruno COUDERT, Gauthier BLANLUET **323 (20)**

Intérêt pour agir**JUSTIFICATION**

Justification possible à tout moment de la procédure devant les juges du fond (oui) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 364757 ; Juris-Data n° 2015-026273*, À noter également **151 (5)**

Intérêts de retard (CGI, art. 1727 et 1729)**CALCUL**

Calcul sur l'ensemble des impositions éluées (oui) - Décompte arrêté au dernier jour du mois de la première notification de redressement (oui) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 20 janv. 2016, n° 378078*, commentaire **318 (18-19)**

CHAMP D'APPLICATION

Dépôt d'une déclaration n° 2042 non assorti d'une déclaration n° 2049 - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 20 janv. 2016, n° 378078*, commentaire **318 (18-19)**

Intérêts moratoires**CHAMP D'APPLICATION**

Application au cas d'un contribuable s'étant spontanément acquitté d'une imposition initialement dégrevée puis remise à sa charge (oui) - *CAA Versailles 1^{re} ch., 29 mars 2016, n° 14VE00052 ; Juris-Data n° 2016-006285*, commentaire par Sandrine RUDEAUX **486 (37)**

Investissements outre-mer**DÉDUCTION DU REVENU EN CAS D'INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS (CGI, ART. 163 TERCIVIES)**

Notion d'investissements neufs - Opérations consistant en un simple remplacement de moyens de production existants (non) - Travaux consistant à replanter des plants de bananiers dans une bananeraie existante (non) - *CE 8^e et 3^e ch., 1 juin 2016, n° 364694*, commentaire **427 (29)**

INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS (CGI, ART. 199 UNDECIES C)

Commentaires administratifs des aménagements apportés par les lois de finances pour 2014 et 2016 - *BOI-IR-RICI-380, 1^{er} juin 2016* **act. 375 (24)**

OBLIGATIONS DES CABINETS DE DÉFISCALISATION

Respect de la charte de déontologie signée - *L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016*, À noter également **665 (51-52)**

PROROGATION ET AMÉNAGEMENT DES AIDES FISCALES

Prorogation et aménagement des aides fiscales à l'investissement outre-mer - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire **133 (4)**

Japon**FISCALITÉ DE LA TRANSMISSION DES ENTREPRISES**

Étude de législation comparée **act. 208 (13)**

Jetons de présence**JETONS DE PRÉSENCE « ORDINAIRES »**

Restitution de l'excédent de retenue à la source en cas de versement à des non-résidents domiciliés dans l'EEE - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, À noter également **135 (4)**

Jeux olympiques**PRIMES VERSÉES AUX MÉDAILLÉS**

Institution d'un régime pérenne d'étalement de l'imposition - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également **92 (4)**

Régime d'étalement de l'imposition - Commentaires administratifs - *BOI-RSA-BASE-10, 30 mai 2015, § 100 à 160* **act. 357 (23)**

Juge de l'impôt**QUESTION PRÉALABLE ENTACHÉE D'EXTRANÉITÉ**

Détermination du droit étranger applicable à la question préalable - Assimilation d'une institution étrangère à celle visée par la loi fiscale française, étude par Estelle FOHRER-DEDEURWAERDER **604 (48)**

Juridiction administrative**ACTION EN RECONNAISSANCE DE DROITS**

Création - *L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016* **act. 679 (49)**

COMPÉTENCE

Confiscation de pièces ordonnée par le juge pénal - Demande au juge administratif d'enjoindre au procureur de la République de les communiquer - Compétence du juge administratif (non) - *CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 384197 ; Juris-Data n° 2016-019536*, commentaire **653 (50)**

JURISPRUDENCE

Divergences entre juge administratif et juge judiciaire de l'impôt, étude par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE **499 (38)**

OFFICE DU JUGE

Absence de compétence du juge administratif pour enjoindre au procureur de restituer des pièces confisquées par le juge pénal - *CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 384197* **act. 564 (39)**

Le juge est libre de refuser une demande de délai supplémentaire pour produire un mémoire - *CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 383781*..... **act. 563 (39)**

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le juge administratif de l'impôt, étude par Jean COUR-TIAL..... **491 (38)**

RAPPORTEUR PUBLIC

Dispense de conclusions du rapporteur public : irrégularité du jugement à défaut de mention de la décision de dispense - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 381175*..... **act. 260 (16)**

RÉDACTION DES DÉCISIONS

Expérimentation..... **act. 96 (6)**

SAISINE

Saisine d'une juridiction administrative sans élection de domicile : en cas de régularisation hors application Télérecours, obligation du greffe de demander au requérant de régulariser par voie postale - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 389521*..... **act. 196 (12)**

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES ACTES

Transformation de la faculté en obligation - *D. n° 2016-1481, 2 nov. 2016*..... **act. 620 (45)**

Juridiction judiciaire

JUGE FISCAL CIVIL

Présentation générale, étude par Thierry GAUTHIER..... **492 (38)**

JURISPRUDENCE

Divergences entre juge administratif et juge judiciaire de l'impôt, étude par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE..... **499 (38)**

Lexis Pratique Fiscal

PUBLICATION DE LA 1^{RE} ÉDITION

Publication de la première édition du Lexis® Pratique Fiscal, aperçu rapide par Thomas JACQUEMONT, Caroline SORDET..... **577 (41)**

Liquidation judiciaire

INSUFFISANCE D'ACTIF

Reprise des poursuites - Paiement spontané par le contribuable, commentaire par Régis VABRES..... **71 (2)**

Livret de développement durable (LDD)

TRANSFERT DU DOMICILE FISCAL HORS DE FRANCE

Clôture (non) - *Rép. min. fin. n° 84057 à M. Frédéric Lefebvre : JOAN Q 24 mai 2016, p. 4506*..... **act. 337 (22)**

Location en meublé

EXERCICE DE L'ACTIVITÉ AU TRAVERS D'UN FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER (FPI)

Adaptation du régime fiscal - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire*..... **46 (1)**

Régime fiscal - Commentaires administratifs - *BOI-BIC-BASE-10-30, 6 juill. 2016*..... **act. 526 (37)**

GÎTE RURAL

Suppression des avantages fiscaux - Régime transitoire - Commentaires administratifs - *BOI-IF-CFE-10-30-30-50, 6 juill. 2016, § 40, 175, 290 à 310*..... **act. 524 (37)**

Suppression des avantages fiscaux - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également*..... **47 (1)**

LOCATION À UN PRIX RAISONNABLE

Plafonds de loyer 2016 - Location à un travailleur saisonnier - *BOI-BIC-CHAMP-40-20, 3 janv. 2016, § 130 et 160*..... **act. 78 (6)**

PACTES DUTREIL

Éligibilité de l'activité de loueur en meublé au régime des « pactes Dutreil » (oui) - *CADF avis, 6 nov. 2015, n° 2015-07, commentaire par Jean-François DESBUQUOIS*..... **300 (17)**

PARTIE DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE DU BAILLEUR

Exonération des profits - Extension - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également*..... **48 (1)**

RÉGIME FISCAL

Simplification par l'adoption de la commercialité fiscale, étude par Pierre FERNOUX..... **387 (26)**

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016

INTRODUCTION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Introduction et entrée en vigueur - *L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015, commentaire*..... **2 (1)**

Loi de finances pour 2016

INTRODUCTION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Introduction et entrée en vigueur - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire*..... **2 (1)**

Loi de finances rectificative pour 2015

INTRODUCTION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Introduction et entrée en vigueur - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire*..... **2 (1)**

Lois

RÉPUBLIQUE NUMÉRIQUE

Mesures diverses - *L. n° 2016-1321, 7 oct. 2016*..... **act. 578 (41)**

TRANSPARENCE, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET MODERNISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE

Introduction - *L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016, commentaire*..... **660 (51-52)**

Lois du pays (Nouvelle-Calédonie)

LOIS FISCALES DU PAYS ADOPTÉES PAR LE CONGRÈS DU TERRITOIRE

1^o Opposabilité à compter de leur adoption (oui) - 2^o Application à l'article 2 de la loi du pays n° 2006-2 du 24 janvier 2006 (oui) - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 374857 : Juris-Data n° 2015-028446, commentaire*..... **269 (14)**

Loyauté

ÉTUDE GÉNÉRALE

La loyauté : un principe qui nous manque ?, étude par Martin COLLET..... **554 (42-43)**

Lutte contre la fraude

RÉSULTATS 2015

Présentation act. 144 (10)

Luxembourg

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Benelux : chronique de l'année 2015, étude par Jean MEEÛS, Imme KAM, Cécile HENLÉ 200 (9)

Management package

RÉGIME FISCAL

Requalification du gain en salaire (non) - TA Paris 1^{re} sect., 1^{re} ch., 12 juill. 2016, n° 1431589/1-1 : *Juris-Data* n° 2016-024481, commentaire par Jérémie JEAUSSERAND, Alexandre SEGRETAIN, Tristan AUDOUARD 608 (48)

Monaco

PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX

Convention fiscale - Revenus du patrimoine - CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 388899, commentaire par Xavier CABANNES, Romain VICTOR 565 (44)

Montant des salaires

DÉCLARATION ANNUELLE DES DONNÉES SOCIALES (DADS)

Déclaration de l'employeur faisant foi sauf en cas d'éléments sérieux de nature à remettre en cause son exactitude - CE 3^e et 8^e ss-sect., 20 mai 2016, n° 387479, commentaire par Emmanuel LAPORTE 472 (36)

Monuments historiques

CHARGES FONCIÈRES

Deductibilité sur agrément - Compétence du ministre du budget en cas d'évocation - A., 10 févr. 2016 act. 151 (11)

MONUMENTS FUNÉRAIRES

Rescrit n° 2016/01 - Modalités de prise en compte des charges foncières - BOI-RFPI-SPEC-30-10, 12 avr. 2016, § 5 act. 243 (16)

RÉGIME DE FAVEUR

Cas d'application conditionnés à un agrément - Fixation des directions des finances publiques compétentes - A., 10 févr. 2016 act. 137 (10)

RÉGIME DÉROGATOIRE

Assouplissement - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 87 (4)

Non-résidents

TRAITEMENT FISCAL

Application de la jurisprudence Schumacker aux non-résidents situés hors de l'EEE - Rép. min. fin. n° 17661 à M^{me} Joëlle Garriaud-Maylam : JO Sénat Q 20 août 2015, p. 1910 act. 69 (5)

Notification des actes administratifs par la voie postale

PLI NON REÇU PAR L'ADMINISTRATION ET RETOURNÉ AU CONTRIBUABLE

Demande de saisine de la CDI - Effets pour le contribuable - CE 10^e et 9^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 369502 : *Juris-Data* n° 2015-026821, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI 229 (11)

Obligation d'information sur les renseignements obtenus de tiers

V. DROIT DE COMMUNICATION

()

Obligations convertibles en actions

QUALIFICATION

OCA émises au profit d'associés en échange d'un apport : créance des associés - Intérêts versés en l'attente de la conversion : revenus distribués - CE 8^e et 3^e ch., 13 oct. 2016, n° 388574, commentaire par Benoît BOHNERT 609 (48)

OCDE

CONSULTATION

Modèle de convention fiscale - Résidence des fonds de pension act. 134 (9)

Octroi des avantages des conventions fiscales aux fonds de placement qui ne sont pas des OPC act. 211 (13)

Octroi des avantages des conventions fiscales aux fonds de placement qui ne sont pas des OPC - Publications des commentaires reçus act. 296 (18-19)

DÉCLARATION PAYS PAR PAYS

Accord multilatéral entre autorités compétentes relatif à l'échange automatique des déclarations pays par pays - Signature par 31 pays act. 71 (5)

IMPÔT SUR LE REVENU DU TRAVAIL

Analyse comparative, étude par Pascal SAINT-AMANS, Dominique PATUROT 190 (9)

PLAN D'ACTION BEPS

Action 13 - Reporting en matière de prix de transfert - Documents d'aide à l'intégration act. 693 (49)

Action 14 : examen global des procédures amiables - Calendrier et consultation act. 635 (45)

Action 4 : consultation sur l'élaboration d'un ratio de limitation de déductions des intérêts à l'échelle du groupe - Action 5 : format électronique standardisé d'échange des rescrits fiscaux entre États act. 465 (29)

Action 5 sur la lutte contre les pratiques fiscales dommageables - Analyse prospective, étude par Mohamed AMINE BENAOUA, Édouard MOUROT, Camille STOFATI, David MARTIN, Édith GUEYE 442 (30-35)

Action 6 - Clôture des négociations - Convention multilatérale de mise en oeuvre des mesures prévenant l'utilisation abusive des conventions fiscales act. 692 (49)

Actions 7, 8 et 10 - Rattachement des bénéficiaires à un établissement stable et sur la méthode transactionnelle du partage de bénéfice - Commentaires publiés suite à consultation act. 530 (37)

Contexte, contenu et perspectives, étude par Alexandre LAUMONIER 298 (17)

Déclaration pays par pays - Instructions de mise en oeuvre.....	act. 439 (27)
Déduction de charges d'intérêts dans les secteurs de la banque et de l'assurance - Consultation publique.....	act. 515 (36)
Dispositifs hybrides impliquant une succursale - Consultation publique.....	act. 514 (36)
Élaboration d'un instrument modifiant les conventions fiscales bilatérales (action 15) - Commentaires suite à consultation.....	act. 440 (27)
Élaboration d'un instrument multilatéral pour modifier les conventions fiscales bilatérales (action 15) - Consultation sur un document de travail.....	act. 371 (23)
Instrument multilatéral, étude par Jean-Baptiste TRISTRAM, Caroline SILBERZTEIN.....	553 (42-43)
Lutte contre la sous-capitalisation, étude par Margot JANOT, Alexandre MAITROT DE LA MOTTE.....	139 (5)
Mise en oeuvre, étude par Grégory ABATE.....	138 (5)
Pays en développement, étude par Julien JARRIGE.....	361 (23)
Présentation générale, étude par Éric LESPRIT.....	630 (49)
Prix de transfert - Réorganisations d'entreprises - Modification des lignes directrices - Consultation publique.....	act. 437 (27)
Rattachements de bénéficiaires à un établissement stable - Méthode transactionnelle du partage de bénéfice - Consultation publique.....	act. 438 (27)

Octroi de mer

CHAMP D'APPLICATION

Opérations de transformation - Opérations modifiant la nature même du produit (oui) - Opérations impliquant des ajustements mineurs de son état (non) - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016, n° 394080, commentaire par Brigitte LABOU, Arnaud MORAINÉ.....	453 (30-35)
---	-------------

ÉTUDE GÉNÉRALE

L'octroi de mer, un impôt en sursis ?, étude par Marie-Joseph AGLAË.....	564 (44)
--	----------

Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

L'action de la police judiciaire dans la lutte contre la fraude fiscale complexe : l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, étude par Olivier LEJEUNE, Thomas de RICOLFIS.....	498 (38)
--	----------

Organismes de gestion agréés

AVANTAGES FISCAUX DES ADHÉRENTS

Absence de majoration de 25 % - Application dès l'exercice 2016 des exploitants agricoles éligibles au régime micro optant pour le régime réel avant le 31 décembre 2016 - BOI-DJC-OA-20-30-10-20, 2 déc. 2016, § 160.....	act. 684 (49)
--	---------------

Majoration de 25 % du bénéfice imposable des non-adhérents à un organisme de gestion agréé - Qualification de sanction (non) - Possibilité de se prévaloir utilement de l'article 6 de la Convention EDH (non) - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 366457, À noter également.....	163 (6)
--	---------

Réduction d'impôt sur le revenu correspondant aux dépenses exposées pour la tenue de la comptabilité et pour l'adhésion - Plafond égal aux deux tiers des dépenses exposées pour la tenue de la comptabilité -	
--	--

Commentaires administratifs - BOI-IR-RICI-10, 4 mai 2016, § 220.....	act. 319 (21)
--	---------------

Rétablissement - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire.....	45 (1)
---	--------

MISSIONS

Élargissement des situations pouvant conduire à un compte-rendu négatif - Commentaires administratifs - BOI-DJC-EXPC-20-40-10, 6 avr. 2016.....	act. 251 (16)
---	---------------

MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

Mentions obligatoires des bulletins d'adhésion ; adhésion en ligne ; application d'une cotisation réduite au titre de la première année d'activité de leurs adhérents - Commentaires administratifs - BOI-DJC-EXPC-20-40-10, 6 avr. 2016.....	act. 251 (16)
---	---------------

RÉFORME

Réforme des organismes de gestion agréés (OGA) - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire.....	44 (1)
---	--------

OGA et viseurs fiscaux - Mise en oeuvre - D. n° 2016-1356, 11 oct. 2016, commentaire.....	580 (45)
---	----------

Organismes sans but lucratif

APPRÉCIATION DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Notion de cercle restreint de personnes.....	act. 456 (28)
--	---------------

CRITÈRES DE LUCRATIVITÉ

Critique et proposition de nouveaux critères, étude par Régis VABRES.....	380 (25)
---	----------

FRANCHISE DES IMPÔTS COMMERCIAUX

Associations : conditions d'exonération des impôts commerciaux - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 7 déc. 2016, n° 389299.....	act. 708 (50)
--	---------------

Actualisation du seuil - Année 2016 - BOI-IS-CHAMP-10-50-20-20, 6 avr. 2016, § 1.....	act. 250 (16)
---	---------------

NOTION DE CERCLE RESTREINT DE PERSONNES

Dons des particuliers aux organismes d'intérêt général : commentaires administratifs sur les conditions générales d'application de la réduction d'impôt - BOI-IR-RICI-250-10-10, 26 juill. 2016, commentaire.....	460 (36)
---	----------

RESCRIT « MÉCÉNAT » (LPF, ART. L. 80 C)

Portée de la garantie en cas de silence gardé pendant six mois par l'administration fiscale - TA Paris 2 ^e sect., 3 ^e ch., 3 mars 2016, n° 1500479/2-3 : Juris-Data n° 2016-006642, commentaire par Jimmy ROBBE.....	302 (17)
--	----------

Pactes Dutreil

ENGAGEMENT COLLECTIF DE CONSERVATION

Mécanisme du « réputé acquis » - Maintien en cas d'augmentation du capital de la société par incorporation de réserves - Rép. min. budget n° 72240 à M. Hervé Féron : JOAN 2 août 2016, p. 7144.....	act. 501 (36)
--	---------------

V. LOCATION EN MEUBLÉ

()

Panama

AFFAIRE DES « PANAMA PAPERS »

Réaction des administrations fiscales des membres de l'OCDE.....	act. 240 (15)
--	---------------

Parlement européen

RÉSOLUTION

Optimisation fiscale agressive.....	act. 36 (2)
-------------------------------------	-------------

Parquet national financier

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le parquet national financier, étude par Éliane HOU-LETTÉ..... 494 (38)

Participation à la formation professionnelle continue

ASSIETTE

Prise en compte des rémunérations versées aux salariés détachés en France par la société mère étrangère de l'employeur (oui) - CE 9^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 381580, À noter également..... 281 (15)

Participation des employeurs à l'effort de construction

ASSIETTE

Prise en compte des rémunérations versées aux salariés détachés en France par la société mère étrangère de l'employeur (oui) - CE 9^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 381580, À noter également..... 281 (15)

Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

RÉSERVE SPÉCIALE DE PARTICIPATION

Possibilité de distribution en cas d'exercice déficitaire (oui) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 367752, À noter également..... 315 (18-19)

Restructuration ayant pour effet de supprimer la réserve - Manoeuvre frauduleuse inopposable aux salariés - CA Versailles 6^e ch., 2 févr. 2016, n° 15/01292, À noter également..... 267 (14)

Pays-Bas

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Benelux : chronique de l'année 2015, étude par Jean MEEÛS, Cécile HENLÉ, Imme KAM..... 200 (9)

RÉCENTS DÉVELOPPEMENTS

Développements récents en fiscalité néerlandaise, aperçu rapide par Bernard Van Gerrevink..... 598 (42-43)

Pensions et rentes viagères

EXONÉRATIONS

Allocation de reconnaissance servie aux conjoints et ex-conjoints survivants d'anciens supplétifs - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également..... 95 (4)

PENSION D'INVALIDITÉ OU RENTE VIAGÈRE EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL OU DE MALADIE PROFESSIONNELLE

Pension versée en vertu d'une convention internationale ou d'un acte d'application - Exonération en application du 8^e de l'article 81 du CGI (oui) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 382691 : *Juris-Data* n° 2015-026845, commentaire..... 147 (5)

PENSION POUR FAIBLE DURÉE D'ASSURANCE (CSS, ART. L. 173-1-3)

1^o Reversement des cotisations d'assurance vieillesse : régime d'imposition - 2^o Régime d'imposition des pensions - BOI-RSA-PENS-10-10-10-10, 20 juill. 2016, § 10..... act. 470 (30-35)

Plafond de la sécurité sociale

ANNÉE 2016

Plafond de la sécurité sociale pour 2016 - A., 17 déc. 2015..... act. 2 (2)

Plafonnement des impôts directs

CONDITIONS D'APPLICATION

Bouclier fiscal : application aux impôts déclarés avec retard en raison d'un cas de force majeure - CE 9^e et 10^e ch., 21 sept. 2016, n° 386250..... act. 574 (40)

Plan d'épargne en actions (PEA)

ABUS DE DROIT

Vente à soi-même - CE 8^e et 3^e ss-sect., 14 oct. 2015, n° 374211 : *Juris-Data* n° 2015-023299, commentaire par Régis VABRES, Benoît BOHNERT..... 83 (3)

PEA-PME

Aménagement du champ des titres éligibles - Exclusion des titres bénéficiant de la réduction d'impôt « presse » - Soumission systématique aux prélèvements sociaux des gains de clôture d'un PEA-PME résultant du décès - BOI-RPPM-RCM-40-50-50, 30 mai 2016, § 100..... act. 359 (23)

Option temporaire pour le report d'imposition des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires versées dans un PEA-PME - Commentaires administratifs - BOI-RPPM-PVBMI-30-10-70, 31 mai 2016..... act. 360 (23)

Option temporaire pour le report d'imposition des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires versées dans un PEA-PME - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire..... 89 (4)

TITRES ÉLIGIBLES

Modalités d'appréciation de la détention indirecte de droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent au plan - Appréciation arithmétique (non) - Détention par le groupe familial de la majorité du capital social de la société interposée - Exercice par l'un des membres de ce groupe de fonctions dirigeantes dans la société interposée - CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 390861 : *Juris-Data* n° 2016-009465, commentaire, Vincent DAUMAS..... 412 (28)

Planification fiscale agressive

MESURES DE LUTTE

Recommandations de l'Union européenne..... act. 72 (5)

Plateau continental

IMPÔTS LOCAUX

Exonération - Ord. n° 2016-1687, 8 déc. 2016..... act. 696 (50)

Plateformes en ligne

OBLIGATIONS D'INFORMATION DE LEURS UTILISATEURS

Plateformes en ligne : instauration d'une obligation d'information des utilisateurs sur leurs obligations fiscales et sociales - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire..... 16 (1)

Plus-values (BIC)

ABATTEMENT POUR DURÉE DE DÉTENTION SUR LES PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES (CGI, ART. 151 SEPTIÈMES B)

Condition d'affectation à l'exploitation - Bien destinés à être démolis à la date de cession réputés non affectés à l'exploitation - Acte de vente mentionnant que les biens sont destinés à être démolis par l'acquéreur - Absence d'affectation à l'exploitation ; droit à l'abattement (non) - CE 10^e et 9^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 386773 : *Juris-Data* n° 2016-008765, commentaire par Aurélie BRETONNEAU 389 (26)

CESSION D'ENTREPRISE

Étalement du paiement de l'impôt en cas de crédit-vendeur - Légalisation de la doctrine et aménagement de l'étalement du paiement de l'IR - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire 18 (1)

EXONÉRATIONS

Cession d'entreprise lors du départ en retraite (CGI, art. 151 septies A) - Agents d'assurance - Exigence d'exercice de l'activité par le repreneur dans les mêmes locaux - Inconstitutionnalité - Cons. const., 14 oct. 2016, n° 2016-587 QPC act. 609 (42-43)

Cession d'un débit de boissons avec licence de 3^e ou 4^e catégorie - Application au prorata de l'activité de débit de boissons en cas d'activités multiples - CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374081, À noter également 178 (7-8)

Notion de titres de participation : appréciation s'agissant de titres d'une société d'exercice libéral - CE, 20 mai 2016, n° 392527 act. 320 (21)

REPORTS D'IMPOSITION

Apport en société d'une entreprise individuelle (CGI, art. 151 octies) - Maintien du report en cas de transmission de droits-sociaux par voie de donation-partage, y compris avec soulte - Imposition des plus-values en report en cas de cession à titre gratuit de la nue-propriété des droits sociaux suivie de la cession à titre onéreux de l'usufruit - BOI-BIC-PVMV-40-20-30-20, 4 mai 2016, § 110 et 170 act. 310 (21)

Plus-values (BIC-IS)

MOINS-VALUES SUR TITRES DE PARTICIPATION

Limitation de la déductibilité en cas de cession dans les deux ans d'un apport - Commentaires administratifs - BOI-BIC-PVMV-30-30-120, 3 févr. 2016 act. 77 (6)

Limitation de la déductibilité en cas de cession dans les deux ans d'un apport - Commentaires administratifs - BOI-BIC-PVMV-30-30-120, 3 févr. 2016, commentaire 159 (6)

PLUS-VALUES À LONG TERME

Plus et moins-values à long terme : annulation des extraits du BOFiP excluant les titres d'autocontrôle - CE 8^e et 3^e ch., 20 oct. 2016, n° 397537 act. 615 (44)

PRIX D'ACQUISITION

Plus-values d'une société soumise à l'IS annulant ses parts dans une société de personnes : limitation de la jurisprudence Quémener aux cas de double imposition - CE 8^e et 3^e ch., 6 juill. 2016, n° 377904 act. 452 (28)

RÉGIME D'IMPOSITION

Annulation des extraits du BOFiP excluant l'application du régime mère-fille et du régime du long terme aux dividendes et plus-values de cession de titres situés dans un ETNC - CE 10^e et 9^e ch., 8 juin 2016, n° 383259 act. 382 (24)

TITRES DU PORTEFEUILLE

Règle « premier entré, premier sorti » (PEPS ou FIFO) - Règle applicable quelle que soit la date d'acquisition

effective des titres, sans qu'une numérotation des titres puisse y faire obstacle - CE 10^e et 9^e ch., 8 juin 2016, n° 381289 : *Juris-Data* n° 2016-011680, commentaire par Lise CHATAIN-AUTAJON, Édouard CRÉPEY 479 (37)

Plus-values (BNC)

CESSION D'ENTREPRISE

Étalement du paiement de l'impôt en cas de crédit-vendeur - Légalisation de la doctrine et aménagement de l'étalement du paiement de l'IR - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire 18 (1)

EXONÉRATIONS (CGI, ART. 151 SEPTIÈMES)

Exonération des plus-values des petites entreprises : décompte du délai pour les avocats à compter de la disposition d'une clientèle personnelle - CE 8^e et 3^e ch., 23 juin 2016, n° 388969 act. 415 (26)

Condition d'exercice de l'activité pendant au moins cinq ans - Stage d'un avocat avec le statut de salarié - Absence de constitution d'une clientèle personnelle - Période prise en compte pour apprécier le délai de cinq ans (non) - CE 8^e et 3^e ch., 23 juin 2016, n° 388369, À noter également 482 (37)

Plus-values immobilières

ASSIETTE

Détermination de la plus-value de cession d'un terrain à bâtir : prise en compte de frais de construction engagés par le vendeur (oui) - CE 9^e et 10^e ch., 30 juin 2016, n° 375547 act. 428 (27)

DÉTERMINATION DE L'ANNÉE D'IMPOSITION

Cession d'immeuble justifiant la rescision de la vente à raison de la lésion de plus de 7/12^e - Choix de l'acquéreur de garder le fonds en payant le supplément du juste prix, diminué d'un dixième - Imposition de la plus-value au titre de l'année de la cession du bien, et non au titre de celle du versement du supplément de prix - CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 371571 : *Juris-Data* n° 2015-026149, commentaire par Jean-Pierre MAUBLANC 156 (6)

EXONÉRATIONS

Cession d'immeubles réalisées au profit du logement social - Prorogation et aménagement - Commentaires administratifs - BOI-RFPI-PVI-10-40-110, 27 avr. 2016, § 5, 10, 55, 150, 170 et 220 act. 286 (18-19)

Cession d'immeubles réalisées au profit du logement social - Prorogation et aménagement - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 88 (4)

Habitation principale et résidence secondaire - Exonérations réservées aux résidents fiscaux français - Compatibilité avec les engagements internationaux de la France, étude par Aurélien MALLARET 234 (12)

TERRAIN À BÂTIR

Calcul de la plus-value - Dépenses majorant le prix d'acquisition du terrain - Début de construction réalisé par le cédant - Réalisation d'une seule plus-value et non de deux plus-values relatives à des biens distincts - CE 9^e et 10^e ch., 30 juin 2016, n° 375547 : *Juris-Data* n° 2016-013167, commentaire par Jean-Victor MAUBLANC 634 (49)

Plus-values (IS)

CESSION DE TITRES DES SOCIÉTÉS TITULAIRES D'UNE AUTORISATION POUR L'ÉDITION D'UN SERVICE DE TÉLÉVISION

Commentaires administratifs - BOI-IS-BASE-20-20-10-40, 6 avr. 2016 act. 271 (17)

EXONÉRATIONS

Plus-values à long terme sur les titres de participation (CGI, art. 219, I, a quinquies) - Notion de titre de participation - Titres permettant d'exercer son activité dans des conditions privilégiées (oui) - CE 3^e et 8^e ss-sect., 20 mai 2016, n° 392527, commentaire par Olivier FOUQUET, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER 391 (26)

PLUS-VALUES À LONG TERME

Exclusion des plus-values des sociétés à prépondérance immobilière - Sociétés non cotées - Date d'appréciation de la prépondérance immobilière en cas d'absence de cession - Annulation du § 70 du BOI-IS-BASE-20-20-10-30 du 31 décembre 2013 fixant la date à la clôture de l'exercice - CE 8^e et 3^e ss-sect., 14 oct. 2015, n° 387249, commentaire par Benoît BOHNERT 161 (6)

Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux

ABATTEMENT POUR DURÉE DE DÉTENTION

Application aux seuls compléments de prix afférents à une cession dont les gains ont effectivement bénéficié d'un tel abattement - Annulation des commentaires administratifs - CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 392257 act. 558 (39)

CALCUL

Détermination de la valeur d'acquisition - Valeur des titres au jour de la transmission - Absence de prise en compte de l'exonération de 75 % au titre d'un pacte Dutreil (CGI, art. 787 B) - Rép. min. éco. n° 22376 à M. Louis Duvernois : JO Sénat Q 8 déc. 2016, p. 5362 act. 698 (50)

Imputation des moins-values - Imputation avant abattement pour durée de détention (oui) - Commentaires administratifs - BOI-RPPM-PVBMI-20-20-10, 4 mars 2016, § 80 et 100, commentaire 265 (14)

Imputation des moins-values - Imputation avant abattement pour durée de détention (oui) - CE 8^e et 3^e ss-sect., 12 nov. 2015, n° 390265 : Juris-Data n° 2015-026150, commentaire par Benoît BOHNERT, Renaud MORTIER 155 (6)

Prix d'acquisition de titres acquis à titre gratuit - Invocabilité de la valeur retenue pour le calcul des droits de mutation en cas de déclaration d'un don manuel après la cession des actions (non) - CE 3^e et 8^e ss-sect., 25 nov. 2015, n° 378004, commentaire 250 (13)

CHAMP D'APPLICATION

Gains versés par la CDC aux bénéficiaires légitimes de comptes inactifs - Application des règles de taxation en vigueur l'année de leur versement au bénéficiaire - Commentaires administratifs - BOI-DJC-DES-30, 1^{er} juill. 2016, commentaire 425 (29)

COMPLÉMENTS DE PRIX

Abattements pour durée de détention - Abattement applicable au moment de la cession - Commentaires administratifs - BOI-RPPM-PVBMI-20-10-40, 4 mars 2016, § 420, commentaire 265 (14)

DIRIGEANTS PARTANT À LA RETRAITE (CGI, ART. 150-0 D TER)

Abattement fixe de 500 000 € - Cession de plusieurs sociétés - Application de l'abattement par société cédée - Rép. min. fin. n° 14869 à M. Olivier Cadic : JO Sénat Q 1^{er} sept. 2016, p. 3742 act. 553 (39)

Application du régime de faveur aux seuls titres de PME communautaires - Définition de la PME communautaire - Précisions sur l'appréciation du seuil d'effectif - CAA Paris 9^e ch., 19 nov. 2015, n° 13PA04787 : Juris-Data n° 2015-029676, À noter également 157 (6)

EXONÉRATIONS

Dirigeants partant à la retraite (CGI, art. 150-0 D ter) - Condition tenant à l'activité de la société dont les titres étaient cédés - Détention de participations dans une société ayant pour objet la gestion de son propre patrimoine immobilier - CAA Nantes 1^{re} ch., 22 oct. 2015, n° 14NT00291, commentaire par Thierry LAMULLE 218 (11)

GAIN ISSU D'UN « MANAGEMENT PACKAGE »

Requalification du gain en salaire (non) - TA Paris 1^{re} sect., 1^{re} ch., 12 juill. 2016, n° 1431589/1-1 : Juris-Data n° 2016-024481, commentaire par Alexandre SEGRETAIN, Jérémie JEAUSSERAND, Tristan AUDOUARD 608 (48)

PROFITS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

Alignement du régime d'imposition des profits réalisés à l'étranger sur celui des profits réalisés en France - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire 90 (4)

Commentaires administratifs - BOI-RPPM-PVBMI-70-20, 4 mars 2016, commentaire 236 (12)

REPORT D'IMPOSITION

Apport de titres à une société soumise à l'IS contrôlée par l'apporteur (CGI, art. 150-0 B ter) - Commentaires administratifs définitifs, aperçu rapide par Bernard GUILLOT DE SUDUIRAUT, Béatrix ZILBERSTEIN 177 (12)

Apport de titres à une société soumise à l'IS contrôlée par l'apporteur (CGI, art. 150-0 B ter) - Commentaires administratifs définitifs - BOI-RPPM-PVBMI-30-10-60, 4 mars 2016, commentaire 235 (12)

Apport de titres à une société soumise à l'IS contrôlée par l'apporteur (CGI, art. 150-0 B ter) - Fixation des obligations déclaratives - D. n° 2016-177, 22 févr. 2016 act. 112 (9)

Apports de titres antérieurs au 1^{er} janvier 2013 - 1^o Application à l'assiette d'un coefficient d'érosion monétaire - 2^o Report d'imposition de plein droit : plus-value rétroactivement soumise à des règles de liquidation non déterminées à la date de sa réalisation (inconstitutionnalité) - Cons. const. déc., 22 avr. 2016, n° 2016-538 QPC, commentaire par Jean-Claude CAVAILLÉ 461 (36)

Compatibilité avec la directive fusions - CE ass., 31 mai 2016, n° 393881 : Juris-Data n° 2016-010698, étude par Stéphane AUSTRY, Daniel GUTMANN 476 (37)

Plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires versées dans un PEA-PME - Commentaires administratifs - BOI-RPPM-PVBMI-30-10-70, 31 mai 2016 act. 360 (23)

Plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires versées dans un PEA-PME - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire 89 (4)

Reports d'imposition acquis avant le 1^{er} janvier 2000 - Conformité à la directive fusions - Renvoi préjudiciel - CE 8^e et 3^e ch., 19 juill. 2016, n° 360352, commentaire par Benoît BOHNERT 568 (44)

SURSIS D'IMPOSITION DES PLUS-VALUES D'ÉCHANGE (CGI, ART. 150-0 B)

Soulte - Appréciation du montant - Prise en compte des compléments de prix - BOI-RPPM-PVBMI-30-10-20, 4 mars 2016, § 555 act. 186 (12)

Politique fiscale et budgétaire

LOIS DE FINANCES

Lois de finances : stabilité des politiques fiscale et budgétaire et contrôle du solde structurel, étude par Éric PICHET 1 (1)

Précompte

MODALITÉS DE RESTITUTION

Avis motivé de la Commission européenne **act. 328 (21)**

Prélèvements sociaux

CHAMP D'APPLICATION

Inapplication de la jurisprudence de Ruyter à la contribution additionnelle au prélèvement social - *CE 9^e et 10^e ch., 19 juill. 2016, n° 392784* **act. 477 (30-35)**

Non-résidents affiliés à un régime de sécurité sociale hors UE - Entrave à la liberté de circulation des capitaux (oui), aperçu rapide par Guillaume BOULET, Carine DELEU **385 (25)**

Personnes ne relevant pas du régime français de sécurité sociale - Restitution des prélèvements sur les produits de placement retenus à la source - Modalités **act. 93 (6)**

Personnes résidant dans un PTOM - Inapplicabilité du règlement n° 1408/71/CEE du 14 juin 1971 - Assujettissement aux prélèvements sociaux (oui) - *Rép. min. budget n° 91532 à M. Gilles Carrez : JOAN 20 sept. 2016, p. 8389* **act. 552 (39)**

CONTRIBUTION ADDITIONNELLE AU PRÉLÈVEMENT SOCIAL (CASE, ART. 262-24, III)

Affectation au financement du revenu de solidarité active - Personnes résidant en France mais ne relevant pas du régime français de sécurité sociale - Contribution entrant dans le champ du règlement CEE du 14 juin 1971 (non) - *CE 9^e et 10^e ch., 19 juill. 2016, n° 392784 : Juris-Data n° 2016-014210*, commentaire par Romain VICTOR **578 (45)**

EXONÉRATIONS

French Tech Ticket - Instauration - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, À noter également **91 (4)**

MONACO

Convention fiscale - Revenus du patrimoine - *CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 388899*, commentaire par Romain VICTOR, Xavier CABANNES **565 (44)**

NON-RÉSIDENTS FRANÇAIS

Non-assujettissement aux prélèvements sociaux - Remboursement des sommes indus - Application des intérêts moratoires (LPE, art. L. 208) - *Rép. min. n° 95150 à M. Christophe Premat : JOAN Q 25 oct. 2016, p. 8892* **act. 644 (46)**

REVENUS DU CAPITAL

Non-résidents - Mise en conformité au droit de l'UE par l'affectation du produit des prélèvements au financement de prestations sociales non contributives - *L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015*, commentaire **9 (1)**

Non-résidents - Modalités de restitution - Documents à joindre à la demande **act. 143 (10)**

REVENUS DU PATRIMOINE

Liberté de circulation des capitaux - Cas des personnes affiliées à un régime de sécurité sociale hors UE - *CAA Marseille 4^e ch., 25 mars 2016, n° 13MA00537 : Juris-Data n° 2016-013091*, À noter également **429 (29)**

Prescription de l'action de l'Administration

DÉLAI

Allongement du délai de reprise en cas d'activité occulte (LPE, art. L. 169) - Notion d'activité occulte, aperçu rapide par Catherine CASSAN **442 (28)**

Délai spécial de reprise en cas d'omissions ou d'insuffisances d'imposition révélées par une instance devant les tribunaux (LPE, art. L. 170) - Incidences de l'instance pénale - *CE 10^e et 9^e ss-sect., 30 mars 2016, n° 375116*, commentaire **355 (22)**

Taxe d'aménagement - Allongement à 4 ans - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, À noter également **56 (1)**

IMPÔTS LOCAUX

Prescription en matière d'impôts locaux : imposition du redevable légal jusqu'à la fin de l'année suivant celle du dégrèvement de l'imposé à tort - *CE 8^e et 3^e ch., 2 déc. 2016, n° 399678* **act. 711 (50)**

Présomption de revenus

REVENUS PROVENANT D'ACTIVITÉS ILLICITES (CGI, ART. 1649 QUATER-0 B BIS)

Modalités d'application - *CAA Paris 5^e ch., 19 juill. 2016, n° 15PA01694 : Juris-Data n° 2016-019814*, commentaire par Olivier LEMAIRE **570 (44)**

Preuve fiscale

CHARGE ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

Force probante de la DADS en matière de revenus : la preuve diabolique en question - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 20 mai 2016, n° 387479*, commentaire par Emmanuel LAPORTE **472 (36)**

Prise en compte des résultats de l'instruction - Régime de la preuve objective - Option des agents d'assurances pour l'imposition selon le régime des traitements et salaires - Appréciation de l'existence d'autres revenus professionnels : charge de la preuve incombant au contribuable (non) ; preuve objective (oui) - *CE 10^e et 9^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 378814 : Juris-Data n° 2015-029422*, À noter également **346 (21)**

Revenus assimilés aux BNC (CGI, art. 92, 1) - Preuve que des sommes perçues constituent des revenus - Preuve à la charge de l'Administration (oui) - *CE 3^e et 8^e ch., 13 juin 2016, n° 391554*, commentaire par Vincent DAUMAS **523 (39)**

Saisine de la CDI (LPE, art. L. 192) - Impositions établies sur des bases plus favorables au contribuable que celles entérinées par l'avis de la CDI - Impositions établies conformément à l'avis de la commission (non) - Charge de la preuve pesant sur le contribuable (non) - *CAA Paris 5^e ch., 10 mars 2016, n° 14PA03446 : Juris-Data n° 2016-005084*, commentaire par Olivier LEMAIRE **270 (14)**

Prix

PRIX DE THÈSE SORBONNE FISCALITÉ 2015

Prix de thèse Sorbonne Fiscalité 2015 **act. 111 (7-8)**

PRIX IFA LEHÉRISSSEL-DIBOUT

Lauréats de l'édition 2016 **act. 213 (13)**

Prix de transfert

CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 57 DU CGI

Succursale française sans personnalité morale d'une société mère belge (oui) - Octroi de prêts sans intérêts - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 370974 : Juris-Data n° 2015-026400*, commentaire par Ariane CALLOUD, Caroline SILBERZTEIN, Benoît GRANEL, Mathieu VALETEAU, Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON **377 (24)**

DÉCLARATION PAYS PAR PAYS

Contenu et modalités de la déclaration - *D. n° 2016-1288, 29 sept. 2016* **act. 569 (40)**

Instauration - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire* **50 (1)**

OCDE - Accord multilatéral entre autorités compétentes relatif à l'échange automatique des déclarations pays par pays - Signature par 31 pays **act. 71 (5)**

Proposition de directive - Avis du CESE **act. 576 (40)**

DOCUMENTATION RELATIVE AUX PRIX DE TRANSFERT

Périmètre - Décisions des administrations étrangères pouvant avoir un impact sur le résultat (oui) - *BOI-BIC-BASE-80-10-20, 3 févr. 2016, § 215* **act. 90 (6)**

Renforcement de l'amende pour défaut de présentation - Commentaires administratifs - *BOI-CF-INF-20-10-40, 3 févr. 2016* **act. 91 (6)**

Renforcement de l'amende pour défaut de présentation - Commentaires administratifs - *BOI-CF-INF-20-10-40, 3 févr. 2016, § 1 à 140, commentaire* **169 (6)**

GROUPES IMMOBILIERS INTERNATIONAUX

Services immobiliers facturés par une société holding étrangère à sa filiale immobilière française - *CE 9^e et 10^e ch., 21 sept. 2016, n° 382733, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI, François LUGAND* **677 (51-52)**

NOTION DE COMPARABLES

Comparables internes - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 372372 : Juris-Data n° 2016-005256, commentaire par Laura NGUYEN-LAPIERRE, Frédéric ALA-DJIDI, Caroline SILBERZTEIN* **639 (49)**

NOTION DE DÉPENDANCE DE FAIT

La dépendance de fait en matière de prix de transfert - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 372097 : Juris-Data n° 2016-007579, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI, Caroline SILBERZTEIN, Benoît GRANDEL* **676 (51-52)**

OBLIGATION DÉCLARATIVE ANNUELLE

Aménagement - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire* **51 (1)**

Extension du champ d'application des redevables - Abaissement du critère financier à 50 M € - *L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016, commentaire* **662 (51-52)**

Groupe intégré - Obligation de centralisation des déclarations au niveau de la société mère - Portée de l'obligation - *BOI-BIC-BASE-80-10-20, 3 févr. 2016, § 530* **act. 89 (6)**

PREUVE DU TRANSFERT DE BÉNÉFICES

Présomption de l'article 57 du CGI subordonnée à la preuve par l'Administration de l'existence d'un avantage consenti à une société étrangère - Sous-traitance des prestations prévues par une convention d'assistance : motif insuffisant - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367897, commentaire par Benoît BOHNERT* **181 (7-8)**

PROCÉDURE AMIABLE

Suspension du délai de reprise (LPE, art. L. 189 A) - Intégration partielle de la suppression du dispositif au BOFIP-Impôts - *BOI-INT-CVB-NLD, 2 juin 2016, § 500* **act. 392 (25)**

Prix Maurice Cozian

ANNÉE 2015

Remise du prix Maurice Cozian aux meilleurs étudiants fiscalistes des DJCE **act. 60 (4)**

PALMARÈS 2016

Remise du prix Maurice Cozian aux meilleurs étudiants fiscalistes des DJCE **act. 677 (48)**

Procédure collective

DÉCLARATION DE CRÉANCE

Rectification du montant déclaré initialement - Obligation de rectification dans un délai rapide - Rectification, par le service chargé du recouvrement, plus d'un an après la réduction par le service d'assiette des sommes dues - Retard ayant contribué à la mise en liquidation judiciaire d'un contribuable : oui ; faute en lien avec le préjudice moral : oui - *CE 8^e et 3^e ch., 8 juill. 2016, n° 371080, commentaire* **641 (49)**

DESSAISSEMENT DU DÉBITEUR (C. COM., ART. L. 641-9, I)

Action en responsabilité contre l'administration fiscale - Prescription quadriennale : suspension du délai de prescription - Non, dès lors que le débiteur est représenté par le liquidateur pour toute action tendant au recouvrement de créances afférentes à son patrimoine - *CE 3^e et 8^e ch., 13 juin 2016, n° 388637 : Juris-Data n° 2016-012938, commentaire par Vincent DAUMAS* **656 (50)**

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Société en liquidation : poursuite du contrôle avec le liquidateur jusqu'à désignation d'un mandataire spécial par le tribunal - *CE 3^e et 8^e ch., 3 oct. 2016, n° 389051* **act. 593 (41)**

Procédure de rectification contradictoire

CHAMP D'APPLICATION

Cas où l'Administration ne remet pas en cause des éléments que le contribuable est tenu de déclarer (non) - Prélèvements sociaux dus par un Français installé à Monaco et domicilié fiscalement en France - *CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2019, n° 388899, À noter également* **572 (44)**

ÉLECTION DE DOMICILE AUPRÈS D'UN MANDATAIRE

Envoi régulier d'actes de procédure à un contribuable ayant pourtant nommé un mandataire dont l'Administration à connaissance - *Cass. com., 6 déc. 2016, n° 15-18.718 F-P+B* **act. 712 (50)**

ÉPOUX SÉPARÉS OU DIVORCÉS

Opposabilité à l'autre conjoint des actes de procédure notifiés à l'un des conjoints (LPE, art. L. 54 A) (oui) - Droits et garanties attachés au seul époux à l'égard duquel la procédure d'imposition est suivie - *CE 3^e et 8^e ch., 3 oct. 2016, n° 392899, commentaire* **680 (51-52)**

RÉPONSE AUX OBSERVATIONS DU CONTRIBUABLE

Motivation - Proposition de rectification motivant un chef de redressement par plusieurs motifs - Obligation de réponse motivée aux observations du contribuable sur chacun des motifs (non) - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 14 oct. 2015, n° 374211 : Juris-Data n° 2015-023299, À noter également* **85 (3)**

RESPECT DU CARACTÈRE CONTRADICTOIRE

Absence de restitution spontanée de documents originaux remis par le contribuable après la proposition de rectification - Incidence sur le caractère contradictoire de la procédure - Obligation pour le juge de rechercher s'il y a eu privation d'une garantie (oui) - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 386128 : Juris-Data n° 2015-029419, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER* **228 (11)**

Procédures fiscales

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Procédures fiscales : chronique de l'année 2015, étude par Emmanuel de CROUY-CHANEL 205 (9)

Produits d'exploitation

TRAVAUX D'ENTREPRISE

Comptabilisation à l'achèvement - Demande d'acompte assortie d'une situation de travaux - Mise à disposition au sens de l'article 38, 2 bis du CGI (non) - *CAA Versailles 1^{re} ch., 29 sept. 2015, n° 13VE03890 : Juris-Data n° 2015-029451*, commentaire par Arnaud CORBEL 158 (6)

Projets

DIRECTIVE POUR UNE PUBLICITÉ DES MONTANTS D'IMPÔTS PAYÉS PAR LES MULTINATIONALES PAYS PAR PAYS

Transparence fiscale : proposition de directive pour une publicité des montants d'impôts payés par les multinationales pays par pays act. 292 (18-19)

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2017

Mesures fiscales act. 566 (39)

Texte initial act. 595 (41)

LOI DE FINANCES POUR 2016

Annonces de nouvelles modalités de contrôle des entreprises act. 539 (38)

Texte initial, texte 526 (40)

LOI DE FINANCES POUR 2017

Adoption de la 1^{re} partie par l'Assemblée nationale (1^{re} lecture) act. 630 (45)

Adoption de la 2^e partie en première lecture par l'Assemblée nationale, texte 663 (48)

Annnonce de la création par amendement d'un crédit d'impôt de taxe sur les salaires en faveur des associations act. 613 (42-43)

Dispositif anti-abus du plafonnement de l'ISF, étude par Jérôme ARDOUIN 601 (47)

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2016

Texte initial, texte 600 (47)

LOI POUR L'ÉCONOMIE BLEUE

Élargissement de l'autoliquidation de la TVA à l'importation, aperçu rapide par Odile COURJON 242 (16)

LOI POUR UNE RÉPUBLIQUE NUMÉRIQUE

Première lecture au Sénat - Mesures fiscales act. 291 (18-19)

Projet de loi pour une République numérique act. 46 (3)

LOI RELATIVE À LA TRANSPARENCE, À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET À LA MODERNISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE

Adoption en première lecture par l'Assemblée nationale act. 405 (25)

Présentation act. 227 (14)

MESURES DE SIMPLIFICATION

Conseil de simplification des entreprises - 48 nouvelles mesures act. 633 (45)

Conseil de simplification des entreprises - 50 nouvelles mesures act. 106 (7-8)

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Nouvelles précisions act. 507 (36)

Présentation act. 197 (12)

Proposition de rectification

DESTINATAIRE

Mandataire désigné sur invitation du service des impôts par une société étrangère imposable en France (CGI, art. 223 quinquies A) - Actes relatifs à l'IS et à la taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés en France - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 376141*, commentaire par Benoît BOHNERT 357 (22)

MENTIONS OBLIGATOIRES

Possibilité de demander la prorogation de 30 jours pour présenter ses observations - Absence de mention (irrégularité de la procédure d'imposition : non en l'espèce) - *CAA Paris 2^e ch., 6 avr. 2016, n° 14PA04884 : Juris-Data n° 2016-012043*, commentaire par Yves EGLOFF 571 (44)

MOTIVATION

Motivation par référence - 1^o Référence à un document joint - 2^o Référence à une précédente proposition de rectification ou une précédente réponse aux observations du contribuable - Conditions (non-respect en l'espèce) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 382376 : Juris-Data n° 2015-026822*, commentaire par Ariane MONTEIL, Julie BÉGUIER 260 (13)

Proposition adressée au gérant et associé unique d'une EURL - Qualité de bénéficiaire des distributions résultant du rehaussement des résultats imposables de l'EURL - Référence à la vérification de comptabilité de cette entreprise (motivation insuffisante) - *CAA Versailles 3^e ch., 12 avr. 2016, n° 15VE01151 : Juris-Data n° 2016-013223*, commentaire par Bruno COUDERT 534 (40)

Provisions

CONDITIONS

Inscription d'une dette certaine en provision - Erreur comptable n'ayant pas d'incidence sur le résultat imposable - Possibilité de rectifier par l'Administration (non) - Exemple de sommes dues par une société au fonds national pour l'emploi (FNE) - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 381427*, commentaire 334 (21)

DÉPRÉCIATION DU FONDS DE COMMERCE

Variation du fonds - Obligation de reprendre la provision et de procéder à une nouvelle dotation (non, si la provision a toujours un objet) - *CE 9^e et 10^e ch., 30 juin 2016, n° 380916 : Juris-Data n° 2016-013323*, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI, Antoine MORTEROL 527 (40)

PROVISIONS COMPTABLES NON DÉDUITES FISCALEMENT

Provisions comptables non déduites fiscalement et principe d'intangibilité du bilan d'ouverture - *CE plén. fisc., 5 déc. 2016, n° 398859* act. 702 (50)

PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

1^o Recours possible à des éléments statistiques : oui - 2^o) Provisions devant être justifiées par des événements en cours : justification non apportée en l'espèce - Clients ayant, antérieurement, connu des incidents de paiement mais à jour de leurs paiements à la clôture de

l'exercice - CE 10^e et 9^e ss-sect., 17 févr. 2016, n° 377415, commentaire par Édouard CRÉPEY 347 (22)

PROVISIONS POUR PERTES

Déductibilité subordonnée au caractère probable de la perte - Caractère probable subordonné à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers - Simple proposition de rachat d'un immeuble à un prix inférieur au coût global de sa restructuration - CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 372067, commentaire 252 (13)

Quartiers prioritaires de la politique de la ville

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Exonérations - Cotisation foncière des entreprises - Plafonds - Actualisation pour 2016 - BOI-IF-CFE-10-30-50-10, 6 janv. 2016, § 1 et 440 act. 44 (3)

Exonérations - Cotisation foncière des entreprises - Plafonds - Actualisation pour 2017 - BOI-IF-CFE-10-30-50-50, 5 oct. 2016, § 1 et 710 act. 583 (41)

EXONÉRATIONS

Cotisation foncière des entreprises - Plafonds - Actualisation pour 2016 - BOI-IF-CFE-10-30-50-50, 6 janv. 2016, § 1 et 710 act. 44 (3)

Cotisation foncière des entreprises - Plafonds - Actualisation pour 2017 - BOI-IF-CFE-10-30-50-50, 5 oct. 2016, § 1 et 710 act. 583 (41)

IMPÔTS LOCAUX

Valeur locative des immeubles - Abattement en faveur des immeubles d'habitation collectifs issus de la transformation de locaux commerciaux ou industriels - Articulation avec l'exonération de l'article 1383 du CGI - Dispense de justification pour les propriétaires de biens bénéficiant de l'abattement avant le 1^{er} janvier 2015 - BOI-IF-TFB-20-10-20-80, 14 mars 2016, § 245 et 390 act. 223 (14)

Valeur locative des immeubles - Abattement en faveur des immeubles d'habitation collectifs issus de la transformation de locaux commerciaux ou industriels - Rétablissement - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également 116 (4)

Quémener

CONDITION : DOUBLE IMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Sociétés de personnes : la jurisprudence Quémener ne peut jouer que pour éviter une double imposition - CE 8^e et 3^e ch., 6 juill. 2016, n° 377904 : *Juris-Data* n° 2016-013344, commentaire par François LUGAND, Nathalie ESCAUT 514 (39)

Question prioritaire de constitutionnalité

V. CONSTITUTION

()

Quote-part de frais et charges

NEUTRALISATION

Dividendes provenant de filiales éligibles à l'intégration située hors du groupe - Justifications à apporter par le contribuable - CAA Versailles 3^e ch., 21 juin 2016, n° 12VE03691 : *Juris-Data* n° 2016-021739, commentaire par Bruno COUDERT 615 (48)

Intégration fiscale - Suppression - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire par Patrick FUMENIER 28 (1)

TAUX

Fixation à 1 % quelle que soit la provenance de la distribution - Commentaires administratifs - Consultation publique - BOI-IS-GPE-20-20-20-20, 4 mai 2016 act. 315 (21)

Fixation à 1 % quelle que soit la provenance de la distribution - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire par Patrick FUMENIER 28 (1)

Groupes intégrés - Fixation du taux à 1 % - Commentaires administratifs - BOI-IS-GPE-70-20, 4 mai 2016, § 70, commentaire 557 (42-43)

Quotient familial

DEMI-PART SUPPLÉMENTAIRE DES ANCIENS

COMBATTANTS

Abaissement de la condition d'âge à 74 ans - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 4 (1)

MAJORATION

Contribuables célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas d'enfant à charge - Condition tenant au fait que le contribuable doit vivre seul : absence de vie en couple - Charge de la preuve incombant à l'Administration sauf inversion du fait de la procédure (oui) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 375682, commentaire 411 (28)

PLAFONNEMENT

Revalorisation et application aux contribuables non-résidents - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 4 (1)

RÉSIDENCE ALTERNÉE

Répartition égale de la charge de l'enfant - Présomption simple - Cass. com., 9 sept. 2016, n° 14-23.687, F-P+B, À noter également 566 (44)

Quotient (système du)

CHAMP D'APPLICATION

Gains de cession de parts sociales détenues dans des SARL (oui, sous certaines conditions) - Rép. min. fin. n° 17498 à M. Christophe-André Frassa : JO Sénat Q 9 juin 2016, p. 2566 act. 376 (24)

REVENUS EXCEPTIONNELS OU DIFFÉRÉS (CGI, ART. 163-0 A)

Revenu net global dit « ordinaire » : revenu global hors prise en compte du revenu exceptionnel, calculé conformément aux dispositions de l'article 156 - Revenu exceptionnel ou différé : revenu net des seules charges catégorielles correspondantes - CE 10^e et 9^e ch., 28 sept. 2016, n° 384465, commentaire 669 (51-52)

Rachat par une société de ses propres titres

FINANCEMENT PAR EMPRUNT

Appréciation au regard de « l'intérêt social », aperçu rapide par Hervé KRUGER 199 (13)

Rapporteur public

INFORMATION DES PARTIES SUR LE SENS DES

CONCLUSIONS (CJA, ART. R. 711-3)

Absence de cette information sur l'application « Sagace » - Mention sur l'avis d'audience de la possibilité de s'adresser au greffe de la juridiction - Absence d'irrégularité en l'absence de démarche du justiciable auprès du greffe - CE 8^e ss-sect., 23 oct. 2015, n° 372778 : *Juris-Data* n° 2015-023892, commentaire par Benoît BOHNERT 170 (6)

Rapports

BILAN DE LA POLITIQUE FISCALE MENÉE DEPUIS 2012	
Rapport sur le bilan de la politique fiscale du quinquennat.....	act. 675 (48)
CICE	
Le rendez-vous manqué de la compétitivité ?.....	act. 486 (30-35)
Comité de suivi du CICE - Rapport 2016.....	act. 575 (40)
COMITÉ DU CONTENTIEUX FISCAL, DOUANIER ET DES CHANGES	
Rapport annuel 2015.....	act. 611 (42-43)
COMMISSION DES INFRACTIONS FISCALES	
Rapport annuel 2015.....	act. 661 (47)
COMMISSION SPÉCIALE TAXE (UE)	
Rescrits fiscaux et autres mesures similaires par leur nature ou par leur effet.....	act. 36 (2)
COMPÉTITIVITÉ ET PROJET D'ACCIS	
Impacts potentiels.....	act. 350 (22)
CONSEIL D'ANALYSE ÉCONOMIQUE	
Attractivité de la France pour les centres de décisions des entreprises.....	act. 327 (21)
CONSEIL DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES	
Taxe sur la valeur ajoutée.....	act. 35 (2)
CONSEIL D'ÉTAT	
Étude annuelle 2016 - Simplification et qualité du droit.....	act. 649 (46)
Rapport public 2016 du Conseil d'État, étude.....	382 (25)
COUR DES COMPTES	
Budget 2015 de l'État.....	act. 348 (22)
Efficience des dépenses fiscales relatives au développement durable.....	act. 648 (46)
Les finances publiques locales.....	act. 631 (45)
Rapport annuel 2016.....	act. 107 (7-8)
Référé sur la gestion de l'impôt et les régimes fiscaux dérogatoires en Corse.....	act. 529 (37)
Simplifier la collecte des prélèvements versés par les entreprises.....	act. 487 (30-35)
Situation et perspectives des finances publiques - Rapport 2016.....	act. 455 (28)
Taux réduit de TVA sur les travaux d'entretien et d'amélioration des logements de plus de deux ans.....	act. 690 (49)
COUR DES COMPTES EUROPÉENNE	
Lutte contre la fraude à la TVA intracommunautaire.....	act. 142 (10)
DGFIP	
Rapport d'activité 2015 et cahier des statistiques 2015.....	act. 462 (29)
FISCALITÉ DIRECTE LOCALE	
Guide statistique 2013-2014.....	act. 47 (3)
FRANCE STRATÉGIE	
Prospection - Quels principes pour une fiscalité simplifiée (2017-2027).....	act. 508 (36)
MÉDIATEUR DE BERCY	
Rapport d'activité 2015.....	act. 406 (25)

MÉTHODES D'ESTIMATION DES MANQUES À GAGNER EN MATIÈRE DE TVA	
Rapport sur les méthodes d'estimation des manques à gagner en matière de TVA.....	act. 174 (11)
MOBILISATION DU FONCIER ET RELANCE DE L'AMÉNAGEMENT OPÉRATIONNEL	
Recommandations.....	act. 175 (11)
OCDE	
Charges fiscales sur les revenus du travail 2016.....	act. 261 (16)
PAQUET ANTI-ÉVITEMENT FISCAL DE LA COMMISSION EUROPÉENNE	
Rapport d'information de l'Assemblée nationale sur le paquet anti-évitement fiscal de la Commission européenne.....	act. 347 (22)
POLITIQUES FISCALES DANS L'UNION EUROPÉENNE	
Rapport 2016 de la Commission européenne.....	act. 676 (48)
QUELLE FISCALITÉ POUR LE LOGEMENT ?	
Rapport de France Stratégie : quelle fiscalité pour le logement ?.....	act. 719 (51-52)
TAXATION DES PRODUITS AGROALIMENTAIRES	
Rapport d'information.....	act. 463 (29)

Réclamation au service des impôts

DÉLAI	
Décision juridictionnelle révélant la non-conformité d'une règle de droit à une règle de droit supérieure - Avis du Conseil d'État constatant l'incompatibilité avec le droit de l'UE d'instructions fiscales faisant une application directe de la loi - <i>CAA Versailles 3^e ch., 19 juill. 2016, n° 14VE03439</i> : <i>Juris-Data n° 2016-020401</i> , commentaire par Catherine CASSAN.....	597 (46)
Délai général du b de l'article R.* 196-1 - Application à la non-conformité du prélèvement de l'article 244 bis A (oui) - Absorption du délai de répétition par le délai général de réclamation (oui) - <i>CE 3^e et 8^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 385737</i> : <i>Juris-Data n° 2016-008561</i> , commentaire par Gilbert LADREY, Vincent DAUMAS.....	371 (23)
Délai spécial de l'article R. 196-3 du LPF - Procédure de réparation des omissions ou insuffisances d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (art. L. 175 du LPF et 1508 du CGI) - Caractère de procédure de reprise ou de rectification au sens de l'art. R. 196-3 du LPF (non), aperçu rapide par Betty TOULEMONT, Aleksandar NIKOLIC.....	179 (12)
Délai spécial de l'article R. 196-3 du LPF - Procédure de réparation des omissions ou insuffisances d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (art. L. 175 du LPF et 1508 du CGI) - Caractère de procédure de reprise ou de rectification au sens de l'art. R. 196-3 du LPF (non) - <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 385395</i> : <i>Juris-Data n° 2015-030327</i> , commentaire par Aurélie RALKOS, Nathalie ESCAUT.....	247 (12)
Demande de report en arrière des déficits (CGI, art. 220 quinquies) : Rectification faisant apparaître des bénéfices imposables au titre d'exercices antérieurs - 1° Mise en recouvrement des impositions supplémentaires : événement ouvrant un délai de réclamation pour demander le report en arrière (oui) - 2° Contribuable ayant demandé le report en arrière avant la mise en recouvrement des impositions supplémentaires - Possibilité de demander, par une nouvelle réclamation, l'imputation du déficit sur les bénéfices rectifiés (oui, dans le délai prévu à LPF, art. R. 196-1) - <i>CE 9^e et 10^e ch., 19 juill. 2016, n° 385768</i> : <i>Juris-Data n° 2016-014145</i> , commentaire par Romain VICTOR.....	640 (49)

Événement motivant la réclamation (LPF, art. R.* 196-1, c) - Limitation par le Conseil d'État de l'effet erga omnes des arrêts préjudiciels de la CJUE, aperçu rapide par Ludovic BERNARDEAU.....	284 (18-19)		
Événement nouveau motivant la réclamation (LPF, art. R.* 196-1, c) - Invocabilité de l'arrêt Denkavit par une société mère n'entrant pas dans le champ de la liberté d'établissement (non) - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 373559, commentaire par Jean-Jacques Provost.....	295 (16)		
Événement susceptible de rouvrir le délai de réclamation en matière d'impôts locaux (LPF, art. R.* 196-2, b) - Jugement déchargeant une société de cotisations de taxe professionnelle dans les rôles d'une commune - Évènement rouvrant le délai pour un autre établissement situé dans une autre commune (non) - CE plén. fisc., 9 mars 2016, n° 371463 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004344, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI, Aleksandar NIKOLIC, Betty TOULEMONT.....	345 (21)		
Imposition acquittée par retenue à la source - Absence d'information sur les voies et délais de recours - Circonstance sans incidence sur l'opposabilité des délais (oui) - CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 25 nov. 2015, n° 373128 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026842, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER.....	148 (5)		
QUALITÉ ET MANDAT			
Retenue à la source sur les dividendes perçus par les non-résidents - Demande de remboursement envoyée par l'établissement payeur - Demande signée par l'établissement et le bénéficiaire - Réclamation présentée pour le compte du bénéficiaire (oui) - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 378237 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-029418, commentaire par Frédéric ALADJIDI.....	246 (12)		
REJET IMPLICITE			
Délai de recours contentieux, aperçu rapide par Sandra ROUGÉ-GUICHARD.....	694 (50)		
Recours pour excès de pouvoir			
CHAMP D'APPLICATION			
Droit souple - Admission en contentieux administratif - Portée en matière fiscale - CE ass., 21 mars 2016, n° 368082, étude par Olivier FOUQUET.....	297 (17)		
DOCTRINE ADMINISTRATIVE ILLÉGALE			
Interprétation de la doctrine - Possibilité d'une interprétation neutralisante (non), aperçu rapide par Gauthier BLANLUET, Stéphane AUSTRY.....	386 (25)		
Loi sur laquelle le Conseil constitutionnel a formulé une réserve d'interprétation - Doctrine ne reprenant pas cette réserve (illégalité) - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016, n° 383259 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-011796, commentaire par Édouard CRÉPEY, Régis VABRES.....	536 (40)		
PORTÉE DE L'ANNULATION D'UN COMMENTAIRE ADMINISTRATIF			
Obligation pour l'autorité administrative compétente de publier de nouveaux commentaires (non) - Rejet des conclusions aux fins d'injonction - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016, n° 383259 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-011796, commentaire par Édouard CRÉPEY, Régis VABRES.....	536 (40)		
PORTÉE EN MATIÈRE FISCALE			
Réflexions sur le recours pour excès de pouvoir en matière fiscale et la portée des réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 20 avr. 2016, n° 396578 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012176, commentaire par Yves RUTSCHMANN, Benoît BOHNERT, Gauthier BLANLUET, Yann AGUILA.....	533 (40)		
RESCRITS			
Ouverture du recours pour excès de pouvoir contre les rescrits ayant de lourdes conséquences pour le contribuable - CE sect., 2 déc. 2016, n° 387613.....		act. 687 (49)	
Recouvrement			
ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE ÉTATS MEMBRES DE L'UE			
Demande de mesures conservatoires - Mesures portant sur un compte détenu dans un autre État - Incompétence du juge français pour autoriser ces mesures - Cass. 2 ^e civ., 21 janv. 2016, n° 15-10.193, F-P+B : <i>Juris-Data</i> n° 2016-000615, commentaire.....		184 (7-8)	
IMPÔTS PERÇUS PAR VOIE DE RÔLE			
Homologation des rôles - Répartition des compétences entre le directeur de la DGFIP et du préfet - D. n° 2016-1116, 11 août 2016.....		act. 494 (36)	
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)			
PÉRIODE D'APPLICATION			
Absence d'effet rétroactif d'une modification - Rép. min. intérieur n° 22773 à M. Jean-Louis Masson : JO Sénat Q 13 oct. 2016, p. 4507.....		act. 612 (42-43)	
Redevance pour création de bureau en Île-de-France			
ASSIETTE			
Restructuration de locaux à usage de bureaux au sein d'un même immeuble - Surface excédant celle de l'immeuble avant restructuration (oui) - Assimilation à une construction en cas d'augmentation de surface utile de plancher totale (oui) - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 370096 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-029231, commentaire par Frédéric ALADJIDI.....		326 (20)	
RÉFORME			
Réforme de la redevance pour création de bureaux, locaux commerciaux et locaux de stockage en Île-de-France - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire.....		112 (4)	
TARIFS			
Actualisation pour l'année 2015 - A., 29 déc. 2015.....		act. 5 (2)	
Redevance spéciale d'enlèvement des déchets (CGCT, art. L. 2333-78)			
TAUX			
Fixation d'un taux forfaitaire pour l'élimination de petites quantités de déchets - Application aux seuls professionnels produisant effectivement une faible quantité de déchets - CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 387546 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004895, commentaire.....		339 (21)	
Réduction de capital			
RÉDUCTION NON MOTIVÉE PAR DES PERTES			
Régime fiscal, étude par Philippe OUDENOT.....		642 (50)	
Réductions d'impôt			
COTISATIONS SYNDICALES			
Associations professionnelles nationales de militaires - Commentaires administratifs - BOI-IR-RICI-20, 2 sept. 2016, § 124 et 126.....		act. 496 (36)	

DONS DES PARTICULIERS

Conditions générales d'application et précisions sur la notion de cercle restreint de personnes - Commentaires administratifs - BOI-IR-RICI-250-10-10, 26 juill. 2016, commentaire.....	460 (36)
Dons aux établissements d'enseignement supérieur consulaire - Commentaires administratifs - BOI-IS-CHAMP-30-70, 6 juill. 2016, § 183.....	act. 533 (38)
Dons aux établissements d'enseignement supérieur consulaire - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également.....	13 (1)

FRAIS DE SCOLARITÉ DES ENFANTS

Territorialité - Établissements situés à l'étranger (oui) - Rép. min. budget n° 55750 à M. Antoine Herth : JOAN Q 5 avr. 2016, p. 2734.....	act. 267 (17)
---	---------------

INVESTISSEMENTS LOCATIFS (DISPOSITIF PINEL)

Rupture d'un PACS - Conditions de maintien de la réduction d'impôt - Alignement sur les conjoints divorcés - Rép. min. fin. n° 17470, M ^{me} Jacky Deromedi : JO Sénat Q 5 mai 2016, p. 1897.....	act. 333 (22)
Prorogation jusqu'au 31 décembre 2017 - Annonce.....	act. 238 (15)
Suppression du quota de logements éligibles au sein d'un même immeuble neuf - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également.....	12 (1)

INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS LOCATIFS (DISPOSITIF « SCELLIER »)

Plafonds de loyer et de ressources - Actualisation pour 2016 - BOI-BAREME-000017, 29 janv. 2016.....	act. 67 (5)
--	-------------

INVESTISSEMENTS LOCATIFS (DISPOSITIF DUFLLOT)

Suppression du quota de logements éligibles au sein d'un même immeuble neuf - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également.....	12 (1)
--	--------

INVESTISSEMENTS OUTRE-MER (CGI, ART. 199 UNDECIES B)

Aide d'État déclarée compatible sous réserves par la Commission européenne - Notion d'investissements productifs neufs - Obligation de l'Administration et du juge administratif de tenir compte des réserves de la Commission européenne sur cette notion (oui) - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 12 avr. 2016, n° 368330 : Juris-Data n° 2016-007588, À noter également.....	413 (28)
Entreprises relevant de l'impôt sur le revenu (CGI, art. 199 undecies B) - Montant des investissements à prendre en compte - Possibilité pour l'Administration d'apporter la preuve d'une surévaluation (oui) - Possibilité de réduire la base de calcul de la réduction d'impôt (oui) - CE 8 ^e et 3 ^e ch., avis, 23 juin 2016, n° 397845 : Juris-Data n° 2016-012530, commentaire par Benoît BOHNERT.....	454 (30-35)
Entreprises relevant de l'impôt sur le revenu (CGI, art. 199 undecies B) - Nécessité d'un agrément pour les investissements réalisés par des contribuables ne participant pas à l'exploitation - Secteur d'activités dispensé de l'agrément en cas d'activité réalisées en outre-mer depuis plus de deux ans - Appréciation de l'activité uniquement au niveau de l'entreprise locataire du bien investi (oui) - CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 367916, commentaire.....	143 (5)
Entreprises relevant de l'impôt sur le revenu (CGI, art. 199 undecies B) - Nécessité d'un agrément pour les investissements réalisés par des contribuables ne participant pas à l'exploitation - Secteur d'activités dispensé de l'agrément en cas d'activité réalisées en outre-mer depuis plus de deux ans - Appréciation de l'activité uniquement au niveau de l'entreprise locataire du bien investi (oui) - CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 379355, commentaire.....	143 (5)

Plafonds - Investissements réalisés en 2016 - BOI-IR-RICI-80-10-20-20, 18 mars 2016, § 220 et 270.....	act. 184 (12)
--	---------------

Réduction d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur du logement (CGI, art. 199 undecies A) : appréciation du délai pour la mise en location à la date de prise d'effet du bail - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 13 juin 2016, n° 386645.....	act. 394 (25)
--	---------------

Réduction dite « Girardin industriel » - Opposabilité du fait générateur fixé par l'Administration - TA Paris 1 ^{re} sect., 2 ^e ch., 7 déc. 2015, n° 1427256 : Juris-Data n° 2015-027274, commentaire par Bruno SIBILLI.....	67 (2)
--	--------

INVESTISSEMENTS OUTRE-MER (CGI, ART. 199 UNDECIES A)

Engagement de mise en location à fin d'habitation principale dans un délai de six mois - Date d'appréciation du respect de la condition : date de prise d'effet du bail (oui) - Rupture d'engagement de mise en location dans les six mois - Reprise de l'avantage au titre de l'année de rupture et de l'année suivante (oui) - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 13 juin 2016, n° 386645 : Juris-Data n° 2016-012170, commentaire par Aurélie BRETON-NEAU.....	428 (29)
--	----------

Réduction pour investissements outre-mer dans le secteur du logement (CGI, art. 199 undecies A) : limitation aux souscriptions effectivement libérées - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 16 nov. 2016, n° 386072.....	act. 657 (47)
--	---------------

MÉCÉNAT

Dons alimentaires - Commentaires administratifs - Consultation publique - BOI-BIC-RICI-20-30-10-20, 3 août 2016, § 50 et 90.....	act. 499 (36)
--	---------------

Dons aux établissements d'enseignement supérieur consulaire - Commentaires administratifs - BOI-IS-CHAMP-30-70, 6 juill. 2016, § 183.....	act. 533 (38)
---	---------------

Dons aux établissements d'enseignement supérieur consulaire - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également.....	32 (1)
--	--------

Dons éligibles : organismes d'accompagnement d'associations (non) - Rép. min. budget n° 90682 à M ^{me} Sandrine Mazetier : JOAN Q 10 mai 2016, p. 4011.....	act. 312 (21)
--	---------------

Obligations déclaratives - Suppression de la déclaration spéciale - Obligation de souscrire la déclaration unique n° 2069-RCI-SD - D. n° 2016-395, 31 mars 2016.....	act. 215 (14)
--	---------------

MISE À LA DISPOSITION DES SALARIÉS D'UNE FLOTTE DE VÉLO

Fixation des modalités d'application et des obligations déclaratives - D. n° 2016-179, 22 févr. 2016.....	act. 136 (10)
---	---------------

OPÉRATIONS DE RESTAURATION IMMOBILIÈRE (DISPOSITIF MALRAUX)

Application dans les sites patrimoniaux remarquables - L. n° 2016-925, 7 juill. 2016.....	act. 443 (28)
---	---------------

Modalités d'application - Point de départ de l'application du dispositif - Création d'un secteur sauvegardé - Rép. min. culture n° 18785 à M. Philippe Mouiller : JO Sénat Q, 7 janv. 2016, p. 49.....	act. 11 (2)
--	-------------

Prorogation et extension dans les quartiers anciens dégradés - Commentaires administratifs - BOI-IR-RICI-200-10, 26 mai 2016, § 90.....	act. 334 (22)
---	---------------

Prorogation et extension dans les quartiers anciens dégradés - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire.....	86 (4)
---	--------

PRESTATIONS COMPENSATOIRES

Champ d'application - Versements de sommes d'argent et attributions de biens et droits sur une période maximum de douze mois - Exception en cas de versement, en plus du capital, de rentes - CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect.,

15 avr. 2016, n° 376785 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-007201, commentaire par Vincent DAUMAS.....	373 (24)		
Consentement mutuel prenant la forme d'un acte sous signature privée contresigné par des avocats - <i>L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016</i>	act. 665 (48)		
SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DE PME NON COTÉES			
Aménagement - <i>L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015</i> , commentaire.....	7 (1)		
Obligations déclaratives - <i>D. n° 2016-992, 20 juill. 2016</i> — act. 468 (30-35)			
SOUSCRIPTIONS EN NUMÉRAIRE AU CAPITAL D'ENTREPRISES DE PRESSE			
Extension des entreprises bénéficiaires et des modalités de versement - Rehaussement des plafonds de versement - <i>L. n° 2016-1524, 14 nov. 2016</i>	act. 664 (48)		
Réductions d'ISF			
V. IMPÔT SUR LA FORTUNE			
	()		
Référé-suspension			
ARTICULATION AVEC LA PROCÉDURE DE QPC			
Articulation entre QPC et référé-suspension - <i>CE juge des référés, 22 juill. 2016, n° 400913 : Juris-Data n° 2016-014576</i> , commentaire.....	621 (48)		
Régimes d'imposition			
BÉNÉFICES AGRICOLES			
Aménagement des seuils d'application - <i>L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015</i> , commentaire.....	100 (4)		
FORFAIT AGRICOLE			
Remplacement par un régime « micro-BA » - <i>L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015</i> , commentaire.....	99 (4)		
MICRO-ENTREPRISES			
1° Possibilité d'option par les associés d'EURL - 2° Réduction à un an de la durée d'application de l'option pour un régime réel - <i>L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016</i> , commentaire.....	661 (51-52)		
Règlement			
APPLICATION DANS LE TEMPS			
Disposition réglementaire devenue sans objet à la suite d'une modification législative - Disposition redevenue applicable, en l'absence d'abrogation, à la suite d'une nouvelle modification législative - <i>CE 9^e et 10^e ch., 21 sept. 2016, n° 371862 : Juris-Data n° 2016-020059</i> , À noter également.....	681 (51-52)		
Report d'imposition			
APPORT DE TITRES (CGI, ART. 150-0 B TER)			
Automaticité - Interrogation sur le caractère obligatoire, études par Rémi KIEFFER.....	307 (18-19)		
Étude d'ensemble, étude par Éric CHARTIER, Bertrand Michaud.....	320 (20)		
Rescrits			
AIDES D'ÉTAT			
Illégalité des rullings fiscaux accordés à Apple en Irlande.....	act. 513 (36)		
		RESCRIT « MÉCÉNAT » (LPE, ART. L. 80 C)	
		Portée de la garantie en cas de silence gardé pendant six mois par l'administration fiscale - <i>TA Paris 2^e sect., 3^e ch., 3 mars 2016, n° 1500479/2-3 : Juris-Data n° 2016-006642</i> , commentaire par Jimmy ROBBE.....	302 (17)
Responsabilité de l'administration			
COLLECTIVITÉS LOCALES			
Suspension des pouvoirs budgétaires de la collectivité locale (CGCT, art. L. 1612-5) - Portée limitée aux délibérations relatives à la seule année en cours - Faculté d'instituer durant l'année en cours des abattements fiscaux pour les années suivantes (oui) - Responsabilité des services fiscaux engagée à raison du refus d'appliquer ces abattements (possibilité) - <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 387630 : Juris-Data n° 2015-028459</i> , commentaire.....	273 (14)		
1° Charge de la preuve - 2° Invocation des stipulations de l'article 6, § 1 de la Convention EDH (moyen inopérant : oui) - <i>CE 9^e et 10^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 370622</i> , commentaire.....	272 (14)		
PRÉJUDICE			
Irrecevabilité des conclusions indemnitaires qui n'invoquent pas de préjudice autre que celui résultant du paiement de l'imposition - <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 387630 : Juris-Data n° 2015-028459</i> , À noter également.....	274 (14)		
PROCÉDURE COLLECTIVE			
Service chargé du recouvrement - Rectification des créances déclarées plus d'un an après la réduction par le service d'assiette des sommes dues - Retard ayant contribué à la mise en liquidation judiciaire d'un contribuable : oui - Faute en lien avec le préjudice moral : oui - <i>CE 8^e et 3^e ch., 8 juill. 2016, n° 371080</i> , commentaire.....	641 (49)		
Retenue à la source			
CRÉDITS D'IMPÔT			
Actualités et perspectives, étude par Philippe OUDE-NOT.....	627 (49)		
CRÉDITS D'IMPÔT ÉTRANGERS			
Règle du butoir - <i>CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189</i> , commentaire par Philippe DURAND, Benoît BOHNERT.....	80 (3)		
DIVIDENDES DISTRIBUÉS AU SEIN DE L'UE			
Dividendes distribués au sein de l'UE : renvoi préjudiciel à la CJUE sur la conformité de la clause anti-abus de l'article 119 ter, 3 du CGI - <i>CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374836</i>	act. 25 (2)		
EXONÉRATIONS			
Produits versés à des sociétés non-résidentes déficitaires et en liquidation - Commentaires administratifs - <i>BOI-RPPM-RCM-30-30-20-80, 6 avr. 2016</i>	act. 252 (16)		
Produits versés à des sociétés non-résidentes déficitaires et en liquidation - <i>L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015</i> , À noter également.....	136 (4)		
NON-RÉSIDENTS DOMICILIÉS DANS L'EEE			
Jetons de présence « ordinaires » - Restitution de l'excédent - <i>L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015</i> , À noter également.....	135 (4)		
PRESTATIONS ARTISTIQUES OU SPORTIVES (CGI, ART. 182 B)			
Événement ouvrant le délai de réclamation (LPE, art. R. 196-1, c) - <i>CE 9^e et 10^e ch., 15 juin 2016, n° 379852</i> , commentaire.....	469 (36)		

REVENUS DISTRIBUÉS PAR LES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

Dividendes versés à une société en commandite simple allemande par sa filiale française à 100 % - Contrariété à la liberté d'établissement (non) - CAA Versailles 7^e ch., 29 sept. 2016, n° 15VE00991, commentaire 674 (51-52)

Exemption de retenue pour les distributions à des OPC établis en UE ou dans un État conventionné - Précisions sur les modalités d'application de l'exemption - BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70, 7 déc. 2016, § 140 et 150 act. 715 (51-52)

REVENUS PASSIFS DE SOURCE ÉTRANGÈRE

Double imposition - Crédit d'impôt conventionnel, études par Noémie BASTIEN, Mirouna VERBAN, Charles DALARUN 536 (41)

REVENUS RÉPUTÉS DISTRIBUÉS

Analyse au regard du droit de l'UE, étude par James du PASQUIER, Laurent LECLERCQ 61 (2)

TRAITEMENTS ET SALAIRES (CGI, ART. 182 A)

Limites des tranches du tarif en 2016 - BOI-IR-DOMIC-10-20-20-20, 21 déc. 2015, § 230 et 240 act. 19 (2)

Revenu global

CHARGES DÉDUCTIBLES

Contribuables non domiciliés en France - Non-résidents Schumacker - Applicabilité de l'accord Suisse/UE du 21 juin 1999 sur la liberté de circulation des personnes (oui) - Déductibilité d'une pension alimentaire versée (oui) ; obligation de prouver la non-déduction à l'étranger (oui) - TA Montreuil 10^e ch., 13 janv. 2016, n° 1408357 : *Juris-Data* n° 2016-013359, commentaire par Emmanuelle TOPIN 426 (29)

Déficits fonciers issus d'opérations de restauration immobilière (loi Malraux) - Application dans les sites patrimoniaux remarquables - L. n° 2016-925, 7 juill. 2016 act. 443 (28)

Déficits fonciers issus d'opérations de restauration immobilière (loi Malraux) - Limitation aux dépenses réalisées jusqu'au 31 décembre 2017 - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également 94 (4)

Prestations compensatoires en cas de divorce (CGI, art. 156, II, 2°) - Versements de sommes d'argent sur une période supérieure à douze mois - Rentes prévues par le Code civil - CE 3^e et 8^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 376785 : *Juris-Data* n° 2016-007201, commentaire par Vincent DAUMAS 373 (24)

IMPUTATION DES DÉFICITS

Ne sont imputables sur le revenu global que les déficits provenant d'une activité libérale ou de charges et offices en cas d'exercice effectif d'une activité professionnelle - CE 10^e et 9^e ch., 21 oct. 2016, n° 386796 act. 625 (45)

Revenus de capitaux mobiliers

COUPONNAGE DES REVENUS

Revenus distribués ou répartis par les FCP, FPI et SICAV - Commentaires administratifs - BOI-RPPM-RCM-10-40, 11 juill. 2016, commentaire 450 (30-35)

JETONS DE PRÉSENCE

Exonérations - Montants reversés par les représentants des salariés à leur organisation syndical - Extension aux représentants désignés par une instance représentative du personnel ou par une organisation syndical ou élus par l'assemblée générale des actionnaires - BOI-RPPM-RCM-20-10-20-10, 11 juill. 2016, § 114 et 118 act. 474 (30-35)

OBLIGATIONS DÉCLARATIVES

Modalités de souscription des IFU n° 2561, n° 2561 et n° 2561 ter - Actualisation des commentaires administratifs - BOI-RPPM-PVBMI-40-30-40, 5 oct. 2016, § 20 act. 623 (45)

OBLIGATIONS INCOMBANT AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Informations requises pour l'application des conventions organisant un échange automatique d'informations - Ajout de nouvelles informations - Mise en place d'une « revue unique » - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire 53 (1)

PRODUITS DE PLACEMENT À REVENU FIXE

Prélèvement forfaitaire non libératoire (CGI, art. 125 A) - Assiette - Cas de la perte subie lors d'un remboursement d'obligation imputée sur les intérêts perçus la même année - Montant des intérêts afférents à l'obligation après imputation de la perte en capital - BOI-RPPM-RCM-30-20-30, 11 juill. 2016, § 120 act. 473 (30-35)

Sommes versées par la CDC aux bénéficiaires légitimes de contrats en déshérence - Commentaires administratifs - BOI-DJC-DES-30, 1^{er} juill. 2016, commentaire 425 (29)

RACHAT DE CONTRAT D'ASSURANCE VIE

Exonération d'impôt en cas de perte d'emploi - Application en cas de rupture conventionnelle (non) - Rép. min. fin. n° 14137 à M. Alain Fouché : JO Sénat Q 24 sept. 2015, p. 2217 act. 68 (5)

REVENUS DE CRÉANCES

Sommes inscrites sur un compte courant d'associé - Inscription en contrepartie du rachat par l'associé d'une créance détenue par un tiers sur la société : simple substitution de créancier - Utilisation des sommes pour une augmentation de capital de la société : dénouement d'une opération de prêt - Conséquence : imposition de la différence entre le montant de la créance utilisée et la valeur initiale d'achat de celle-ci - CE 10^e et 9^e ch., 11 juill. 2016, n° 375748, commentaire 610 (48)

REVENUS DISTRIBUÉS

Abattement de 40 % - Revenus distribués par l'intermédiaire d'un fonds d'investissement alternatif (FIA) (oui) - Assimilation des porteurs de parts de sociétés en libre partenariat (SLP) à des porteurs de parts de FCP - BOI-RPPM-RCM-20-10-30-10, 11 juill. 2016, § 525 act. 472 (30-35)

Dividendes de source étrangère soumis à retenue à la source - Détermination du crédit d'impôt - Jurisprudences française et européenne, étude par Nicolas ANDRÉ, Siamak MOSTAFAVI 289 (16)

Exclusion des titres remis dans le cadre d'une restructuration (CGI, art. 115, 1) - Scissions non soumises au régime spécial des fusions - Rép. min. fin. n° 17949 à M. Jean-Louis Masson : JO Sénat Q 24 déc. 2015, p. 3603 act. 12 (2)

Obligations convertibles en actions émises au profit d'associés en échange d'un apport - Intérêts versés en attente de la conversion (oui) - CE 8^e et 3^e ch., 13 oct. 2016, n° 388574, commentaire par Benoît BOHNERT 609 (48)

Rémunérations et avantages occultes (CGI, art. 111, c) - Présomption d'appréhension par le maître de l'affaire (oui) - CE 3^e et 8^e ch., 13 juin 2016, n° 391240 : *Juris-Data* n° 2016-012485, commentaire par Vincent DAUMAS 478 (37)

revenus de source étrangère - Imputation des crédits d'impôts étrangers - Plafonnement - Prise en compte des charges liées aux titres, aperçu rapide par Philippe DEROUIN 1 (2)

Revenus réputés distribués (CGI, art. 109, 1, 1°) - Preuve de l'appréhension des bénéfices en cas d'interposition d'une société de capitaux - CAA Paris 5^e ch., 24 mars 2016, n° 14PA04288 : *Juris-Data* n° 2016-006047, commentaire par Olivier LEMAIRE 291 (16)

Sommes versées par la CDC aux bénéficiaires légitimes de contrats en déshérence - Commentaires administratifs - BOI-DJC-DES-20, 1^{er} juill. 2016, commentaire..... 425 (29)

Revenus fonciers

CHARGES DÉDUCTIBLES

Dépenses de travaux réalisés par le vendeur dans le cadre d'un contrat de vente d'immeuble à rénover (non) - BOI-IR-RICI-200-30, 28 déc. 2015, § 110 et 170 act. 66 (5)

Opérations de restauration immobilière (loi Malraux) - Application dans les sites patrimoniaux remarquables - L. n° 2016-925, 7 juill. 2016..... act. 443 (28)

Opérations de restauration immobilière (loi Malraux) - Limitation aux dépenses réalisées jusqu'au 31 décembre 2017 - Obligation de respecter l'engagement de location pour les immeubles dont la restauration est achevée après l'abrogation - BOI-RFPI-SPEC-40-10, 30 mai 2016, § 260..... act. 358 (23)

Opérations de restauration immobilière (loi Malraux) - Limitation aux dépenses réalisées jusqu'au 31 décembre 2017 - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également 94 (4)

DÉDUCTION « SCÉLIER » (CGI, ART. 31, I, 1^o, L)

Détermination du plafond des loyers - Prise en compte de la seule superficie habitable, à l'exception des balcons et des parkings - TA Montreuil 10^e ch., 2 févr. 2016, n° 1409076 : Juris-Data n° 2016-011454, commentaire par Emmanuelle TOPIN 388 (26)

RÉGIMES PARTICULIERS

Besson ancien - Plafonds de loyer et de ressources : actualisation pour 2016 - BOI-BAREME-000017, 29 janv. 2016 act. 67 (5)

Robien neuf - Besson neuf - Pas d'exception à la remise en cause de l'avantage fiscal en cas de démembrement de propriété - Rép. min. éco. n° 31774 à M. Bernard Deflesselles : JOAN Q 13 sept. 2016, p. 8180 act. 534 (38)

SYNTHÈSE DE LA JURISPRUDENCE 2013-2015

Revenus fonciers : synthèse de la jurisprudence rendue en 2013-2015, étude par Pierre-Yves DI MALTA 72 (3)

Royaume-Uni

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Royaume-Uni : chronique de l'année 2015, étude par Franck LE MENTEC 199 (9)

Saint-Martin

COMPÉTENCE POUR IMPOSER UNE FRACTION DU RSA (OUI)

Légalité de l'attribution à un organisme non domicilié à Saint-Martin du soin de procéder au prélèvement à la source de cette imposition (oui) - CE sect., 30 nov. 2015, n° 388299 : Juris-Data n° 2015-026919, commentaire 227 (11)

Sanctions fiscales

AMENDE EN CAS D'OUVRETTURE IRRÉGULIÈRE PAR UNE BANQUE D'UN COMPTE BÉNÉFICIAIRE D'UNE AIDE PUBLIQUE (CGI, ART. 1739)

Infliction sur le seul fondement d'un procès-verbal dressé sous l'autorité du ministre chargé de l'économie - CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 mars 2016, n° 375818 : Juris-Data n° 2016-004507, commentaire par Philippe DURAND 285 (15)

AMENDE POUR FACTURES FICTIVES (CGI, ART. 1737, I, 2)

Redevable de l'amende - Personne ayant délivré la facture - Personne dont le nom figure sur la facture - Présomption simple (preuve possible de la délivrance par une autre personne) - CE 10^e et 9^e ss-sect., 14 oct. 2015, n° 386698 : Juris-Data n° 2015-023273, commentaire 70 (2)

AMENDE POUR NON-RESPECT PAR LES PLATEFORMES EN LIGNE DE LEURS OBLIGATIONS D'INFORMATION (CGI, ART. 1731 TER)

Création - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également 59 (1)

AMENDES

Obligation d'utiliser un logiciel de comptabilité ou un système de caisse sécurisé - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également 58 (1)

AMENDES POUR DÉFAUT DE PRÉSENTATION DE LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX PRIX DE TRANSFERT (CGI, ART. 1735 TER)

Commentaires administratifs - BOI-CF-INF-20-10-40, 3 févr. 2016, § 1 à 140, commentaire 169 (6)

CUMUL

Conformité à la Constitution, à condition que l'incrimination soit réservée aux fraudes les plus graves - Interdiction de condamner pour fraude fiscale un contribuable déchargé de l'impôt - Solidarité, aperçu rapide par Marc PELLETIER 466 (30-35)

Conformité à la Constitution du cumul de la majoration de 40 % et des sanctions pour manœuvre frauduleuse et des infractions commises en matière d'impôt sur les cercles et maisons de jeux - CE 3^e et 8^e ch., 20 juill. 2016, n° 396078 act. 483 (30-35)

MAJORATION DE 10 % DES DROITS SUPPLÉMENTAIRES D'IMPÔT SUR LE REVENU (CGI, ART. 1758 A)

Application aux cotisations primitives d'impôt sur le revenu (non) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 20 janv. 2016, commentaire 319 (18-19)

MAJORATION DE 40 % POUR MANQUEMENT DÉLIBÉRÉ

Notion de manquement délibéré - Existence d'une incertitude juridique - CAA Paris 9^e ch., 15 oct. 2015, n° 13PA04863 : Juris-Data n° 2015-030460, commentaire par Catherine CASSAN, Christelle ORIOL, Gabriel TAR 182 (7-8)

MAJORATION DE 80 % POUR ACTIVITÉ OCCULTE

Défaut ou retard de déclaration (CGI, art. 1728) - Notion d'activité occulte, aperçu rapide par Catherine CASSAN 442 (28)

Preuve du caractère occulte de l'activité : présomption en l'absence de déclarations et de contact du CFE - Possibilité pour le contribuable de renverser la présomption en faisant valoir une erreur - Appréciation de la justification de l'erreur commise : cas d'un contribuable ayant satisfait à ses obligations fiscales dans un autre État - CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 368227, commentaire par Frédéric ALADJIDI, André BONNET 370 (23)

MAJORATION POUR MANŒUVRE FRAUDULEUSE (CGI, ART. 1729)

Application de la majoration de 80 % pour manœuvre frauduleuse en cas de recours à des factures fictives - CE 3^e et 8^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 377855 act. 34 (2)

Notion - Utilisation et la non-révélation d'un compte bancaire nominatif ouvert en France - Agissements

constitutifs de manoeuvres frauduleuses (non) - CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 12 févr. 2016, n° 380459 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003516, À noter également.....	286 (15)
MANQUEMENT À L'OBLIGATION DÉCLARATIVE	
Caractère alternatif des sanctions fiscale (CGI, art. 1728) et pénale (CGI, art. 1741) - Conformité au principe d'égalité - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 5 oct. 2016, n° 401229, commentaire par Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON.....	651 (50)
Justifications d'une erreur - Déclaration fiscale réalisée hors de France, aperçu rapide par Catherine CASSAN, Gabriel TAR.....	98 (7-8)
Manoeuvres frauduleuses - Majoration de 80 % (CGI, art. 1729, b) - Notion - Recours à des factures fictives : procédé constituant par lui-même une manoeuvre frauduleuse (oui) - CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 377855 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-029402, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER.....	245 (12)
NON-RÉVÉLATION DES BÉNÉFICIAIRES DES SOMMES DISTRIBUÉES (CGI, ART. 1763 ANCIEN ET ART. 1759)	
Délai de reprise de quatre ans - Point de départ : fin du délai imparti à la société pour répondre à la demande de désignation adressée par l'Administration - Conditions d'engagement de la solidarité du dirigeant - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367310 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-027927, commentaire par Benoît BOHNERT.....	183 (7-8)
NOTION	
Majoration de 25 % du bénéfice imposable des non-adhérents à un organisme de gestion agréé - Qualification de sanction (non) - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 366457, commentaire par Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON.....	166 (6)
PRINCIPE DE PERSONNALITÉ DES PEINES	
Application aux associés des sociétés civiles (en l'espèce, associé majoritaire non gérant d'une société civile) - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016, n° 376513, commentaire.....	550 (41)
Majoration de l'impôt dû par le foyer fiscal formé par les deux époux à raison du comportement d'un seul des deux époux - Conformité au principe de personnalité des peines (oui) - CE 3 ^e et 8 ^e ch., 5 oct. 2016, n° 380432, commentaire par Loïc PEYEN, Vincent DAUMAS.....	652 (50)
PRINCIPE NON BIS IN IDEM	
Principe non bis in idem : non-application en cas de lien matériel et temporel suffisant entre les procédures fiscale et pénale - CEDH gde ch., 15 nov. 2016, n° 24130/11.....	act. 658 (47)
Savoir-faire	
RÉGIME FISCAL	
Étude générale, étude par Alexandra LORAN, Hubert CHRISTOPHE.....	524 (40)
Schémas abusifs	
V. ABUS DE DROIT	
()	
Scissions	
V. FUSIONS ET ASSIMILÉS	
()	
SCOP	
GROUPEMENTS DE SCOP	
Extension du régime des SCOP aux SCOP membres de groupements - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également.....	104 (4)
SCOP D'AMORÇAGE	
Date limite de régularisation du capital - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également.....	104 (4)
Secret professionnel	
AGENTS DE L'ADMINISTRATION	
Dérogations - Données foncières détenues par l'Administration (LPF, art. L. 135 B) - Extension du champ des bénéficiaires - L. n° 2016-1321, 7 oct. 2016.....	act. 581 (41)
Dérogations - Fichiers FICOBA - Notaire chargé d'une succession pour l'identification des comptes bancaires et agents comptables publics pouvant agir par saisie de créance simplifiée (LPF, art. L. 135 ZE) - Modification de l'arrêté relatif au traitement automatisé FICOBA - A., 25 juill. 2016.....	act. 551 (39)
Dérogations - Haute autorité pour la transparence de la vie publique - Transmission des déclarations d'impôt sur le revenu et d'ISF des magistrats - L. org. n° 2016-1090, 8 août 2016.....	act. 493 (36)
Dérogations - Haute autorité pour la transparence de la vie publique - Droit d'accès aux fichiers Ficoba et Ficovie et aux traitements Patrim et BNDP - L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016, À noter également.....	667 (51-52)
Dérogations - Informations nécessaires à l'appréciation des ressources des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) - Comité du crédit d'impôt recherche - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également.....	57 (1)
Informations couvertes - Motivations et objectifs du contrôle fiscal - Cass. crim., 1 mars 2016, n° 14-87.577, P+B : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003535, commentaire.....	470 (36)
Dérogations - Possibilité d'échange de renseignements avec la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGC-CRF) - Instauration - L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016, À noter également.....	666 (51-52)
Transfert de données fiscales vers la Caisse nationale des barreaux français - Création - A., 28 mai 2016.....	act. 332 (22)
Transfert de données fiscales vers plusieurs organismes gestionnaires de pensions de retraite - Création - A., 31 mars 2016.....	act. 308 (21)
DÉROGATIONS	
Tracfin - Droit d'accès direct aux fichiers de la DGFIP utilisé pour l'établissement, le contrôle et le recouvrement des impôts - Ord. n° 2016-1635, 1 ^{er} déc. 2016.....	act. 680 (49)
Transfert de données fiscales à la CAMEG - Création - A., 2 déc. 2015.....	act. 9 (2)
DÉROGATIONS EN FAVEUR DE L'ADMINISTRATION	
Droit d'accès aux fichiers Ficoba et Ficovie - Instauration - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également.....	57 (1)
ÉTENDUE	
Notes d'honoraires d'avocat mentionnant le nom des clients - Interdiction des demandes complémentaires portant sur l'identité des clients ou la nature des prestations (LPF, art. L. 13-0 A) - Cas de litige sur la territorialité de la TVA - Faculté pour l'Administration de demander des informations sur la domiciliation des clients (oui) - CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 4 mai 2016,	

n° 387466 : *Juris-Data* n° 2016-008772, commentaire par Aurélie BRETONNEAU 385 (25)

Notes d'honoraires d'avocat mentionnant le nom des clients sans précision sur la nature des prestations fournies (oui) - Possibilité de demander des renseignements complémentaires sur l'identité des clients (non) - *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 15 févr. 2016, n° 375667 : *Juris-Data* n° 2016-003588, commentaire par Benoît BOHNERT 343 (21)

SECRET OPPOSABLE À L'ADMINISTRATION

Exceptions - Services de police (LPF, anc. art. L. 135 L) - Transmission spontanée, et non seulement sur demande (oui) - *CAA Paris 9^e ch.*, 19 nov. 2015, n° 13PA03385 : *Juris-Data* n° 2015-029677, commentaire par Christelle ORIOL 167 (6)

Seuils et limites indexés sur le barème de l'IR

BARÈME 2015

Actualisation de divers seuils et limites indexés sur le barème de l'IR - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire 5 (1)

Société de libre partenariat

RÉGIME FISCAL

La société de libre partenariat : analyse d'un traitement fiscal paradoxal, aperçu rapide par Caroline Benhamou 651 (47)

Société en commandite par actions

INTÉGRATION FISCALE

Commandités des SCA et intégration fiscale : l'éclipse ? - *CAA Versailles 3^e ch.*, 31 déc. 2015, n° 13VE02416 : *Juris-Data* n° 2015-030871, commentaire par Patrick MORGENSTERN, Bruno COUDERT 237 (12)

Sociétés à prépondérance immobilière

SOCIÉTÉS NON COTÉES

Date d'appréciation de la prépondérance immobilière en cas d'absence de cession - Annulation du § 70 du BOI-IS-BASE-20-20-10-30 du 31 décembre 2013 fixant la date à la clôture de l'exercice - *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 14 oct. 2015, n° 387249, commentaire par Benoît BOHNERT 161 (6)

Sociétés créées de fait

IMPOSITION COMME DES SOCIÉTÉS EN PARTICIPATION

Application de l'ensemble de ce régime (non) - Application à la détermination et l'imposition des résultats entre les mains des associés sous réserve de l'option pour l'IS (oui) - Application de l'article 206, 4 du CGI (non) - *CE 10^e et 9^e ss-sect.*, 17 févr. 2016, n° 365943 : *Juris-Data* n° 2016-003621, commentaire par Édouard CRÉPEY, Éric DESMORIEUX 390 (26)

Sociétés de personnes

CESSION DE PARTS DE SOCIÉTÉS DE PERSONNES

Calcul de la plus-value - Application de la jurisprudence - *CE 8^e et 3^e ch.*, 6 juill. 2016, n° 377904 : *Juris-Data* n° 2016-013344, commentaire par Nathalie ESCAUT, François LUGAND 514 (39)

OPTION DES SOCIÉTÉS DE CAPITAUX

Neutralisation temporaire du seuil d'effectif - Illustration - *BOI-BIC-CHAMP-70-20-40-10, 2 mars 2016*, § 275 act. 220 (14)

Neutralisation temporaire du seuil d'effectif - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire 24 (1)

QUALIFICATION DES PARTS OU DROITS (CGI, ART. 151 NONIES, I)

Actif professionnel en cas d'exercice d'une activité professionnelle au sein de la société - Accomplissement de tâches d'exécution - Existence d'un contrat de travail - *CE 10^e et 9^e ch.*, 8 juin 2016, n° 387826, commentaire par Éric DESMORIEUX 612 (48)

Sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC)

OPTION POUR LE RÉGIME DE L'ART. 208 C DU CGI

Imposition immédiate des plus-values latentes - Détermination de la plus-value latente sur les parts des sociétés détenant des immeubles - 1° Appréciation comme en cas de cession, avec décotes pertinentes au regard du jeu normal de l'offre et de la demande - 2° Société ayant utilisé une méthode de « double décote » - *CE 8^e et 9^e ss-sect.*, 26 févr. 2016, n° 382364, commentaire par François LUGAND 278 (15)

RÉGIME FISCAL

Régime de faveur des SIIC et prise en compte d'éventuelles décotes - *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 26 févr. 2016, n° 376192 act. 119 (9)

Solidarité

DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS (CGI, ART. 1754, V)

Amende pour non-révélation des bénéficiaires de sommes distribuées - Condition d'engagement de la solidarité - Régularité de l'établissement de l'amende vis-à-vis de la société (oui) - *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 9 déc. 2015, n° 367310 : *Juris-Data* n° 2015-027927, commentaire par Benoît BOHNERT 183 (7-8)

ÉPOUX

Demande de décharge - Divorce par consentement mutuel sous seing privé contresigné par des avocats - Demande de décharge à compter du dépôt de l'acte au rang des minutes d'un notaire - *L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016* act. 668 (48)

SOLIDARITÉ DU DONNEUR D'ORDRE AVEC LE FAÇONNIER

Façonnier qui réalise avec lui plus de 50 % de son chiffre d'affaires (CGI, art. 283, 5.) - Appréciation du seuil de 50 % - 1° Cas du façonnier placé sous le régime simplifié : appréciation au vu de la déclaration annuelle. 2° Cas de l'absence de déclaration : appréciation fondée sur le chiffre d'affaires qui aurait dû être déclaré - *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 18 nov. 2015, n° 369162 : *Juris-Data* n° 2015-026793, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI 220 (11)

Sources du droit fiscal

RÈGLEMENT

Autorité réglementaire pouvant adopter un « arrêté » à défaut de précision législative - Limitation au Premier ministre - Exclusion des autres ministres - *CE 3^e et 8^e ss-sect.*, 17 févr. 2016, n° 390135, À noter également 231 (11)

Successions

ACTIF SUCCESSORAL

Contrats d'assurance vie - Contrats souscrits par un époux avec des fonds communs - Exonération - Absence de condition liée au bénéficiaire du contrat - BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20, 31 mai 2016, § 380..... **act. 387 (25)**

Contrats d'assurance vie - Contrats souscrits par un époux avec des fonds communs - Exonération - Annonce..... **act. 48 (3)**

Contrats d'assurance vie - Contrats souscrits par un époux avec des fonds communs - Exonération - Retrait de la réponse ministérielle Bacquet - *Rép. min. éco. n° 78192 à M. Jean-David Ciot : JOAN Q 23 févr. 2016, p. 1648*..... **act. 114 (9)**

Déduction du passif - Aides sociales récupérées - Limitations au montant effectivement reversé sur la part successorale de l'héritier - BOI-ENR-DMTG-10-40-20-20, 14 déc. 2015, § 160 à 190..... **act. 14 (2)**

ADOPTÉS SIMPLES

Décès de l'adoptant pendant la minorité de l'adopté - Prise en compte du lien de parenté résultant de l'adoption - *L. n° 2016-297, 14 mars 2016*..... **act. 180 (12)**

ASSURANCE DÉCÈS

Contrats en « pertes » (capitaux reversés inférieurs aux primes versées) - Application cumulée de l'article 757 B et 990 I du CGI - Modalités de détermination de l'assiette - BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20, 31 mai 2016, § 195..... **act. 389 (25)**

ASSURANCE VIE

Franchise de 30 500 € (CGI, art. 757 B) - Application à l'ensemble des bénéficiaires au prorata de la part leur revenant, y compris suite à renonciation partielle ou totale du premier bénéficiaire - *Rép. min. éco. n° 18026 à M. Claude Malhuret : JO Sénat Q 22 sept. 2016, p. 4058*..... **act. 605 (42-43)**

EXONÉRATIONS

Biens ruraux donnés à bail à long terme ou à bail cessible - Attribution à un indivisaire d'un bien rural loué par bail à long terme résultant d'un partage avec soult ou d'une licitation - Réintégration de réponse ministérielle dans la base BOFiP-Impôts - BOI-ENR-DMTG-10-20-30-20, 2 juin 2016, § 320..... **act. 380 (24)**

Successions des militaires décédés - Élargissement - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également*..... **38 (1)**

Successions des militaires décédés - Élargissement des cas d'exonération - Commentaires administratifs - BOI-ENR-DMTG-20-20-20, 30 mai 2016, § 321 à 329..... **act. 362 (23)**

Titres faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation (pactes Dutreil) - Engagement collectif de conservation - Mécanisme du « réputé acquis » - Maintien en cas d'augmentation du capital de la société par incorporation de réserves - *Rép. min. budget n° 72240 à M. Hervé Féron : JOAN 2 août 2016, p. 7144*..... **act. 501 (36)**

LIQUIDATION

Prise en compte de la part d'une donation en avancement d'hoirie excédant la part du donataire dans la succession - Illustrations - BOI-ENR-DMTG-10-50-50, 11 avr. 2016, § 310..... **act. 248 (16)**

TARIF

Tarif en ligne directe en cas d'adoption simple - Décès de l'adoptant pendant la minorité de l'adopté (oui) - Décès de l'adoptant pendant la majorité de l'adopté : caractère suffisant de la prise en charge de ce dernier de manière continue et principale - *L. n° 2016-297, 14 mars 2016*..... **act. 180 (12)**

Suisse

ACCORD AVEC L'UNION EUROPÉENNE

Liberté de circulation des personnes - Non-résidents Schumacker - Déductibilité d'une pension alimentaire versée (oui) - *TA Montreuil 10^e ch., 13 janv. 2016, n° 1408357 : Juris-Data n° 2016-013359, À noter également*..... **434 (29)**

CHARGES DÉDUCTIBLES

Amendes infligées pour violation des règles européennes de concurrence - Déductibilité (non, sauf exceptions), aperçu rapide par Ludovic BERNARDEAU..... **618 (45)**

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015

Suisse : chronique de l'année 2015, étude par Jean-Blaise Eckert, Rebecca Dorasamy..... **203 (9)**

Suramortissement exceptionnel de 40 %

INVESTISSEMENT PRODUCTIF INDUSTRIEL

Biens éligibles - Extension à certains matériels informatiques ; Précisions concernant les réseaux de fibres optiques - Prorogation pour tous les biens éligibles jusqu'au 14 avril 2016 - Commentaires administratifs - BOI-BIC-BASE-100, 12 avr. 2016, § 40, 60, 130 et 142..... **act. 244 (16)**

Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) - Absence d'utilisation d'un bien éligible au cours de son exercice d'acquisition ou de sa fabrication - Modalités d'application - BOI-BA-BASE-20-10-10, 7 sept. 2016, § 168..... **act. 535 (38)**

Extension - Associés coopérateurs - Remontées mécaniques - Réseaux de fibre optique - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire*..... **20 (1)**

Extension : associés coopérateurs, remontées mécaniques et poids lourds fonctionnant au gaz naturel et au biométhane carburant - Commentaires administratifs - BOI-BIC-BASE-100, 3 févr. 2016, § 23, 24, 60, 145, 210 et 230..... **act. 139 (10)**

Prorogation pour tous les biens éligibles au 14 avril 2017 - Extension aux droits d'usage de réseaux en fibre optique et à de nouveaux biens informatiques et logiciels - Légalisation - *L. n° 2016-1321, 7 oct. 2016*..... **act. 579 (41)**

POIDS LOURDS FONCTIONNANT AU GAZ NATUREL ET AU BIOMÉTHANE CARBURANT

Installation - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire*..... **21 (1)**

Sursis d'imposition

PLUS-VALUES D'ÉCHANGES DE TITRES (CGI, ART. 150-0 B)

Champ d'application : opérations de restructuration d'entreprises - Exclusion des opérations de rachat par une société de ses propres titres en vue d'une réduction de son capital - Oui, même lorsque ce rachat est rémunéré par la remise de valeurs mobilières - *CE 10^e et 9^e ch., 12 oct. 2016, n° 401659 : Juris-Data n° 2016-022083, À noter également*..... **670 (51-52)**

Taxation d'office

DÉFAUT DE RÉPONSE SUFFISANTE À UNE DEMANDE DE JUSTIFICATIONS

Obligation de notifier une mise en demeure de compléter la réponse (LPF, art. L. 16 A) - Défaut de signature manuscrite de la mise en demeure - Irrégularité sans

conséquence sur le bien-fondé de l'imposition (oui) - CE 10^e et 9^e ss-sect., 17 févr. 2016, n° 374928 : *Juris-Data* n° 2016-003612, commentaire par Édouard CRÉPEY 344 (21)

MISE EN DEMEURE

Taxation d'office : absence de remise en cause pour défaut de signature de la mise en demeure - CE 10^e et 9^e ss-sect., 17 févr. 2016, n° 374928 act. 126 (9)

Taxe annuelle sur les bureaux en Île-de-France**CHAMP D'APPLICATION**

Bureaux impropres à leur usage pour cause de travaux (oui) - BOI-IF-AUT-50, 3 févr. 2016, § 20 act. 87 (6)

TARIFS

Actualisation pour 2016 - BOI-IF-AUT-140, 6 janv. 2016, § 100 act. 15 (2)

TAUX RÉDUIT

Application à un EPIC (non) - CAA Paris 9^e ch., 12 mai 2016, n° 14PA01225 : *Juris-Data* n° 2016-010092, À noter également 364 (23)

Taxe d'aéroport**TARIF**

Tarif applicable à compter du 1^{er} avril 2016 - Abattement pour les passagers en correspondance : maintien à 40 % - A., 10 mars 2016 act. 153 (11)

Taxe d'aménagement**CHAMP D'APPLICATION**

Opération de construction soumise à un régime d'autorisation - Construction d'une structure gonflable pressostatique recouvrant des courts de tennis : oui - TA Melun 7^e ch., 23 juin 2016, n° 1403639 : *Juris-Data* n° 2016-018819, À noter également 567 (44)

DÉLAI DE REPRISE

Allongement - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également 56 (1)

EXONÉRATIONS

Constructions édifiées pour le compte d'une association dont l'objet et la gestion présentent un caractère désintéressé - Non en l'espèce, s'agissant d'une association dont les activités non lucratives n'étaient pas significativement prépondérantes - TA Melun 7^e ch., 23 juin 2016, n° 1403639 : *Juris-Data* n° 2016-018819, À noter également 567 (44)

TARIFS 2017

Taxe d'aménagement : actualisation pour 2017 des valeurs forfaitaires servant au calcul de l'assiette - A., 7 nov. 2016 act. 652 (47)

Taxe d'apprentissage**ASSIETTE**

Prise en compte des rémunérations versées aux salariés détachés en France par la société mère étrangère de l'employeur (oui) - CE 9^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 381580, À noter également 281 (15)

VERSEMENTS LIBÉRATOIRES

Versements à un établissement d'enseignement supérieur consulaire - Commentaires administratifs - BOI-IS-CHAMP-30-70, 6 juill. 2016, § 183 act. 533 (38)

Versements à un établissement d'enseignement supérieur consulaire - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également 13 (1)

Taxe de publicité foncière**EXONÉRATIONS**

Biens, droits et obligations transférés à l'occasion d'une transformation en OPCI ou en SPPICAV - L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016, À noter également 664 (51-52)

Taxe de risque systémique**REDEVABLE**

Extension à certains adhérents des chambres de compensation - BOI-TFP-TFSC, 3 févr. 2016, § 220 act. 88 (6)

Taxe de séjour**PUBLICITÉ DES TARIFS**

Publication sur le site www.impots.gouv.fr - Modalités de transmission des informations par les collectivités territoriales à la DGFIP - A., 17 mai 2016 act. 372 (24)

TAUX

Mise en ligne d'un moteur de recherche des taux votés par les collectivités locales act. 294 (18-19)

Taxe de 3 % sur les immeubles des sociétés étrangères**EXONÉRATIONS**

Engagement de communiquer des renseignements sur les actionnaires et porteurs de parts (CGI, art. 990 E, 3^o, d) - Documents devant être fournis à fins d'exonération - BOI-PAT-TPC-20-20, 5 oct. 2016, § 570 act. 584 (41)

Taxe départementale des espaces naturels sensibles**CHAMP D'APPLICATION**

Indépendance vis-à-vis des règles applicables à la taxe locale d'équipement - CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 370418, À noter également 225 (11)

Taxe d'habitation**ABATTEMENT FACULTATIF**

Personnes invalides - Possibilité d'augmentation - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 106 (4)

ABATTEMENTS

Limites d'application pour 2016 - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 108 (4)

DÉGREVEMENTS

Limites d'application pour 2016 - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 108 (4)

EXONÉRATIONS PERMANENTES

Limites d'application pour 2016 - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire 108 (4)

LIQUIDATION

Instauration d'une obligation de transmission dématérialisée par les organismes sociaux des éléments nécessaires à l'établissement de la taxe d'habitation - L. n° 2015-1776, 28 déc. 2015, À noter également 57 (1)

PAIEMENT

Obligation de paiement par un moyen dématérialisé - Généralisation progressive - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également **34 (1)**

PLAFONNEMENT EN FONCTION DU REVENU

Modalités de calcul - Précisions administratives - *BOI-IF-TH-10-50-30-45, 18 févr. 2016, § 120 à 160, 220 et 480* **act. 224 (14)**

REDEVABLE

Habitation donnée en location - 1° Principe : locataire au 1^{er} janvier - 2° Dérogation dans le cas d'une location meublée saisonnière - 3° Absence de dérogation dans le cas d'un bail étudiant (CCH, art. L. 632-1) - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 26 févr. 2016, n° 389438 ; Juris-Data n° 2016-003779*, commentaire par Nathalie ESCAUT **351 (22)**

Taxe foncière sur les propriétés bâties

ABATTEMENTS

Limites d'application pour 2016 - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire **108 (4)**

Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) - Logements situés dans les DOM faisant l'objet de travaux de prévention des risques naturels - Obligations déclaratives - *BOI-IF-TFB-20-30-30, 2 mars 2016, § 280* **act. 222 (14)**

BASE D'IMPOSITION

Terrains non cultivés employés à un usage industriel - Valeur locative des terrains et des équipements qui en sont indissociables - Alvéoles d'un centre de stockage de déchets - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 26 févr. 2016, n° 387797 ; Juris-Data n° 2016-003780*, commentaire par Aurélie RALKOS **363 (23)**

CHAMP D'APPLICATION

Propriétés bâties au sens de l'article 1380 du CGI - Piscine - Inclusion si celle-ci constitue un élément bâti - Piscine semi-enterrée et qui, bien que démontable, n'a pas vocation à être déplacée (inclusion : oui) - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 376959 ; Juris-Data n° 2016-007574*, commentaire **399 (27)**

Propriétés imposables - Volumes à l'intérieur d'un bâtiment dont le redevable ne possède pas la structure - Places de stationnement dans un parking souterrain - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 374432 ; Juris-Data n° 2016-005894*, commentaire par Benoît BOHNERT **348 (22)**

Terrains non cultivés employés à un usage industriel (oui) - Alvéoles d'un centre de stockage de déchets - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 26 févr. 2016 ; Juris-Data n° 2016-003780*, commentaire par Aurélie RALKOS **363 (23)**

CORSE

Mesures transitoires suite à l'institution de la collectivité de Corse - *Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016* **act. 667 (48)**

DÉGRÈVEMENTS

Limites d'application pour 2016 - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire **108 (4)**

Vacance d'une maison normalement destinée à la location - Condition de location antérieure à la période de vacance (non) - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 385771 ; Juris-Data n° 2016-004892*, commentaire **349 (22)**

DÉGRÈVEMENTS SPÉCIAUX

Organismes de logements sociaux à raison de dépenses de travaux d'économie d'énergie (CGI, art 1391 E) - Réduction du champ des dépenses éligibles - Commentaires administratifs - *BOI-IF-TFB-50-20-20-20, 6 juill. 2016*, commentaire **452 (30-35)**

Organismes de logements sociaux à raison de dépenses de travaux d'économie d'énergie (CGI, art 1391 E) - Réduction du champ des dépenses éligibles - Commentaires administratifs - *BOI-IF-TFB-50-20-20-30, 6 juill. 2016*, commentaire **452 (30-35)**

ÉTABLISSEMENT DE L'IMPÔT

Construction nouvelle déclarée par le crédit preneur à la place du crédit-bailleur - Crédit preneur imposé à tort à la place du propriétaire - Possibilité d'imposer le crédit-bailleur dans la limite du dégrèvement accordé au crédit preneur (oui) - Cas de minoration de sa déclaration par le crédit preneur ; modalités d'imposition du propriétaire crédit-bailleur : application de l'article 1508 du CGI (oui) - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 374054 ; Juris-Data n° 2016-001188*, commentaire **240 (12)**

EXONÉRATIONS

Exonération de TFPB en cas de vacance du bien : pas de condition de location antérieure à la période de vacance - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 385771* **act. 190 (12)**

Limites d'application pour 2016 - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire **108 (4)**

EXONÉRATIONS PERMANENTES

Installations de méthanisation agricole - Commentaires administratifs - *BOI-IF-TFB-10-50-25, 6 juill. 2016* **act. 475 (30-35)**

Installations de méthanisation agricole - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire **110 (4)**

EXONÉRATIONS TEMPORAIRES

Installations et bâtiments affectés à la méthanisation agricole - Commentaires administratifs - *BOI-IF-CFE-10-30-20-30, 6 janv. 2016*, commentaire **77 (3)**

Locaux appartenant à une collectivité territoriale ou à un EPCI occupés par une maison de santé - Commentaires administratifs - *BOI-IF-TFB-10-210, 1^{er} juin 2016* **act. 361 (23)**

Logements affectés à l'habitation principale issus de la transformation de bureaux - Commentaires administratifs - *BOI-IF-TFB-10-200, 27 juin 2016* **act. 426 (27)**

Logements affectés à l'habitation principale issus de la transformation de bureaux - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également **119 (4)**

Logements intermédiaires dans le cadre d'opérations de construction mixtes - Assouplissement des conditions d'exonération - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également **120 (4)**

Petits commerces situés dans les QPV - Aménagement - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également **121 (4)**

Petits commerces situés dans les QPV - Extension du périmètre et relèvement de l'effectif - Commentaires administratifs - *BOI-IF-CFE-10-30-50-60, 2 mars 2016, § 45, 250 et 610* **act. 205 (13)**

PAIEMENT

Obligation de paiement par un moyen dématérialisé - Généralisation progressive - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également **34 (1)**

PROCÉDURE DE RÉPARATION DES OMISSIONS OU INSUFFISANCES D'IMPOSITION (ART. L. 175 DU LPF ET 1508 DU CGI)

Caractère de procédure de reprise ou de rectification au sens de l'art. R. 196-3 du LPF (non), aperçu rapide par Betty TOULEMONT, Aleksandar NIKOLIC **179 (12)**

RECTIFICATION

Modalités de rectification de la taxe foncière sur les propriétés bâties en cas d'imposition du crédit preneur

au lieu du crédit bailleur - CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 374054 act. 58 (4)

REDEVABLE

Indivision post-communautaire comprenant le logement occupé par l'épouse divorcée, dans l'attente du partage - Taxe foncière acquittée par l'ex-mari - Créance de l'ex-mari sur l'indivision insusceptible d'être critiquée par l'ex-épouse alléguant qu'elle n'est pas redevable de ladite taxe - Cass. 1^{re} civ., 27 janv. 2016, n° 15-11.151, F-P+B : *Juris-Data* n° 2016-000996, commentaire par Jean-Pierre MAUBLANC 431 (29)

Taxe foncière sur les propriétés bâties : des places de stationnement, fractions d'un bâtiment, sont des propriétés bâties - CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 374432 act. 206 (13)

VALEUR LOCATIVE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS**AFFECTÉS À LA RECHERCHE**

Abattement - Commentaires administratifs - BOI-IF-CFE-20-20-30, 6 juill. 2016, commentaire 451 (30-35)

Taxe foncière sur les propriétés non bâties**BASE D'IMPOSITION**

Majoration de la valeur locative des terrains à bâtir - Commentaires administratifs des aménagements législatifs - BOI-IF-TFNB-20-10-40-10, 4 juill. 2016, § 1, 295 à 299, 475, 491 à 496 et 510 act. 449 (28)

Terrains à bâtir - Aménagement de la majoration de la valeur locative - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également 117 (4)

DÉGREVEMENTS

Parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs - Assouplissement des conditions d'octroi - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également 118 (4)

EXONÉRATIONS

Propriétés faisant l'objet d'un contrat prévoyant des obligations réelles de protection de l'environnement (C. envir., art. L. 132-3) - L. n° 2016-1087, 8 août 2016 act. 546 (39)

Terrains situés dans les zones humides - Restauration du dispositif - L. n° 2016-1087, 8 août 2016 act. 545 (39)

PAIEMENT

Obligation de paiement par un moyen dématérialisé - Généralisation progressive - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également 34 (1)

Taxe locale d'équipement**CHAMP D'APPLICATION**

Articulation de la taxe locale d'équipement et de la participation des constructeurs et des lotisseurs - CE 9^e et 10^e ss-sect., 27 oct. 2016, n° 377316 act. 627 (45)

EXONÉRATIONS

Locaux à usage d'habitation (CGI, art. 1585 C) - Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) - Exonération des espaces occupés à titre individuel (oui) - Exonération des locaux annexes nécessaires à l'occupation des chambres (oui) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 360238 : *Juris-Data* n° 2015-026823, commentaire 78 (3)

Taxe locale sur la publicité extérieure**CHAMP D'APPLICATION**

Complexes cinématographiques - Clarification - Rép. min. intérieur n° 20384 à M. François Marc : JO Sénat Q 15 sept. 2016, p. 3949 act. 556 (39)

Taxe pour le financement du fonds de soutien aux collectivités territoriales**REDEVABLES**

Extension à certains adhérents des chambres de compensation - BOI-TFP-RSB, 3 févr. 2016, § 60 act. 88 (6)

TAUX

Rehaussement - BOI-TFP-TFSC, 3 févr. 2016, § 220 act. 88 (6)

Taxe professionnelle**CHAMP D'APPLICATION**

Location-gérance d'un fonds de commerce - Propriétaire du fonds regardé comme poursuivant son activité professionnelle antérieure (oui) - CE plén. fisc., 9 mars 2016, n° 374893 : *Juris-Data* n° 2016-004340, commentaire par Olivier FOUQUET, Émilie BOKDAM-TOGNETTI 586 (46)

COTISATION MINIMALE

Calcul de la valeur ajoutée - Frais d'affacturage - Commission afférente à la couverture d'un risque de change. - CAA Versailles 1^{re} ch., 26 mai 2016, n° 14VE00571 : *Juris-Data* n° 2016-012585, commentaire par Sandrine RUDEAUX 518 (39)

Clause de rétroactivité - incidence sur le fait générateur et l'assiette de la taxe (non) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 371690 : *Juris-Data* n° 2015-026834, commentaire 76 (3)

Détermination de la valeur ajoutée des établissements de crédit (CGI, art. 1647 B sexies) - Taxe foncière grevant les immeubles donnés en crédit-bail - Déduction pour le calcul de la valeur ajoutée (non) - CE 9^e et 10^e ch., 30 juin 2016, n° 381125 : *Juris-Data* n° 2016-013371, commentaire 542 (41)

Société en participation - Calcul de la valeur ajoutée selon les modalités prévues pour les établissements de crédit - CE 3^e et 8^e ch., 5 oct. 2016, n° 393299, commentaire par Vincent DAUMAS 587 (46)

Calcul de la valeur ajoutée - Exclusion du produit des cessions d'immobilisations des produits de l'exercice - Indemnités de mutation de joueurs de football - CAA Versailles 6^e ch., 19 mai 2016, n° 14VE00407 : *Juris-Data* n° 2016-012642, commentaire par Emmanuel BIGARRÉ, Philippe DELAGE 417 (28)

CRÉDIT D'IMPÔT (CGI, ART. 1647 C SEXIES)

Exclusion du secteur de la construction automobile - Définition de ce secteur - CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 380915, commentaire 255 (13)

EXONÉRATIONS

Exonération de taxe professionnelle des éditeurs de feuilles périodiques poursuivant leur activité en location-gérance (oui) - CE plén. fisc., 9 mars 2016, n° 374893 act. 166 (11)

PLAFONNEMENT EN FONCTION DE LA VALEUR**AJOUTÉE**

Calcul de la valeur ajoutée - 1^o Notion de loyer - 2^o Dépenses de formation continue : charge déductible, y compris si la dépense présente un caractère libératoire - CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 371436, commentaire par Betty TOULEMONT, André PERCHERON, Aleksandar NIKOLIC 239 (12)

Détermination de la valeur ajoutée (CGI, art. 1647 sexies A) - Marchandises données à des associations caritatives - Comptabilisation de l'effet des dons en nature au niveau des stocks de fin d'exercice - Déduction de la valeur ajoutée (oui) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 16

mars 2016, n° 383536 : *Juris-Data* n° 2016-004891, commentaire par Frédéric ALADJIDI **350 (22)**

Plafonnement de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée : déductibilité des dépenses de formation excédant le montant des versements obligatoires - CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 366716 **act. 20 (2)**

Taxe sur la cession de terrains nus devenus constructibles

CHAMP D'APPLICATION

Biens concernés : conséquences de la caducité des plans d'occupation des sols depuis le 1^{er} janvier 2016 - Délivrations : modalités d'application aux communes nouvelles - BOI-RFPI-TDC-10-10, 22 juin 2016, § 1 à 7, 130, 150 et 165, commentaire **418 (28)**

COEFFICIENTS D'ÉROSION MONÉTAIRE

Cessions intervenant en 2016 - BOI-ANNX-000097, 15 déc. 2015 **act. 17 (2)**

EXONÉRATIONS

Démembrement - Cession des démembrements de propriété à un même acquéreur - Abus de droit (oui) - Rép. min. fin. n° 11759 à M. Didier Guillaume : JO Sénat Q 10 mars 2016, p. 977 **act. 159 (11)**

LISTE

Liste des communes et EPCI au 31 mai 2016 **act. 441 (27)**

Taxe sur la cession de titres d'un éditeur de service de communication audiovisuelle

TAUX DÉGRESSIF

Plafonnement - Commentaires administratifs - BOI-ENR-DMTOM-40-50-10, 6 avr. 2016, § 110 et 115 **act. 276 (17)**

Taxe sur la consommation finale d'électricité

CORSE

Mesures transitoires suite à l'institution de la collectivité de Corse - Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016 **act. 667 (48)**

Taxe sur la publicité diffusée par voie de radiodiffusion sonore et de télévision

ASSIETTE

Modalités de paiement sans incidence sur l'assujettissement à la taxe - CE 8^e et 3^e ss-sect., 20 mai 2016, n° 378549 : *Juris-Data* n° 2016-011816, commentaire **468 (36)**

Taxe sur la valeur ajoutée

AGENCES DE VOYAGES

Champ d'application - Opérateur ne bénéficiant pas formellement de la qualité d'agence de voyage - Conditions d'application du régime - CE 8^e et 3^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371403 : *Juris-Data* n° 2015-028416, À noter également **211 (10)**

AUTOLIQUIDATION

Livraison d'or sous forme de matière première ou de produits semi-ouvrés - Lingots résultant de la fonte d'objets et de débris divers, destinés à permettre l'extraction de l'or et d'une pureté en or supérieure à 325 millièmes (oui) - CJUE 2^e ch., 26 mai 2016, n° C-550/14 **act. 341 (22)**

AVOCATS

Conformité de la taxation des prestations d'avocats à la TVA au droit à un recours effectif et au droit à l'assistance d'un avocat - CJUE 4^e ch., 28 juill. 2016, n° C-534/14 **act. 503 (36)**

Taxation des services prestés - Compatibilité avec le principe d'égalité des armes et le droit d'accès aux tribunaux (oui) **act. 168 (11)**

BASE D'IMPOSITION

Absence d'enregistrement dans la comptabilité des documents afférents aux marchandises livrées à l'assujetti - Présomption de vente à des tiers - Détermination de l'assiette en fonction des éléments de fait détenus par l'Administration - CJUE 7^e ch., 5 oct. 2016, n° C-576/15 **act. 587 (41)**

Assimilation d'un droit d'emphytéose à une livraison - Détermination de la valeur à prendre en compte - CJUE 1^{re} ch., 28 avr. 2016, n° C-128/14 **act. 290 (18-19)**

Garantie de loyer - Réduction de prix (oui) - Rémunération de prestations de services croisées (non) - CE 10^e et 9^e ch., 28 sept. 2016, n° 393229, commentaire par Aurélie BRETONNEAU **672 (51-52)**

CHAMP D'APPLICATION

Activité de radiodiffusion publique financée par une redevance légale - Prestation de service à titre onéreux (non) - CJUE 1^{re} ch., 22 juin 2016, n° C-11/15 **act. 417 (26)**

Cartes ou carnets de cinéma à entrées multiples - CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 373591, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI **401 (27)**

Commissions perçues par une agence immobilière ne constituant pas des arrhes au sens de l'article 1590 du Code civil - Assujettissement (oui) - CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 375764, commentaire par Frédéric ALADJIDI **145 (5)**

Contrepartie inférieure au prix de revient - Opération exclue du champ de la TVA (non), études par Yolande SÉRANDOUR **458 (36)**

Critère d'indépendance - Sociétés civiles commercialisant leurs produits sous une marque commune et par l'intermédiaire d'une société de capitaux (oui) - CJUE 3^e ch., 12 oct. 2016, n° 340/15 **act. 607 (42-43)**

Dispense de TVA en cas de transmission d'une universalité (CGI, art. 257 bis) - Cession d'un immeuble locatif - Jurisprudence du Conseil d'État appliquée au contrat de crédit-bail - CE 8^e et 3^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 375054, commentaire par Benoît BOHNERT, Carine DELEU **292 (16)**

Exercice d'une activité économique - Transport scolaire très largement financé par la collectivité territoriale (non) - CJUE 5^e ch., 12 mai 2016, n° C-520/14 **act. 299 (20)**

Exploitation d'ouvrages de génie rural par une « société commerciale à but non lucratif » hongroise - Conditions - CJUE 8^e ch., 2 juin 2016, n° C-263/15 **act. 363 (23)**

Les billets d'avion non utilisés sont dans le champ d'application de la TVA - CJUE 1^{re} ch., 23 déc. 2015, n° C-250/14 **act. 22 (2)**

Les prestations des auxiliaires de justice sont soumises à la TVA - CE 8^e et 3^e ch., 23 nov. 2016, n° 386143 **act. 669 (48)**

Renvoi préjudiciel à la CJUE sur la qualification d'une vente suivie d'installation de panneaux photovoltaïques et de chauffe-eau solaires - CE 3^e et 8^e ch., 20 mai 2016, n° 384395 **act. 321 (21)**

Restauration collective - Syndicats intercommunaux à vocation de restauration collective au profit de leurs communes adhérentes ou tierces (oui) - Taux applicables - Rép. min. n° 98507 à M^{me} Marie-George Buffet : JOAN Q 1^{er} nov. 2016, p. 9120 **act. 642 (46)**

Vente à perte - Opération à titre onéreux ou libéralité ? - CAA Lyon 5 ^e ch., 28 avr. 2016, n° 13LY01889 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013911, commentaire par Virginie CHEVALIER-AUBERT	466 (36)
CHEVAUX DE COURSE	
Mise à disposition d'un cheval par un assujetti à un organisateur de courses hippiques - CJUE 4 ^e ch., 10 nov. 2016, n° C-432/15	act. 646 (46)
CHRONIQUE DE L'ANNÉE 2015	
Taxe sur la valeur ajoutée : chronique de l'année 2015, étude par Odile COURJON, José Manuel MORENO, Guy de CORDES, Benjamin GOULNIK, Arnaud MORAINÉ, Yolande SÉRANOUR	193 (9)
DÉDUCTIONS	
Achats d'une succursale pour les besoins de son siège étranger (oui) - CJUE 9 ^e ch., ord., 21 juin 2016, n° C-393/15	act. 559 (39)
Application d'un délai de forclusion en cas de fraude du contribuable (oui) - CJUE 7 ^e ch., 28 juill. 2016, n° C-332/15	act. 504 (36)
Assujettis et redevables partiels - Produits financiers accessoires - Notion - CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 1 oct. 2015, n° 369846 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-021676, commentaire par Édouard CRÉPEY, Laurent CHETCUTI, Romain DAYAN	179 (7-8)
Biens de très faible valeur - Relèvement du seuil à 69 € - A., 10 juin 2016	act. 467 (30-35)
Biens et services à usage mixte - Modification des modalités de calcul du prorata de déduction par la législation nationale - Obligation de régulariser les déductions de TVA opérées - Principes de sécurité juridique et de confiance légitime - CJUE 4 ^e ch., 9 juin 2016, n° C-332/14	act. 399 (25)
Calcul du prorata par des méthodes dérogatoires - Application des règles d'arrondissement obligatoires (non) - CJUE 8 ^e ch., 16 juin 2016, n° C-186/15	act. 398 (25)
Cessation d'activité - Biens ayant ouvert droit à déduction - Assimilation de la cessation d'activité à une livraison de biens donnant lieu à régularisation - CJUE 10 ^e ch., 16 juin 2016, n° C-229/15	act. 397 (25)
Demande de remboursement de crédit de TVA - Opposabilité de la doctrine administrative (LPF, art. L. 80 A, al. 2) - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371403 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-028416, À noter également	543 (41)
Dérogation allemande - Exclusion du droit à déduction des dépenses dont utilisation à des fins non économiques est supérieur à 90 % de leur utilisation totale - Limitation - CJUE 8 ^e ch., 15 sept. 2016, n° C-400/15	act. 560 (39)
Distinction entre cadeaux et articles promotionnels accordés contre rémunération (CGI, ann. II, art. 238, 1 ^o) - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016, n° 380624, commentaire	467 (36)
EHPAD - Dépenses d'administration générale, de fonctionnement et d'entretien général de ses bâtiments - CE 3 ^e et 8 ^e ch., 5 oct. 2016, n° 390874, commentaire par Thibault HÉNIQUE, Fabienne OLIVARD, Vincent DAUMAS	558 (42-43)
Exclusions du droit à déduction - Cadeaux : exception pour les biens de très faible valeur (CGI, ann. II, art. 238 ancien) - Substitution des biens de très faible valeur aux biens de faible valeur par l'article 26 du décret du 29 décembre 1979 - Compatibilité avec l'article 16, § 6 de la sixième directive (oui) - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371710, commentaire	365 (23)
Exigence d'une facture mentionnant la TVA - Obligation de libeller le montant de TVA à payer dans la monnaie nationale de l'État membre où se situe la livraison de biens - Assujetti en possession d'une	
facture mentionnant la taxe dans une autre monnaie - Remise en cause de la validité de cette facture pour l'exercice des droits à déduction (non) - TA Montreuil 10 ^e ch., 16 févr. 2016, n° 1503203 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004474, commentaire par Anne-Sophie de BECHADE, Charles-Henri PETIT	256 (13)
Extension aux prestations de services de l'interdiction de déduire la TVA en cas de participation à des opérations frauduleuses - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire	36 (1)
Facture imprécise sur la nature et la durée des prestations - Perte du droit à déduction (non, si l'Administration dispose des informations nécessaires) - CJUE 4 ^e ch., 15 sept. 2016, n° C-516/14	act. 589 (41)
Factures fictives - Remboursement de la TVA non déduite par le destinataire de la facture dont le droit à déduction a été remis en cause - Non, faute de régularisation en temps utile de la facture pour éliminer tout risque de pertes de recettes fiscales - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 374458 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003602, commentaire par Benoît BOHNERT, Arnaud MORAINÉ	352 (22)
Gestionnaire de programme de fidélisation : droit à déduction limité aux sommes payées spécifiquement pour la gestion - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 7 déc. 2016, n° 396460	act. 704 (50)
Groupement TVA - Demande de remboursement de TVA - Qualité pour agir - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371406 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-028437, commentaire par Suzie BRADBURN, Nathalie ESCAUT	210 (10)
Holdings mixtes - Alignement du Conseil d'État sur la CJUE après un quart de siècle de construction jurisprudentielle, étude par Justin Hayden MILLER, Céline GAINET	474 (37)
Le remboursement d'un crédit de TVA est conditionné par sa mention sur la déclaration déposée pour le paiement de la TVA - CE 10 ^e et 9 ^e ch., 9 nov. 2016, n° 390715	act. 645 (46)
Prestations d'assistance partiellement sous-traitées - Remise en cause de la déductibilité de la taxe - Preuve par l'Administration de l'absence de nécessité des prestations pour l'exploitation (non en l'espèce) - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367898, commentaire	313 (18-19)
Principe de neutralité - Lien direct - Reconnaissance de l'affectation financière - Exemple des EHPAD, aperçu rapide par Anne GROUSSET	596 (42-43)
Programmes de fidélisation - Paiements par le gestionnaire du programme aux hôtels lui facturant les prestations offertes aux clients utilisant leurs points de fidélité - Prestations constituant un élément constitutif du prix des prestations assurées par le gestionnaire du programme (oui) - CAA Versailles 1 ^{re} ch., 1 déc. 2015, n° 14VE00566 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-031217, commentaire par Suzie BRADBURN, Sandrine RUDEAUX	327 (20)
Réglementation imposant d'appliquer à l'ensemble des biens et des services un prorata de déduction basé sur le chiffre d'affaires - CJUE 3 ^e ch., 14 déc. 2016, n° C-378/15	act. 716 (51-52)
Remboursement - Combinaison des règles formelles de remboursement avec les principes de proportionnalité et de neutralité - Impossibilité de produire les originaux de factures - Admission d'autres preuves (oui) - CE 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016, n° 388277, commentaire	588 (46)
Sociétés holding mixtes - Absence d'incidence de la perception de dividendes, aperçu rapide par Henri BITAR, Frédéric BERTACCHI	331 (22)
Taxe grevant les frais généraux des holdings qui s'immiscitent dans la gestion de leurs filiales (déduction complète : oui) - CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 20 mai 2016, n° 371940, commentaire par Benoît BOHNERT	375 (24)
Transfert du droit à déduction - Suppression - D. n° 2015-1763, 24 déc. 2015	act. 4 (2)

TVA acquittée pour l'achat de vélos à des fins professionnelles (non) - <i>Rép. min. fin. n° 19343 à M. Alain Marc : JO Sénat Q 26 mai 2016, p. 2228</i>	act. 352 (22)	IMPORTATIONS	Autoliquidation - Élargissement - Projet, aperçu rapide par Odile COURJON.....	242 (16)
TVA ayant grevé le coût des repas servis gratuitement à leurs salariés par les sociétés du secteur de la restauration collective - Déduction (oui) - Compensation avec la TVA qui aurait dû être collectée (oui) - <i>CAA Versailles 3^e ch., 15 sept. 2016, n° 15VE03731 : Juris-Data n° 2016-021758, commentaire par Bruno COUDERT</i>	648 (50)	LIVRAISONS INTRACOMMUNAUTAIRES	Absence de numéro d'identification à la TVA dans l'État de destination - Maintien de l'exonération en l'absence d'indice sérieux de fraude - <i>CJUE 4^e ch., 20 oct. 2016, n° C-24/15</i>	act. 626 (45)
Vente d'un bâtiment à un prix inférieur au coût de sa construction - Déductibilité de la totalité de la TVA d'amont - <i>CJUE 10^e ch., 22 juin 2016, n° C-267/15</i>	act. 416 (26)	Absence de numéro d'identification à la TVA dans l'État de destination - Maintien de l'exonération en l'absence d'indice sérieux de fraude, aperçu rapide par Victoria ALVAREZ-LE MENTEC.....	637 (46)	
ÉCONOMIE NUMÉRIQUE		OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS	Factures - Piste d'audit fiable - Modalités d'archivage des documents établis originellement sur support papier - <i>A., 7 janv. 2016</i>	act. 63 (5)
Compte-rendu de la septième session du Cercle de prospective fiscale, étude par Donato RAPONI, Gianmarco MONSELLATO, Michel AUJEAN, Michel GUI-CHARD, Thomas VANHEE.....	276 (15)	Obligation d'utiliser un logiciel de comptabilité ou un système de caisse sécurisé - Commentaires administratifs - <i>BOI-TVA-DECLA-30-10-30, 3 août 2016, commentaire</i>	463 (36)	
ESTIMATION		Obligation d'utiliser un logiciel de comptabilité ou un système de caisse sécurisé - Commentaires administratifs - <i>BOI-CF-INF-20-10-20, 3 août 2016, § 550 à 580, commentaire</i>	463 (36)	
Modèle théorique du Trésor.....	act. 282 (17)	Obligation d'utiliser un logiciel de comptabilité ou un système de caisse sécurisé - Commentaires administratifs - <i>BOI n° TVA-DECLA-30-10-30, 3 août 2016</i>	act. 498 (36)	
ÉTABLISSEMENT STABLE		Obligation d'utiliser un logiciel de comptabilité ou un système de caisse sécurisé - <i>L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire</i>	14 (1)	
Établissement stable disposant en France de moyens permettant de réaliser l'activité (oui en l'espèce) - Utilisation de ces moyens en réalité, de préférence à ceux du siège - <i>CAA Lyon 5^e ch., 28 avr. 2016, n° 15LY02081 : Juris-Data n° 2016-024512, commentaire par Virginie CHEVALIER-AUBERT, Arnaud MORAINÉ</i>	617 (48)	OPÉRATIONS COMPLEXES	Coopération agricole intégrée - Octroi d'un financement et livraison d'actifs circulants nécessaires à la production agricole : prestation unique même en cas de services supplémentaires par l'intégrateur - <i>CJUE 5^e ch., 8 déc. 2016, n° C-208/15</i>	act. 706 (50)
EXIGIBILITÉ		OPÉRATIONS DE FAÇON	Solidarité du donneur d'ordre avec le façonnier - Façonnier qui réalise avec lui plus de 50 % de son chiffre d'affaires (CGI, art. 283, 5.) - Appréciation du seuil de 50 % - <i>CE 9^e et 10^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 369162 : Juris-Data n° 2015-026793, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI</i>	220 (11)
Cartes ou carnets de cinéma à entrées multiples - Date de l'encaissement du prix de la carte ou du carnet de tickets - <i>CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 373591, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI</i>	401 (27)	PAIEMENT	Décembre 2015 - Difficultés techniques - Absence de pénalités de retard.....	act. 37 (2)
EXONÉRATIONS		Groupes de sociétés - Option pour le paiement consolidé - Extension aux sociétés ne relevant pas de la DGE (non) - <i>Rép. min. fin. n° 14484 à M. François Bonhomme : JO Sénat Q 7 avr. 2016, p. 1423</i>	act. 239 (15)	
Activités sociales - Prestations fournies par une résidence-services pour personnes âgées - <i>CJUE 5^e ch., 21 janv. 2016, n° C-335/14</i>	act. 55 (4)	Paiement partiel - Insolvabilité du redevable (oui) - <i>CJUE 2^e ch., 7 avr. 2016, n° C-546/14</i>	act. 237 (15)	
Livraisons de cadeaux de faible valeur - Relèvement du seuil à 69 € - <i>A., 10 juin 2016</i>	act. 467 (30-35)	PLAN D'ACTION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE	Plan d'action de la Commission sur la TVA : vers un espace TVA unique, aperçu rapide par Sophie DORIN, Jean-Claude BOUCHARD.....	231 (15)
Navires de commerce - Yachting, aperçu rapide par Matthieu TORET.....	265 (17)	PRESTATIONS DE SERVICES	Immubles - Changements au 1 ^{er} janvier 2017, étude par Laurent CHETCUTI, Filiz AIPARSLAN.....	360 (23)
Opérations concernant les paiements et les virements - Service de traitement du paiement par carte de débit ou par carte de crédit pour le compte d'une autre entité (non) - <i>CJUE 2^e ch., 26 mai 2016, n° C-130/15</i>	act. 340 (22)	Notion de services fournis par voie électronique, étude par Emmanuel KORNPROBST.....	288 (16)	
Opérations concernant les paiements et les virements - Service de traitement du paiement par carte de débit ou par carte de crédit pour le compte d'une autre entité (non) - <i>CJUE 2^e ch., 26 mai 2016, n° C-607/14</i>	act. 340 (22)			
Opérations d'assurance - Services de règlement des sinistres fournis au nom et pour le compte d'un assureur (non) - <i>CJUE 1^{re} ch., 17 mars 2016, n° C-40/15</i>	act. 207 (13)			
Opérations de virement et de paiement par carte, étude par Élisabeth BENIBRI, Nicolas FAYOL, Ella BENNACEUR, Adrien MENUJER, Cyprien FEILHES.....	447 (30-35)			
Opérations sur les aéronefs de certaines compagnies aériennes (CGI, art. 262, II, 4 ^o) - Liste des compagnies françaises éligibles et des compagnies étrangères exclues - Appréciation de la proportion de trafic international - <i>BOI-ANX-000216, 2 nov. 2016</i>	act. 624 (45)			
Personnel mis à disposition par les groupements d'employeurs à leurs membres - Champ d'application - <i>Rép. min. n° 95481 à M^{me} Collette Capdevielle : JOAN Q 20 sept. 2016, p. 8519</i>	act. 641 (46)			
Sang humain - Inapplication aux livraisons de plasma destiné à la fabrication de médicaments - <i>CJUE 3^e ch., 5 oct. 2016, n° C-412/15</i>	act. 588 (41)			

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Ventes en ligne ; taux sur les livres numériques et la presse en ligne ; l'exonération des petits envois de moins de 22 € **act. 689 (49)**

REDEVABLE

Régularisation d'une TVA indûment facturée - Obligation d'émettre une facture rectifiée ne mentionnant pas la TVA - Régularisation conditionnée par l'élimination complète du risque de perte de recettes fiscales - *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 15 févr. 2016, n° 375667 : *Juris-Data* n° 2016-003588, À noter également **340 (21)**

TVA à la charge de l'émetteur d'une facture erronée (CGI, art. 283, 3) : la correction de l'erreur est conditionnée à l'envoi par l'émetteur d'une facture rectifiée - *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 15 févr. 2016, n° 375667 **act. 124 (9)**

TVA à la charge de l'émetteur d'une facture fictive (CGI, art. 283, 4) : le remboursement est conditionné à la régularisation de la facture - *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 15 févr. 2016, n° 374458 **act. 123 (9)**

RÉGIMES PARTICULIERS

Opérations relatives aux bons - Directive n° 2016/1065/UE - *Cons. UE* n° 2016/1065/UE, 27 juin 2016 **act. 424 (27)**

RÉGULARISATION

Immeubles affectés aux besoins de l'entreprise ne faisant pas l'objet d'une LASM - Point de départ du délai - *BOI-TVA-DED-60-20-10*, 2 mars 2016, § 150, 155 et 220 **act. 160 (11)**

REMBOURSEMENT

Assujetti établi dans un autre État membre de l'UE - Remboursement par la voie électronique - Demande de renseignements complémentaires - Obligation de recourir à la voie électronique - *CAA Versailles 1^{re} ch.*, 13 oct. 2015, n° 14VE02328 : *Juris-Data* n° 2015-026473, commentaire par Sandrine RUDEAUX **279 (15)**

RESCRITS TRANSFRONTALIERS

Nouveaux États participants - Nouveaux rescrits 2014/6 à 2015/17 **act. 129 (9)**

TAUX

Exclusion du taux réduit pour les publications numérique - Conformité de la directive au principe de neutralité (conclusions de l'avocat général) **act. 527 (37)**

Produits agricoles - Produits normalement destinés à être utilisés dans la préparation de denrées alimentaires ou dans la production agricole - Commentaires administratifs - *BOI-TVA-SECT-80*, 2 mars 2016, § 100 **act. 225 (14)**

TAUX NORMAL

Vente de bois sur pied - *Rép. min. agriculture* n° 20583 à *M. Alain Joyandet* : *JO Sénat Q* 29 sept. 2016, p. 4173 **act. 571 (40)**

TAUX PARTICULIER DE 2,10 %

Presse en ligne - Application dans le temps - *TA Paris 1^{re} sect.*, 2^e ch., 16 oct. 2015, n° 1409462 : *Juris-Data* n° 2015-029112, À noter également par Bruno SIBILLI **180 (7-8)**

TAUX RÉDUIT

Livraisons d'oeuvres d'art - Graffitis sur un mur - *Rép. min. fin.* n° 34568 de *M^{me} Catherine Lemorton* : *JOAN Q* 3 mai 2016, p. 3795 **act. 316 (21)**

Offres triple play - Application par référence à la réalité économique des services de télévision (CGI, art. 279, b octies applicable avant le 1^{er} janvier 2011) - *CAA Versailles*, 7^e ch., 9 juin 2016 : *Juris-Data* n° 2016-025554, commentaire **673 (51-52)**

Prestations de services d'assistance à la personne fournies par des entreprises agréées - Exclusion des prestations, assurées par des sous-traitants, qui ne bénéficient

pas directement à des particuliers - *CAA Bordeaux 4^e ch.*, 7 avr. 2016, n° 14BX03392 : *Juris-Data* n° 2016-013835, commentaire **483 (37)**

Prestations d'études préalables entraînant la réalisation de travaux éligibles au taux réduit (oui) - Cas des recherches de fuites de liquides et de gaz - *Rép. min. fin.* n° 92943 de *M. Bernard Reynes* : *JOAN Q* 3 mai 2016, p. 3806 **act. 317 (21)**

Travaux dans les logements de plus de deux ans - Obligations déclaratives - Attestation d'éligibilité des travaux - Dispense pour les travaux de réparation et d'entretien dont le montant est inférieur à 300 € - *BOI-TVA-LIQ-30-20-90-40*, 2 mars 2016, § 90 **act. 188 (12)**

TAUX RÉDUIT DE 10 %

Assouplissement des conditions d'application à la construction de logements intermédiaires dans certaines zones géographiques - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également **127 (4)**

Conditions d'application à la construction de logements intermédiaires dans certaines zones géographiques - Calcul du quota de 25 % - Intégration de l'exclusion du quota dans les communes comptant déjà 50 % de logements locatifs sociaux - *BOI-TVA-IMM-30*, 6 avr. 2016, § 50 et 55 **act. 247 (16)**

Non-application aux produits utilisés pour fabriquer le bois de chauffage - *Rép. min. éco.* n° 95387 à *M. Antoine Herth* : *JOAN* 20 sept. 2016, p. 8517 **act. 554 (39)**

Produits d'origine agricole non transformés - Aménagement des conditions d'application du taux réduit - Produits de l'horticulture et de la floriculture d'ornement - *L. fin. rect.* n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire **123 (4)**

TAUX RÉDUIT DE 5,5 %

Application à un nouvel appareillage pour handicapés (CSS, art. L. 165-1) - *A.*, 22 févr. 2016 **act. 138 (10)**

Application aux produits de protection hygiénique féminine - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également **125 (4)**

Assouplissement des conditions d'application aux opérations d'accession sociale à la propriété - *L. fin.* n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également **126 (4)**

Extension des spectacles vivants éligibles - Commentaires administratifs - *BOI-TVA-LIQ-30-20-40*, 1^{er} juin 2016, § 100 **act. 412 (26)**

Extension des spectacles vivants éligibles - *L. fin. rect.* n° 2015-1786, 29 déc. 2015, À noter également **124 (4)**

Opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville - Plafonds 2016 - *BOI-BAREME-00016*, 3 févr. 2016 **act. 101 (7-8)**

Protections hygiéniques féminines - Application à tout type de dispositif - *BOI-TVA-LIQ-30-10-60*, 3 févr. 2016, § 80 **act. 84 (6)**

TERRAINS À BÂTIR

Taxation à la marge en cas de division parcellaire après l'acquisition (non) - *Rép. min.* n° 94538 à *M. Gilles Savary* : *JOAN Q*, 20 sept. 2016, p. 8514 **act. 640 (46)**

TERRITORIALITÉ

Opération triangulaire, aperçu rapide par Pierre ROLLET **73 (6)**

Prestation de services fournie par voie électronique - Fixation artificielle du lieu de la prestation au moyen d'un montage dépourvu de réalité économique - Utilisation par l'administration fiscale, à l'insu de l'assujetti, de preuves obtenues dans le cadre d'une procédure pénale parallèle et non clôturée - *CJUE 3^e ch.*, 17 déc. 2015, n° C-419/14 **act. 23 (2)**

Prestations de services - Cession de quotas d'émission de gaz à effet de serre - Pays du preneur - *CJUE 2^e ch., 8 déc. 2016, n° C-453/15*..... **act. 705 (50)**

Prestations de services - Notion de services fournis par voie électronique - *CE 10^e et 9^e ss-sect., 7 mars 2016, n° 390746*, commentaire par Aurélie BRETONNEAU..... **293 (16)**

Régime de transit externe - Sortie du régime en raison de la réexportation et naissance d'une dette douanière à la suite de l'inexécution d'une obligation - Assujettissement à la TVA (non) ; existence d'un redevable de la TVA (non) - *CJUE 1^{re} ch., 2 juin 2016, n° C-226/14*..... **act. 364 (23)**

TRAVAUX IMMOBILIERS

Fourniture et pose de panneaux photovoltaïque - *CE 3^e et 8^e ch., 20 mai 2016, n° 384395*, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER, Arnaud MORAINÉ..... **484 (37)**

TVA NPR

Notion d'établissement stable au sens de l'article 295 A du CGI - *CAA Paris 7^e ch., 13 mai 2016, n° 15PA00844 : Juris-Data n° 2016-012642*, commentaire par Laurence MAZEVET, Arnaud MORAINÉ..... **400 (27)**

VENTES À DISTANCE

Abaissement du seuil de déclenchement de la taxation à la TVA en France (35 000 €) - Modalités d'application en 2016 - *BOI-TVA-CHAMP-20-20-10, 3 févr. 2016, § 425*..... **act. 100 (7-8)**

Abaissement du seuil de déclenchement de la taxation à la TVA en France (35 000 €) - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire..... **35 (1)**

VENTES EN CHAÎNE

Ventes au départ de l'Allemagne, à destination de la France - Conditions de transport - Volonté des parties, étude par Anne BENOÎT, Arnaud MORAINÉ..... **396 (27)**

Taxe sur la vente de produit phytopharmaceutique

TAUX

Annulation de l'arrêté du 27 mars 2015 fixant le taux applicable à compter du 1^{er} avril 2015 - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 févr. 2016, n° 390135*, À noter également..... **226 (11)**

Fixation - *A., 9 mars 2016*..... **act. 152 (11)**

Taxe sur les appareils de reproduction ou d'impression

MODALITÉS D'IMPOSITION

Importation entre la métropole et les DOM - *DA douanes n° 16-044, 20 sept. 2016 : BOD n° 7133, 30 sept. 2016*..... **act. 606 (42-43)**

Taxe sur les certificats d'immatriculation

TARIFS

Modalités de fixation des taux par les régions - Commentaires administratifs - *BOI-ENR-TIM-20-60-10, 25 mai 2016, § 60*..... **act. 338 (22)**

Taxe sur les conventions d'assurance

TARIF

Protection juridique hors cas de défense pénale et recours suite à un accident - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également..... **130 (4)**

TAXE SPÉCIALE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE (TSCA)

Taux - Contrat garantissant des risques soumis à des taux différents - Obligation de ventilation - Soumission de l'ensemble au taux le plus élevé à défaut de ventilation - *BOI-TCAS-ASSUR-30-10-30, 3 févr. 2016, § 1, 10, 50 à 65 et 220*..... **act. 85 (6)**

TAXE DE SOLIDARITÉ ADDITIONNELLE

Application au taux de 14 % pour les contrats d'assurance maladie complémentaire au premier euro - *L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015*, À noter également..... **129 (4)**

Taxe sur les loyers élevés des logements de petite surface

SEUIL

Actualisation pour 2016 - *BOI-RFPI-CTRL-10, 21 janv. 2016, § 70*..... **act. 51 (4)**

Taxe sur les permis de conduire

TARIFS

Modalités de fixation des taux par les régions - Commentaires administratifs - *BOI-ENR-TIM-20-60-20, 25 mai 2016, § 180 et 350*..... **act. 338 (22)**

Taxe sur les riverains

CONDITIONS D'APPLICATION

Cession des terrains servant d'assiette à la voie nouvelle - Caractère suffisant de l'accord des riverains non formalisé par un acte authentique - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 26 févr. 2016, n° 374734*, À noter également..... **282 (15)**

Taxe sur les salaires

ABATTEMENT EN FAVEUR DE CERTAINS ORGANISMES

Neutralisation temporaire du seuil d'effectif des mutuelles pour le bénéfice de l'abattement - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également..... **42 (1)**

ASSIETTE

Inclusion des livraisons à soi-même dans le chiffre d'affaires total constituant le dénominateur du rapport prévu à l'article 231 du CGI (non) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 384536 : Juris-Data n° 2015-020469*, commentaire..... **224 (11)**

Rémunérations versées aux mandataires sociaux non-salariés - Périmètre - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 388989*, commentaire par Jérôme CUBER..... **223 (11)**

Taxe sur les salaires : assujettissement des rémunérations des seuls dirigeants mentionnés à l'article L. 311-3 du Code de la sécurité sociale - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 388676*..... **act. 56 (4)**

CARACTÈRE DISCRIMINATOIRE

Article 14 de la CEDH et de l'article 1^{er} du premier protocole additionnel à cette convention - Non (le caractère discriminatoire d'une loi ne saurait résulter de l'absence de prise des mesures réglementaires nécessaires à son application) - *CE 9^e et 10^e ch., 20 juin 2016, n° 386146*, commentaire par Romain VICTOR..... **559 (42-43)**

CHAMP D'APPLICATION

Établissements publics sanitaires, sociaux et médico-sociaux - Rémunérations versées à leurs directeurs (oui) - *CE 10^e et 9^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 383452*, commentaire..... **66 (2)**

Rémunérations versées aux mandataires sociaux non-salariés - Périmètre, aperçu rapide par Anne-Laure BENOIST, Philippe BRETON..... 146 (11)

COMPLEXITÉ EXCESSIVE DE LA NORME

Méconnaissance de l'article 1^{er} du premier protocole additionnel à la Convention EDH - Non, la loi ayant fait l'objet d'une clarification suffisante dans un avis contentieux rendu par le Conseil d'État - *CE 9^e et 10^e ch., 20 juin 2016, n° 386146*, commentaire par Romain VICTOR..... 559 (42-43)

EXONÉRATIONS

Établissements d'enseignement supérieur - Association gérant à la fois des établissements d'enseignement supérieur et d'autres établissements - Exonération de la rémunération de l'ensemble des salariés des établissements d'enseignement supérieurs, quelle que soit leur fonction - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 mars 2016, n° 386911* : *Juris-Data n° 2016-004459*, commentaire..... 353 (22)

Rémunérations versées aux personnels mis à la disposition d'un établissement d'enseignement supérieur consulaire - Commentaires administratifs - *BOI-IS-CHAMP-50-10, 6 juill. 2016, § 760*..... act. 533 (38)

Rémunérations versées aux personnels mis à la disposition d'un établissement d'enseignement supérieur consulaire - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, À noter également..... 13 (1)

RAPPORT D'ASSUJETTISSEMENT

Exclusion des sommes ne correspondant pas à du chiffre d'affaires ou des recettes - *BOI-TPS-TS-20-30, 2 mars 2016, § 110*..... act. 161 (11)

Taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques**ASSIETTE**

Différence entre opérateurs possédant un réseau mobile et opérateurs de réseaux mobiles virtuels - Discrimination, en méconnaissance de l'article 14 de la Convention EDH et de l'article 1P1 et de l'article 110 du TFUE (non) - *CE 8^e et 3^e ch., 23 juin 2016, n° 392723*, commentaire..... 519 (39)

Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)**AIDES D'ÉTAT**

Conformité de la Tascom à la réglementation sur les aides d'État - *Cass. com., 7 juin 2016, n° 14-12.521, FS-P+B*, À noter également..... 649 (50)

Conformité à la réglementation communautaire sur les aides d'État (oui) - *CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 371910*, commentaire par Émilie BOKDAM-TOGNETTI..... 403 (27)

CESSATION OU CESSIION D'EXPLOITATION

Aménagement des conditions d'application - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, commentaire..... 131 (4)

FAITS GÉNÉRATEURS

Cessation ou cession d'exploitation - Commentaires administratifs - *BOI-TFP-TSC, 6 avr. 2016, § 27, 220, 230, 290 à 295, 340, 440, 460, 490 et 520*..... act. 249 (16)

MODALITÉS D'IMPOSITION

Exploitation incomplète dans l'année - Commentaires administratifs - *BOI-TFP-TSC, 6 avr. 2016, § 27, 220, 230, 290 à 295, 340, 440, 460, 490 et 520*..... act. 249 (16)

Taxe sur les surfaces de stationnement en Île-de-France**TARIFS**

Actualisation pour 2016 - *BOI-IF-AUT-50-20, 6 janv. 2016, § 200*..... act. 15 (2)

Taxe sur les transactions financières**TAXE SUR LES ACQUISITIONS DE TITRES DE CAPITAL**

Champ d'application - Sociétés émettrices des titres soumis à la taxe : liste pour l'année 2016 - *BOI-ANX-000467, 21 déc. 2015*..... act. 16 (2)

TERRITORIALITÉ DU DROIT

Confrontation, étude par Tarek AFANTROUSS..... 446 (30-35)

Taxe sur les véhicules de sociétés**CHAMP D'APPLICATION**

Associations loi de 1901 exerçant une activité lucrative (non) - *BOI-TFP-TVS-10-10, 4 mai 2016, § 50*..... act. 318 (21)

Assujettissement d'un EPIC exerçant à la fois des missions de nature administrative et commerciale - *CAA Paris 9^e ch., 12 mai 2016, n° 14PA01225* : *Juris-Data n° 2016-010092*, commentaire par Christelle ORIOLO..... 366 (23)

EXONÉRATIONS

Véhicules accessibles en fauteuil roulant - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, À noter également..... 128 (4)

Véhicules construits ou aménagés de manière à permettre leur conduite par une personne en fauteuil roulant - Tolérance administrative - *BOI-TFP-TVS-10-30, 6 juill. 2016, § 200*..... act. 459 (29)

Véhicules de démonstration - Inapplication aux véhicules prêtés aux journalistes à fin de promotion de ces véhicules - Principe général d'exonération des véhicules de démonstration (non) - *Cass. com., 6 sept. 2016, n° 15-15.305, F-D*, À noter également..... 589 (46)

Taxes environnementales**STATISTIQUES**

Proportion dans les recettes fiscales des États membres - Baisse entre 2004 et 2014..... act. 283 (17)

Téléprocédures**PROCÉDURE EDI-IR**

Date limite de dépôt des déclarations d'ensemble des revenus - Fixation au 7 juin 2016..... act. 281 (17)

PROCÉDURE EDI-TFDC

Campagne 2016 - *BOI-BIC-DECLA-30-60, 2 mars 2016*..... act. 183 (12)

Date limite de télétransmission des liasses de millésime 2015 - Report..... act. 132 (9)

Envoi des déclarations de résultats - Bénéfice exceptionnel du délai supplémentaire de 15 jours en 2016..... act. 280 (17)

SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES NON SOUMISE À L'IS

Déclaration n° 2072-S - Modalités déclaratives - Déclaration en ligne pour les sociétés de petite taille..... act. 229 (14)

Déclaration n° 2072-S et formulaire n° 2072-S-A1 - Campagne 2016..... act. 210 (13)

SOUSCRIPTION DES DÉCLARATIONS FISCALES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Allègement des obligations des entreprises - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire..... 15 (1)

Théorie du bilan

SUPPRESSION DES EFFETS

Tolérance de 5 % permettant la prise en compte des produits et charges sans lien avec l'activité professionnelle - Transformation en option - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire..... 17 (1)

Titres de participation

NOTION

Titres permettant d'exercer son activité dans des conditions privilégiées (oui) - *CE 3^e et 8^e ss-sect., 20 mai 2016, n° 392527*, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER, Olivier FOUQUET..... 391 (26)

Titrisation

RÉGIME FISCAL

Opérations de titrisation et fiscalité, étude par Jérôme BARRÉ..... 445 (30-35)

Tontine

ABUS DE DROIT

Conditions pour échapper à la qualification d'abus de droit, étude par Pierre CAMELO CASSAN..... 408 (28)

TRACFIN

ACTIVITÉ

Hausse continue en 2015..... act. 263 (16)

Traitements et salaires

ASSISTANTS MATERNELS

Abattement forfaitaire relative aux frais engagés dans l'intérêt de l'enfant - Actualisation des montants pour 2015 - *BOI-RSA-CHAMP-10-20-10, 18 mars 2016, § 310 et 500*..... act. 185 (12)

AVANTAGES EN NATURE

Assistants maternels - Repas fournis aux enfants - Actualisation des montants pour 2015 - *BOI-RSA-CHAMP-10-20-10, 18 mars 2016, § 310 et 500*..... act. 185 (12)

Chèques-vacances, titres restaurant - Actualisation des limites d'exonération - *BOI-RSA-CHAMP-20-50-30, 16 mars 2016, § 200 et 370*..... act. 201 (13)

Évaluation forfaitaire - Barème 2016 - *BOI-BAREME-000002, 11 mars 2016*..... act. 155 (11)

Logements attribués à des fonctionnaires - Évaluation - *BOI-RSA-BASE-20-20, 1^{er} août 2016, § 165, 167, 190 et 195*..... act. 497 (36)

CHAMP D'APPLICATION

Gain issu d'un « management package » - Requalification du gain en salaire (non) - *TA Paris 1^{re} sect., 1^{re} ch., 12 juill. 2016, n° 1431589/1-1 : Juris-Data n° 2016-024481*, commentaire par Tristan AUDOUARD, Jérémie JEAUSSEMERAND, Alexandre SEGRETAIN..... 608 (48)

Somme versée par un club de football à un joueur professionnel à l'occasion de son recrutement : traite-

ments et salaires (oui) - *CE 10^e et 9^e ch., 13 juin 2016, n° 384789*, À noter également..... 462 (36)

EXONÉRATIONS

Abaissement de la limite d'exonération des indemnités de cessation forcée des fonctions des dirigeants et mandataires sociaux salariés - *L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015*, commentaire..... 10 (1)

Primes d'impatriation (CGI, art. 81 B) - Application aux personnes recrutées directement à l'étranger par une entreprise établie en France (non) - *CAA Douai 2^e ch., 9 févr. 2016, n° 14DA01150 : Juris-Data n° 2016-002819*, commentaire par Jean-Marc GUYAU..... 219 (11)

FRAIS PROFESSIONNELS

Cotisations versées à titre obligatoire à l'ordre des sages-femmes - *Rép. min. fin., n° 81566 de M. Hervé Pellois : JOAN Q 19 avr. 2016, p. 3432*..... act. 270 (17)

Frais de voiture - Barème kilométrique pour 2015 - *BOI-BAREME-000001, 15 févr. 2016*..... act. 113 (9)

Frais réels - Frais de carburant - Évaluation forfaitaire pour 2015 - *BOI-BAREME-000003, 3 févr. 2016*..... act. 79 (6)

NIVEAU D'IMPOSITION

Comparaison au sein de l'OCDE, étude par Dominique PATUROT, Pascal SAINT-AMANS..... 190 (9)

NOTION

Brèves remarques sur l'ambiguïté fiscale du salariat, étude par Daniel GUTMANN..... 187 (9)

RETRAITES SERVIES SOUS FORME DE CAPITAL

Prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu (CGI, art. 163 bis, II) - Demande d'assujettissement dans le délai de réclamation (oui) - *CAA Lyon 5^e ch., 3 déc. 2015, n° 15LY00260 : Juris-Data n° 2015-031199*, commentaire par Virginie CHEVALIER-AUBERT..... 322 (20)

REVENUS EXONÉRÉS

Allocations diverses (ASPA, ASI, minimum vieillesse, majoration pour assistance d'une tierce personne, indemnité pour tuberculeux de guerre) - Actualisation des limites d'exonération - *BOI-RSA-PENS-10-10-10-20, 20 juill. 2016, § 30 à 70*..... act. 471 (30-35)

Application de l'exonération des gratifications versées aux stagiaires aux gratifications versées à compter du 12 juillet 2014 - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 394708*..... act. 102 (7-8)

Cadeaux de l'entreprise d'une valeur modique - Plafond d'exonération 2016 (161 €) - *BOI-RSA-CHAMP-20-30-10-10, 11 mars 2016, § 80*..... act. 154 (11)

Gratifications de stage - Application à compter du 12 avril 2014 - Calcul au prorata en cas d'entrée ou de fin de stage en cours d'année - *BOI-RSA-CHAMP-20-30-10-10, 11 mars 2016, § 200 et 205*..... act. 156 (11)

Gratifications de stage - Prorata en cas d'entrée ou de fin de stage en cours d'année (non) - *BOI-RSA-CHAMP-20-30-10-10, 21 avr. 2016, § 205*..... act. 269 (17)

Gratifications versées aux stagiaires - Exonération par la loi du 10 juillet 2014 (CGI, art. 81 bis) - Entrée en vigueur : gratifications versées à compter du 12 juillet 2014 - Date de la convention de stage sans incidence - *CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 394708 : Juris-Data n° 2016-002409*, commentaire par Benoît BOHNERT..... 264 (14)

Gratifications versées aux stagiaires - Exonération par la loi du 10 juillet 2014 (CGI, art. 81 bis) - Entrée en vigueur : gratifications versées à compter du 12 juillet 2014 - Conformité à la Constitution - *CE 8^e et 3^e ch., 16 juin 2016, n° 398034*, commentaire..... 593 (46)

Indemnité versée au titre des transports domicile-travail effectués en vélo - Aménagement - *L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015*, À noter également..... 96 (4)

Indemnité versée au titre des transports domicile-travail effectués en vélo - Réintégration au revenu brut imposable en cas d'option pour la déduction des frais réels - BOI-RSA-CHAMP-20-30-10-20, 26 mai 2016, § 398..... **act. 336 (22)**

Marins-pêcheurs expatriés - Fraction exonérée des rémunérations perçues en 2015 et 2016 - BOI-RSA-GEO-10-30-20, 13 janv. 2016, § 190 et 200..... **act. 43 (3)**

Nouvelle limite d'exonération des indemnités de cessation forcée des fonctions des dirigeants et mandataires sociaux salariés - Commentaires administratifs - BOI-RSA-CHAMP-20-40-20, 26 mai 2016, § 50, 120 et 170..... **act. 335 (22)**

Plafond d'exonération des indemnités de licenciement (CGI, art. 80 duodecies) - Absence de prise en compte des indemnités reçues dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi et de celles mentionnées à l'ancien article L. 122-14-4 du Code du travail - CAA Versailles 3^e ch., 17 nov. 2015, n° 15VE00451 : *Juris-Data* n° 2015-030424, commentaire par Bruno COUDERT..... **174 (7-8)**

Transferts de sommes, titres ou valeurs

OBLIGATIONS DÉCLARATIVES

Obligation de joindre des justificatifs pour les sommes supérieures à 50 000 € - Documents admis pour justifier la provenance des sommes - D. n° 2016-1663, 5 déc. 2016..... **act. 695 (50)**

Présomption de non déclaration en cas d'informations incorrectes ou incomplètes - Obligation de joindre des justificatifs pour les sommes supérieures à 50 000 € - Rehaussement de l'amende à 50 % des montants non déclarés - L. n° 2016-731, 3 juin 2016..... **act. 411 (26)**

Transparence fiscale

ENJEUX

La transparence fiscale : nouvelle contrainte ou opportunité ?, étude par Pierre ESCAUT..... **443 (30-35)**

Tribunal administratif

COMPÉTENCE EN PREMIER ET DERNIER RESSORT

Notion de litige en matière d'impôts locaux autres que la taxe professionnelle - Centimes additionnels à la contribution des patentes et taxe sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice d'une profession en vigueur en Polynésie française : impôts locaux (non) - Compétence des cours administratives d'appel (oui) - CE 10^e et 9^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 376073, commentaire..... **359 (22)**

CONTENU DE LA REQUÊTE

Moyens recevables - Contestation de l'imposition des revenus d'une année pour demander le report de l'excédent d'une réduction d'impôt acquise précédemment - CAA Paris 5^e ch., 7 avr. 2016, n° 12PA04303 : *Juris-Data* n° 2016-008111, À noter également..... **332 (20)**

INCIDENTS DE PROCÉDURE

Intervention de toute personne justifiant d'un intérêt suffisant eu égard à la nature et à l'objet du litige - Syndicat professionnel - CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2013, n° 377390 : *Juris-Data* n° 2015-026844, À noter également..... **152 (5)**

INSTRUCTION

Demande de délai supplémentaire pour produire un mémoire - Obligation du juge d'y faire droit (non) - Obligation de motiver son refus (non) - CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 383781 : *Juris-Data* n° 2016-019535, commentaire par Romain VICTOR..... **654 (50)**

INTRODUCTION DE L'INSTANCE

Délai - Décision implicite de rejet - Décision explicite ne mentionnant pas les voies et délais de recours - Contentieux fiscal, aperçu rapide par Sandra ROUGÉ-GUICHARD..... **694 (50)**

JUGEMENT

Inscription à l'audience malgré une demande de délai supplémentaire (oui) - Obligation de viser la demande de délai supplémentaire (non) - CE 8^e et 3^e ch., 19 sept. 2016, n° 383784, commentaire par Romain VICTOR..... **654 (50)**

Mentions obligatoires en cas de dispense de conclusions du rapporteur public - CE 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 381175 : *Juris-Data* n° 2016-007032, commentaire..... **423 (28)**

POUVOIRS ET DEVOIRS DU JUGE

Obligation d'inviter à régulariser (CJA, art. R. 612-1) - Portée - Régularisation effectuée par courrier électronique sans signature électronique ou sans utilisation de l'application Télérecours - Obligation de demander un courrier postal signé (oui) - CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 389521 : *Juris-Data* n° 2016-004850, commentaire..... **358 (22)**

QUALITÉ POUR AGIR

Introduction d'une requête au nom d'un contribuable - Obligation de justifier de sa qualité pour agir avant introduction de la requête - Possibilité de régulariser jusqu'à la clôture de l'instruction (oui) - Justification de la qualité pour agir à la date où le juge statue (oui) - CE 3^e et 8^e ss-sect., 25 nov. 2015, n° 380456 : *Juris-Data* n° 2015-026219, commentaire par Emmanuelle CORTOT-BOUCHER..... **149 (5)**

Tribunal de grande instance de Paris

TRENTE-DEUXIÈME CHAMBRE

Compétence nationale en matière économique et financière, étude par Jean-Michel HAYAT..... **495 (38)**

Trophée du Meilleur jeune fiscaliste

FINALISTES 2016

Trophée du meilleur jeune fiscaliste : les finalistes 2016..... **act. 353 (22)**

PALMARÈS 2016

Palmarès 2016 du Trophée du Meilleur jeune fiscaliste..... **act. 423 (26)**

QCM 2015

Trophée du Meilleur jeune fiscaliste : QCM 2015..... **act. 176 (11)**

Trusts

REGISTRE

Nouvelles conditions d'accessibilité - Ord. n° 2016-1635, 1^{er} déc. 2016..... **act. 678 (49)**

REGISTRE PUBLIC

Fixation des modalités de constitution et de consultation - D. n° 2016-567, 10 mai 2016..... **act. 306 (21)**

Inconstitutionnalité - Cons. const. déc., 21 oct. 2016, n° 2016-591 QPC : *Juris-Data* n° 2016-021357, commentaire par Stanislas PANNETIER, Michaël KHAYAT..... **620 (48)**

Inconstitutionnalité, aperçu rapide par Loïc PEYEN..... **662 (48)**

Mise en ligne..... **act. 457 (28)**

Suspension de la publication - CE référé, 22 juill. 2016, n° 400913..... **act. 506 (36)**

Usufruit

CONSTRUCTION PAR L'USUFRUITIER

Conséquences fiscales au terme de l'usufruit, étude par Pierre FERNOUX, Marc IWANESKO..... 60 (2)

Valeur locative des immeubles

ÉVALUATION

Valeur locative : les aires de stationnement et les parkings sont des fractions de propriété distinctes des bureaux - CE 8^e et 3^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 381911..... act. 120 (9)

ÉVALUATION PAR COMPARAISON

Fraction de propriété normalement destinée à une utilisation distincte - Notion - Aires de stationnement et parkings d'un immeuble de bureaux - CE 8^e et 3^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 381911 : *Juris-Data* n° 2016-003513, commentaire par Aurélie RALKOS, Benoît BOHNERT..... 338 (21)

Irrégularité en cas de terme de comparaison, direct ou indirect, détruit ou restructuré - Portée de la jurisprudence SCI PB 12 et Sté Ishtar - *Cons. const. déc.*, 2 mars 2016, n° 2015-525 QPC : *Juris-Data* n° 2016-003636, commentaire par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE..... 384 (25)

Obligation de communication au redevable des données pertinentes - Partie du procès-verbal des opérations de révision foncière correspondant au local-type - Extraits pertinents pour la contestation de la régularité du procès-verbal - CE 8^e et 3^e ss-sect., 14 oct. 2015, n° 373627, commentaire par Aurélie RALKOS, Benoît BOHNERT..... 209 (10)

IMMEUBLES DE BUREAUX

État des lieux et perspectives, étude par Jironi HARI-VEL, Gaëlle MENU-LEJEUNE..... 525 (40)

IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

Modalités d'évaluation de la valeur locative des immeubles de grande hauteur - CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 371972..... act. 54 (4)

Notion - CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 389732, commentaire par Betty TOULEMONT, Nathalie ESCAUT, Cécile ROULLEAU..... 254 (13)

IMMEUBLES INDUSTRIELS

Abattements - Immeubles affectés à des activités de recherche - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également..... 115 (4)

Abattements - Immeubles affectés à la recherche - Commentaires administratifs - BOI-IF-CFE-20-20-30, 6 juill. 2016, commentaire..... 451 (30-35)

Établissement industriel implanté sur un terrain évalué selon les règles applicables aux locaux commerciaux - CE 8^e et 3^e ch., 1 juin 2016, n° 382330, commentaire..... 465 (36)

LOCAUX COMMERCIAUX ET BIENS DIVERS (CGI, ART. 1498)

Obligation de saisir la commission communale des impôts directs en cas de modification de l'évaluation - Champ d'application - Modification consécutive à une contestation du contribuable (obligation de saisine : non) - CE 8^e et 3^e ch., 13 avr. 2016, n° 382054 : *Juris-Data* n° 2016-007215, commentaire par Nathalie ESCAUT, Aurélie RALKOS..... 430 (29)

LOCAUX PROFESSIONNELS

Révision - Obligations déclaratives des contribuables - Campagne déclarative 2016..... act. 133 (9)

MÉTHODE COMPTABLE

Immeubles industriels des entreprises ayant pour principale activité la location de ces biens - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également..... 114 (4)

MÉTHODES D'ÉVALUATION

Comparaison avec un immeuble complètement restructuré ou détruit - Loi de validation rétroactive des évaluations réalisées avant le 1^{er} janvier 2015 - Déclaration d'inconstitutionnalité, aperçu rapide par Julien THIRY..... 148 (11)

PIÈCE MANSARDÉE

Appréciation de la valeur locative cadastrale en présence de pièce mansardée - *Rép. min. fin.* n° 90586 à M. Marcel Rogemont : JOAN Q 19 avr. 2016, p. 3435..... act. 288 (18-19)

POSTES D'AMARRAGE DES PORTS DE PLAISANCE

Distinction entre ports de plaisance maritimes et non maritimes - BOI-IF-TFB-20-10-60-20, 26 avr. 2016, § 25..... act. 287 (18-19)

REVALORISATION FORFAITAIRE

Coefficients pour les valeurs locatives foncières servant de base aux impôts locaux 2016 - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, À noter également..... 113 (4)

RÉVISION

Locaux professionnels - Report et aménagement du dispositif - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire..... 109 (4)

Ventes d'immeubles

ACQUISITIONS D'IMMEUBLES RURAUX PAR LES FERMIERS

Droit de vente au taux réduit - Condition d'exploitation des immeubles pendant au moins deux ans par l'acquéreur - Prise en compte de la location immédiatement antérieure consentie audit preneur - BOI-ENR-DMTOI-10-70-30, 6 avr. 2016, § 225..... act. 275 (17)

DROITS D'ENREGISTREMENT

Faculté de relèvement du taux des droits de mutation à titre onéreux par les départements - Paris et Mayenne..... act. 38 (2)

Taux, abattements et exonérations à compter du 1^{er} juin 2016..... act. 383 (24)

1^o Exonérations : acquisition d'immeuble et octroi de prêt par les organismes de sécurité sociale (CGI, art. 1084) - 2^o Taux réduit : acquisitions immobilières effectuées par les établissements habilités à l'aide sociale (CGI, art. 1066) - BOI-ENR-DMTOI-10-90-10, 2 mars 2016, § 10 et 180..... act. 226 (14)

LOCAUX À USAGE DE BUREAUX EN ÎLE-DE-FRANCE

Création d'une taxe additionnelle aux droits de mutation (CGI, art. 1599 sexies) - L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015, commentaire..... 37 (1)

Taxe additionnelle aux droits de mutation (CGI, art. 1599 sexies) - Commentaires administratifs - BOI-ENR-DG-60-10-20, 6 avr. 2016, § 30 et 110..... act. 274 (17)

Vérification de comptabilité

COMPTABILITÉS INFORMATISÉES

Comptabilité informatisée : incidence du défaut de restitution des copies de fichiers - CE 8^e et 3^e ch., 7 déc. 2016, n° 384309..... act. 713 (50)

Impression sur papier des documents numériques - Documents comptables originaux dont l'empport

nécessite la demande écrite du contribuable (non) - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 1 juin 2016, n° 384892, commentaire.....	437 (29)	objets de la visite (boîte outlook) - Cass. com., 8 mars 2016, n° 14-26.929, F-P+B.....	act. 172 (11)
EMPORT DE DOCUMENTS COMPTABLES PAR L'ADMINISTRATION		PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL	
Impression sur papier d'une comptabilité informatisée - Nécessité d'une demande écrite du contribuable (non) - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 1 juin 2016, n° 384892, commentaire.....	437 (29)	Les pièces jointes à une correspondance d'avocat sont également couvertes par le secret professionnel - Cass. com., 6 déc. 2016, n° 15-14.554, F-P+B.....	act. 718 (51-52)
Irregularité de la vérification de comptabilité à défaut de restitution intégrale des documents emportés par le vérificateur - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 23 nov. 2016, n° 392894.....	act. 673 (48)	RÉGULARITÉ DE LA VISITE	
GARANTIES DES CONTRIBUABLES		Visite domiciliaire (LPF, art. L. 16 B) : office du juge, bénéfice d'un interprète et absence de l'immeuble mentionné dans l'ordonnance - Cass. com., 4 oct. 2016, n° 15-10.775.....	
Recours à l'interlocuteur départemental - Déroulement de l'entretien - Présence du supérieur hiérarchique du vérificateur - Circonstance n'entachant pas à elle seule la procédure d'irrégularité - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 6 juill. 2016, n° 390033, commentaire.....	562 (42-43)	act. 592 (41)	
Vérification de comptabilité : absence d'obligation d'informer le contribuable de chaque intervention - CE 9 ^e et 10 ^e ch., 16 nov. 2016, n° 385740.....	act. 659 (47)	Voiture de collection	
LIEU		DÉFINITION FISCALE	
Activité individuelle ayant pris fin - Cession de la clientèle à une société d'exercice libéral - Comptabilité détenue dans les locaux de la société - Contribuable regardé comme ayant finalement accepté ce lieu (régularité de la vérification : oui) - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016, n° 388369, commentaire par Benoit BOHNERT.....	485 (37)	Réflexions, étude par Julia de PINGON, Wanda HANNECART-WEYTH.....	
Locaux de l'entreprise sauf si l'Administration et l'entreprise en conviennent autrement - Entreprise ne disposant plus de locaux en France : obligation de l'entreprise de proposer un lieu, en principe en France, pour la vérification - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 379626 : Juris-Data n° 2016-005166, commentaire par Frédéric ALADJIDI, Maxime BUCHET.....	356 (22)	217 (11)	
Modalités de vérification de comptabilité d'une entreprise n'ayant plus ni activité ni bien en France - CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 379626.....	act. 193 (12)	Zone économique exclusive	
PROCÉDURE DE RÉGULARISATION (LPF, ART. L. 62)		IMPÔTS LOCAUX	
Application aux associés d'une société de personnes - Sommes déclarées à tort à l'impôt sur les sociétés, imposables au nom des associés - Associés ayant déposé leur déclaration d'impôt sur le revenu : possibilité de régulariser une déclaration de BIC (oui) - CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 383135 : Juris-Data n° 2016-008767, commentaire.....	406 (27)	Exonération - Ord. n° 2016-1687, 8 déc. 2016.....	
Possibilité de régularisation de la déclaration d'IR par les associés d'une SCI ayant déclaré des sommes à tort à l'IS - CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 383135.....	act. 301 (20)	act. 696 (50)	
SECRET PROFESSIONNEL		Zones	
Vérification de comptabilité d'un avocat : l'Administration peut demander des informations sur la domiciliation des clients - CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 387466.....	act. 300 (20)	ZONES FRANCHES URBAINES	
Visite et saisie domiciliaire (LPF, art. L. 16 B)		Condition tenant à l'emploi d'au moins un salarié sédentaire à temps plein, ou équivalent, exerçant ses fonctions dans les locaux affectés à l'activité - Cumul des temps de travail de deux ou plusieurs salariés : cumul possible seulement si l'activité de chacun des salariés est sédentaire (oui) - CAA Lyon 5 ^e ch., 31 mars 2016, n° 14LY00566 : Juris-Data n° 2016-015709, commentaire.....	
ANNULATION		480 (37)	
Un document saisi au cours d'une visite domiciliaire ultérieurement annulée ne peut servir à établir une imposition - CE 8 ^e et 3 ^e ch., 23 nov. 2016, n° 387485.....		act. 480 (37)	
DOCUMENTS SAISSISSABLES		ZONES DE REVITALISATION RURALE (ZRR)	
L'Administration peut saisir des documents indivisibles dès lors qu'ils contiennent en partie des contenus		Avantages fiscaux - Prorogation et aménagement - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire.....	
		132 (4)	
		Exonération d'impôt sur les bénéfices (CGI, art. 44 quinquies) - Commentaires administratifs - BOI-BIC-CHAMP-80-10-70-20, 6 juill. 2016, commentaire.....	
		521 (39)	
		Périmètre - Modification des critères de classement des communes - L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015, commentaire.....	
		132 (4)	
		Transfert d'activité - Transfert d'une activité éligible au régime ancien dans une zone éligible au régime nouveau - Bénéfice du nouveau régime (non) ; maintien de l'ancien régime (oui) - Rép. min. n° 97878 à M ^{me} Gisèle Biémouret : JOAN Q 25 oct. 2016, p. 8898.....	
		act. 643 (46)	
		ZONES FRANCHES URBAINES (ZFU)	
		Exonérations - Cotisation foncière des entreprises - Plafonds - Actualisation pour 2016 - BOI-IF-CFE-10-30-50-10, 6 janv. 2016, § 1 et 440.....	
		act. 44 (3)	
		Exonérations - Cotisation foncière des entreprises - Plafonds - Actualisation pour 2017 - BOI-IF-CFE-10-30-50-50, 5 oct. 2016, § 1 et 710.....	
		act. 583 (41)	
		ZONES URBAINES SENSIBLES (ZUS)	
		Exonérations - Cotisation foncière des entreprises - Plafonds - Actualisation pour 2016 - BOI-IF-CFE-10-30-50-50, 6 janv. 2016, § 1 et 710.....	
		act. 44 (3)	
		Exonérations - Cotisation foncière des entreprises - Plafonds - Actualisation pour 2017 - BOI-IF-CFE-10-30-50-10, 5 oct. 2016, § 1 et 440.....	
		act. 583 (41)	

Table des études, aperçus rapides et chroniques

Table des études, aperçus rapides et chroniques

Abus de droit

- **Articulation de la procédure d'abus de droit et des clauses anti-abus**, par Florence DEBOISSY, *étude*..... 632 (49)

Acte anormal de gestion

- **Financement par emprunt d'un rachat d'actions suivi de leur annulation : une décision du Conseil d'État en demi-teinte**, par Hervé KRUGER, *aperçu rapide*..... 199 (13)

Allemagne

- **Allemagne : chronique de l'année 2015**, par Annett KENK, François HELLIO, *étude*..... 198 (9)

Belgique

- **Benelux : chronique de l'année 2015**, par Cécile HENLÉ, Jean MEEÛS, Imme KAM, *étude*..... 200 (9)

Bénéfices industriels et commerciaux

- **Nouvel éclairage sur la notion d'erreur comptable délibérée : la carence n'est pas un acte de volonté**, par Amaury de CARLAN, *aperçu rapide*..... 264 (17)
- **La théorie du risque manifestement excessif : le glas a sonné !**, par Marien SERAILLE, Philippe DURAND, *aperçu rapide*..... 489 (36)

Brexit

- **Les conséquences fiscales du « Brexit »**, par Guglielmo MAISTO, Jacques MALHERBE, *aperçu rapide*..... 458 (29)

Chroniques

- **Fiscalité financière**, par Claire ACARD, *étude*..... 73 (3)
- **Fiscalité des personnes : chronique de l'année 2015**, par Bernard CASTAGNÈDE, *étude*..... 191 (9)
- **États-Unis : chronique de l'année 2015**, par Édouard MILHAC, Céline PASQUIER, *étude*..... 197 (9)
- **L'Amérique latine poursuit sa modernisation fiscale**, par Victoria ALVAREZ, *étude*..... 201 (9)
- **Fiscalité des cessions indirectes d'actifs situés en Chine**, par Guo MIN, *étude*..... 202 (9)
- **Suisse : chronique de l'année 2015**, par Rébecca DORASAMY, Jean-Blaise ECKERT, *étude*..... 203 (9)
- **Douanes : chronique de l'année 2015**, par Clément BASCOUL, Stéphane CHASSELOUP, Vanessa STOREY, Brigitte LABOU, Arnaud MORAINÉ, Alicia BOISSIÈRE, *étude*..... 204 (9)
- **Comptabilité et fiscalité : retour sur l'année 2015**, par Anne COLMET DAÂGE, Mathieu FERRÉ, *étude*..... 409 (28)
- **Fiscalité financière (1^{re} partie)**, par Claire ACARD, *étude*..... 477 (37)
- **Fiscalité financière (2^e partie)**, par Claire ACARD, *étude*..... 509 (38)

Colloques

- **Propos introductifs**, par Jean-Claude MARIN, *étude*..... 489 (38)
- **Allocution d'ouverture**, par Didier GUÉRIN, *étude*..... 490 (38)
- **Rapport de synthèse**, par Ludovic AYRAULT, *étude*..... 508 (38)
- **Propos introductifs**, par Florence DEBOISSY, *étude*..... 624 (49)
- **Table ronde sur les distributions au sein des groupes**, par Maxime GAUTHIER, Laurent OLLÉON, Marie-Christine BRUN, Gilles BACHELIER, Édouard MARCUS, *étude*..... 628 (49)

- **Table ronde sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales**, par Olivier SIVIEUDE, Laurent OLLÉON, Édouard MARCUS, Marie-Christine BRUN, Maxime GAUTHIER, *étude*..... 633 (49)

Commission des infractions fiscales

- **Le rôle de la Commission des infractions fiscales**, par Monique LIÉBERT-CHAMPAGNE, *étude*..... 497 (38)

Constitution

- **Constitutionnalité du délit de fraude fiscale : vers une nouvelle échelle de sanctions ?**, par Nicolas JACQUOT, Paul MISPELON, *aperçu rapide*..... 214 (14)
- **Discrimination à rebours : le droit interne à l'épreuve du droit de l'Union européenne - À propos de Cons. const., 3 févr. 2016, n° 2015-520 QPC, Sté Metro Holding**, par Gauthier BLANLUET, *étude*..... 233 (12)
- **La question prioritaire de constitutionnalité devant le Conseil d'État**, par Vincent DAUMAS, *étude*..... 505 (38)
- **La QPC devant la chambre criminelle de la Cour de cassation**, par Élisabeth PICHON, *étude*..... 506 (38)

Contribution de 3 % au titre des montants distribués

- **La contribution de 3 % sur les revenus distribués : chronique d'une disparition annoncée ?**, par Charles MÉNARD, *étude*..... 626 (49)

Convention européenne des droits de l'homme

- **La portée de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme en matière fiscale**, par Daniel GUTMANN, *étude*..... 501 (38)

Crédits d'impôt

- **Le crédit d'impôt compétitivité emploi, entre fausse complexité et véritable utilité**, par Christophe VEZINHET, Grégory BENTEUX, *étude*..... 189 (9)

Dossier

- **Management packages et autres outils d'accès au capital des dirigeants et salariés**, par Jérémie JEAUSSERAND, Tristan AUDOUARD, *étude*..... 188 (9)

Droit constitutionnel fiscal

- **Droit constitutionnel fiscal : chronique de l'année 2015**, par Marc PELLETIER, *étude*..... 208 (10)

Droit de l'Union européenne

- **Revenus réputés distribués et retenue à la source dans un contexte communautaire : Rien A Signaler ou Rappels A Supprimer ?**, par Laurent LECLERCQ, James du PASQUIER, *étude*..... 61 (2)
- **Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (sept./déc. 2015)**, par Olivier PEIFFERT, Ludovic BERNARDEAU, Frédéric SCHMIED, *étude*..... 74 (3)
- **La Commission européenne publie un « paquet sur la lutte contre l'évasion fiscale »**, par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE, *étude*..... 137 (5)
- **Droit de l'Union européenne : chronique de l'année 2015**, par Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE, *étude*..... 195 (9)
- **Affaire SECIL ou l'applicabilité des accords Euromed à la fiscalité**, par Jérôme ARDOUIN, Flora SICARD, *aperçu rapide*..... 266 (17)

Table des études, aperçus rapides et chroniques

• Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (janv./mars 2016) , par Olivier PEIFFERT, Frédéric SCHMIED, Ludovic BERNARDEAU, <i>étude</i>	290 (16)
• Contributions sociales et libre circulation des capitaux - Après l'arrêt de Ruyter, quel sort pour les affiliés à un régime de sécurité sociale hors UE ? , par Guillaume BOULET, Carine DELEU, <i>aperçu rapide</i>	385 (25)
• Adoption formelle de la directive anti-évasion fiscale : premier aperçu , par Valentin LEROY, Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE, <i>étude</i>	424 (29)
• Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (avr./juin 2016) , par Ludovic BERNARDEAU, Olivier PEIFFERT, Frédéric SCHMIED, <i>étude</i>	438 (30-35)
• L'extension des régimes fiscaux européens aux situations originellement exclues de leur champ : vers l'élimination des discriminations européennes par le principe constitutionnel d'égalité corrélative ? , par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE, <i>étude</i>	475 (37)
• Les États-Unis au secours de leurs multinationales , par Jacques MALHERBE, <i>aperçu rapide</i>	516 (37)
• Refus de reconnaissance d'une clause de la nation la plus favorisée : la CJUE persiste et signe , par Louis NAYBERG, <i>aperçu rapide</i>	543 (39)
• Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (juill./sept. 2016) , par Frédéric SCHMIED, Ludovic BERNARDEAU, Olivier PEIFFERT, <i>étude</i>	555 (42-43)
• Directive mère-fille, « fairness tax » belge et contribution de 3 % sur les montants distribués , par Philippe DEROUIN, <i>aperçu rapide</i>	650 (47)
Droit fiscal européen des droits de l'homme	
• Droit fiscal européen des droits de l'homme : chronique de l'année 2015 , par Ludovic AYRAULT, <i>étude</i>	206 (9)
Droit pénal fiscal	
• Droit pénal fiscal , par Renaud SALOMON, <i>étude</i>	142 (5)
• La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (2^e volet) - Un abus de droit peut-il être constitutif d'une fraude fiscale ? , par Guillaume EXERJEAN, Nicolas GENESTIER, Claire ACARD, <i>étude</i>	207 (10)
• La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (3^e volet) - Étude de structures en matière de fiscalité financière , par Guillaume EXERJEAN, Claire ACARD, Nicolas GENESTIER, <i>étude</i>	249 (13)
• Droit pénal fiscal , par Renaud SALOMON, <i>étude</i>	321 (20) 439 (30-35)
• Les parquets de droit commun (TGI et JIRS) , par Brice ROBIN, <i>étude</i>	493 (38)
• Le particularisme de la procédure devant le juge pénal , par Renaud SALOMON, <i>étude</i>	500 (38)
• La mise à l'écart du principe non bis in idem en matière fiscale , par Stéphane DETRAZ, <i>étude</i>	502 (38)
• L'indépendance des contentieux pénal et fiscal , par Ludovic AYRAULT, <i>étude</i>	503 (38)
• Les conséquences de l'indépendance des contentieux pénal et fiscal pour l'autorité judiciaire , par Dominique GAILLARDOT, <i>étude</i>	504 (38)
• Droit pénal fiscal , par Renaud SALOMON, <i>étude</i>	576 (45)
Enregistrement	
• Construction par l'usufruitier : quelles conséquences fiscales au terme de l'usufruit ? , par Marc IWANESKO, Pierre FERNOUX, <i>étude</i>	60 (2)
Évasion fiscale	
• Présentation de la pratique fiscale abusive des grands groupes , par Alice FOURNIER, Alexandre LAUMONIER, <i>étude</i>	629 (49)
• La réaction de l'Union européenne : le « paquet de mesures contre l'évasion fiscale » , par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE, <i>étude</i>	631 (49)
FATCA/CRS	
• De FATCA au CRS : les enjeux pour les groupes non financiers , par Maud PONCELET, <i>étude</i>	444 (30-35)
Fiscalité des entreprises	
• La connexion comptabilité-fiscalité : comment suivre le fil d'Ariane ? - Petit inventaire illustré , par Claude LOPATER, Olivier FOUQUET, <i>étude</i>	153 (6)
• Fiscalité des entreprises : chronique de l'année 2015 , par Lionel LENCZNER, <i>étude</i>	192 (9)
• Coopératives : un eldorado fiscal ? , par Lise CHATAIN-AUTAJON, <i>étude</i>	261 (14)
• Acte anormal de gestion : de quelques considérations sur l'abandon du critère du « risque excessif » - Réflexions à propos de l'arrêt CE, sect., 13 juill. 2016, n° 375801, SA Monte Paschi Banque , par Anne-Charlène BEZZINA, <i>étude</i>	598 (47)
• Les réductions de capital non motivées par des pertes , par Philippe OUDENOT, <i>étude</i>	642 (50)
• Instruments financiers et opérations de couverture : quelles conséquences fiscales des nouvelles règles comptables ? , par Claire ACARD, Anne-Lyse BLANDIN, <i>étude</i>	643 (50)
Fiscalité des personnes	
• Revenus fonciers : synthèse de la jurisprudence rendue en 2013-2015 , par Pierre-Yves DI MALTA, <i>étude</i>	72 (3)
• Holding animatrice : débat persistant quant aux moyens de preuve , par Melissa LONCAREVIC, Thibaud BOUCHARLAT, <i>aperçu rapide</i>	145 (11)
• L'apport de titres en report d'imposition : la neutralité perdue ? , par Bertrand MICHAUD, Éric CHARTIER, <i>étude</i>	320 (20)
Fiscalité du patrimoine	
• Fiscalité du patrimoine : chronique de l'année 2015 , par Renaud MORTIER, Laurent GUILMOIS, Jean-François DESBUQUOIS, <i>étude</i>	194 (9)
Fiscalité financière	
• Propos introductifs , par Virginie LOUVEL-LOREAL, <i>étude</i>	441 (30-35)
• Synthèse des débats , par Philippe DURAND, <i>étude</i>	448 (30-35)
Fiscalité internationale	
• Imputation des crédits d'impôts étrangers par les entreprises : deuxième manche pour le fisc , par Philippe DEROUIN, <i>aperçu rapide</i>	1 (2)
• Mise en oeuvre du projet BEPS : le moment de vérité approche , par Grégory ABATE, <i>étude</i>	138 (5)
• Le projet BEPS et la lutte contre la sous-capitalisation , par Margot JANOT, Alexandre MAITROT DE LA MOTTE, <i>étude</i>	139 (5)
• L'imposition des salariés en situation de mobilité internationale : réflexions sur la clause dite des missions temporaires sous l'angle de la notion d'employeur , par Ann ATCHADE, Jérôme GBAYA, Jérôme Nirmal THOMAS, <i>étude</i>	154 (6)
• Fiscalité internationale : chronique de l'année 2015 , par Emmanuel DINH, <i>étude</i>	196 (9)
• Belgique : la nouvelle « taxe de spéculation » sur certaines plus-values mobilières des personnes physiques , par Jacques MALHERBE, Bruno COLMANT, <i>étude</i>	262 (14)

Table des études, aperçus rapides et chroniques

• Distributions transfrontalières de dividendes : comment faire coexister les jurisprudences française et européenne ?, par Siamak MOSTAFAVI, Nicolas ANDRÉ, <i>étude</i>	289 (16)
• Notion de siège de direction : une décision insatisfaisante, par Franck LE MENTEC, <i>aperçu rapide</i>	297 (20)
• Le projet BEPS : contexte, contenu et perspectives, par Alexandre LAUMONIER, <i>étude</i>	298 (17)
• Les pays en développement face au BEPS : défis et engagement, par Julien JARRIGE, <i>étude</i>	361 (23)
• Les établissements stables après BEPS : du déjà-vu en France ?, par Stéphane GELIN, Serge LAMBERT, <i>étude</i>	381 (25)
• Régime des ETNC et clause de sauvegarde de l'article 145, 6, d du CGI - Des commentaires administratifs discutables, mais une possible clause de « grand-père » ?, par Antoine MORTEROL, <i>aperçu rapide</i>	490 (36)
• À la recherche de l'élimination de la double imposition sur les flux internationaux, par Noémie BASTIEN, Mirouna VERBAN, Charles DALARUN, <i>étude</i>	536 (41)
• OCDE : la mise en oeuvre des mesures conventionnelles issues du projet BEPS par la création d'un instrument multilatéral, par Caroline SILBERZTEIN, Jean-Baptiste TRISTRAM, <i>étude</i>	553 (42-43)
• Facturation de prestations de services à des sociétés indiennes : peut-on éviter la retenue à la source ?, par Benoît GRANEL, Caroline SILBERZTEIN, <i>aperçu rapide</i>	597 (42-43)
• Développements récents en fiscalité néerlandaise, par Bernard VAN GERREVINK, <i>aperçu rapide</i>	598 (42-43)
• Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales : le rôle du Forum mondial de l'OCDE et l'exemple des pays nordiques, par Torsten FENSBY, Per Olav GJESTI, <i>étude</i>	605 (48)
• Suisse : non-déductibilité des amendes infligées pour violation des règles européennes de concurrence, sauf si..., par Ludovic BERNARDEAU, <i>aperçu rapide</i>	618 (45)
• La société civile immobilière française et la fiscalité belge : revirement de jurisprudence en Belgique, par Jacques MALHERBE, <i>aperçu rapide</i>	619 (45)
• L'obligation fiscale limitée et illimitée en fiscalité internationale, par Simon BERNARD, <i>étude</i>	659 (51-52)
Fraude fiscale	
• La constitutionnalité du délit de fraude fiscale bientôt mise à nue ?, par Nicolas JACQUOT, Paul MISPELON, <i>aperçu rapide</i>	41 (3)
• L'action de l'administration fiscale française en matière de pénalisation de la fraude fiscale, par Olivier SIVIEUDE, <i>étude</i>	496 (38)
Généralités	
• La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (1 ^{er} volet) - Les enjeux de la pénalisation en matière fiscale, par Claire ACARD, Nicolas GENESTIER, Guillaume EXERJEAN, <i>étude</i>	172 (7-8)
• Le droit souple : quel avenir fiscal ?, par Olivier FOUQUET, <i>étude</i>	297 (17)
• Théorie générale des dépenses socio-fiscales et propositions de refonte du système français des « niches » fiscales, par Éric PICHET, <i>étude</i>	457 (36)
• Le savoir-faire : le parent pauvre des incorporels ?, par Alexandra LORAN, Hubert CHRISTOPHE, <i>étude</i>	524 (40)
• L'évaluation des entreprises (1 ^{er} volet) - L'utilité des évaluations et le concept de valeur. Les méthodes de valorisation, par Claude DANTCHEFF, Ivan DANTCHEFF, <i>étude</i>	583 (46)
• Le juge fiscal et les questions préalables entachées d'extranéité - À propos de trois décisions récentes du juge fiscal, par Estelle FOHRER-DEDEURWAERDER, <i>étude</i>	604 (48)
Groupes de sociétés	
• Le système d'intégration à la française face aux exemples étrangers, par Pierre-Henri DURAND, Yves RUTSCHMANN, <i>étude</i>	511 (39)
• La jurisprudence de la CJUE en matière d'intégration fiscale et sa réception par le juge administratif français, par Émilie BOKDAM-TOGNETTI, <i>étude</i>	512 (39)
• Les fragilités du régime français d'intégration fiscale au regard de la jurisprudence de la CJUE, par Nicolas de BOYNES, <i>étude</i>	513 (39)
• Les distributions au sein des groupes intégrés, par Laurent LECLERCQ, <i>étude</i>	625 (49)
Impôt sur le revenu	
• L'offre promotionnelle de bienvenue accordée par les banques est-elle exonérée d'impôt sur le revenu ?, par Caroline BENHAMOU, <i>aperçu rapide</i>	714 (51-52)
Impôt sur les sociétés	
• Dispositif anti-abus et poursuite d'un but principalement fiscal - À propos de Cons. const., n° 2015-726 DC, 29 déc. 2015, par Olivier FOUQUET, <i>aperçu rapide</i>	50 (4)
• Commentaires administratifs définitifs sur l'intégration fiscale horizontale, par Patrick FUMENIER, <i>aperçu rapide</i>	178 (12)
• La nouvelle clause anti-abus du régime des sociétés mères : critique de la décision du Conseil constitutionnel et opportunité d'une saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, par Julien GAYRAL, Yann AGUILA, Yves RUTSCHMANN, <i>étude</i>	248 (13)
• Société holding et clause anti-abus : le régime mère-fille est-il réservé aux entreprises ?, par Florence DEBOISSY, <i>étude</i>	287 (16)
• Le régime mère-fille : un régime d'exonération à la faveur d'un actionariat stable - À propos de la jurisprudence récente du Conseil d'État et du Conseil constitutionnel, par Tarek AFANTROUSS, Maud PONCELET, <i>étude</i>	308 (18-19)
• Contribution de 3 % : inconstitutionnalité de l'exonération des distributions au sein des seuls groupes fiscalement intégrés, par Marc PELLETIER, Philippe DEROUIN, <i>aperçu rapide</i>	567 (40)
Impôts locaux	
• Taxe foncière et évaluation des immeubles à usage de bureaux : quoi de neuf dans les tiroirs ?, par Gaëlle MENU-LEJEUNE, Jironi HARIVEL, avocatÉtude, <i>étude</i>	525 (40)
Juridiction administrative	
• Le juge administratif de l'impôt, par Jean COURTIAL, <i>étude</i>	491 (38)
• Les divergences de jurisprudence entre juge administratif et juge judiciaire de l'impôt, par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE, <i>étude</i>	499 (38)
Juridiction judiciaire	
• Le juge judiciaire de l'impôt, par Thierry GAUTHIER, <i>étude</i>	492 (38)
Lexis Pratique Fiscal	
• Publication de la première édition du Lexis® Pratique Fiscal, par Caroline SORDET, Thomas JACQUEMONT, <i>aperçu rapide</i>	577 (41)

Location en meublé

- **Location meublée : l'adoption de la « commercialité fiscale », une réforme nécessaire**, par Pierre FERNOUX, *étude*..... 387 (26)

OCDE

- **BEPS : vœu pieux ou réalité juridique ? - Remarques relatives à l'action 5**, par Camille STOFATI, Édith GUEYE, David MARTIN, Mohamed AMINE BENAOUA, Édouard MOUROT, *étude*..... 442 (30-35)
- **La réaction de l'OCDE face à l'évasion et la fraude fiscales : le plan d'action BEPS**, par Éric LESPRIT, *étude*..... 630 (49)

Octroi de mer

- **L'octroi de mer, un impôt en sursis ?**, par Marie-Joseph AGLAË, *étude*..... 564 (44)

Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales

- **L'action de la police judiciaire dans la lutte contre la fraude fiscale complexe : l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales**, par Olivier LEJEUNE, Thomas de RICOLFIS, *étude*..... 498 (38)

Parquet national financier

- **Le parquet national financier**, par Éliane HOULETTE, *étude*..... 494 (38)

Plus-values

- **Report d'imposition de l'article 150-0 B ter : quoi de neuf depuis le 2 juillet 2015 ?**, par Bernard GUILLOT DE SUDUIRAUT, Béatrix ZILBERSTEIN, *aperçu rapide*..... 177 (12)
- **Apports de titres (CGI, art. 150-0 B ter) : un report d'imposition automatique... mais pas obligatoire - À propos de BOI-RPPM-PVBM-30-10-60, 4 mars 2016 et de Cons. const., 29 déc. 2012, n° 2012-661 DC, 3° LFR pour 2012**, par Rémi KIEFFER, *étude*..... 307 (18-19)

Plus-values immobilières

- **Exonération des plus-values de cession de l'habitation principale ou de la résidence secondaire : l'exclusion des non-résidents est-elle contraire aux engagements internationaux de la France ?**, par Aurélien MALLARET, *étude*..... 234 (12)

Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux

- **Report d'imposition et directive fusion : quel juge pour la discrimination par ricochet ? - À propos de CE, ass., 31 mai 2016, n° 393881, M. Jacob**, par Stéphane AUSTRY, Daniel GUTMANN, *étude*..... 476 (37)

Politique fiscale et budgétaire

- **Lois de finances : stabilité des politiques fiscale et budgétaire et contrôle du solde structurel**, par Éric PICHET, *étude*..... 1 (1)

Procédures fiscales

- **La discrimination à rebours franco-européenne sanctionnée - À propos de Cons. const., 3 févr. 2016, Sté Metro Holding**, par Olivier FOUQUET, *aperçu rapide*..... 74 (6)
- **Pénalité pour activité occulte : l'existence d'une imposition à l'étranger enfin prise en compte**, par Gabriel TAR, Catherine CASSAN, *aperçu rapide*..... 98 (7-8)
- **L'arbre du fichier des écritures comptables ne doit pas cacher la forêt du contrôle fiscal informatisé**, par Pascal SEGUIN, *étude*..... 140 (5)

- **Les lois de validation à l'épreuve du réalisme constitutionnel**, par Olivier FOUQUET, *aperçu rapide*..... 147 (11)
- **Inconstitutionnalité de la validation rétroactive des évaluations par comparaison à un local détruit ou restructuré - À propos de Cons. const., 2 mars 2016, n° 2015-525 QPC**, par Julien THIRY, *aperçu rapide*..... 148 (11)
- **Transformation, consolidation sauvage et abus de droit - Les apports de l'arrêt SNC Distribution Leader Price du 15 février 2016**, par Florence DEBOISSY, *aperçu rapide*..... 149 (11)
- **Abus de droit et imputation des déficits : pas de double ration d'abus ! - À propos de CAA Versailles, 10 déc. 2015, Sté France Telecom**, par Arnaud TAILFER, Régis TORLET, *aperçu rapide*..... 150 (11)
- **Pas de délai supplémentaire de réclamation en cas de rectification de taxe foncière !**, par Betty TOULEMONT, Aleksandar NIKOLIC, *aperçu rapide*..... 179 (12)
- **Procédures fiscales : chronique de l'année 2015**, par Emmanuel de CROUY-CHANEL, *étude*..... 205 (9)
- **Intégration fiscale horizontale : quelle action pour le passé ?**, par Roland SCHNEIDER, *aperçu rapide*..... 232 (15)
- **La réouverture du délai de réclamation, en application de l'article L. 190 du LPF, en question(s) - À propos de CE, 21 janv. 2016, Sté Axa**, par Ludovic BERNARDEAU, *aperçu rapide*..... 284 (18-19)
- **Affaire Metro Holding : le principe constitutionnel d'égalité devant l'impôt au secours de la jurisprudence Leur Bloem**, par Philippe DURAND, Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE, *étude*..... 309 (18-19)
- **QP et QPC : qui pour s'en occuper ? C'est...!**, par Nicolas JACQUOT, Paul MISPELON, *aperçu rapide*..... 354 (23)
- **Une décision AFEP peut en cacher une autre...!**, par Stéphane AUSTRY, Gauthier BLANLUET, *aperçu rapide*..... 386 (25)
- **Du bon usage de la roulette russe dans le contrat de société : tontine, aléa et abus de droit**, par Pierre CAMELO CASSAN, *étude*..... 408 (28)
- **QPC sur le cumul des sanctions pénales et fiscales : une décision sans gravité ?**, par Nicolas JACQUOT, Paul MISPELON, *aperçu rapide*..... 409 (26)
- **La notion d'activité occulte au sens des articles L. 169 du LPF et 1728 du CGI**, par Catherine CASSAN, *aperçu rapide*..... 442 (28)
- **De quelques conséquences (inattendues) des décisions Alec W. et Jérôme C.**, par Marc PELLETIER, *aperçu rapide*..... 466 (30-35)
- **Article L. 80 A du LPF et poursuites pénales pour fraude fiscale suite aux décisions du Conseil constitutionnel sur le cumul des sanctions**, par Pascal SCHIELE, *aperçu rapide*..... 531 (38)
- **Invalidité des réserves françaises au principe non bis in idem (Convention EDH, art. 4, prot. 7) : et si les juges nationaux n'attendaient pas la Cour de Strasbourg ?**, par Jules LEPOUTRE, *étude*..... 537 (41)
- **La loyauté : un principe qui nous manque ?**, par Martin COLLET, *étude*..... 554 (42-43)
- **Contrôle fiscal des comptabilités informatisées : aspects juridiques et contentieux**, par Bruno SIBILLI, *étude*..... 606 (48)
- **La remise en cause des actes de dégrèvement par l'administration fiscale**, par Sandra ROUGÉ-GUICHARD, *étude*..... 607 (48)
- **Le registre public des trusts et la vie privée des contribuables**, par Loïc PEYEN, *aperçu rapide*..... 662 (48)
- **Délais de recours et décisions de rejet : la précieuse mise au point du Conseil d'État**, par Sandra ROUGÉ-GUICHARD, *aperçu rapide*..... 694 (50)

Projets

- **Article 4 du projet de loi de finances pour 2017 : requiem pour l'article L. 64 du LPF ?**, par Jérôme ARDOUIN, *étude*..... 601 (47)

Table des études, aperçus rapides et chroniques

Question prioritaire de constitutionnalité

- La question prioritaire de constitutionnalité en matière fiscale devant la chambre commerciale de la Cour de cassation, par Philippe MOLLARD, *étude*..... 507 (38)

Régimes particuliers

- Critères de lucrativité : regards critiques et perspectives, par Régis VABRES, *étude*..... 380 (25)
- La société de libre partenariat : analyse d'un traitement fiscal paradoxal, par Caroline BENHAMOU, *aperçu rapide*..... 651 (47)

Retenue à la source

- Retenues à la source et crédits d'impôt : actualités et perspectives, par Philippe OUDENOT, *étude*..... 627 (49)

Royaume-Uni

- Royaume-Uni : chronique de l'année 2015, par Franck LE MENTEC, *étude*..... 199 (9)

Taxe sur la valeur ajoutée

- TVA intracommunautaire : évolutions jurisprudentielles en matière de ventes en chaîne, par Pierre ROLLET, *aperçu rapide*..... 73 (6)
- Taxe sur la valeur ajoutée : chronique de l'année 2015, par Guy de CORDES, Yolande SÉRANDOUR, José Manuel MORENO, Benjamin GOULNIK, Odile COURJON, Arnaud MORAINÉ, *étude*..... 193 (9)
- Plan d'action de la Commission sur la TVA : vers un espace TVA unique, par Sophie DORIN, Jean-Claude BOUCHARD, *aperçu rapide*..... 231 (15)
- Auto-liquidation de la TVA d'importation : à la reconquête du dédouanement en France, par Odile COURJON, *aperçu rapide*..... 242 (16)
- Régime TVA des navires de commerce : difficultés persistantes relatives au yachting, par Matthieu TORET, *aperçu rapide*..... 265 (17)
- La TVA dans l'économie numérique : mine d'or ou champ de mines ?, par Michel AUJEAN, Gianmarco MONSELLATO, Thomas VANHEE, Donato RAPONI, Michel GUICHARD, *étude*..... 276 (15)
- La notion de services fournis par voie électronique en matière de TVA, par Emmanuel KORNPROBST, *étude*..... 288 (16)
- Droits à déduction des holdings : de Satam à Ginger, les retrouvailles, par Henri BITAR, Frédéric BERTACCHI, *aperçu rapide*..... 331 (22)
- TVA et prestations de services se rattachant à un immeuble : ce qui change au 1^{er} janvier 2017, par Filiz ALPARSLAN, Laurent CHETCUTI, *étude*..... 360 (23)
- Ventes en chaîne et TVA : c'est l'intention qui compte !, par Anne BENOÎT, Arnaud MORAINÉ, *étude*..... 396 (27)

- La CJUE précise les contours de l'exonération de TVA des opérations de virement et de paiement par carte, par Ella BENNACEUR, Cyprien FEILHÈS, Adrien MENUÉDIER, Nicolas FAYOL, Élixa BENIBRI, *étude*..... 447 (30-35)

- Contrepartie inférieure au prix de revient et TVA, par Yolande SÉRANDOUR, *étude*..... 458 (36)

- Déduction de la TVA par les holdings mixtes : l'alignement du Conseil d'État sur la CJUE après un quart de siècle de construction jurisprudentielle - À propos de CE, 8^e et 3^e ch., 20 mai 2016, n° 371940, SA Groupe Ingénierie Europe Ginger, par Justin Hayden MILLER, Céline GAINET, *étude*..... 474 (37)

- Déduction de la TVA : la recherche de la neutralité au travers de l'affectation financière, par Anne GROUSSET, *aperçu rapide*..... 596 (42-43)

- La preuve de l'exonération de TVA sur les transferts intracommunautaires, par Victoria ALVAREZ-LE MENTEC, *aperçu rapide*..... 637 (46)

Taxe sur les transactions financières

- Taxe sur les transactions financières : la fiscalité à l'épreuve de la territorialité du droit, par Tarek AFANTROUSS, *étude*..... 446 (30-35)

Taxes diverses

- Vers la disparition du champ d'application de la taxe sur les salaires ?, par Philippe BRÉTON, Anne-Laure BENOÏST, *aperçu rapide*..... 146 (11)

Titrisation

- Opérations de titrisation et fiscalité, par Jérôme BARRÉ, *étude*..... 445 (30-35)

Traitements et salaires

- Brèves remarques sur l'ambiguïté fiscale du salariat, par Daniel GUTMANN, *étude*..... 187 (9)
- L'impôt sur le revenu du travail dans les pays de l'OCDE, par Dominique PATUROT, Pascal SAINT-AMANS, *étude*..... 190 (9)

Transparence fiscale

- La transparence fiscale : nouvelle contrainte ou opportunité ?, par Pierre ESCAUT, *étude*..... 443 (30-35)

Tribunal de grande instance de Paris

- La compétence nationale du TGI de Paris, par Jean-Michel HAYAT, *étude*..... 495 (38)

Voiture de collection

- Réflexions sur la définition fiscale d'une voiture de collection, par Julia de PINGON, *étude*..... 217 (11)

Table chronologique des textes

Table des textes

2015

Novembre

A., 10 nov. 2015 (Administration fiscale) act. 10 (2)

Décembre

A., 2 déc. 2015 (Administration fiscale) act. 9 (2)

A., 2 déc. 2015 (Secret professionnel) act. 9 (2)

A., 10 déc. 2015 (Administration fiscale) act. 8 (2)

A., 10 déc. 2015 (Avoirs détenus à l'étranger) act. 8 (2)

A., 17 déc. 2015 (Plafond de la sécurité sociale) act. 2 (2)

A., 21 déc. 2015 (États et territoires non coopératifs (ETNC)) act. 6 (2)

L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015 (Contribution sociale de solidarité des sociétés) 43 (1)

L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015 (Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016) 2 (1)

L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015 (Loi de finances pour 2016) 2 (1)

L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015 (Loi de finances rectificative pour 2015) 2 (1)

L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015 (Prélèvements sociaux) 9 (1)

L. fin. séc. soc. n° 2015-1702, 21 déc. 2015 (Taxe sur les conventions d'assurance) 129 (4)

L. n° 2015-1715, 22 déc. 2015 (Conventions internationales) act. 7 (2)

A., 24 déc. 2015 (Crédits d'impôt) act. 75 (6)

D. n° 2015-1763, 24 déc. 2015 (Taxe sur la valeur ajoutée) act. 4 (2)

L. n° 2015-1776, 28 déc. 2015 (Droit de communication) 57 (1)

L. n° 2015-1776, 28 déc. 2015 (Secret professionnel) 57 (1)

L. n° 2015-1776, 28 déc. 2015 (Taxe d'habitation) 57 (1)

A., 29 déc. 2015 (Redevance pour création de bureaux en Île-de-France) act. 5 (2)

Avis, 29 déc. 2015 (Droits d'enregistrement) act. 42 (3)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Amortissements) 30 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Charte des droits et obligations du contribuable vérifié) 54 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Comptabilité) 14 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Contribution économique territoriale (CET)) 110 (4)

111 (4)

121 (4)

122 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Contrôle fiscal) 58 (1)

59 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Crédits d'impôt) 8 (1)

22 (1)

23 (1)

27 (1)

31 (1)

103 (4)

111 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Droit de communication) 57 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Frais et charges (BIC-IS)) 20 (1)

21 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Frais et charges (IS)) 33 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Gîte rural) 47 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Groupements d'employeurs) 102 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Impôt sur la fortune) 40 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Impôt sur le revenu) 4 (1)

6 (1)

49 (1)

52 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Impôt sur les sociétés) 24 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Impôts locaux) 107 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Indemnités) 10 (1)

29 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Investissements outre-mer) 133 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Jeux olympiques) 92 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Location en meublé) 47 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016) 2 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Loi de finances pour 2016) 2 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Loi de finances rectificative pour 2015) 2 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Monuments historiques) 87 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Pensions) 95 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Plateformes en ligne) 16 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Plus-values immobilières) 88 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Prix de transfert) 50 (1)

51 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Quartiers prioritaires de la politique de la ville) 116 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Quotient familial) 4 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Réductions d'impôt) 12 (1)

86 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Revenu global) 94 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Revenus fonciers) 94 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Sanctions fiscales) 58 (1)

59 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (SCOP) 104 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Secret professionnel) 57 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Seuils et limites indexés sur le barème de l'IR) 5 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Sociétés de personnes) 24 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Suramortissement exceptionnel de 40 %) 20 (1)

21 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Taxe d'habitation) 34 (1)

57 (1)

106 (4)

108 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Taxe foncière sur les propriétés bâties) 34 (1)

108 (4)

110 (4)

119 (4)

120 (4)

121 (4)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (Taxe foncière sur les propriétés non bâties) 34 (1)

L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	14 (1) 35 (1) 125 (4) 126 (4) 127 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016</i>).....	2 (1)
L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (<i>Taxe sur les conventions d'assurance</i>).....	130 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Loi de finances pour 2016</i>).....	2 (1)
L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	42 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Loi de finances rectificative pour 2015</i>).....	2 (1)
L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (<i>Taxe sur les véhicules de sociétés</i>).....	128 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Organismes de gestion agréés</i>).....	44 (1) 45 (1)
L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (<i>Téléprocédures</i>).....	15 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Plan d'épargne en actions (PEA)</i>).....	89 (4)
L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (<i>Théorie du bilan</i>).....	17 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Plus-values (BIC)</i>).....	18 (1)
L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (<i>Traitements et salaires</i>).....	10 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Plus-values (BNC)</i>).....	18 (1)
L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	113 (4) 114 (4) 115 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	89 (4) 90 (4)
L. fin. n° 2015-1785, 29 déc. 2015 (<i>Zones de revitalisation rurale</i>).....	132 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Prélèvements sociaux</i>).....	91 (4)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Aides d'État</i>).....	134 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Prescription de l'action de l'Administration</i>).....	56 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Amortissements</i>).....	19 (1) 25 (1) 98 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Quote-part de frais et charges</i>).....	28 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Assistance administrative internationale</i>).....	53 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Redevance pour création de bureaux en Île-de-France</i>).....	112 (4)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Comité consultatif du crédit d'impôt recherche</i>).....	55 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	7 (1) 13 (1) 32 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Contribution économique territoriale</i>).....	13 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Réductions d'ISF</i>).....	39 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>).....	110 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Régimes d'imposition</i>).....	99 (4) 100 (4)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	31 (1) 55 (1) 93 (4) 101 (4) 134 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Retenue à la source</i>).....	135 (4) 136 (4)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Déduction pour aléas (DPA)</i>).....	97 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	53 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Donations</i>).....	38 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Secret professionnel</i>).....	57 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Droit de communication</i>).....	57 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Successions</i>).....	38 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Financement participatif</i>).....	11 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Suramortissement exceptionnel de 40 %</i>).....	20 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Fonds de placement immobilier (FPI)</i>).....	46 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Taxe d'aménagement</i>).....	56 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Frais et charges (BIC-IS)</i>).....	20 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Taxe d'apprentissage</i>).....	13 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>French Tech Ticket</i>).....	91 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Taxe d'habitation</i>).....	57 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Groupements forestiers</i>).....	105 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	110 (4)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	28 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Taxe foncière sur les propriétés non bâties</i>).....	117 (4) 118 (4)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	41 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	36 (1) 123 (4) 124 (4)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Impôt sur le revenu</i>).....	49 (1) 91 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	13 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	13 (1) 26 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)</i>).....	131 (4)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Jetons de présence</i>).....	135 (4)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Traitements et salaires</i>).....	96 (4)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Location en meublé</i>).....	46 (1) 48 (1)	L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	109 (4)

Table des textes

L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Ventes d'immeubles</i>).....	37 (1)
L. fin. rect. n° 2015-1786, 29 déc. 2015 (<i>Zones de revitalisation rurale</i>).....	132 (4)
A., 30 déc. 2015 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	8 (1)
D. n° 2015-1859, 30 déc. 2015 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 8 (2)
D. n° 2015-1859, 30 déc. 2015 (<i>Avoirs détenus à l'étranger</i>).....	act. 8 (2)

2016

Janvier

A., 7 janv. 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 63 (5)
Comm. UE n° 2016/634, 21 janv. 2016 (<i>Aides d'État</i>).....	act. 295 (18-19)
D. n° 2016-52, 27 janv. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 62 (5)

Février

A., 10 févr. 2016 (<i>Agréments fiscaux</i>).....	act. 151 (11)
A., 10 févr. 2016 (<i>Monuments historiques</i>).....	act. 137 (10) act. 151 (11)
A., 17 févr. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 135 (10)
A., 22 févr. 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 138 (10)
D. n° 2016-177, 22 févr. 2016 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	act. 112 (9)
D. n° 2016-179, 22 févr. 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 136 (10)
A., 26 févr. 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 181 (12)
A., 29 févr. 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 182 (12) act. 216 (14) act. 217 (14)

Mars

A., 9 mars 2016 (<i>Taxe sur la vente de produits phytopharmaceutiques</i>).....	act. 152 (11)
A., 10 mars 2016 (<i>Taxe d'aéroport</i>).....	act. 153 (11)
L. n° 2016-297, 14 mars 2016 (<i>Successions</i>).....	act. 180 (12)
Avis, 25 mars 2016 (<i>Comptes courants d'associés</i>).....	act. 200 (13)
A., 31 mars 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 308 (21)
A., 31 mars 2016 (<i>Secret professionnel</i>).....	act. 308 (21)
D. n° 2016-395, 31 mars 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 215 (14)
D. n° 2016-395, 31 mars 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 215 (14)

Avril

A., 8 avr. 2016 (<i>États et territoires non coopératifs (ETNC)</i>).....	act. 233 (15)
L. n° 2016-483, 20 avr. 2016 (<i>Conseil d'État</i>).....	act. 356 (23)
A., 22 avr. 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 307 (21)
D. n° 2016-521, 27 avr. 2016 (<i>Assistance administrative internationale</i>).....	act. 285 (18-19)

Mai

D. n° 2016-567, 10 mai 2016 (<i>Trusts</i>).....	act. 306 (21)
A., 11 mai 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 305 (21)
A., 11 mai 2016 (<i>Avoirs détenus à l'étranger</i>).....	act. 305 (21)
A., 17 mai 2016 (<i>Taxe de séjour</i>).....	act. 372 (24)
Cons. UE, dir. n° 2016/881/UE, 25 mai 2016 (<i>Coopération fiscale internationale</i>).....	act. 355 (23)
A., 28 mai 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 332 (22)
A., 28 mai 2016 (<i>Secret professionnel</i>).....	act. 332 (22)

Juin

L. n° 2016-731, 3 juin 2016 (<i>Transferts de sommes, titres ou valeurs</i>).....	act. 411 (26)
--	---------------

D. n° 2016-766, 9 juin 2016 (<i>Comité consultatif du crédit d'impôt recherche</i>).....	act. 373 (24)
D. n° 2016-766, 9 juin 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 373 (24)
A., 10 juin 2016 (<i>Frais et charges (BIC-IS)</i>).....	act. 467 (30-35)
A., 10 juin 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 467 (30-35)
Avis, 25 juin 2016 (<i>Comptes courants d'associés</i>).....	act. 410 (26)
Cons. UE n° 2016/1065/UE, 27 juin 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 424 (27)
D. n° 2016-896, 30 juin 2016 (<i>Conventions internationales</i>).....	act. 425 (27)

Juillet

D. n° 2016-918, 4 juill. 2016 (<i>Assurance vie</i>).....	act. 444 (28)
L. n° 2016-925, 7 juill. 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 443 (28)
L. n° 2016-925, 7 juill. 2016 (<i>Revenu global</i>).....	act. 443 (28)
L. n° 2016-925, 7 juill. 2016 (<i>Revenus fonciers</i>).....	act. 443 (28)
D. n° 2016-991, 20 juill. 2016 (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	act. 469 (30-35)
D. n° 2016-992, 20 juill. 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 468 (30-35)
A., 25 juill. 2016 (<i>Secret professionnel</i>).....	act. 551 (39)

Août

D. n° 2016-1078, 3 août 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 550 (39)
L. n° 2016-1087, 8 août 2016 (<i>Donations</i>).....	act. 547 (39)
L. n° 2016-1087, 8 août 2016 (<i>Enregistrement</i>).....	act. 548 (39)
L. n° 2016-1088, 8 août 2016 (<i>Groupements d'employeur</i>).....	act. 580 (41)
L. n° 2016-1087, 8 août 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés non bâties</i>).....	act. 545 (39) act. 546 (39)
L. org. n° 2016-1090, 8 août 2016 (<i>Droit de communication</i>).....	act. 493 (36)
L. org. n° 2016-1090, 8 août 2016 (<i>Secret professionnel</i>).....	act. 493 (36)
A., 11 août 2016 (<i>Évaluation des biens</i>).....	act. 518 (37)
A., 11 août 2016 (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	act. 518 (37)
D. n° 2016-1099, 11 août 2016 (<i>Contentieux fiscal</i>).....	act. 495 (36)
D. n° 2016-1116, 11 août 2016 (<i>Recouvrement</i>).....	act. 494 (36)
A., 22 août 2016 (<i>Contentieux fiscal</i>).....	act. 495 (36)
D. n° 2016-1187, 31 août 2016 (<i>Amortissements</i>).....	act. 491 (36)
D. n° 2016-1191, 31 août 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 492 (36)

Septembre

A., 1^{er} sept. 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 549 (39) act. 570 (40) act. 600 (42-43)
A., 1^{er} sept. 2016 (<i>Assurance vie</i>).....	act. 600 (42-43)
A., 1^{er} sept. 2016 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>).....	act. 570 (40)
D. n° 2016-1209, 7 sept. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 517 (37)
A., 12 sept. 2016 (<i>Commission des infractions fiscales</i>).....	act. 532 (38)
Avis, 27 sept. 2016 (<i>Comptes courants d'associés</i>).....	act. 568 (40)
D. n° 2016-1288, 29 sept. 2016 (<i>Prix de transfert</i>).....	act. 569 (40)

Octobre

A., 3 oct. 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 599 (42-43) act. 601 (42-43) act. 621 (45) act. 622 (45)
A., 3 oct. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 599 (42-43)
A., 6 oct. 2016 (<i>Administration fiscale</i>).....	act. 654 (47) act. 655 (47) act. 656 (47)
L. n° 2016-1321, 7 oct. 2016 (<i>Bénéfices industriels et commerciaux</i>).....	act. 579 (41)
L. n° 2016-1321, 7 oct. 2016 (<i>Lois</i>).....	act. 578 (41)
L. n° 2016-1321, 7 oct. 2016 (<i>Secret professionnel</i>).....	act. 581 (41)

L. n° 2016-1321, 7 oct. 2016 (Suramortissement exceptionnel de 40 %)	act. 579 (41)
D. n° 2016-1356, 11 oct. 2016 (Organismes de gestion agréés)	580 (45)
A., 18 oct. 2016 (Administration fiscale)	act. 638 (46)
D. n° 2016-1415, 20 oct. 2016 (Bénéfices agricoles)	act. 614 (44)

Novembre

D. n° 2016-1481, 2 nov. 2016 (Juridiction administrative)	act. 620 (45)
A., 7 nov. 2016 (Taxe d'aménagement)	act. 652 (47)
A., 10 nov. 2016 (Contribution au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme)	act. 653 (47)
L. n° 2016-1524, 14 nov. 2016 (Fonds de commerce)	act. 666 (48)
L. n° 2016-1524, 14 nov. 2016 (Réductions d'impôt)	act. 664 (48)
L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 (Juridiction administrative)	act. 679 (49)
L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 (Réductions d'impôt)	act. 665 (48)
L. n° 2016-1547, 18 nov. 2016 (Solidarité)	act. 668 (48)
Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016 (Contribution économique territoriale)	act. 667 (48)
Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016 (Corse)	act. 667 (48)
Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016 (Droits d'enregistrement)	act. 667 (48)
Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016 (Taxe foncière sur les propriétés bâties)	act. 667 (48)
Ord. n° 2016-1561, 21 nov. 2016 (Taxe sur la consommation finale d'électricité)	act. 667 (48)

Décembre

Ord. n° 2016-1635, 1 ^{er} déc. 2016 (Droit de communication)	act. 680 (49)
Ord. n° 2016-1635, 1 ^{er} déc. 2016 (Secret professionnel)	act. 680 (49)
Ord. n° 2016-1635, 1 ^{er} déc. 2016 (Trusts)	act. 678 (49)
D. n° 2016-1663, 5 déc. 2016 (Transferts de sommes, titres ou valeurs)	act. 695 (50)
Ord. n° 2016-1687, 8 déc. 2016 (Impôts locaux)	act. 696 (50)
Ord. n° 2016-1687, 8 déc. 2016 (Plateau continental)	act. 696 (50)
Ord. n° 2016-1687, 8 déc. 2016 (Zone économique exclusive)	act. 696 (50)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Contribution de sécurité immobilière)	664 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Contrôle fiscal)	668 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Droit de communication)	666 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Droits d'enregistrement)	664 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (États et territoires non coopératifs (ETNC))	663 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Investissements outre-mer)	665 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Lois)	660 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Prix de transfert)	662 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Régimes d'imposition)	661 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Secret professionnel des agents de l'Administration)	666 (51-52) 667 (51-52)
L. n° 2016-1691, 9 déc. 2016 (Taxe de publicité foncière)	664 (51-52)

Table chronologique de doctrine administrative

Table de doctrine administrative

2015

Mai

BOI n° RSA-BASE-10, 30 mai 2015 (*Jeux olympiques*) act. 357 (23)

Juillet

BOI n° DJC-SECR-10-20-40, 6 juill. 2015 (*Comité consultatif du crédit d'impôt recherche*) 456 (30-35)

Août

Rép. min. n° 17661, à Joëlle Garriaud-Maylam : JO Sénat Q 20 août 2015, p. 1910 (*Non-résidents*) act. 69 (5)

Septembre

Rép. min. n° 14137, à Alain Fouché : JO Sénat Q 24 sept. 2015, p. 2217 (*Assurance vie*) act. 68 (5)

Décembre

BOI n° ENR-DMTG-10-40-20-20, 14 déc. 2015 (*Successions*) act. 14 (2)

BOI n° ANNX-000097, 15 déc. 2015 (*Taxe sur la cession de terrains nus devenus constructibles*) act. 17 (2)

BOI n° IR-DOMIC-10-20-20-10, 21 déc. 2015 (*Retenue à la source*) act. 19 (2)

BOI n° ANNX-000467, 21 déc. 2015 (*Taxe sur les transactions financières*) act. 16 (2)

Rép. min. n° 17949, à Jean-Louis Masson : JO Sénat Q 24 déc. 2015, p. 3603 (*Revenus de capitaux mobiliers*) act. 12 (2)

BOI n° IR-RICI-200-30, 28 déc. 2015 (*Revenus fonciers*) act. 66 (5)

BOI n° RFPI-DECLA-20, 28 déc. 2015 (*Revenus fonciers*) act. 66 (5)

BOI n° RFPI-BASE-20-30-30, 28 déc. 2015 (*Revenus fonciers*) act. 66 (5)

2016

Janvier

BOI n° BIC-CHAMP-40-20, 3 janv. 2016 (*Bénéfices industriels et commerciaux*) act. 78 (6)

BOI n° BAREME-000024, 6 janv. 2016 (*Bénéfices agricoles*) act. 13 (2)

BOI n° IF-TFB-10-190, 6 janv. 2016 (*Contribution économique territoriale (CET)*) 77 (3)

BOI n° IF-CFE-10-30-20-30, 6 janv. 2016 (*Contribution économique territoriale (CET)*) 77 (3)

BOI n° TFP-PYL, 6 janv. 2016 (*Imposition forfaitaire sur les pylônes*) act. 18 (2)

BOI n° IF-CFE-10-30-50-50, 6 janv. 2016 (*Quartiers prioritaires de la ville*) act. 44 (3)

BOI n° IF-CFE-10-30-50-10, 6 janv. 2016 (*Quartiers prioritaires de la ville*) act. 44 (3)

BOI n° IF-CFE-10-30-50-60, 6 janv. 2016 (*Quartiers prioritaires de la ville*) act. 44 (3)

BOI n° IF-AUT-140, 6 janv. 2016 (*Taxe annuelle sur les bureaux en Île-de-France*) act. 15 (2)

BOI n° IF-AUT-50-20, 6 janv. 2016 (*Taxe annuelle sur les bureaux en Île-de-France*) act. 15 (2)

BOI n° IF-CFE-10-30-20-30, 6 janv. 2016 (*Taxe foncière sur les propriétés bâties*) 77 (3)

BOI n° IF-TFB-10-190, 6 janv. 2016 (*Taxe foncière sur les propriétés bâties*) 77 (3)

BOI n° IF-AUT-140, 6 janv. 2016 (*Taxe sur les surfaces de stationnement en Île-de-France*) act. 15 (2)

BOI n° IF-AUT-50-20, 6 janv. 2016 (*Taxe sur les surfaces de stationnement en Île-de-France*) act. 15 (2)

Rép. min. n° 18785, à Philippe Mouiller : JO Sénat Q, 7 janv. 2016, p. 49 (*Réductions d'impôt*) act. 11 (2)

DA douanes n° 16-005, 8 janv. 2016 : BOD n° 7100, 8 janv. 2016 (*Déclaration d'échanges de bien (DEB)*) act. 230 (14)

BOI n° RSA-GEO-10-30-20, 13 janv. 2016 (*Traitements et salaires*) act. 43 (3)

BOI n° IR-BASE-20-60-30, 18 janv. 2016 (*Impôt sur le revenu*) act. 64 (5)

BOI n° IR-BASE-20-30-20-10, 18 janv. 2016 (*Impôt sur le revenu*) act. 64 (5)

BOFIP n° GCP-16-005, 20 janv. 2016 (*Indemnités*) act. 65 (5)

BOI n° RFPI-CTRL-10, 21 janv. 2016 (*Taxe sur les loyers élevés des logements de petite surface*) act. 51 (4)

BOI n° BAREME-000017, 29 janv. 2016 (*Réductions d'impôt*) act. 67 (5)

Février

BOI n° BNC-SECT-10-20, 3 févr. 2016 (*Agents généraux d'assurance*) act. 158 (11)

BOI n° BNC-CHAMP-10-20, 3 févr. 2016 (*Agents généraux d'assurance*) act. 158 (11)

BOI n° BNC-CHAMP-10-30-50, 3 févr. 2016 (*Agents généraux d'assurance*) act. 158 (11)

BOI n° IS-BASE-10-30, 3 févr. 2016 (*Augmentation de capital*) 177 (7-8)

BOI n° BAREME-000003, 3 févr. 2016 (*Bénéfices non commerciaux*) act. 79 (6)

BOI n° BNC-BASE-40-60-60, 3 févr. 2016 (*Bénéfices non commerciaux*) act. 80 (6)

BOI n° BIC-CHG-10-10-10, 3 févr. 2016 (*Bénéfices non commerciaux*) act. 80 (6)

BOI n° CVAE-CHAMP-20-30, 3 févr. 2016 (*Contribution économique territoriale (CET)*) act. 82 (6)

BOI n° CVAE-CHAMP-20-10, 3 févr. 2016 (*Contribution économique territoriale (CET)*) act. 82 (6)

BOI n° BIC-RICI-10-90, 3 févr. 2016 (*Crédits d'impôt*) act. 76 (6)

BOI n° BA-RICI-20-50, 3 févr. 2016 (*Crédits d'impôt*) act. 99 (7-8)

BOI n° ENR-DG-50-20-50, 3 févr. 2016 (*Droits d'enregistrement*) act. 86 (6)

BOI n° ENR-DG-50-20-40, 3 févr. 2016 (*Droits d'enregistrement*) act. 86 (6)

BOI n° BIC-BASE-100, 3 févr. 2016 (*Frais et charges (BIC-IS)*) act. 139 (10)

BOI n° IS-BASE-30-30, 3 févr. 2016 (*Groupements d'employeur*) act. 81 (6)

BOI n° TFP-IFER, 3 févr. 2016 (*Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)*) act. 83 (6)

BOI n° BIC-PVMV-30-30-120, 3 févr. 2016 (*Plus-values (BIC-IS)*) act. 77 (6)
159 (6)

BOI n° BIC-BASE-80-10-20, 3 févr. 2016 (*Prix de transfert*) act. 89 (6)
act. 90 (6)

BOI n° CF-INF-20-10-40, 3 févr. 2016 (*Sanctions fiscales*) 169 (6)

BOI n° BA-BASE-20-10-10, 3 févr. 2016 (*Suramortissement exceptionnel de 40 %*) act. 139 (10)

BOI n° IF-AUT-50, 3 févr. 2016 (*Taxe annuelle sur les bureaux en Île-de-France*) act. 87 (6)

BOI n° TFP-RSB, 3 févr. 2016 (<i>Taxe de risque systémique</i>).....	act. 88 (6)	BOI n° BIC-PDSTK-10-30-20, 2 mars 2016 (<i>Indemnités</i>).....	act. 218 (14)
BOI n° TFP-TFSC, 3 févr. 2016 (<i>Taxe de risque systémique</i>).....	act. 88 (6)	BOI n° BNC-CHAMP-10-10-20-30, 2 mars 2016 (<i>Indemnités</i>).....	act. 218 (14)
BOI n° TCAS-ASSUR-10-40-30-20, 3 févr. 2016 (<i>Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)</i>).....	act. 85 (6)	BOI n° BIC-CHAMP-70-20-40-10, 2 mars 2016 (<i>Sociétés de personnes</i>).....	act. 220 (14)
BOI n° TCAS-ASSUR-10-40-30-90, 3 févr. 2016 (<i>Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)</i>).....	act. 85 (6)	BOI n° IF-TFB-20-30-10, 2 mars 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	act. 222 (14)
BOI n° TCAS-ASSUR-30-10-30, 3 févr. 2016 (<i>Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)</i>).....	act. 85 (6)	BOI n° IF-TFB-20-30-30, 2 mars 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	act. 222 (14)
BOI n° TCAS-ASSUR-10-40-50, 3 févr. 2016 (<i>Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)</i>).....	act. 85 (6)	BOI n° TVA-DED-60-20-10, 2 mars 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 160 (11)
BOI n° TCAS-ASSUR-10-40-40, 3 févr. 2016 (<i>Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)</i>).....	act. 85 (6)	BOI n° TVA-LIQ-30-20-90-40, 2 mars 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 188 (12)
BOI n° TVA-LIQ-30-10-60, 3 févr. 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 84 (6)	BOI n° TVA-LIQ-30-10-10, 2 mars 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 225 (14)
BOI n° TVA-CHAMP-20-20-10, 3 févr. 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 100 (7-8)	BOI n° TVA-SECT-80, 2 mars 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 225 (14)
BOI n° BAREME-00016, 3 févr. 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 101 (7-8)	BOI n° TVA-LIQ-30-10-20, 2 mars 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 225 (14)
BOI n° BAREME-000001, 15 févr. 2016 (<i>Barème kilométrique</i>).....	act. 113 (9)	BOI n° TPS-TS-20-30, 2 mars 2016 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	act. 161 (11)
BOI n° IF-TH-20-20-30, 18 févr. 2016 (<i>Taxe d'habitation</i>).....	act. 224 (14)	BOI n° BIC-DECLA-30-60, 2 mars 2016 (<i>Téléprocédures</i>).....	act. 183 (12)
BOI n° IF-TH-10-50-30-45, 18 févr. 2016 (<i>Taxe d'habitation</i>).....	act. 224 (14)	BOI n° ENR-DMTOI-10-90-10, 2 mars 2016 (<i>Ventes d'immeubles</i>).....	act. 226 (14)
Rép. min. n° 78192, à Jean-David Ciot : JOAN Q 23 févr. 2016, p. 1648 (<i>Assurance vie</i>).....	act. 114 (9)	BOI n° RPPM-PVBMI-30-10-20, 4 mars 2016 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	act. 186 (12)
Mars		BOI n° RPPM-PVBMI-30-10-60, 4 mars 2016 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	235 (12)
BOI n° BIC-AMT-20-30-110, 2 mars 2016 (<i>Amortissements</i>).....	act. 140 (10)	BOI n° RPPM-PVBMI-70-10, 4 mars 2016 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	236 (12)
BOI n° BA-BASE-20-20-40, 2 mars 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	act. 219 (14)	BOI n° RPPM-PVBMI-70-20, 4 mars 2016 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	236 (12)
BOI n° IF-TFB-10-160-60, 2 mars 2016 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>).....	act. 205 (13)	BOI n° RPPM-PVBMI-20-20-20-10, 4 mars 2016 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	265 (14)
BOI n° IF-CFE-10-30-50-60, 2 mars 2016 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>).....	act. 205 (13)	BOI n° RPPM-PVBMI-20-10-40, 4 mars 2016 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	265 (14)
BOI n° IS-RICI-10-40, 2 mars 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 221 (14)	Rép. min. n° 17182, à Joëlle Garriaud-Maylan : JO Sénat Q 10 mars 2016, p. 979 (<i>Conventions internationales</i>).....	act. 162 (11)
BOI n° IS-RICI-10-20-30, 2 mars 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 221 (14)	Rép. min. n° 13528, à Robert del Picchia : JO Sénat Q 10 mars 2016, p. 978 (<i>Conventions internationales</i>).....	act. 163 (11)
BOI n° IS-RICI-10-30-30, 2 mars 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 221 (14)	Rép. min. n° 13754, à Christophe-André Frassa : JO Sénat Q 10 mars 2016, p. 958 (<i>Domicile fiscal</i>).....	act. 157 (11)
BOI n° IS-RICI-10-30-20, 2 mars 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 221 (14)	Rép. min. n° 11759, à Didier Guillaume : JO Sénat Q 10 mars 2016, p. 977 (<i>Taxe sur la cession de terrains rendus constructibles (CGI, art. 1529)</i>).....	act. 159 (11)
BOI n° IS-RICI-10-30-10, 2 mars 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 221 (14)	BOI n° RSA-CHAMP-20-30-10-10, 11 mars 2016 (<i>Traitements et salaires</i>).....	act. 154 (11)
BOI n° IS-GPE-10-20-10, 2 mars 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	act. 187 (12)	BOI n° RSA-CHAMP-20-50-10-20, 11 mars 2016 (<i>Traitements et salaires</i>).....	act. 155 (11)
BOI n° IS-GPE-10-40, 2 mars 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	act. 187 (12) 238 (12)	BOI n° BAREME-000014, 11 mars 2016 (<i>Traitements et salaires</i>).....	act. 155 (11)
BOI n° IS-GPE-50-10-10, 2 mars 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	238 (12)	BOI n° BAREME-000002, 11 mars 2016 (<i>Traitements et salaires</i>).....	act. 155 (11)
BOI n° IS-GPE-10-30-50, 2 mars 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	238 (12)	BOI n° RSA-CHAMP-20-30-10-10, 11 mars 2016 (<i>Traitements et salaires</i>).....	act. 156 (11)
BOI n° IS-GPE-20-20-20-20, 2 mars 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	238 (12)	BOI n° IF-TFB-20-10-20-80, 14 mars 2016 (<i>Quartiers prioritaires de la politique de la ville</i>).....	act. 223 (14)
BOI n° IS-GPE-50-10-20, 2 mars 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	238 (12)	BOI n° BIC-RICI-10-10-20-30, 15 mars 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 203 (13)
BOI n° IS-GPE-40-10, 2 mars 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	238 (12)	BOI n° BIC-RICI-10-10-45-20, 15 mars 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 203 (13)
BOI n° IS-AUT-30, 2 mars 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	238 (12)	Rép. min. n° 1326S, à Jean-Yves Leconte : JO Sénat Q 16 mars 2016, p. 4096 (<i>Conventions internationales</i>).....	act. 212 (13)
BOI n° IS-CHAMP-50-10, 2 mars 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	act. 204 (13)	BOI n° RSA-CHAMP-20-50-30, 16 mars 2016 (<i>Traitements et salaires</i>).....	act. 201 (13)
BOI n° RSA-GER-10-20, 2 mars 2016 (<i>Indemnités</i>).....	act. 218 (14)		
BOI n° BA-BASE-20-20-40, 2 mars 2016 (<i>Indemnités</i>).....	act. 218 (14)		

Table de doctrine administrative

BOI n° RSA-CHAMP-10-20-10, 18 mars 2016 (Indemnités).....	act. 185 (12)
BOI n° IR-RICI-80-20-10, 18 mars 2016 (Réductions d'impôt).....	act. 184 (12)
BOI n° IR-RICI-80-10-20-20, 18 mars 2016 (Réductions d'impôt).....	act. 184 (12)
BOI n° RSA-CHAMP-10-20-10, 18 mars 2016 (Traitements et salaires).....	act. 185 (12)
BOI n° RPPM-RCM-20-10-20-70, 21 mars 2016 (Financement participatif).....	act. 202 (13)
BOI n° RPPM-RCM-20-10-20-30, 21 mars 2016 (Financement participatif).....	act. 202 (13)

Avril

Rép. min. n° 55750, à Antoine Herth : JOAN Q 5 avr. 2016, p. 2734 (Réductions d'impôt).....	act. 267 (17)
BOI n° BA-BASE-20-10-10, 6 avr. 2016 (Bénéfices agricoles).....	act. 236 (15)
BOI n° BIC-RICI-10-140-10, 6 avr. 2016 (Crédits d'impôt).....	act. 245 (16)
BOI n° BA-BASE-30-30-10, 6 avr. 2016 (Déduction pour aléas (DPA)).....	act. 235 (15)
BOI n° TFP-IFER-50, 6 avr. 2016 (Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)).....	act. 272 (17)
BOI n° TFP-IFER-10, 6 avr. 2016 (Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)).....	act. 273 (17)
BOI n° IS-BASE-60-40-30-10, 6 avr. 2016 (Impôt sur les sociétés).....	act. 246 (16)
BOI n° DJC-OA-20-20-10, 6 avr. 2016 (Organismes de gestion agréés).....	act. 251 (16)
BOI n° DJC-OA-20-10-20-20, 6 avr. 2016 (Organismes de gestion agréés).....	act. 251 (16)
BOI n° DJC-EXPC-20-40-10, 6 avr. 2016 (Organismes de gestion agréés).....	act. 251 (16)
BOI n° DJC-OA-20-10-30, 6 avr. 2016 (Organismes de gestion agréés).....	act. 251 (16)
BOI n° DJC-OA-20-10-20-10, 6 avr. 2016 (Organismes de gestion agréés).....	act. 251 (16)
BOI n° TVA-CHAMP-30-10-30-10, 6 avr. 2016 (Organismes sans but lucratif).....	act. 250 (16)
BOI n° IF-CFE-10-20-20-20, 6 avr. 2016 (Organismes sans but lucratif).....	act. 250 (16)
BOI n° IS-CHAMP-10-50-20-20, 6 avr. 2016 (Organismes sans but lucratif).....	act. 250 (16)
BOI n° IS-BASE-20-20-10-40, 6 avr. 2016 (Plus-values (IS)).....	act. 271 (17)
BOI n° RPPM-RCM-30-30-20-80, 6 avr. 2016 (Retenue à la source).....	act. 252 (16)
BOI n° ENR-DMTOM-40-50-10, 6 avr. 2016 (Taxe sur la cession de titres d'un éditeur de service de communication audiovisuelle).....	act. 276 (17)
BOI n° TVA-IMM-30, 6 avr. 2016 (Taxe sur la valeur ajoutée).....	act. 247 (16)
BOI n° TFP-TSC, 6 avr. 2016 (Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)).....	act. 249 (16)
BOI n° ENR-DG-60-10-20, 6 avr. 2016 (Ventes d'immeubles).....	act. 274 (17)
BOI n° ENR-DMTOI-10-70-30, 6 avr. 2016 (Ventes d'immeubles).....	act. 275 (17)
Rép. min. n° 18116, à François Bonhomme : JO Sénat Q 7 avr. 2016, p. 1424 (Frais et charges (BIC-IS)).....	act. 234 (15)
Rép. min. n° 14484, à François Bonhomme : JO Sénat Q 7 avr. 2016, p. 1423 (Taxe sur la valeur ajoutée).....	act. 239 (15)
BOI n° ENR-DMTG-10-50-10, 11 avr. 2016 (Successions).....	act. 248 (16)
BOI n° BA-BASE-20-10-10, 12 avr. 2016 (Frais et charges (BIC-IS)).....	act. 244 (16)

BOI n° BIC-BASE-100, 12 avr. 2016 (Frais et charges (BIC-IS)).....	act. 244 (16)
BOI n° RFPI-SPEC-30-10, 12 avr. 2016 (Monuments historiques).....	act. 243 (16)
Rép. min. n° 81566, à Hervé Pellois : JOAN Q 19 avr. 2016, p. 3432 (Traitements et salaires).....	act. 270 (17)
Rép. min. n° 90586, à Marcel Rogemont : JOAN Q 19 avr. 2016, p. 3435 (Valeur locative des immeubles).....	act. 288 (18-19)
BOI n° RSA-BASE-30-10-20, 21 avr. 2016 (Impôt sur le revenu).....	act. 268 (17)
BOI n° RSA-ES-10-30-20, 21 avr. 2016 (Impôt sur le revenu).....	act. 268 (17)
BOI n° RSA-CHAMP-20-30-10-10, 21 avr. 2016 (Traitements et salaires).....	act. 269 (17)
BOI n° INT-CVB-BEL-10-60, 26 avr. 2016 (Conventions internationales).....	act. 289 (18-19)
BOI n° IF-TFB-20-10-60-20, 26 avr. 2016 (Valeur locative des immeubles).....	act. 287 (18-19)
BOI n° RFPI-PVI-10-40-110, 27 avr. 2016 (Plus-values immobilières).....	act. 286 (18-19)

Mai

Rép. min. n° 81099, à Jacques Cresta : JOAN Q 3 mai 2016, p. 3800 (Crédits d'impôt).....	act. 309 (21)
Rép. min. n° 34568, à Catherine Lemorton : JOAN Q 3 mai 2016, p. 3795 (Taxe sur la valeur ajoutée).....	act. 316 (21)
Rép. min. n° 92943, à Bernard Reynes : JOAN Q 3 mai 2016, p. 3806 (Taxe sur la valeur ajoutée).....	act. 317 (21)
BOI n° BA-BASE-20-30-10-30, 4 mai 2016 (Amortissements).....	act. 313 (21)
BOI n° IS-BASE-40, 4 mai 2016 (Amortissements).....	act. 313 (21)
BOI n° BNC-SECT-40, 4 mai 2016 (Bénéfices non commerciaux).....	act. 314 (21)
BOI n° BIC-RICI-10-70-20, 4 mai 2016 (Crédits d'impôt).....	act. 311 (21)
BOI n° BIC-RICI-10-70-10, 4 mai 2016 (Crédits d'impôt).....	act. 311 (21)
BOI n° IS-GPE-20-20-70, 4 mai 2016 (Groupes de sociétés).....	557 (42-43)
BOI n° IS-GPE-70-20, 4 mai 2016 (Groupes de sociétés).....	557 (42-43)
BOI n° IR-RICI-10, 4 mai 2016 (Organismes de gestion agréés).....	act. 319 (21)
BOI n° BIC-PVMV-40-20-30-20, 4 mai 2016 (Plus-values (BIC)).....	act. 310 (21)
BOI n° IS-GPE-20-20-20, 4 mai 2016 (Quote-part de frais et charges).....	act. 315 (21)
BOI n° IS-BASE-10-10-20, 4 mai 2016 (Quote-part de frais et charges).....	act. 315 (21)
BOI n° IS-GPE-70-20, 4 mai 2016 (Quote-part de frais et charges).....	557 (42-43)
BOI n° IS-GPE-20-20-70, 4 mai 2016 (Quote-part de frais et charges).....	557 (42-43)
BOI n° TFP-TVS-10-10, 4 mai 2016 (Taxe sur les véhicules de sociétés).....	act. 318 (21)
Rép. min. n° 17470, à Jacky Deromedi : JO Sénat Q 5 mai 2016, p. 1897 (Réductions d'impôt).....	act. 333 (22)
Rép. min. n° 90682, à Sandrine Mazetier : JOAN Q 10 mai 2016, p. 4011 (Réductions d'impôt).....	act. 312 (21)
Rép. min. n° 52946, à Guy Teissier : JOAN Q 24 mai 2016, p. 4505 (Bénéfices non commerciaux).....	act. 522 (37)
Rép. min. n° 80174, à Christophe Premat : JOAN Q 24 mai 2016, p. 4516 (Conventions internationales).....	act. 339 (22)
Rép. min. n° 92371, à Guy Geoffroy : JOAN Q 24 mai 2016, p. 4541 (Crédits d'impôt).....	act. 384 (24)
Rép. min. n° 84057, à Frédéric Lefebvre : JOAN Q 24 mai 2016, p. 4506 (Livret de développement durable (LDD)).....	act. 337 (22)

<p>BOI n° ENR-TIM-20-60-10, 25 mai 2016 (<i>Taxe sur les certificats d'immatriculation</i>)..... act. 338 (22)</p> <p>BOI n° RSA-CHAMP-20-40-20, 26 mai 2016 (<i>Indemnités</i>)..... act. 335 (22)</p> <p>BOI n° IR-RICI-200-10, 26 mai 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>)..... act. 334 (22)</p> <p>Rép. min. n° 19343, à Alain Marc : JO Sénat Q 26 mai 2016, p. 2228 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 352 (22)</p> <p>BOI n° RSA-CHAMP-20-40-20, 26 mai 2016 (<i>Traitements et salaires</i>)..... act. 335 (22)</p> <p>BOI n° RSA-CHAMP-20-30-10-20, 26 mai 2016 (<i>Traitements et salaires</i>)..... act. 336 (22)</p> <p>BOI n° ENR-DMTG-10-20-10, 30 mai 2016 (<i>Donations</i>)..... act. 362 (23)</p> <p>BOI n° ENR-DMTG-20-20-20, 30 mai 2016 (<i>Donations</i>)..... act. 500 (36)</p> <p>BOI n° RPPM-RCM-40-55, 30 mai 2016 (<i>Plan d'épargne en actions (PEA)</i>)..... act. 359 (23)</p> <p>BOI n° RPPM-RCM-40-50-50, 30 mai 2016 (<i>Plan d'épargne en actions (PEA)</i>)..... act. 359 (23)</p> <p>BOI n° RPPM-RCM-40-50-40, 30 mai 2016 (<i>Plan d'épargne en actions (PEA)</i>)..... act. 359 (23)</p> <p>BOI n° RFPI-SPEC-40-10, 30 mai 2016 (<i>Revenus fonciers</i>)..... act. 358 (23)</p> <p>BOI n° TCAS-AUT-60, 31 mai 2016 (<i>Assurance vie</i>)..... act. 388 (25)</p> <p>BOI n° RPPM-PVBMI-30-10-70, 31 mai 2016 (<i>Plan d'épargne en actions (PEA)</i>)..... act. 360 (23)</p> <p style="text-align: center;">Juin</p> <p>BOI n° IS-BASE-60-40-20-30, 1^{er} juin 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... 392 (26)</p> <p>BOI n° IS-BASE-60-40-20-20, 1^{er} juin 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... 392 (26)</p> <p>BOI n° IS-RICI-10, 1^{er} juin 2016 (<i>Investissements outre-mer</i>)..... act. 375 (24)</p> <p>BOI n° IS-GEO-10, 1^{er} juin 2016 (<i>Investissements outre-mer</i>)..... act. 375 (24)</p> <p>BOI n° IR-RICI-80, 1^{er} juin 2016 (<i>Investissements outre-mer</i>)..... act. 375 (24)</p> <p>BOI n° BIC-RICI-10-160, 1^{er} juin 2016 (<i>Investissements outre-mer</i>)..... act. 375 (24)</p> <p>BOI n° BIC-RICI-20-10, 1^{er} juin 2016 (<i>Investissements outre-mer</i>)..... act. 375 (24)</p> <p>BOI n° IR-RICI-380, 1^{er} juin 2016 (<i>Investissements outre-mer</i>)..... act. 375 (24)</p> <p>BOI n° SJ-AGR-40, 1^{er} juin 2016 (<i>Investissements outre-mer</i>)..... act. 375 (24)</p> <p>BOI n° IF-TFB-10-210, 1^{er} juin 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>)..... act. 361 (23)</p> <p>BOI n° TVA-LIQ-30-20-40, 1^{er} juin 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 412 (26)</p> <p>BOI n° ENR-DMTG-10-20-30-20, 2 juin 2016 (<i>Donations</i>)..... act. 380 (24)</p> <p>BOI n° INT-CVB-NLD, 2 juin 2016 (<i>Prix de transfert</i>)..... act. 392 (25)</p> <p>BOI n° INT-DG-20-20-100, 3 juin 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 391 (25)</p> <p>BOI n° IR-CHAMP-20-20-10, 3 juin 2016 (<i>Impôt sur le revenu</i>)..... act. 374 (24)</p> <p>BOI n° IS-BASE-10-10-10-20, 7 juin 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... act. 377 (24)</p> <p>BOI n° RPPM-RCM-30-30-20-10, 7 juin 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... act. 377 (24)</p> <p>BOI n° IS-BASE-10-10-10-10, 7 juin 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... act. 377 (24)</p> <p>BOI n° INT-CVB-MYT, 8 juin 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 393 (25)</p>	<p>BOI n° IS-BASE-10-10-20, 9 juin 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... act. 377 (24)</p> <p style="text-align: right;">act. 378 (24)</p> <p>BOI n° IS-BASE-10-10-10-20, 9 juin 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... act. 378 (24)</p> <p style="text-align: right;">act. 379 (24)</p> <p>Rép. min. n° 17498, à Christophe-André Frassa : JO Sénat Q 9 juin 2016, p. 2566 (<i>Quotient (Régime du)</i>)..... act. 376 (24)</p> <p>BOI n° ENR-DG-70-20, 14 juin 2016 (<i>Contribution de sécurité immobilière</i>)..... act. 390 (25)</p> <p>BOI n° RFPI-TDC-10, 22 juin 2016 (<i>Taxe sur la cession de terrains rendus constructibles (CGI, art. 1529)</i>)..... 418 (28)</p> <p>BOI n° IF-TFB-10-200, 27 juin 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>)..... act. 426 (27)</p> <p>BOI n° IR-RICI-280-30-10, 30 juin 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 445 (28)</p> <p>BOI n° IR-RICI-280-40, 30 juin 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 445 (28)</p> <p>BOI n° IR-RICI-280-10-30, 30 juin 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 445 (28)</p> <p style="text-align: center;">Juillet</p> <p>BOI n° DJC-DES-20, 1^{er} juill. 2016 (<i>Assurance vie</i>)..... 425 (29)</p> <p>BOI n° DJC-DES-30, 1^{er} juill. 2016 (<i>Assurance vie</i>)..... 425 (29)</p> <p>BOI n° IF-TFNB-20-10-40-10, 4 juill. 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés non bâties</i>)..... act. 449 (28)</p> <p>BOI n° BAREME-000024, 6 juill. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>)..... act. 448 (28)</p> <p>BOI n° CF-CMSS-60-10, 6 juill. 2016 (<i>Comité consultatif du crédit d'impôt recherche</i>)..... 456 (30-35)</p> <p>BOI n° IF-CFE-20-20-40-10, 6 juill. 2016 (<i>Contribution économique territoriale</i>)..... act. 450 (28)</p> <p>BOI n° IS-CHAMP-50-10, 6 juill. 2016 (<i>Contribution économique territoriale</i>)..... act. 533 (38)</p> <p>BOI n° IS-CHAMP-30-70, 6 juill. 2016 (<i>Contribution économique territoriale</i>)..... act. 533 (38)</p> <p>BOI n° IF-CFE-20-20-30, 6 juill. 2016 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>)..... 451 (30-35)</p> <p>BOI n° IF-TFB-20-10-50-40, 6 juill. 2016 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>)..... 451 (30-35)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-10-25, 6 juill. 2016 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>)..... act. 475 (30-35)</p> <p>BOI n° IF-TFB-10-50-25, 6 juill. 2016 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>)..... act. 475 (30-35)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-30-50, 6 juill. 2016 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>)..... act. 524 (37)</p> <p>BOI n° BIC-RICI-10-10-20-20, 6 juill. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... 415 (28)</p> <p>BOI n° BIC-RICI-10-10-20-25, 6 juill. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... 415 (28)</p> <p>BOI n° IR-RICI-60-10, 6 juill. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... 449 (30-35)</p> <p>BOI n° IR-RICI-60-20-10, 6 juill. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... 449 (30-35)</p> <p>BOI n° IR-RICI-60-20-20, 6 juill. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... 449 (30-35)</p> <p>BOI n° BIC-BASE-10-30, 6 juill. 2016 (<i>Fonds de placement immobilier (FPI)</i>)..... act. 526 (37)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-30-50, 6 juill. 2016 (<i>Gîte rural</i>)..... act. 524 (37)</p> <p>BOI n° IS-CHAMP-30-70, 6 juill. 2016 (<i>Impôt sur la fortune</i>)..... act. 533 (38)</p> <p>BOI n° PAT-ISF-40-45, 6 juill. 2016 (<i>Impôt sur la fortune</i>)..... act. 555 (39)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-30-50, 6 juill. 2016 (<i>Location en meublé</i>)..... act. 524 (37)</p> <p>BOI n° BIC-BASE-10-30, 6 juill. 2016 (<i>Location en meublé</i>)..... act. 526 (37)</p> <p>BOI n° IS-CHAMP-50-10, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>)..... act. 533 (38)</p>
---	--

Table de doctrine administrative

BOI n° IS-CHAMP-30-70, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 533 (38)	BOI n° ENR-DMTG-20-30-20-60, 22 juill. 2016 (<i>Donations</i>).....	act. 476 (30-35)
BOI n° IS-RICI-20-30, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 536 (38)	BOI n° IR-RICI-250-10-10, 26 juill. 2016 (<i>Organismes sans but lucratif</i>).....	460 (36)
BOI n° PAT-ISF-40-30-20, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'ISF</i>).....	419 (28)	Août	
BOI n° PAT-ISF-40-30-10-20, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'ISF</i>).....	419 (28)	BOI n° RSA-BASE-20-20, 1^{er} août 2016 (<i>Traitements et salaires</i>).....	act. 497 (36)
BOI n° PAT-ISF-40-30-10-10, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'ISF</i>).....	419 (28)	Rép. min. n° 72240, à Hervé Féron : JOAN 2 août 2016 , p. 7144 (<i>Successions</i>).....	act. 501 (36)
BOI n° PAT-ISF-40-30-40, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'ISF</i>).....	419 (28)	BOI n° TVA-DECLA-30-10-30, 3 août (<i>Comptabilité</i>).....	act. 498 (36)
BOI n° PAT-ISF-40-30-30-10, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'ISF</i>).....	419 (28)	BOI n° CF-INF-20-10-20, 3 août 2016 (<i>Comptabilité</i>).....	463 (36)
BOI n° PAT-ISF-40-30-10-30, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'ISF</i>).....	419 (28)	BOI n° TVA-DECLA-30-10-30, 3 août 2016 (<i>Comptabilité</i>).....	463 (36)
BOI n° PAT-ISF-40-30-30-20, 6 juill. 2016 (<i>Réductions d'ISF</i>).....	419 (28)	BOI n° CF-INF-20-10-20, 3 août 2016 (<i>Comptabilité</i>).....	act. 498 (36)
BOI n° IS-CHAMP-30-70, 6 juill. 2016 (<i>Taxe d'apprentissage</i>).....	act. 533 (38)	BOI n° BIC-RICI-20-30-10-20, 3 août 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 499 (36)
BOI n° IS-CHAMP-50-10, 6 juill. 2016 (<i>Taxe d'apprentissage</i>).....	act. 533 (38)	BOI n° CF-INF-20-10-20, 3 août 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	463 (36)
BOI n° IF-CFE-20-20-30, 6 juill. 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	451 (30-35)	BOI n° TVA-DECLA-30-10-30, 3 août 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	463 (36)
BOI n° IF-TFB-20-10-50-40, 6 juill. 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	451 (30-35)	BOI n° CF-INF-20-10-20, 3 août 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 498 (36)
BOI n° IF-TFB-50-20-20-30, 6 juill. 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	452 (30-35)	BOI n° ENR-DMTOM-40-10-20, 19 août 2016 (<i>Enregistrement</i>).....	act. 525 (37)
BOI n° IF-TFB-50-20-20-10, 6 juill. 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	452 (30-35)	BOI n° IR-BASE-10-10-10-10, 30 août 2016 (<i>Économie collaborative</i>).....	act. 519 (37)
BOI n° IF-TFB-50-20-20-20, 6 juill. 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	452 (30-35)	BOI n° BNC-BASE-40-60-40, 30 août 2016 (<i>Économie collaborative</i>).....	act. 519 (37)
BOI n° IF-CFE-10-30-10-25, 6 juill. 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	act. 475 (30-35)	BOI n° BIC-CHG-40-20-40, 30 août 2016 (<i>Économie collaborative</i>).....	act. 519 (37)
BOI n° IF-TFB-10-50-25, 6 juill. 2016 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	act. 475 (30-35)	Septembre	
BOI n° IS-CHAMP-50-10, 6 juill. 2016 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	act. 533 (38)	Rép. min. n° 14869, à Olivier Cadic : JO Sénat Q 1^{er} sept. 2016 , p. 3742 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	act. 553 (39)
BOI n° IS-CHAMP-30-70, 6 juill. 2016 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	act. 533 (38)	BOI n° IR-RICI-20, 2 sept. 2016 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 496 (36)
BOI n° TFP-TVS-10-30, 6 juill. 2016 (<i>Taxe sur les véhicules de sociétés</i>).....	act. 459 (29)	BOI n° BAREME-000033, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	act. 521 (37)
BOI n° IF-TFB-20-10-50-40, 6 juill. 2016 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	451 (30-35)	BOI n° BA-REG-30, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	515 (39)
BOI n° IF-CFE-20-20-30, 6 juill. 2016 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	451 (30-35)	BOI n° BA-REG-10-20-10, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	515 (39)
BOI n° BIC-CHAMP-80-10-70-30, 6 juill. 2016 (<i>Zones de revitalisation rurale</i>).....	521 (39)	BOI n° BA-REG-10-40, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	515 (39)
BOI n° BIC-CHAMP-80-10-70-20, 6 juill. 2016 (<i>Zones de revitalisation rurale</i>).....	521 (39)	BOI n° BA-REG-10-30, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	515 (39)
BOI n° BIC-CHAMP-80-10-70-10, 6 juill. 2016 (<i>Zones de revitalisation rurale</i>).....	521 (39)	BOI n° BA-REG-10-10, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	515 (39)
BOI n° RPPM-RCM-10-40, 11 juill. 2016 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	450 (30-35)	BOI n° BA-REG-40-20, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	516 (39)
BOI n° RPPM-RCM-40-30, 11 juill. 2016 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	450 (30-35)	BOI n° BA-BASE-15-20, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	516 (39)
BOI n° RPPM-RCM-20-10-30-10, 11 juill. 2016 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	act. 472 (30-35)	BOI n° BA-REG-40-10-10, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	516 (39)
BOI n° RPPM-RCM-30-20-30, 11 juill. 2016 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	act. 473 (30-35)	BOI n° BA-BASE-15-10, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	516 (39)
BOI n° RPPM-RCM-20-10-20-10, 11 juill. 2016 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	act. 474 (30-35)	BOI n° BA-CHAMP-10-40, 7 sept. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>).....	614 (48)
BOI n° RSA-PENS-10-10-10-20, 20 juill. 2016 (<i>Pensions et rentes viagères</i>).....	act. 470 (30-35)	BOI n° CVAE-BASE-20, 7 sept. 2016 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>).....	act. 523 (37)
BOI n° RSA-PENS-10-10-10-10, 20 juill. 2016 (<i>Pensions et rentes viagères</i>).....	act. 470 (30-35)	BOI n° BA-BASE-20-10-10, 7 sept. 2016 (<i>Suramortissement exceptionnel de 40 %</i>).....	act. 535 (38)
BOI n° RSA-PENS-20-20-10, 20 juill. 2016 (<i>Traitements et salaires</i>).....	act. 471 (30-35)	Rép. min. n° 31774, à Bernard Deflesselles : JOAN Q 13 sept. 2016 , p. 8180 (<i>Revenus fonciers</i>).....	act. 534 (38)
		Rép. min. n° 20384, à François Marc : JO Sénat Q 15 sept. 2016 , p. 3949 (<i>Taxe locale sur la publicité extérieure</i>).....	act. 556 (39)

<p>Rép. min. n° 92284, à Gérard Charasse : JOAN Q 20 sept. 2016, p. 8506 (<i>Avis à tiers détenteur</i>)..... act. 557 (39)</p> <p>Rép. min. n° 91532, à Gilles Carrez : JOAN 20 sept. 2016, p. 8389 (<i>Prélèvements sociaux</i>)..... act. 552 (39)</p> <p>Rép. min. n° 95387, à Antoine Herth : JOAN 20 sept. 2016, p. 8517 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 554 (39)</p> <p>Rép. min. n° 94538, à Gilles Savary : JOAN Q, 20 sept. 2016, p. 8514 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 640 (46)</p> <p>Rép. min. n° 95481, à Collette Capdevielle : JOAN Q 20 sept. 2016, p. 8519 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 641 (46)</p> <p>Rép. min. n° 18026 : JO Sénat Q 22 sept. 2016, p. 4058 (<i>Assurance vie</i>)..... act. 605 (42-43)</p> <p>Rép. min. n° 20583, à Alain Joyandet : JO Sénat Q 29 sept. 2016, p. 4173 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 571 (40)</p> <p>DA douanes n° 16-044, 30 sept. 2016 : BOD n° 7133, 30 sept. 2016 (<i>Taxe sur les appareils de reproduction ou d'impression</i>)..... act. 606 (42-43)</p> <p style="text-align: center;">Octobre</p> <p>BOI n° BA-BASE-20-10-10, 5 oct. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>)..... 614 (48)</p> <p>BOI n° SJ-RES-10-20-20-20, 5 oct. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 582 (41)</p> <p>BOI n° IS-GPE-20-20-20-20, 5 oct. 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>)..... 557 (42-43)</p> <p>BOI n° IS-BASE-10-10-20, 5 oct. 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>)..... 557 (42-43)</p> <p>BOI n° IS-GPE-20-20-20-10, 5 oct. 2016 (<i>Groupes de sociétés</i>)..... 557 (42-43)</p> <p>BOI n° IS-BASE-10-10-10-10, 5 oct. 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... act. 602 (42-43)</p> <p>BOI n° IS-BASE-10-10-10-20, 5 oct. 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... act. 603 (42-43)</p> <p>BOI n° IS-BASE-10-10-20, 5 oct. 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>)..... act. 604 (42-43)</p> <p>BOI n° RPPM-PVBMI-40-30-30-20, 5 oct. 2016 (<i>Imprimé fiscal unique (IFU)</i>)..... act. 623 (45)</p> <p>BOI n° RPPM-PVBMI-40-30-30-10, 5 oct. 2016 (<i>Imprimé fiscal unique (IFU)</i>)..... act. 623 (45)</p> <p>BOI n° RPPM-PVBMI-40-30-40, 5 oct. 2016 (<i>Imprimé fiscal unique (IFU)</i>)..... act. 623 (45)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-50-10, 5 oct. 2016 (<i>Quartiers prioritaires de la ville</i>)..... act. 583 (41)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-50-50, 5 oct. 2016 (<i>Quartiers prioritaires de la ville</i>)..... act. 583 (41)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-50-60, 5 oct. 2016 (<i>Quartiers prioritaires de la ville</i>)..... act. 583 (41)</p> <p>BOI n° IS-BASE-10-10-20, 5 oct. 2016 (<i>Quote-part de frais et charges</i>)..... 557 (42-43)</p> <p>BOI n° IS-GPE-20-20-20-20, 5 oct. 2016 (<i>Quote-part de frais et charges</i>)..... 557 (42-43)</p> <p>BOI n° IS-GPE-20-20-20-10, 5 oct. 2016 (<i>Quote-part de frais et charges</i>)..... 557 (42-43)</p> <p>BOI n° RPPM-PVBMI-40-30-30-20, 5 oct. 2016 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>)..... act. 623 (45)</p> <p>BOI n° RPPM-PVBMI-40-30-40, 5 oct. 2016 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>)..... act. 623 (45)</p> <p>BOI n° RPPM-PVBMI-40-30-30-10, 5 oct. 2016 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>)..... act. 623 (45)</p> <p>BOI n° PAT-TPC-20-20, 5 oct. 2016 (<i>Taxe de 3 % sur les immeubles des sociétés étrangères</i>)..... act. 584 (41)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-50-50, 5 oct. 2016 (<i>Zones franches urbaines (ZFU)</i>)..... act. 583 (41)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-50-10, 5 oct. 2016 (<i>Zones franches urbaines (ZFU)</i>)..... act. 583 (41)</p> <p>BOI n° IF-CFE-10-30-50-60, 5 oct. 2016 (<i>Zones franches urbaines (ZFU)</i>)..... act. 583 (41)</p>	<p>Rép. min. n° 22773 : JO Sénat Q 13 oct. 2016, p. 4507 (<i>Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)</i>)..... act. 612 (42-43)</p> <p>Rép. min. n° 95150, à Christophe Premat : JOAN Q 25 oct. 2016, p. 8892 (<i>Prélèvements sociaux</i>)..... act. 644 (46)</p> <p>Rép. min. n° 97878, à Gisèle Biémouret : JOAN Q 25 oct. 2016, p. 8898 (<i>Zones de revitalisation rurale (ZRR)</i>)..... act. 643 (46)</p> <p style="text-align: center;">Novembre</p> <p>Rép. min. n° 98507, à Marie-George Buffet : JOAN Q 1^{er} nov. 2016, p. 9120 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 642 (46)</p> <p>BOI n° IS-RICI-10-30-10, 2 nov. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 639 (46)</p> <p>BOI n° IS-RICI-10-20-20, 2 nov. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 639 (46)</p> <p>BOI n° IS-RICI-10-20-10, 2 nov. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 639 (46)</p> <p>BOI n° ANNX-000216, 2 nov. 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 624 (45)</p> <p>BOI n° ANNX-000215, 2 nov. 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 624 (45)</p> <p>BOI n° TVA-CHAMP-30-30-30-20, 2 nov. 2016 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 624 (45)</p> <p>BOI n° INT-CVB-VNM, 4 nov. 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 701 (50)</p> <p>BOI n° INT-CVB-CHL, 4 nov. 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 701 (50)</p> <p>BOI n° INT-CVB-LBY, 4 nov. 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 701 (50)</p> <p>BOI n° INT-CVB-EST, 4 nov. 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 701 (50)</p> <p>BOI n° INT-CVB-UZB-20, 4 nov. 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 701 (50)</p> <p>BOI n° INT-CVB-BOL, 4 nov. 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 701 (50)</p> <p>BOI n° INT-CVB-SAU, 4 nov. 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 701 (50)</p> <p>BOI n° INT-CVB-EGY, 4 nov. 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 701 (50)</p> <p>BOI n° INT-CVB-IND, 4 nov. 2016 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 701 (50)</p> <p>Rép. min. n° 89386, à Marc Dolez : JOAN Q 15 nov. 2016, p. 9407 (<i>Imposition forfaitaire de réseau (IFER)</i>)..... act. 685 (49)</p> <p>BOI n° IR-BASE-10-10-10-10, 28 nov. 2016 (<i>Impôt sur le revenu</i>)..... act. 682 (49) act. 683 (49)</p> <p style="text-align: center;">Décembre</p> <p>Rép. min. n° 23898, à Christophe-André Frassa : JO Sénat Q 1^{er} déc. 2016, p. 5192 (<i>Holding animatrice</i>)..... act. 681 (49)</p> <p>BOI n° DJC-OA-20-30-10-20, 2 déc. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>)..... act. 684 (49)</p> <p>BOI n° IR-BASE-10-10-20, 2 déc. 2016 (<i>Bénéfices agricoles</i>)..... act. 684 (49)</p> <p>BOI n° DJC-OA-20-30-10-20, 2 déc. 2016 (<i>Organismes de gestion agréés</i>)..... act. 684 (49)</p> <p>BOI n° DJC-ARE, 7 déc. 2016 (<i>Attestation de régularité fiscale</i>)..... act. 697 (50)</p> <p>BOI n° IS-RICI-10-45, 7 déc. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... 647 (50)</p> <p>BOI n° BIC-RICI-10-10-20-20, 7 déc. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 699 (50)</p> <p>BOI n° BIC-RICI-10-10-20-30, 7 déc. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 699 (50)</p> <p>BOI n° IS-RICI-10-45, 7 déc. 2016 (<i>Crédits d'impôt</i>)..... act. 700 (50)</p> <p>BOI n° RPPM-RCM-30-30-20-70, 7 déc. 2016 (<i>Retenue à la source</i>)..... act. 715 (51-52)</p>
---	---

Table de doctrine administrative

Rép. min. n° 21821, à **François Commeinhes** : JO Sénat
Q **8 déc. 2016**, p. 5360 (*Contentieux fiscal*)..... **act. 721** (51-52)

Rép. min. n° 22376, à **Louis Duvernois** : JO Sénat Q
8 déc. 2016, p. 5362 (*Plus-values sur valeurs mobilières
et droits sociaux*)..... **act. 698** (50)

Table chronologique de jurisprudence

Table de jurisprudence

2013

Novembre

CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2013 , n° 377390 : JurisData n° 2015-026844 (<i>Conseil d'État</i>).....	152 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2013 , n° 377390 : JurisData n° 2015-026844 (<i>Contribution économique territoriale (CET)</i>).....	144 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2013 , n° 377390 : JurisData n° 2015-026844 (<i>Cour administrative d'appel</i>).....	152 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2013 , n° 377390 : JurisData n° 2015-026844 (<i>Tribunal administratif</i>).....	152 (5)

2015

Janvier

TA Melun, 3 ^e ch., 8 janv. 2015 , n° 1300960 : JurisData n° 2015-029928 (<i>Avis de mise en recouvrement</i>).....	186 (7-8)
---	-----------

Février

CA Paris, Pôle 5, ch. 7, 24 févr. 2015 , n° 13/02382 : JurisData n° 2015-031054 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)
--	----------

Mars

CA Aix-en-Provence, 1 ^{re} ch. A, 24 mars 2015 , n° 14/ 09330 : JurisData n° 2015-031051 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)
--	----------

Juin

CA Bordeaux, 1 ^{re} ch., 16 juin 2015 , n° 14/00944 : JurisData n° 2015-024485 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)
TA Strasbourg, 5 ^e ch., 16 juin 2015 , n° 1105742 : JurisData n° 2015-030021 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)
Cons. const. déc., 26 juin 2015 , n° 2015-473 QPC : JurisData n° 2015-016190 (<i>Constitution</i>).....	81 (3)

Juillet

CAA Versailles, 7 ^e ch., 8 juill. 2015 , n° 13VE02067 : JurisData n° 2015-031248 (<i>Conventions internationales</i>).....	328 (20)
Cons. const. déc., 17 juill. 2015 , n° 2015-475 QPC (<i>Constitution</i>).....	165 (6)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 22 juill. 2015 , n° 367567 : JurisData n° 2015-017569 (<i>Aides d'État</i>).....	213 (10)

Septembre

TA Cergy-Pontoise, 2 ^e ch., 22 sept. 2015 , n° 1308247 : JurisData n° 2015-030004 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)
CAA Versailles, 1 ^{re} ch., 29 sept. 2015 , n° 13VE03890 : JurisData n° 2015-029451 (<i>Produits d'exploitation</i>).....	158 (6)
CAA Paris, 10 ^e ch., 29 sept. 2015 , n° 14PA05384 : JurisData n° 2015-029888 (<i>Bénéfices non commerciaux</i>).....	176 (7-8)
TA Versailles, 5 ^e ch., 29 sept. 2015 , n° 1200344 : JurisData n° 2015-030023 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)

Octobre

CAA Lyon, 5 ^e ch., 1^{er} oct. 2015 , n° 14LY00340 : JurisData n° 2015-030564 (<i>Aides d'État</i>).....	214 (10)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 1^{er} oct. 2015 , n° 369846 : JurisData n° 2015-021676 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	179 (7-8)
TA Amiens, 2 ^e ch., 1^{er} oct. 2015 , n° 1300272 : JurisData n° 2015-030003 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)
TA Nîmes, 3 ^e ch., 1^{er} oct. 2015 , n° 1400550 : JurisData n° 2015-030007 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)

TA Paris, magistrat désigné, 2 oct. 2015 , n° 1504414 : JurisData n° 2015-030020 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)
CA Pau, 1 ^{re} ch., 13 oct. 2015 , n° 15/3823 : JurisData n° 2015-031058 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)
CAA Versailles, 1 ^{re} ch., 13 oct. 2015 , n° 14VE02328 : JurisData n° 2015-026473 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	279 (15)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 386698 : JurisData n° 2015-023273 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	70 (2)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 374211 : JurisData n° 2015-023299 (<i>Abus de droit</i>).....	83 (3)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 374211 : JurisData n° 2015-023299 (<i>Procédure de rectification contradictoire</i>).....	85 (3)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 374211 : JurisData n° 2015-023299 (<i>Plan d'épargne en actions (PEA)</i>).....	83 (3)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 387249 (<i>Sociétés à prépondérance immobilière</i>).....	161 (6)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 387249 (<i>Plus- values (IS)</i>).....	161 (6)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 373627 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	209 (10)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 360426 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	142 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 14 oct. 2015 , n° 360426 (<i>Chroniques</i>).....	142 (5)
CAA Versailles, 7 ^e ch., 15 oct. 2015 , n° 14VE00129 : JurisData n° 2015-026472 (<i>Contribution exceptionnelle sur l'IS (CGI, art. 235 ter ZAA)</i>).....	253 (13)
CAA Versailles, 7 ^e ch., 15 oct. 2015 , n° 14VE00803 : JurisData n° 2015-029226 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	63 (2)
CAA Versailles, 7 ^e ch., 15 oct. 2015 , n° 14VE02410 : JurisData n° 2015-029227 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	63 (2)
CAA Paris, 9 ^e ch., 15 oct. 2015 , n° 13PA04863 : JurisData n° 2015-030460 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	182 (7-8)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 2 ^e ch., 16 oct. 2015 , n° 1409462 : JurisData n° 2015-029112 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	180 (7-8)
CAA Paris, 10 ^e ch., 20 oct. 2015 , n° 14PA03801 : JurisData n° 2015-031043 (<i>Bénéfices non commerciaux</i>).....	277 (15)
Cass. com., 20 oct. 2015 , n° 14-19.491, F-D : JurisData n° 2015-024066 (<i>Donations</i>).....	301 (17)
Cass., 20 oct. 2015 , n° com. : JurisData n° 2015-023479 (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	162 (6)
CA Douai, 1 ^{re} ch., sect. 1, 22 oct. 2015 , n° 562/2015 : JurisData n° 2015-031061 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)
CAA Nantes, 1 ^{re} ch., 22 oct. 2015 , n° 14NT00291 (<i>Plus- values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	218 (11)
CAA Nantes, 1 ^{re} ch., 22 oct. 2015 , n° 14NT00291 (<i>Holding animatrice</i>).....	218 (11)
CE, 8 ^e ss-sect., 23 oct. 2015 , n° 372778 : JurisData n° 2015-023892 (<i>Rapporteur public</i>).....	170 (6)
CA Paris, Pôle 2, ch. 1, 27 oct. 2015 , n° 14/08302 : JurisData n° 2015-024715 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)
Cass. crim., 28 oct. 2015 , n° 14-82.450, FD : JurisData n° 2015-023976 (<i>Chroniques</i>).....	142 (5)
Cass. crim., 28 oct. 2015 , n° 14-82.450, FD : JurisData n° 2015-023976 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	142 (5)
Cass. crim., 28 oct. 2015 , n° 14-81.496 (<i>Chroniques</i>).....	142 (5)
Cass. crim., 28 oct. 2015 , n° 14-83.664 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	142 (5)
Cass. crim., 28 oct. 2015 , n° 14-83.664 (<i>Chroniques</i>).....	142 (5)
Cass. crim., 28 oct. 2015 , n° 14-81.496 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	142 (5)

Novembre

TA Versailles, 5 ^e ch., 3 nov. 2015 , n° 1200875 : JurisData n° 2015-030024 (<i>Chroniques</i>)	141 (5)
CADF avis, 6 nov. 2015 , n° 2015-07 (<i>Pactes Dutreil</i>)	300 (17)
CADF avis, 6 nov. 2015 , n° 2015-07 (<i>Location en meublé</i>)	300 (17)
CADF avis, 6 nov. 2015 , n° 2015-07 (<i>Abus de droit</i>)	305 (17)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 380278 (<i>Entreprises nouvelles (CGI, art 44 sexies)</i>)	65 (2)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 383452 (<i>Taxe sur les salaires</i>)	66 (2)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 384536 : JurisData n° 2015-020469 (<i>Taxe sur les salaires</i>)	224 (11)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 371571 : JurisData n° 2015-026149 (<i>Plus-values immobilières</i>)	156 (6)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 370054 : JurisData n° 2015-026398 (<i>Conventions internationales</i>)	421 (28)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 370974 : JurisData n° 2015-026400 (<i>Prix de transfert</i>)	377 (24)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 366457 (<i>Organismes de gestion agréés</i>)	163 (6)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 371132 (<i>Conventions internationales</i>)	421 (28)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 366457 (<i>Sanctions fiscales</i>)	166 (6)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 366457 (<i>Convention européenne des droits de l'homme</i>)	166 (6)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015 , n° 384537 (<i>Taxe sur les salaires</i>)	224 (11)
Cass. crim., 12 nov. 2015 , n° 14-85.618 : JurisData n° 2015-025092 (<i>Droit pénal fiscal</i>)	142 (5)
Cass. crim., 12 nov. 2015 , n° 14-85.618 : JurisData n° 2015-025092 (<i>Chroniques</i>)	142 (5)
Cass. crim., 12 nov. 2015 , n° 14-82.241 : JurisData n° 2015-025094 (<i>Chroniques</i>)	142 (5)
Cass. crim., 12 nov. 2015 , n° 14-82.241 : JurisData n° 2015-025094 (<i>Droit pénal fiscal</i>)	142 (5)
Cass. crim., 12 nov. 2015 , n° 14-84.880 (<i>Droit pénal fiscal</i>)	142 (5)
Cass. crim., 12 nov. 2015 , n° 14-84.880 (<i>Chroniques</i>)	142 (5)
Cass. crim., 12 nov. 2015 , n° 12-82.241 (<i>Droit pénal fiscal</i>)	142 (5)
Cass. crim., 12 nov. 2015 , n° 12-82.241 (<i>Chroniques</i>)	142 (5)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 12 nov. 2015 , n° 390265 : JurisData n° 2015-026150 (<i>Constitution</i>)	171 (6)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 12 nov. 2015 , n° 390265 : JurisData n° 2015-026150 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>)	155 (6)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 17 nov. 2015 , n° 15VE00451 : JurisData n° 2015-030424 (<i>Traitements et salaires</i>)	174 (7-8)
TA Montreuil, 10 ^e ch., 17 nov. 2015 , n° 143366 : JurisData n° 2015-027273 (<i>Domicile fiscal</i>)	68 (2)
CA Bastia, ch. civ. A, 18 nov. 2015 , n° 14/00540 : JurisData n° 2015-026696 (<i>Chroniques</i>)	275 (15)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 368820 : JurisData n° 2015-026792 (<i>Commission départementale des impôts</i>)	168 (6)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 369502 : JurisData n° 2015-026821 (<i>Conseil d'État</i>)	232 (11)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 369502 : JurisData n° 2015-026821 (<i>Commission départementale des impôts</i>)	229 (11)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 369502 : JurisData n° 2015-026821 (<i>Notification des actes administratifs par la voie postale</i>)	229 (11)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 367916 (<i>Réductions d'impôt</i>)	143 (5)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 379355 (<i>Réductions d'impôt</i>)	143 (5)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 372874 (<i>Réductions d'impôt</i>)	143 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 369162 : JurisData n° 2015-026793 (<i>Solidarité</i>)	220 (11)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 369162 : JurisData n° 2015-026793 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)	220 (11)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 382376 : JurisData n° 2015-026822 (<i>Proposition de rectification</i>)	260 (13)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 370622 (<i>Responsabilité de l'administration fiscale</i>)	272 (14)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 nov. 2015 , n° 370636 (<i>Responsabilité de l'administration fiscale</i>)	272 (14)
CAA Paris, 9 ^e ch., 19 nov. 2015 , n° 13PA04787 : JurisData n° 2015-029676 (<i>Aides d'État</i>)	164 (6)
CAA Paris, 9 ^e ch., 19 nov. 2015 , n° 13PA04787 : JurisData n° 2015-029676 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>)	157 (6)
CAA Paris, 9 ^e ch., 19 nov. 2015 , n° 13PA03385 : JurisData n° 2015-029677 (<i>Secret professionnel</i>)	167 (6)
TA Strasbourg, 3 ^e ch., 19 nov. 2015 , n° 1204900 : JurisData n° 2015-030022 (<i>Chroniques</i>)	141 (5)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 375054 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)	292 (16)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 375055 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)	292 (16)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 364757 : JurisData n° 2015-026273 (<i>Cour administrative d'appel</i>)	150 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 364757 : JurisData n° 2015-026273 (<i>Intérêt pour agir</i>)	151 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 360238 : JurisData n° 2015-026823 (<i>Taxe locale d'équipement</i>)	78 (3)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 370712 : JurisData n° 2015-026824 (<i>Garanties des contribuables</i>)	84 (3)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 370712 : JurisData n° 2015-026824 (<i>Imposition forfaitaire annuelle (IFA)</i>)	75 (3)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 371690 : JurisData n° 2015-026834 (<i>Taxe professionnelle</i>)	76 (3)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 382691 : JurisData n° 2015-026845 (<i>Pensions et rentes viagères</i>)	147 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 372067 (<i>Provisions</i>)	252 (13)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2015 , n° 375764 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)	145 (5)
TA Orléans, 3 ^e ch., 24 nov. 2015 , n° 1403725 : JurisData n° 2015-030008 (<i>Chroniques</i>)	141 (5)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 25 nov. 2015 , n° 13VE02335 : JurisData n° 2015-030423 (<i>Avis de mise en recouvrement</i>)	185 (7-8)
Cass. crim., 25 nov. 2015 , n° 14-84.538 : JurisData n° 2015-026253 (<i>Chroniques</i>)	142 (5)
Cass. crim., 25 nov. 2015 , n° 14-84.538 : JurisData n° 2015-026253 (<i>Droit pénal fiscal</i>)	142 (5)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 25 nov. 2015 , n° 380456 : JurisData n° 2015-026219 (<i>Tribunal administratif</i>)	149 (5)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 25 nov. 2015 , n° 373128 : JurisData n° 2015-026842 (<i>Réclamation au service des impôts</i>)	148 (5)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 25 nov. 2015 , n° 380817 (<i>Bénéfices non commerciaux</i>)	175 (7-8)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 25 nov. 2015 , n° 378004 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>)	250 (13)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 25 nov. 2015 , n° 1428971 : JurisData n° 2015-030009 (<i>Chroniques</i>)	141 (5)
CE, sect., 30 nov. 2015 , n° 388299 : JurisData n° 2015-026919 (<i>Saint-Martin</i>)	227 (11)

Table de jurisprudence

Décembre

CAA Versailles, 1 ^{re} ch., 1 ^{er} déc. 2015, n° 14VE00566 : JurisData n° 2015-031217 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	327 (20)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 13 déc. 2015, n° 372733 : JurisData n° 2015-029385 (<i>Évasion fiscale internationale</i>).....	342 (21)
CAA Lyon, 5 ^e ch., 3 déc. 2015, n° 15LY00260 : JurisData n° 2015-031199 (<i>Traitements et salaires</i>).....	322 (20)	CAA Douai, 2 ^e ch., 14 déc. 2015, n° 14DA00317 : JurisData n° 2015-029111 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	79 (3)
TA Poitiers, 1 ^{re} ch., 3 déc. 2015, n° 1300568 : JurisData n° 2015-027814 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	64 (2)	CA Paris, Pôle 5, ch. 7., 15 déc. 2015, n° 2013/05968 : JurisData n° 2015-031063 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)
TA Poitiers, 1 ^{re} ch., 3 déc. 2015, n° 1300249 : JurisData n° 2015-027815 (<i>Acte anormal de gestion</i>).....	62 (2)	Cass. crim., 16 déc. 2015, n° 14-87.118 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	142 (5)
CE, plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189 (<i>Butoir (règle du)</i>).....	80 (3)	Cass. crim., 16 déc. 2015, n° 14-87.118 (<i>Chroniques</i>).....	142 (5)
CE, plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 368227 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	370 (23)	CA Paris, 7 ^e ch., 17 déc. 2015, n° 2013/13927 : JurisData n° 2015-031064 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)
CE, plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189 (<i>Retenue à la source</i>).....	80 (3)	CAA Versailles, plén., 17 déc. 2015, n° 13VE01281 : JurisData n° 2015-030422 (<i>Conventions internationales</i>).....	215 (10)
CE, plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189 (<i>Conventions internationales</i>).....	80 (3)	CJUE 3 ^e ch., 17 déc. 2015, n° C-517/13 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 29 (2)
CE, plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189 (<i>Crédits d'impôt étrangers</i>).....	80 (3)	CJUE 3 ^e ch., 17 déc. 2015, n° C-402/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 30 (2)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371403 : JurisData n° 2015-028416 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	211 (10)	CJUE 3 ^e ch., 17 déc. 2015, n° C-388/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 28 (2)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371403 : JurisData n° 2015-028416 (<i>Garanties des contribuables</i>).....	548 (41)	CJUE 3 ^e ch., 17 déc. 2015, n° C-454/13 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 29 (2)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371403 : JurisData n° 2015-028416 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	210 (10) 543 (41)	CJUE 3 ^e ch., 17 déc. 2015, n° C-419/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 23 (2)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371406 : JurisData n° 2015-028437 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	210 (10)	CJUE 4 ^e ch., 17 déc. 2015, n° C-342/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 27 (2)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 374857 : JurisData n° 2015-028446 (<i>Lois du pays (Nouvelle-Calédonie)</i>).....	269 (14)	TA Versailles, 7 ^e ch., 18 déc. 2015, n° 1204823 : JurisData n° 2015-030025 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371710 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	365 (23)	CJUE 1 ^{re} ch., 23 déc. 2015, n° C-250/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 22 (2)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 2 ^e ch., 7 déc. 2015, n° 1427256 : JurisData n° 2015-027274 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	67 (2)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374816 : JurisData n° 2015-029388 (<i>Droit de communication</i>).....	244 (12)
CAA Bordeaux, 3 ^e ch., 8 déc. 2015, n° 14BX01952 : JurisData n° 2015-027888 (<i>Bénéfices industriels et commerciaux</i>).....	160 (6)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 378814 : JurisData n° 2015-029422 (<i>Preuve fiscale</i>).....	346 (21)
Cass. crim., 9 déc. 2015, n° 15-82.744 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	142 (5)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 378814 : JurisData n° 2015-029422 (<i>Agents d'assurances</i>).....	337 (21)
Cass. crim., 9 déc. 2015, n° 15-82.744 (<i>Chroniques</i>).....	142 (5)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374816 (<i>Droit de communication</i>).....	act. 32 (2)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367310 : JurisData n° 2015-027927 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	183 (7-8)	CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 377855 : JurisData n° 2015-029402 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	245 (12)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367310 : JurisData n° 2015-027927 (<i>Solidarité</i>).....	183 (7-8)	CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 386128 : JurisData n° 2015-029419 (<i>Procédure de rectification contradictoire</i>).....	228 (11)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 387630 : JurisData n° 2015-028459 (<i>Responsabilité de l'administration fiscale</i>).....	273 (14) 274 (14)	CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 386128 (<i>Procédure de rectification contradictoire</i>).....	act. 33 (2)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 394093 : JurisData n° 2015-028638 (<i>Constitution</i>).....	82 (3)	CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 377855 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	act. 34 (2)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367897 (<i>Prix de transfert</i>).....	181 (7-8)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 366716 : JurisData n° 2015-029229 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	239 (12)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367898 (<i>Prix de transfert</i>).....	181 (7-8)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 366717 : JurisData n° 2015-029229 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	239 (12)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367898 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	313 (18-19)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 370096 : JurisData n° 2015-029231 (<i>Redevance pour création de bureaux en Île-de-France</i>).....	326 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 388850 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	266 (14)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 378237 : JurisData n° 2015-029418 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	246 (12)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 9 déc. 2015, n° 1429007 : JurisData n° 2015-030019 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 371436 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	act. 21 (2)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 10 déc. 2015, n° 14VE00289 : JurisData n° 2015-030539 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	212 (10)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374836 (<i>Retenue à la source</i>).....	act. 25 (2)
CAA Versailles, 6 ^e ch., 10 déc. 2015, n° 13VE01683 : JurisData n° 2015-027629 (<i>Abus de droit</i>).....	230 (11)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369311 (<i>Fusions</i>).....	act. 26 (2)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 13 déc. 2015, n° 372522 : JurisData n° 2015-029384 (<i>Évasion fiscale internationale</i>).....	342 (21)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 378237 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	act. 31 (2)
		CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 366716 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	act. 20 (2)

CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 370096 (<i>Redevance pour création de bureau en Île-de-France</i>).....	act. 57 (4)	Cass. crim., 13 janv. 2016 , n° 14-86.720 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	142 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 369311 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	258 (13) 259 (13)	Cass. crim., 13 janv. 2016 , n° 14-86.720 (<i>Chroniques</i>).....	142 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 369317 (<i>Agréments fiscaux</i>).....	258 (13)	TA Montreuil, 10 ^e ch., 13 janv. 2016 , n° 1408357 : JurisData n° 2016-013359 (<i>Impôts sur le revenu</i>).....	435 (29)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 374081 (<i>Plus-values (BIC)</i>).....	178 (7-8)	TA Montreuil, 10 ^e ch., 13 janv. 2016 , n° 1408357 : JurisData n° 2016-013359 (<i>Suisse</i>).....	434 (29)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 369316 (<i>Agréments fiscaux</i>).....	258 (13)	TA Montreuil, 10 ^e ch., 13 janv. 2016 , n° 1408357 : JurisData n° 2016-013359 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	434 (29)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	255 (13)	TA Montreuil, 10 ^e ch., 13 janv. 2016 , n° 1408357 : JurisData n° 2016-013359 (<i>Revenu global</i>).....	426 (29)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 370418 (<i>Taxe départementale des espaces naturels sensibles</i>).....	225 (11)	TA Cergy-Pontoise, 8 ^e ch., 13 janv. 2016 , n° 1310404 : JurisData n° 2016-000700 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 366268 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	257 (13)	Cons. const. déc., 14 janv. 2016 , n° 2015-515 (<i>Constitution</i>).....	act. 45 (3)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 369311 (<i>Agréments fiscaux</i>).....	258 (13)	TA Rouen, 2 ^e ch., 14 janv. 2016 , n° 1302416 : JurisData n° 2016-014347 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 374836 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	257 (13) 259 (13)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 , n° 370121 : JurisData n° 2016-001077 (<i>Frais et charges (BIC-IS)</i>).....	251 (13)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 371436 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	239 (12)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 , n° 370121 : JurisData n° 2016-001077 (<i>Actif immobilisé</i>).....	251 (13)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 369317 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	258 (13)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 , n° 376980 : JurisData n° 2016-001189 (<i>Fusions</i>).....	312 (18-19)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 374841 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	257 (13)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 , n° 376980 : JurisData n° 2016-001189 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	314 (18-19)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 , n° 369316 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	258 (13)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 , n° 376980 (<i>Fusions</i>).....	act. 53 (4)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	255 (13)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 , n° 370121 (<i>Actif immobilisé</i>).....	act. 52 (4)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 31 déc. 2015 , n° 13VE02416 : JurisData n° 2015-030871 (<i>Société en commandite par actions</i>).....	237 (12)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	319 (18-19)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 31 déc. 2015 , n° 13VE02416 : JurisData n° 2015-030871 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	237 (12)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 , n° 377907 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	319 (18-19)
		CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 , n° 378078 (<i>Intérêts de retard (CGI, art. 1727 et 1729)</i>).....	318 (18-19)
2016		CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016 , n° 377905 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	319 (18-19)
Janvier		Cass. 2 ^e civ., 21 janv. 2016 , n° 15-10.193, F-P+B : JurisData n° 2016-000615 (<i>Recouvrement</i>).....	184 (7-8)
Cass. com., 5 janv. 2016 , n° 14-24.666 : JurisData n° 2016-000066 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	142 (5)	Cass. 2 ^e civ., 21 janv. 2016 , n° 15-10.193, F-P+B : JurisData n° 2016-000615 (<i>Assistance administrative internationale</i>).....	184 (7-8)
Cass. com., 5 janv. 2016 , n° 14-24.666 : JurisData n° 2016-000066 (<i>Chroniques</i>).....	142 (5)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 385395 : JurisData n° 2015-030327 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	247 (12)
Cass. com., 5 janv. 2016 , n° 14-23.681, FS-P+B (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	act. 24 (2) 146 (5)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 385395 : JurisData n° 2015-030327 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	247 (12)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 5 janv. 2016 , n° 1310298 : JurisData n° 2016-000720 (<i>Abus de droit</i>).....	303 (17)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 374054 : JurisData n° 2016-001188 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	240 (12)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 5 janv. 2016 , n° 1309874 : JurisData n° 2016-000721 (<i>Abus de droit</i>).....	303 (17)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 371972 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	act. 54 (4)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 5 janv. 2016 , n° 1309874 : JurisData n° 2016-000721 (<i>Chroniques</i>).....	141 (5)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 388989 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	act. 56 (4)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 5 janv. 2016 , n° 1309874 : JurisData n° 2016-000721 (<i>Comité de l'abus de droit fiscal</i>).....	306 (17)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 388676 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	act. 56 (4)
Cass. crim., 6 janv. 2016 , n° 14-87.713 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	142 (5)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 374054 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	act. 58 (4)
Cass. crim., 6 janv. 2016 , n° 14-87.713 (<i>Chroniques</i>).....	142 (5)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 373559 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	295 (16)
TA Toulouse, 1 ^{re} ch., 12 janv. 2016 , n° 1205574 : JurisData n° 2016-014489 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 371972 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	254 (13)
Cass. crim., 13 janv. 2016 , n° 14-84.036 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 388676 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	223 (11)
Cass. crim., 13 janv. 2016 , n° 14-86.720 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 373559 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	294 (16)
Cass. crim., 13 janv. 2016 , n° 14-84.036 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 373559 (<i>Convention européenne des droits de l'homme</i>).....	296 (16)
Cass. crim., 13 janv. 2016 , n° 14-86.720 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)		

Table de jurisprudence

CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 388989 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	223 (11)	CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 12 févr. 2016 , n° 380459 : JurisData n° 2016-003516 (<i>Garantie des contribuables</i>).....	284 (15)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016 , n° 389732 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	254 (13)	CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 12 févr. 2016 , n° 380459 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	act. 128 (9)
CJUE 5 ^e ch., 21 janv. 2016 , n° C-335/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 55 (4)	TA Nantes, 5 ^e ch., 12 févr. 2016 , n° 1404510 : JurisData n° 2016-014410 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
Comm. UE déc. (UE), 21 janv. 2016 , n° 2016/634 (<i>Aides d'État</i>).....	383 (25)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 381911 : JurisData n° 2016-003513 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	338 (21)
TA Pau, 1 ^{re} ch., 21 janv. 2016 , n° 1500526 : JurisData n° 2016-014372 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 375667 : JurisData n° 2016-003588 (<i>Secret professionnel</i>).....	343 (21)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 2 ^e ch., 26 janv. 2016 , n° 1431580 : JurisData n° 2016-014435 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 375667 : JurisData n° 2016-003588 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	340 (21)
Cass. 1 ^{re} civ., 27 janv. 2016 , n° 15-11.151, F-P+B : JurisData n° 2016-000996 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	431 (29)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 374458 : JurisData n° 2016-003602 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	352 (22)
TA Paris, 2 ^e sect., 3 ^e ch., 28 janv. 2016 , n° 1429085 : JurisData n° 2016-009431 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 375667 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 124 (9)
TA Nantes, 5 ^e ch., 29 janv. 2016 , n° 1310050 : JurisData n° 2016-014459 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 375667 (<i>Secret professionnel</i>).....	act. 127 (9)
Février			
TA Paris, 2 ^e sect., 2 ^e ch., 1^{er} févr. 2016 , n° 1431412 : JurisData n° 2016-009443 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 381911 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	act. 120 (9)
CA Lyon, 1 ^{re} ch., 2 févr. 2016 , n° 14/05021 : JurisData n° 2016-003365 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)	CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 374458 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 123 (9)
CA Versailles, 6 ^e ch., 2 févr. 2016 , n° 15/01292 (<i>Participation des salariés aux résultats de l'entreprise</i>).....	267 (14) 271 (14)	CE, 8 ^e et 9 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 374071 (<i>Abus de droit</i>).....	304 (17)
CA Versailles, 6 ^e ch., 2 févr. 2016 , n° 15/01292 (<i>Abus de droit</i>).....	271 (14)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 380400 : JurisData n° 2016-003569 (<i>Actif immobilisé</i>).....	333 (21)
Cass. com., 2 févr. 2016 , n° 14-24.441, FS-P+B : JurisData n° 2016-001586 (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	221 (11)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 367467 : JurisData n° 2016-003579 (<i>Actif immobilisé</i>).....	333 (21)
Cass. com., 2 févr. 2016 , n° 14-24.441, FS-P+B (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	act. 92 (6)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 376739 (<i>Acte anormal de gestion</i>).....	act. 117 (9)
TA Montreuil, 10 ^e ch., 2 févr. 2016 , n° 1409076 : JurisData n° 2016-011454 (<i>Revenus fonciers</i>).....	388 (26)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 380400 (<i>Évaluation des biens</i>).....	act. 115 (9)
TA Lyon, 6 ^e ch., 2 févr. 2016 , n° 1504968 : JurisData n° 2016-014381 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 367467 (<i>Évaluation des biens</i>).....	act. 115 (9)
Cons. const. déc., 3 févr. 2016 , n° 2015-520 QPC (<i>Constitution</i>).....	241 (12)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 367752 (<i>Participation des salariés aux résultats de l'entreprise</i>).....	315 (18-19)
CA Nîmes, 1 ^{re} ch., sect. B, 4 févr. 2016 , n° 14/04856 : JurisData n° 2016-005977 (<i>Chroniques</i>).....	275 (15)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 367752 (<i>Frais et charges (BIC-IS)</i>).....	311 (18-19)
CAA Douai, 2 ^e ch., 9 févr. 2016 , n° 14DA01150 : JurisData n° 2016-002819 (<i>Traitements et salaires</i>).....	219 (11)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 367753 (<i>Frais et charges (BIC-IS)</i>).....	311 (18-19)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 9 févr. 2016 , n° 15VE00394 : JurisData n° 2016-007729 (<i>Commission départementale des impôts</i>).....	331 (20)	CE, 9 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 381580 (<i>Taxe d'apprentissage</i>).....	281 (15)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 9 févr. 2016 , n° 15VE00394 : JurisData n° 2016-007729 (<i>Acte anormal de gestion</i>).....	324 (20)	CE, 9 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 381580 (<i>Participation à la formation professionnelle continue</i>).....	281 (15)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 10 févr. 2016 , n° 371258 : JurisData n° 2016-002412 (<i>Acte anormal de gestion</i>).....	374 (24)	CE, 9 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 381580 (<i>Participation des employeurs à l'effort de construction</i>).....	281 (15)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 10 févr. 2016 , n° 371258 (<i>Acte anormal de gestion</i>).....	act. 103 (7-8)	CE, 9 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 378959 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	283 (15)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 10 févr. 2016 , n° 394701 (<i>Constitution</i>).....	act. 105 (7-8) 243 (12)	Cass. com., 16 févr. 2016 , n° 14-23.301, F-D : JurisData n° 2016-002772 (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	222 (11)
CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 10 févr. 2016 , n° 376073 (<i>Tribunal administratif</i>).....	359 (22)	TA Montreuil, 10 ^e ch., 16 févr. 2016 , n° 1503203 : JurisData n° 2016-004474 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	256 (13)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 10 févr. 2016 , n° 394708 : JurisData n° 2016-002409 (<i>Traitements et salaires</i>).....	264 (14)	Cass. crim., 17 févr. 2016 , n° 14-87.709 : JurisData n° 2016-002566 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 10 févr. 2016 , n° 394596 (<i>Constitution</i>).....	act. 104 (7-8)	Cass. crim., 17 févr. 2016 , n° 14-87.709 : JurisData n° 2016-002566 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 10 févr. 2016 , n° 394708 (<i>Traitements et salaires</i>).....	act. 102 (7-8)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 374928 : JurisData n° 2016-003612 (<i>Taxation d'office</i>).....	344 (21)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 10 févr. 2016 , n° 394596 (<i>Constitution</i>).....	242 (12)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 374928 : JurisData n° 2016-003612 (<i>Demande de justifications (LPF, art. L. 16 et L. 69)</i>).....	344 (21)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 12 févr. 2016 , n° 380459 : JurisData n° 2016-003516 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	286 (15)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 365943 : JurisData n° 2016-003621 (<i>SOCIÉTÉS CRÉÉES DE FAIT</i>).....	390 (26)
		CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 374928 (<i>Taxation d'office</i>).....	act. 126 (9)
		CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 365943 (<i>SOCIÉTÉS CRÉÉES DE FAIT</i>).....	act. 116 (9)

CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 377415 (<i>Provisions</i>).....	347 (22)	Cons. const., 2 mars 2016 , n° 2015-525 QPC (<i>Constitution</i>).....	act. 141 (10)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 390135 (<i>Taxe sur la vente de produit phytopharmaceutique</i>).....	226 (11)	TA Limoges, 1 ^{er} ch., 3 mars 2016 , n° 1301662 : JurisData n° 2016-014429 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 390135 (<i>Sources du droit fiscal</i>).....	231 (11)	TA Paris, 2 ^e sect., 3 ^e ch., 3 mars 2016 , n° 1500479/2-3 : JurisData n° 2016-006642 (<i>Rescrit</i>).....	302 (17)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 18 févr. 2016 , n° 13VE02491 : JurisData n° 2016-003990 (<i>Intangibilité du bilan d'ouverture (CGI, art. 38, 4 bis)</i>).....	323 (20)	TA Paris, 2 ^e sect., 3 ^e ch., 3 mars 2016 , n° 1500479/2-3 : JurisData n° 2016-006642 (<i>Organismes sans but lucratif</i>).....	302 (17)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 18 févr. 2016 , n° 13VE02491 : JurisData n° 2016-003990 (<i>Commission départementale des impôts</i>).....	330 (20)	TA Nîmes, 3 ^e ch., 4 mars 2016 , n° 1403877 : JurisData n° 2016-014416 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
CAA Paris, 10 ^e ch., 23 févr. 2016 , n° 12PA03983 : JurisData n° 2016-004615 (<i>Contribution au service public de l'électricité (CSPE)</i>).....	280 (15) 520 (39)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 7 mars 2016 , n° 371435 : JurisData n° 2016-004506 (<i>Établissement stable</i>).....	591 (46)
CJUE gde ch., 23 févr. 2016 , n° C-179/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 125 (9)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 7 mars 2016 , n° 371435 (<i>Conventions internationales</i>).....	act. 169 (11)
TA Poitiers, 1 ^{er} ch., 25 févr. 2016 , n° 1301418 : JurisData n° 2016-007656 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	341 (21)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 7 mars 2016 , n° 390746 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	293 (16)
TA Poitiers, 1 ^{er} ch., 25 févr. 2016 , n° 1301418 : JurisData n° 2016-007656 (<i>Aides d'État</i>).....	341 (21)	Cass. com., 8 mars 2016 , n° 14-26.929, F-P+B : JurisData n° 2016-004147 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 383930 : JurisData n° 2016-003778 (<i>Frais et charges (BIC-IS)</i>).....	310 (18-19)	Cass. com., 8 mars 2016 , n° 14-26.929, F-P+B : JurisData n° 2016-004147 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 383930 : JurisData n° 2016-003778 (<i>Actif immobilisé</i>).....	310 (18-19)	Cass. com., 8 mars 2016 , n° 14-26.929, F-P+B (<i>Visite domiciliaire (LPF, art. L. 16 B)</i>).....	act. 172 (11)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 389438 : JurisData n° 2016-003779 (<i>Taxe d'habitation</i>).....	351 (22)	Cass. crim., 9 mars 2016 , n° 14-82.236 : JurisData n° 2016-004193 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 : JurisData n° 2016-003780 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	363 (23)	Cass. crim., 9 mars 2016 , n° 14-82.236 : JurisData n° 2016-004193 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 389438 (<i>Taxe d'habitation</i>).....	act. 122 (9)	Cass. crim., 9 mars 2016 , n° 14-87.107 : JurisData n° 2016-004211 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 382350 (<i>Sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC)</i>).....	act. 119 (9)	Cass. crim., 9 mars 2016 , n° 14-87.107 : JurisData n° 2016-004211 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 376192 (<i>Sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC)</i>).....	act. 119 (9)	CE, plén. fisc., 9 mars 2016 , n° 364586 : JurisData n° 2016-004300 (<i>Droit de communication</i>).....	316 (18-19)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 387797 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	act. 121 (9)	CE, plén. fisc., 9 mars 2016 , n° 374893 : JurisData n° 2016-004340 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	586 (46)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 383930 (<i>Actif immobilisé</i>).....	act. 118 (9)	CE, plén. fisc., 9 mars 2016 , n° 371463 : JurisData n° 2016-004344 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	345 (21)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 374734 (<i>Taxe sur les riverains</i>).....	282 (15)	CE, plén. fisc., 9 mars 2016 , n° 364586 (<i>Obligation d'information sur les renseignements obtenus de tiers</i>).....	act. 171 (11)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 388221 (<i>Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)</i>).....	299 (17)	CE, plén. fisc., 9 mars 2016 , n° 374893 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	act. 166 (11)
CE, 8 ^e et 9 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 382350 : JurisData n° 2016-003957 (<i>Évaluation des biens</i>).....	278 (15)	CE, plén. fisc., 9 mars 2016 , n° 371463 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	act. 170 (11)
CE, 8 ^e et 9 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 382350 : JurisData n° 2016-003957 (<i>Sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC)</i>).....	278 (15)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 386911 : JurisData n° 2016-004459 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	353 (22)
CE, 8 ^e et 9 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 376192 : JurisData n° 2016-003960 (<i>Évaluation des biens</i>).....	278 (15)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 385244 : JurisData n° 2016-004460 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	325 (20)
CE, 8 ^e et 9 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 376192 : JurisData n° 2016-003960 (<i>Sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC)</i>).....	278 (15)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 380808 : JurisData n° 2016-004490 (<i>Erreurs comptables délibérées</i>).....	335 (21)
CE, 8 ^e et 9 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 382364 (<i>Évaluation des biens</i>).....	278 (15)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 375818 : JurisData n° 2016-004507 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	285 (15)
CE, 8 ^e et 9 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 382364 (<i>Sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC)</i>).....	278 (15)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 375818 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	act. 173 (11)
CE, 8 ^e et 9 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 382364 (<i>Sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC)</i>).....	278 (15)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 386911 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	act. 167 (11)
		CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 380808 (<i>Bénéfices industriels et commerciaux</i>).....	act. 164 (11)
Mars		CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 385244 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	act. 165 (11)
Cass. crim., 1^{er} mars 2016 , n° 14-87.577, P+B : JurisData n° 2016-003535 (<i>Secret professionnel</i>).....	470 (36)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 385265 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	325 (20)
Cons. const. déc., 2 mars 2016 , n° 2015-525 QPC : JurisData n° 2016-003636 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	384 (25)	CAA Paris, 5 ^e ch., 10 mars 2016 , n° 14PA03446 : JurisData n° 2016-005084 (<i>Commission départementale des impôts</i>).....	270 (14)
Cons. const. déc., 2 mars 2016 , n° 2015-525 QPC : JurisData n° 2016-003636 (<i>Constitution</i>).....	386 (25)	CAA Paris, 5 ^e ch., 10 mars 2016 , n° 14PA03446 : JurisData n° 2016-005084 (<i>Preuve fiscale</i>).....	270 (14)
		CAA Bordeaux, 3 ^e ch., 15 mars 2016 , n° 14BX01502 : JurisData n° 2016-008555 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	336 (21)

Table de jurisprudence

CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 389521 : JurisData n° 2016-004850 (<i>Tribunal administratif</i>).....	358 (22)	Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 15-80.767 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 385771 : JurisData n° 2016-004892 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	349 (22)	Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 15-81.122 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 377874 : JurisData n° 2016-005246 (<i>Aides d'État</i>).....	354 (22)	Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 15-80.767 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 374432 : JurisData n° 2016-005894 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	348 (22)	Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 15-80.285 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 385771 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	act. 190 (12)	Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 15-81.122 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 389521 (<i>Juridiction administrative</i>).....	act. 196 (12)	Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 15-80.285 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 374432 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>).....	act. 206 (13)	Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 15-80.953 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 376141 (<i>Proposition de rectifications</i>).....	act. 195 (12)	CAA Marseille, 3 ^e ch., 24 mars 2016 , n° 14MA03389 : JurisData n° 2016-009739 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	416 (28)
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 376141 (<i>Proposition de rectification</i>).....	357 (22)	CAA Paris, 5 ^e ch., 24 mars 2016 , n° 14PA04288 : JurisData n° 2016-006047 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	291 (16)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 383536 : JurisData n° 2016-004891 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	350 (22)	TA Amiens, 2 ^e ch., 24 mars 2016 , n° 1400387 : JurisData n° 2016-014387 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 379626 : JurisData n° 2016-005166 (<i>Vérification de comptabilité</i>).....	356 (22)	CAA Marseille, 4 ^e ch., 25 mars 2016 , n° 13MA00537 : JurisData n° 2016-013091 (<i>Prélèvements sociaux</i>).....	429 (29)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 372372 : JurisData n° 2016-005256 (<i>Prix de transfert</i>).....	639 (49)	CAA Marseille, 4 ^e ch., 25 mars 2016 , n° 13MA00537 : JurisData n° 2016-013091 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	432 (29)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 379626 (<i>Vérification de comptabilité</i>).....	act. 193 (12)	TA Paris, 1 ^{er} sect., 3 ^e ch., 25 mars 2016 , n° 1507586 : JurisData n° 2016-014473 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 372372 (<i>Prix de transfert</i>).....	act. 191 (12)	CAA Versailles, 1 ^{er} ch., 29 mars 2016 , n° 14VE00052 : JurisData n° 2016-006285 (<i>Intérêts moratoires</i>).....	486 (37)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 383536 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	act. 189 (12)	CAA Versailles, 1 ^{er} ch., 29 mars 2016 , n° 14VE00052 : JurisData n° 2016-006285 (<i>Garanties des contribuables</i>).....	487 (37)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 374909 (<i>Abus de droit</i>).....	535 (40)	Cass. com., 30 mars 2016 , n° 14-25.483 : JurisData n° 2016-006036 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 381908 : JurisData n° 2016-004890 (<i>Droit de communication</i>).....	317 (18-19)	Cass. com., 30 mars 2016 , n° 14-25.483 : JurisData n° 2016-006036 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 387546 : JurisData n° 2016-004895 (<i>Redevance spéciale d'enlèvement des déchets (CGCT, art. L. 2333-78)</i>).....	339 (21)	Cass. crim., 30 mars 2016 , n° 16-90.005, FS-P+B : JurisData n° 2016-005583 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 383335 : JurisData n° 2016-005159 (<i>Examen de situation fiscale personnelle (ESFP)</i>).....	379 (24)	Cass. crim., 30 mars 2016 , n° 16-90.005, FS-P+B : JurisData n° 2016-005583 (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 383335 : JurisData n° 2016-005159 (<i>Demande de justifications (LPF, art. L. 16)</i>).....	379 (24)	Cass. crim., 30 mars 2016 , n° 16-90.005, FS-P+B : JurisData n° 2016-005583 (<i>Constitution</i>).....	268 (14)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 383335 : JurisData n° 2016-005159 (<i>Conventions internationales</i>).....	378 (24)	Cass. crim., 30 mars 2016 , n° 16-90.001, FS-P+B+I : JurisData n° 2016-005584 (<i>Constitution</i>).....	268 (14)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 390861 : JurisData n° 2016-009465 (<i>Plan d'épargne en actions (PEA)</i>).....	412 (28)	Cass. crim., 30 mars 2016 , n° 16-90.001, FS-P+B+I : JurisData n° 2016-005584 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 381908 (<i>Droit de communication</i>).....	act. 192 (12)	Cass. crim., 30 mars 2016 , n° 16-90.001, FS-P+B+I : JurisData n° 2016-005584 (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 383335 (<i>Examen de situation fiscale personnelle (ESFP)</i>).....	act. 194 (12)	CE, 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 30 mars 2016 , n° 375116 (<i>Prescription de l'action de l'Administration</i>).....	355 (22)
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 381427 (<i>Provisions</i>).....	334 (21)	CAA Lyon, 5 ^e ch., 31 mars 2016 , n° 14LY00566 : JurisData n° 2016-015709 (<i>Zones</i>).....	480 (37)
CJUE 1 ^{er} ch., 17 mars 2016 , n° C-40/15 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 207 (13)	CAA Lyon, 5 ^e ch., 31 mars 2016 , n° 14LY00566 : JurisData n° 2016-015709 (<i>Bénéfices industriels et commerciaux</i>).....	480 (37)
CE, ass., 21 mars 2016 , n° 368082 (<i>Recours pour excès de pouvoir</i>).....	297 (17)	Avril	
Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 14-88.507 : JurisData n° 2016-005380 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	321 (20)	TA Nantes, 5 ^e ch., 1^{er} avr. 2016 , n° 1401822 : JurisData n° 2016-014430 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 14-88.507 : JurisData n° 2016-005380 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)	CAA Paris, 2 ^e ch., 6 avr. 2016 , n° 14PA04884 : JurisData n° 2016-012043 (<i>Proposition de rectification</i>).....	571 (44)
Cass. crim., 23 mars 2016 , n° 15-80.953 (<i>Chroniques</i>).....	321 (20)	CAA Bordeaux, 4 ^e ch., 7 avr. 2016 , n° 14BX03392 : JurisData n° 2016-013835 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	483 (37)
		CAA Paris, 5 ^e ch., 7 avr. 2016 , n° 12PA04303 : JurisData n° 2016-008111 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	329 (20)
		CAA Paris, 5 ^e ch., 7 avr. 2016 , n° 12PA04303 : JurisData n° 2016-008111 (<i>Tribunal administratif</i>).....	332 (20)
		CJUE 2 ^e ch., 7 avr. 2016 , n° C-546/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 237 (15)
		CAA Lyon, 2 ^e ch., 12 avr. 2016 , n° 14LY01742 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	466 (36)

<p>CAA Versailles, 3^e ch., 12 avr. 2016, n° 15VE01151 : JurisData n° 2016-013223 (<i>Proposition de rectification</i>)..... 534 (40)</p> <p>Cass. com., 12 avr. 2016, n° 14-22.260 (<i>Droit pénal fiscal</i>)..... 321 (20)</p> <p>Cass. com., 12 avr. 2016, n° 14-22.260 (<i>Chroniques</i>)..... 321 (20)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 12 avr. 2016, n° 368330 : JurisData n° 2016-007588 (<i>Réductions d'impôt</i>)..... 413 (28)</p> <p>TA Strasbourg, 3^e ch., 12 avr. 2016, n° 1501823 : JurisData n° 2016-014465 (<i>Chroniques</i>)..... 459 (36)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ch., 13 avr. 2016, n° 382054 : JurisData n° 2016-007215 (<i>Valeur locatives des immeubles</i>)..... 430 (29)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ch., 13 avr. 2016, n° 382054 : JurisData n° 2016-007215 (<i>Commission communale des impôts directs</i>)..... 430 (29)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 381175 : JurisData n° 2016-007032 (<i>Tribunal administratif</i>)..... 423 (28)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 377899 : JurisData n° 2016-007573 (<i>Fusions et opérations assimilées</i>)..... 541 (41)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 377899 : JurisData n° 2016-007573 (<i>Régime de faveur pour les opérations de fusion, scission et apport partiel d'actif</i>)..... 545 (41)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 376959 : JurisData n° 2016-007574 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>)..... 399 (27)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 368330 : JurisData n° 2016-007588 (<i>Droit de l'Union européenne</i>)..... 420 (28)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 381175 (<i>Juridiction administrative</i>)..... act. 260 (16)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 382054 (<i>Commission communale des impôts directs</i>)..... act. 255 (16)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 377899 (<i>Conventions internationales</i>)..... act. 259 (16)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 376959 (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties</i>)..... act. 256 (16)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 368330 (<i>Réductions d'impôt</i>)..... act. 254 (16)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 368336 (<i>Droit de l'Union européenne</i>)..... 420 (28)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 13 avr. 2016, n° 386596 (<i>Tribunal administratif</i>)..... 423 (28)</p> <p>CJUE 3^e ch., 14 avr. 2016, n° C-522/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>)..... act. 257 (16)</p> <p>TA Montreuil, 1^{re} ch., 14 avr. 2016, n° 1411157 : JurisData n° 2016-014456 (<i>Chroniques</i>)..... 459 (36)</p> <p>CE, 3^e et 8^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 376785 : JurisData n° 2016-007201 (<i>Revenu global</i>)..... 373 (24)</p> <p>CE, 3^e et 8^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 376785 : JurisData n° 2016-007201 (<i>Réductions d'impôt</i>)..... 373 (24)</p> <p>CE, 3^e et 8^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 385737 : JurisData n° 2016-008561 (<i>Réclamation au service des impôts</i>)..... 371 (23)</p> <p>CE, 3^e et 8^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 376785 (<i>Revenu global</i>)..... act. 253 (16)</p> <p>CE, 9^e et 10^e ch., 15 avr. 2016, n° 393721 : JurisData n° 2016-007129 (<i>Aides d'État</i>)..... 638 (49)</p> <p>CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 372097 : JurisData n° 2016-007579 (<i>Prix de transfert</i>)..... 676 (51-52)</p> <p>CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 372097 : JurisData n° 2016-007579 (<i>Conseil d'État</i>)..... 682 (51-52)</p> <p>CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 372097 (<i>Prix de transfert</i>)..... act. 258 (16)</p> <p>CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 371910 (<i>Aides d'État</i>)..... 403 (27)</p> <p>CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 375682 (<i>Quotient familial</i>)..... 411 (28)</p> <p>CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 373591 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... 401 (27)</p> <p>CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 375796 (<i>Amortissements</i>)..... 414 (28)</p>	<p>CE, 9^e et 10^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 371910 (<i>Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)</i>)..... 403 (27)</p> <p>TA Montreuil, 10^e ch., 19 avr. 2016, n° 1505891 : JurisData n° 2016-011455 (<i>Impôt sur le revenu</i>)..... 393 (26)</p> <p>TA Cergy-Pontoise, 2^e ch., 19 avr. 2016, n° 1402204 : JurisData n° 2016-014412 (<i>Chroniques</i>)..... 459 (36)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 20 avr. 2016, n° 396578 : JurisData n° 2016-012176 (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués</i>)..... 529 (40)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 20 avr. 2016, n° 396578 : JurisData n° 2016-012176 (<i>Constitution</i>)..... 533 (40)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 20 avr. 2016, n° 396578 : JurisData n° 2016-012176 (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués</i>)..... 533 (40)</p> <p>CE, 8^e et 3^e ss-sect., 20 avr. 2016, n° 396578 : JurisData n° 2016-012176 (<i>Recours pour excès de pouvoir</i>)..... 533 (40)</p> <p>Cons. const. déc., 22 avr. 2016, n° 2016-538 QPC (<i>Constitution</i>)..... act. 277 (17)</p> <p>Cons. const. déc., 22 avr. 2016, n° 2016-538 QPC (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>)..... 461 (36)</p> <p>Cons. const. déc., 22 avr. 2016, n° 2016-538 QPC (<i>Constitution</i>)..... 473 (36)</p> <p>CAA Lyon, 5^e ch., 28 avr. 2016, n° 13LY01889 : JurisData n° 2016-013911 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... 466 (36)</p> <p>CAA Lyon, 5^e ch., 28 avr. 2016, n° 15LY02081 : JurisData n° 2016-024512 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... 617 (48)</p> <p>CJUE 1^{re} ch., 28 avr. 2016, n° C-128/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>)..... act. 290 (18-19)</p>
Mai	
<p>Cass. com., 3 mai 2016, n° 14-28.168 : JurisData n° 2016-009035 (<i>Chroniques</i>)..... 439 (30-35)</p> <p>Cass. com., 3 mai 2016, n° 14-28.168 : JurisData n° 2016-009035 (<i>Droit pénal fiscal</i>)..... 439 (30-35)</p> <p>Cass. com., 3 mai 2016, n° 14-27.960 (<i>Chroniques</i>)..... 439 (30-35)</p> <p>Cass. com., 3 mai 2016, n° 14-27.960 (<i>Droit pénal fiscal</i>)..... 439 (30-35)</p> <p>TA Paris, 2^e sect., 3^e ch., 3 mai 2016, n° 1504705/2-3 : JurisData n° 2016-009349 (<i>Impôt sur le revenu</i>)..... 362 (23)</p> <p>CE, 10^e et 9^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 386773 : JurisData n° 2016-008765 (<i>Plus-values (BIC)</i>)..... 389 (26)</p> <p>CE, 10^e et 9^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 383135 : JurisData n° 2016-008767 (<i>Vérification de comptabilité</i>)..... 406 (27)</p> <p>CE, 10^e et 9^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 387466 : JurisData n° 2016-008772 (<i>Secret professionnel</i>)..... 385 (25)</p> <p>CE, 10^e et 9^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 383135 (<i>Vérification de comptabilité</i>)..... act. 301 (20)</p> <p>CE, 10^e et 9^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 387466 (<i>Vérification de comptabilité</i>)..... act. 300 (20)</p> <p>CE, 10^e et 9^e ss-sect., 4 mai 2016, n° 386773 (<i>Plus-values (BIC-IS)</i>)..... act. 298 (20)</p> <p>CAA Bordeaux, 3^e ch., 10 mai 2016, n° 15BX02036 : JurisData n° 2016-015965 (<i>Chroniques</i>)..... 599 (47)</p> <p>CAA Bordeaux, 3^e ch., 10 mai 2016, n° 14BX01386 : JurisData n° 2016-024011 (<i>Chroniques</i>)..... 599 (47)</p> <p>Cons. const., 10 mai 2016, n° 2016-539 QPC (<i>Constitution</i>)..... act. 302 (20)</p> <p>CA Douai, 1^{re} ch., 12 mai 2016, n° 15/03664 : JurisData n° 2016-022480 (<i>Chroniques</i>)..... 575 (45)</p> <p>CAA Nantes, 1^{re} ch., 12 mai 2016, n° 14NT02921 (<i>Chroniques</i>)..... 599 (47)</p> <p>CAA Nancy, 2^e ch., 12 mai 2016, n° 15NC01383 : JurisData n° 2016-009129 (<i>Chroniques</i>)..... 599 (47)</p> <p>CAA Nancy, 2^e ch., 12 mai 2016, n° 15NC00209 : JurisData n° 2016-012591 (<i>Chroniques</i>)..... 599 (47)</p> <p>CAA Nancy, 2^e ch., 12 mai 2016, n° 15NC00713 : JurisData n° 2016-012852 (<i>Chroniques</i>)..... 599 (47)</p>	

Table de jurisprudence

CAA Paris, 9 ^e ch., 12 mai 2016 , n° 14PA01225 : JurisData n° 2016-010092 (<i>Taxe annuelle sur les bureaux en Ile-de-France</i>).....	364 (23)	Cass. com., 24 mai 2016 , n° 15-17.788, FS-P+B (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	act. 342 (22)
CAA Paris, 9 ^e ch., 12 mai 2016 , n° 14PA01225 : JurisData n° 2016-010092 (<i>Taxe sur les véhicules de sociétés</i>).....	366 (23)	Cass. com., 24 mai 2016 , n° 14-24.476, F-D (<i>Avis de mise en recouvrement</i>).....	573 (44)
CAA Paris, 9 ^e ch., 12 mai 2016 , n° 13PA04678 : JurisData n° 2016-010097 (<i>Taxe sur les véhicules de sociétés</i>).....	366 (23)	CAA Versailles, 1 ^{re} ch., 26 mai 2016 , n° 14VE00571 : JurisData n° 2016-012585 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	518 (39)
CJUE 5 ^e ch., 12 mai 2016 , n° C-520/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 299 (20)	CAA Versailles, 1 ^{re} ch., 26 mai 2016 , n° 14VE00885 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
CAA Paris, 7 ^e ch., 13 mai 2016 , n° 15PA00844 : JurisData n° 2016-012642 (<i>Établissement stable</i>).....	400 (27)	CAA Lyon, 5 ^e ch., 26 mai 2016 , n° 14LY01777 : JurisData n° 2016-013465 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
CAA Paris, 7 ^e ch., 13 mai 2016 , n° 15PA00844 : JurisData n° 2016-012642 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	400 (27)	CJUE 10 ^e ch., 26 mai 2016 , n° C-300/15 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 343 (22)
CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 18 mai 2016 , n° 397316 (<i>Constitution</i>).....	act. 324 (21)	CJUE 2 ^e ch., 26 mai 2016 , n° C-48/15 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 344 (22)
CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 18 mai 2016 , n° 397826 (<i>Constitution</i>).....	act. 325 (21)	CJUE 2 ^e ch., 26 mai 2016 , n° C-550/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 341 (22)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 mai 2016 , n° 397316 (<i>Constitution</i>).....	367 (23)	CJUE 2 ^e ch., 26 mai 2016 , n° C-607/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 340 (22)
CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 mai 2016 , n° 397826 (<i>Constitution</i>).....	368 (23)	CJUE 2 ^e ch., 26 mai 2016 , n° C-130/15 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 340 (22)
CAA Versailles, 6 ^e ch., 19 mai 2016 , n° 14VE01214 : JurisData n° 2016-009714 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	376 (24)	CJUE 7 ^e ch., 26 mai 2016 , n° C-244/15 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 345 (22)
CAA Versailles, 6 ^e ch., 19 mai 2016 , n° 14VE00407 : JurisData n° 2016-012642 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	417 (28)	CAA Lyon, 2 ^e ch., 31 mai 2016 , n° 14LY02123 : JurisData n° 2016-023978 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
Cass. crim., 19 mai 2016 , n° 16-81.857, P+B : JurisData n° 2016-009867 (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)	CE, ass., 31 mai 2016 , n° 393881 : JurisData n° 2016-010698 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	476 (37)
Cass. crim., 19 mai 2016 , n° 16-81.857, P+B : JurisData n° 2016-009867 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)	CE, ass., 31 mai 2016 , n° 393881 : JurisData n° 2016-010698 (<i>Constitution</i>).....	476 (37)
Cass. crim., 19 mai 2016 , n° 16-81.857, P+B : JurisData n° 2016-009867 (<i>Constitution</i>).....	369 (23)	CE, ass., 31 mai 2016 , n° 393881 (<i>Constitution</i>).....	act. 369 (23)
Cass. crim., 19 mai 2016 , n° 16-81.857 (<i>Constitution</i>).....	act. 346 (22)	CE, ass., 31 mai 2016 , n° 393881 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 365 (23)
Cass. crim., 19 mai 2016 , n° 15-84.526 (<i>Constitution</i>).....	act. 368 (23)	TA Montreuil, 10 ^e ch., 31 mai 2016 , n° 1411275 : JurisData n° 2016-011450 (<i>Impôt sur le revenu</i>).....	394 (26)
Cass. crim., 19 mai 2016 , n° 15-84.526 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)	TA Caen, 2 ^e ch., 31 mai 2016 , n° 1500913 : JurisData n° 2016-014390 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
Cass. crim., 19 mai 2016 , n° 15-84.526 (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)		
CE, 20 mai 2016 , n° 392527 (<i>Plus-values (BIC)</i>).....	act. 320 (21)		
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 20 mai 2016 , n° 389994 (<i>Conventions internationales</i>).....	act. 323 (21)		
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 20 mai 2016 , n° 384395 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 321 (21)		
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 20 mai 2016 , n° 387479 (<i>Preuve fiscale</i>).....	act. 326 (21)		
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 20 mai 2016 , n° 384395 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	484 (37)		
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 389994 : JurisData n° 2016-010103 (<i>Conventions internationales</i>).....	422 (28)		
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 387479 (<i>Montant des salaires</i>).....	472 (36)		
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 392527 (<i>Titres de participation</i>).....	391 (26)		
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 392527 (<i>Plus-values (IS)</i>).....	391 (26)		
CE, 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 387479 (<i>Preuve fiscale</i>).....	472 (36)		
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 20 mai 2016 , n° 378549 (<i>Taxe sur la publicité diffusée par voie de radiodiffusion sonore et de télévision</i>).....	act. 322 (21)		
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 378549 : JurisData n° 2016-011816 (<i>Taxe sur la publicité diffusée par voie de radiodiffusion sonore et de télévision (CGI, art. 302 bis KD)</i>).....	468 (36)		
CE, 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 371940 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	375 (24)		
CA Paris, pôle 5, ch. 7, 24 mai 2016 , n° 2014/02942 (<i>Chroniques</i>).....	575 (45)		
Cass. com., 24 mai 2016 , n° 15-17.788, FS-P+B : JurisData n° 2016-009988 (<i>Impôt sur la fortune</i>).....	402 (27)		

Juin

CAA Paris, 2 ^e ch., 1^{er} juin 2016 , n° 15APA02605 : JurisData n° 2016-012060 (<i>Conventions internationales</i>).....	569 (44)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 1^{er} juin 2016 , n° 382330 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	465 (36)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 1^{er} juin 2016 , n° 384892 (<i>Vérification de comptabilité</i>).....	437 (29)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 1^{er} juin 2016 , n° 384739 (<i>Valeur locative des immeubles</i>).....	465 (36)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 1^{er} juin 2016 , n° 364694 (<i>Investissements outre-mer</i>).....	427 (29)
CAA Nancy, 2 ^e ch., 2 juin 2016 , n° 15NC00536 : JurisData n° 2016-012797 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
CJUE 1 ^{re} ch., 2 juin 2016 , n° C-252/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 366 (23)
CJUE 1 ^{re} ch., 2 juin 2016 , n° C-122/15 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 367 (23)
CJUE 1 ^{re} ch., 2 juin 2016 , n° C-226/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 364 (23)
CJUE 8 ^e ch., 2 juin 2016 , n° C-263/15 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 363 (23)
TA Montreuil, 1 ^{re} ch., 2 juin 2016 , n° 1410454 : JurisData n° 2016-014344 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
TA Nîmes, 3 ^e ch., 2 juin 2016 , n° 1403331 : JurisData n° 2016-014445 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
CA Reims, 1 ^{re} ch., 7 juin 2016 , n° 15/00277 : JurisData n° 2016-022484 (<i>Chroniques</i>).....	575 (45)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 7 juin 2016 , n° 15VE02124 : JurisData n° 2016-020113 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	597 (46)

CAA Versailles, 3 ^e ch., 7 juin 2016 , n° 15VE00220 : JurisData n° 2016-021750 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	597 (46)	CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 391240 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	act. 395 (25)
Cass. com., 7 juin 2016 , n° 15-14.564 : JurisData n° 2016-011358 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)	CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 390641 (<i>Avis à tiers détenteur</i>).....	act. 404 (25)
Cass. com., 7 juin 2016 , n° 15-14.564 : JurisData n° 2016-011358 (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)	CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 391554 (<i>Preuve fiscale</i>).....	523 (39)
Cass. com., 7 juin 2016 , n° 14-12.521, FS-P+B (<i>Aides d'État</i>).....	649 (50)	CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 388277 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	588 (46)
Cass. com., 7 juin 2016 , n° 14-12.521, FS-P+B (<i>Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)</i>).....	649 (50)	CE, 9 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 380490 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	481 (37)
TA Pau, 2 ^e ch., 7 juin 2016 , n° 1500241 : JurisData n° 2016-014475 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)	CAA Lyon, 2 ^e ch., 14 juin 2016 , n° 14LY02141 : JurisData n° 2016-024004 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 386137 : JurisData n° 2014-029895 (<i>Convention européenne des droits de l'homme</i>).....	395 (26)	CJUE 1 ^{re} ch., 14 juin 2016 , n° C-308/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 400 (25)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 381289 : JurisData n° 2016-011680 (<i>Plus-values (BIC-IS)</i>).....	479 (37)	CAA Paris, 2 ^e ch., 15 juin 2016 , n° 15PA00034 : JurisData n° 2016-012051 (<i>Aides d'État</i>).....	433 (29)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 383259 : JurisData n° 2016-011796 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	530 (40)	Cass. crim., 15 juin 2016 , n° 15-80.633 : JurisData n° 2016-011594 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 383259 : JurisData n° 2016-011796 (<i>États et territoires non coopératifs (ETNC)</i>).....	532 (40)	Cass. crim., 15 juin 2016 , n° 15-80.633 : JurisData n° 2016-011594 (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 383259 : JurisData n° 2016-011796 (<i>Recours pour excès de pouvoir</i>).....	536 (40)	Cass. crim., 15 juin 2016 , n° 15-81.857 : JurisData n° 2016-011595 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 383259 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	act. 382 (24)	Cass. crim., 15 juin 2016 , n° 15-81.857 : JurisData n° 2016-011595 (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 381289 (<i>Plus-values (BIC-IS)</i>).....	act. 381 (24)	Cass. crim., 15 juin 2016 , n° 15-80.045 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 383259 (<i>Plus-values (BIC-IS)</i>).....	act. 382 (24)	Cass. crim., 15 juin 2016 , n° 15-80.045 (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 387826 (<i>Plus-values (BIC-IS)</i>).....	479 (37)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 15 juin 2016 , n° 375446 : JurisData n° 2016-012437 (<i>Actif immobilisé</i>).....	611 (48)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 380624 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	467 (36)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 15 juin 2016 , n° 375446 : JurisData n° 2016-012437 (<i>Conseil d'État</i>).....	622 (48)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 387826 (<i>Sociétés de personnes</i>).....	612 (48)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 15 juin 2016 , n° 379852 (<i>Retenue à la source</i>).....	469 (36)
CJUE 1 ^{re} ch., 8 juin 2016 , n° C-479/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 401 (25)	TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 15 juin 2016 , n° 1507556 : JurisData n° 2016-014474 (<i>Chroniques</i>).....	459 (36)
CAA Versailles, 7 ^e ch., 9 juin 2016 , n° 14VE02355 : JurisData n° 2016-024015 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)	TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 15 juin 2016 , n° 1507556 : JurisData n° 2016-020672 (<i>Chroniques</i>).....	574 (45)
CAA Versailles, 7 ^e ch., 9 juin 2016 : JurisData n° 2016-025554 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	673 (51-52)	CAA Nantes, 1 ^{re} ch., 16 juin 2016 , n° 14NT02456 : JurisData n° 2016-013456 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
CJUE 4 ^e ch., 9 juin 2016 , n° C-470/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 403 (25)	CAA Nantes, 1 ^{re} ch., 16 juin 2016 , n° 14NT01739 : JurisData n° 2016-013458 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
CJUE 4 ^e ch., 9 juin 2016 , n° C-332/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 399 (25)	CAA Nantes, 1 ^{re} ch., 16 juin 2016 , n° 15NT00368 : JurisData n° 2016-013834 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
CJUE 9 ^e ch., 9 juin 2016 , n° C-586/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 402 (25)	CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 16 juin 2016 , n° 397983 (<i>Constitution</i>).....	act. 421 (26)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 386645 : JurisData n° 2016-012170 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	428 (29)	CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 16 juin 2016 , n° 398034 (<i>Traitements et salaires</i>).....	593 (46)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 386645 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 394 (25)	CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 16 juin 2016 , n° 397983 (<i>Constitution</i>).....	455 (30-35)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 384789 (<i>Droit de communication</i>).....	471 (36)	CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 16 juin 2016 , n° 398034 (<i>Constitution</i>).....	593 (46)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 384789 (<i>Traitements et salaires</i>).....	462 (36)	CJUE 10 ^e ch., 16 juin 2016 , n° C-229/15 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 397 (25)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 390641 : JurisData n° 2016-012457 (<i>Avis à tiers détenteur</i>).....	551 (41)	CJUE 8 ^e ch., 16 juin 2016 , n° C-186/15 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 398 (25)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 391240 : JurisData n° 2016-012485 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	478 (37)	TA Montreuil, 1 ^{re} ch., 16 juin 2016 , n° 1501974 : JurisData n° 2016-020663 (<i>Chroniques</i>).....	574 (45)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 391552 : JurisData n° 2016-012486 (<i>Preuve fiscale</i>).....	523 (39)	TA Montreuil, 1 ^{re} ch., 16 juin 2016 , n° 1502332 : JurisData n° 2016-020665 (<i>Chroniques</i>).....	574 (45)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 391552 : JurisData n° 2016-012486 (<i>Bénéfices non commerciaux</i>).....	517 (39)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 20 juin 2016 , n° 361832 : JurisData n° 2016-012578 (<i>Fusions</i>).....	646 (50)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 388637 : JurisData n° 2016-012938 (<i>Procédure collective</i>).....	656 (50)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 20 juin 2016 , n° 361832, (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	act. 414 (26)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 391552 (<i>Bénéfices non commerciaux</i>).....	act. 396 (25)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 20 juin 2016 , n° 382975 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	556 (42-43)
		CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 20 juin 2016 , n° 386146 (<i>Taxe sur les salaires</i>).....	559 (42-43)
		CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 20 juin 2016 , n° 386146 (<i>Convention européenne des droits de l'homme</i>).....	563 (42-43)
		CA Besançon, ch. civ. et com., 21 juin 2016 , n° 15/00653 : JurisData n° 2016-022479 (<i>Chroniques</i>).....	575 (45)
		CA Paris, pôle 5, ch. 7, 21 juin 2016 , n° 2014/10350 : JurisData n° 2016-022485 (<i>Chroniques</i>).....	575 (45)

Table de jurisprudence

CAA Versailles, 3 ^e ch., 21 juin 2016 , n° 12VE03691 : JurisData n° 2016-021739 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	615 (48)	CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 398585 (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués</i>).....	397 (27)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 21 juin 2016 , n° 12VE03691 : JurisData n° 2016-021739 (<i>Quote-part de frais et charges</i>).....	615 (48)	CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399506 (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués</i>).....	398 (27)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 21 juin 2016 , n° 15VE01546 : JurisData n° 2016-021813 (<i>Évasion fiscale</i>).....	650 (50)	CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399506 (<i>Constitution</i>).....	407 (27)
CJUE 9 ^e ch., ord., 21 juin 2016 , n° C-393/15 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 559 (39)	CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399757 (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués</i>).....	397 (27)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 22 juin 2016 , n° 391748 : JurisData n° 2016-012534 (<i>Garanties des contribuables</i>).....	549 (41) 552 (41)	CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399024 (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués</i>).....	397 (27)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 22 juin 2016 , n° 391748 : JurisData n° 2016-012534 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	540 (41)	CA Paris, pôle 5, ch. 7, 28 juin 2016 , n° 2014/16062 : JurisData n° 2016-022486 (<i>Chroniques</i>).....	575 (45)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 22 juin 2016 , n° 391748 (<i>Garanties des contribuables</i>).....	act. 422 (26)	Cass. crim., 29 juin 2016 , n° 15-85.759, P+B (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 22 juin 2016 , n° 386131 (<i>Domicile fiscal</i>).....	590 (46)	Cass. crim., 29 juin 2016 , n° 15-82.114 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	576 (45)
CJUE 1 ^{re} ch., 22 juin 2016 , n° C-11/15 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 417 (26)	Cass. crim., 29 juin 2016 , n° 15-85.759, P+B (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)
CJUE 10 ^e ch., 22 juin 2016 , n° C-267/15 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 416 (26)	Cass. crim., 29 juin 2016 , n° 15-82.114 (<i>Chroniques</i>).....	576 (45)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 388969 (<i>Plus-values (BNC)</i>).....	act. 415 (26)	TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 29 juin 2016 , n° 1506806 : JurisData n° 2016-020673 (<i>Chroniques</i>).....	574 (45)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 397845 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	act. 413 (26)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 375547 : JurisData n° 2016-013167 (<i>Plus-values immobilières</i>).....	634 (49)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 378008 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 418 (26)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 380916 : JurisData n° 2016-013323 (<i>Provisions</i>).....	527 (40)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 388369 (<i>Vérification de comptabilité</i>).....	485 (37)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 381125 : JurisData n° 2016-013371 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	542 (41)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 378008 (<i>Exit tax</i>).....	544 (41)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 384530 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 427 (27)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 392723 (<i>Taxe sur les services fournis par les opérateurs de communications électroniques (CGI, art. 302 bis KH)</i>).....	519 (39)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 380916 (<i>Provisions</i>).....	act. 429 (27)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 388369 (<i>Plus-values (BNC)</i>).....	482 (37)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 381125 (<i>Taxe professionnelle</i>).....	act. 430 (27)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 378008 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	544 (41)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 375547 (<i>Plus-values immobilières</i>).....	act. 428 (27)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., avis, 23 juin 2016 , n° 397845 : JurisData n° 2016-012530 (<i>Réductions d'impôt</i>).....	454 (30-35)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 400115 (<i>Constitution</i>).....	436 (29)
TA Melun, 7 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 1403639 : JurisData n° 2016-018819 (<i>Taxe d'aménagement</i>).....	567 (44)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 384793 (<i>Groupes de sociétés</i>).....	528 (40)
Cons. const. déc., 24 juin 2016 , n° 2016-545 QPC : JurisData n° 2016-012236 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)	CE, 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 juin 2016 , n° 384530 : JurisData n° 2016-013263 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	539 (41)
Cons. const. déc., 24 juin 2016 , n° 2016-545 QPC : JurisData n° 2016-012236 (<i>Constitution</i>).....	405 (27)	CJUE 2 ^e ch., 30 juin 2016 , n° C-123/15 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 432 (27)
Cons. const. déc., 24 juin 2016 , n° 2016-545 QPC : JurisData n° 2016-012236 (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)	CJUE 2 ^e ch., 30 juin 2016 , n° C-200/14 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 433 (27)
Cons. const. déc., 24 juin 2016 , n° 2016-546 QPC : JurisData n° 2016-012237 (<i>Constitution</i>).....	405 (27)	CJUE 6 ^e ch., 30 juin 2016 , n° C-176/15 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 431 (27)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 388984 : JurisData n° 2016-013166 (<i>Conventions internationales</i>).....	547 (41)	TA Montreuil, juge unique, 30 juin 2016 , n° 1426018 : JurisData n° 2016-020666 (<i>Chroniques</i>).....	574 (45)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 388606 : JurisData n° 2016-013374 (<i>Conventions internationales</i>).....	546 (41)	TA Nancy, 2 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 1500828 : JurisData n° 2016-020667 (<i>Chroniques</i>).....	574 (45)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 388606 (<i>Conventions internationales</i>).....	act. 435 (27)		
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 388984 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 434 (27)		
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 376513 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	550 (41)		
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399506 (<i>Constitution</i>).....	act. 420 (26)		
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399024 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 419 (26)		
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399506 (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués</i>).....	397 (27)		
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399024 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	404 (27)		

Juillet

TA Paris, 1 ^{re} sect., 3 ^e ch., 4 juill. 2016 , n° 1513806 : JurisData n° 2016-020671 (<i>Chroniques</i>).....	574 (45)
CAA Versailles, 1 ^{re} ch., 5 juill. 2016 , n° 14VE03371 : JurisData n° 2016-023214 (<i>Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)</i>).....	595 (46)
CAA Douai, 2 ^e ch., 5 juill. 2016 , n° 14DA02046 : JurisData n° 2016-014227 (<i>Aides d'État</i>).....	531 (40)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 5 juill. 2016 , n° 14VE02647 : JurisData n° 2016-021748 (<i>Évasion fiscale</i>).....	579 (45)
CAA Marseille, 3 ^e , 4 ^e et 7 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 14MA03084 : JurisData n° 2016-016271 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
CAA Marseille, 3 ^e , 4 ^e et 7 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 14MA03568 : JurisData n° 2016-016272 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 398574 : JurisData n° 2016-013316 (<i>Conseil d'État</i>).....	655 (50)

CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 377904 : JurisData n° 2016-013344 (<i>Sociétés de personnes</i>).....	514 (39)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 368473 : JurisData n° 2016-014131 (<i>Actif immobilisé</i>).....	584 (46)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 377904 : JurisData n° 2016-013344 (<i>Quémener</i>).....	514 (39)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 385768 : JurisData n° 2016-014145 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	636 (49)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 377904 (<i>Plus-values (BIC-IS)</i>).....	act. 452 (28)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 385768 : JurisData n° 2016-014145 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	640 (49)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 393033 (<i>Garanties des contribuables</i>).....	act. 454 (28)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 392784 : JurisData n° 2016-014210 (<i>Prélèvements sociaux</i>).....	578 (45)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 390033 (<i>Vérification de comptabilité</i>).....	562 (42-43)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 380716 : JurisData n° 2016-014316 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	577 (45)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 8 juill. 2016 , n° 371080 (<i>Responsabilité de l'administration</i>).....	641 (49)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 368473 (<i>Actif immobilisé</i>).....	act. 478 (30-35)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 8 juill. 2016 , n° 371080 (<i>Procédure collective</i>).....	641 (49)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 (<i>Impôt sur les sociétés</i>).....	act. 479 (30-35)
Cons. const. déc., 8 juill. 2016 , n° 2016-553 QPC (<i>Constitution</i>).....	act. 453 (28)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 380716 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	act. 502 (36)
TA Limoges, 2 ^e ch., 8 juill. 2016 , n° 1400898 : JurisData n° 2016-020662 (<i>Chroniques</i>).....	574 (45)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 392784 (<i>Prélèvements sociaux</i>).....	act. 477 (30-35)
TA Paris, 2 ^e sect., 2 ^e ch., 8 juill. 2016 , n° 1507284 : JurisData n° 2016-020670 (<i>Chroniques</i>).....	574 (45)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 393302 (<i>Crédits d'impôt</i>).....	577 (45) 582 (45)
CE, 10 ^e et 9 ^e ch., 11 juill. 2016 , n° 375748 (<i>Revenus de capitaux mobiliers</i>).....	610 (48)	CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 393302 (<i>Débat oral et contradictoire</i>).....	582 (45)
CAA Bordeaux, 3 ^e ch., 12 juill. 2016 , n° 14BX00394 : JurisData n° 2016-023976 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)	CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 20 juill. 2016 , n° 396078 : JurisData n° 2016-014296 (<i>Constitution</i>).....	594 (46)
Cass. crim., 12 juill. 2016 , n° 15-83.641 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	576 (45)	CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 20 juill. 2016 , n° 399513 (<i>Constitution</i>).....	act. 485 (30-35)
Cass. crim., 12 juill. 2016 , n° 15-83.641 (<i>Chroniques</i>).....	576 (45)	CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 20 juill. 2016 , n° 396078 (<i>Sanctions fiscales</i>).....	act. 483 (30-35)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 12 juill. 2016 , n° 1431589/1-1 : JurisData n° 2016-024481 (<i>Management package</i>).....	608 (48)	CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 20 juill. 2016 , n° 396079 (<i>Constitution</i>).....	594 (46)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 12 juill. 2016 , n° 1431589/1-1 : JurisData n° 2016-024481 (<i>Traitements et salaires</i>).....	608 (48)	CE, juge des référés, 22 juill. 2016 , n° 400913 : JurisData n° 2016-014576 (<i>Référé-suspension</i>).....	621 (48)
TA Paris, 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 12 juill. 2016 , n° 1431589/1-1 : JurisData n° 2016-024481 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	608 (48)	CE, juge des référés, 22 juill. 2016 , n° 400913 : JurisData n° 2016-014576 (<i>Constitution</i>).....	621 (48)
CE, sect., 13 juill. 2016 , n° 375801 : JurisData n° 2016-013627 (<i>Acte anormal de gestion</i>).....	464 (36)	CE, référé, 22 juill. 2016 , n° 400913 (<i>Constitution</i>).....	act. 506 (36)
CE, sect., 13 juill. 2016 , n° 375801 (<i>Acte anormal de gestion</i>).....	act. 460 (29)	CE, référé, 22 juill. 2016 , n° 400913 (<i>Trusts</i>).....	act. 506 (36)
CJUE 5 ^e ch., 13 juill. 2016 , n° C-18/15 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 461 (29)	CE, référé, 22 juill. 2016 , n° 400913 (<i>Constitution</i>).....	act. 505 (36)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 14VE03440 : JurisData n° 2016-020105 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	597 (46)	CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 22 juill. 2016 , n° 388147 (<i>Bénéfices industriels et commerciaux</i>).....	613 (48)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 14VE03441 : JurisData n° 2016-020108 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	597 (46)	Cons. const. déc., 22 juill. 2016 , n° 2016-554 QPC (<i>Constitution</i>).....	act. 481 (30-35)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 14VE03434 : JurisData n° 2016-020400 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	597 (46)	Cons. const. déc., 22 juill. 2016 , n° 2016-556 (<i>Constitution</i>).....	act. 484 (30-35)
CAA Versailles, 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 14VE03439 : JurisData n° 2016-020401 (<i>Réclamation au service des impôts</i>).....	597 (46)	Cons. const. déc., 22 juill. 2016 , n° 2016-555 QPC (<i>Constitution</i>).....	act. 482 (30-35)
CAA Paris, 5 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 15PA01694 : JurisData n° 2016-019814 (<i>Présomption de revenus</i>).....	570 (44)	Cons. const. déc., 22 juill. 2016 , n° 2016-555 QPC (<i>Chroniques</i>).....	439 (30-35)
CAA Paris, 5 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 14PA04710 : JurisData n° 2016-024009 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)	Cons. const. déc., 22 juill. 2016 , n° 2016-555 QPC (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	439 (30-35)
CAA Versailles, 6 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 14VE01462 : JurisData n° 2016-014297 (<i>Chroniques</i>).....	599 (47)	CJUE 4 ^e ch., 28 juill. 2016 , n° C-534/14 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 503 (36)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 360352 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	act. 480 (30-35)	CJUE 7 ^e ch., 28 juill. 2016 , n° C-332/15 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	act. 504 (36)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 392574 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	619 (48)		
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 360352 (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux</i>).....	568 (44)	Septembre	
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 360352 (<i>Droit de l'Union européenne</i>).....	568 (44)	Cass. com., 6 sept. 2016 (<i>Droit pénal fiscal</i>).....	576 (45)
CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 394080 (<i>Octroi de mer</i>).....	453 (30-35)	Cass. com., 6 sept. 2016 (<i>Chroniques</i>).....	576 (45)
		Cass. com., 6 sept. 2016 , n° 15-15.305, F-D (<i>Taxe sur les véhicules de sociétés</i>).....	589 (46)
		Cass. com., 9 sept. 2016 , n° 14-23.687, F-P+B (<i>Quotient familial</i>).....	566 (44)
		CA Paris, pôle 5, ch. 7, 13 sept. 2016 , n° 2013/13840 : JurisData n° 2016-021999 (<i>Chroniques</i>).....	575 (45)
		CA Paris, pôle 5, ch. 7, 13 sept. 2016 , n° 2014/07259 : JurisData n° 2016-022481 (<i>Chroniques</i>).....	575 (45)
		CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 14 sept. 2016 , n° 400867 (<i>Constitution</i>).....	act. 537 (38) 522 (39)
		CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 14 sept. 2016 , n° 400882 (<i>Constitution</i>).....	561 (42-43)
		CAA Versailles, 3 ^e ch., 15 sept. 2016 , n° 15VE03731 : JurisData n° 2016-021758 (<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>).....	648 (50)

Table des noms des parties

Table des noms des parties

A

A et B c/ Norvège	603 (47)
Adacore	433 (29)
Administrateur général des finances publiques de l'Aube c/ D	575 (45)
A et B c/ Norvège	act. 658 (47)
AFEP et a.	act. 419 (26)
Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	655 (50)
Ahmed	229 (11) 232 (11)
Aineuil	act. 57 (4) 326 (20)
Air France-KLM	act. 22 (2)
Akerys promotion	672 (51-52)
Alec W. et a.	439 (30-35) 405 (27)
Alexanian	613 (48)
Alinéa	act. 608 (42-43) 560 (42-43)
Altran Technologies	635 (49) 63 (2)
Amos et succession Amos	142 (5)
Amycel France	639 (49) act. 191 (12)
Antik Batik	481 (37)
Antonio	570 (44)
Approche Écohabitat c/ Fortier	539 (41)
Approche-Ecohabitat c/ B	act. 427 (27)
APR Services	483 (37)
APSYS	397 (27)
Arcos Dorados Martinique	453 (30-35)
Argos Révision Conseil	599 (47)
Arjohuntleigh	335 (21)
Arjohuntleigh, venant aux droits de la sté HNE Médical	act. 164 (11)
Armor Immo	599 (47)
Assoc. des Montferrandais de Paris	302 (17)
Assoc. des utilisateurs et distributeurs de l'agrochimie européenne (AUDACE)	act. 708 (50) 226 (11) 231 (11)
Assoc. français des entreprises privées (AFEP) et a.	act. 382 (24)
Assoc. française des entreprises privées (AFEP) et a.	530 (40) 536 (40) 532 (40) 397 (27) 404 (27)
AuchanHyper	541 (41) 545 (41)
Aureille	359 (22)
Austin France	395 (26)
Autoguadeloupe Développement	act. 688 (49)
Autophon Funk AG	act. 195 (12) 357 (22)
Axa	296 (16) 295 (16) 294 (16)

B

Banque Transatlantique	574 (45)
Barjane et a.	321 (20) act. 172 (11)
Barlis 06 - Investimentos Imobiliários e Turísticos SA	act. 589 (41)
Barret	420 (28)

Batipro	247 (12)
Baud	658 (50) 644 (50)
Bel Haiza	390 (26)
Belgique, SPF Finances c/ NN (L) International SA	act. 344 (22)
Benhalima	459 (36)
Bernard	651 (50)
Berthelot opticiens	599 (47)
BFO	act. 165 (11) 325 (20)
Biessy	406 (27)
Bisevac	219 (11)
Blanc	344 (21)
Blount Holdings France	62 (2)
BNP Paribas	342 (21) 251 (13) act. 52 (4)
BNP Paribas International	342 (21)
Boccaffin	237 (12)
Boisson	571 (44)
Bonneville	459 (36)
Bookit Ltd	act. 340 (22)
Bouakkaz	286 (15) 284 (15)
BPCE et a.	533 (40) 529 (40)
BPIFrance Financement	act. 58 (4) 240 (12)
Bracq	680 (51-52)
Briens	459 (36)
Brisal Auto Estradas do Litoral SA c/ KBC Finance Ireland	act. 461 (29)
BTC Participation	64 (2)

C

Cabri-Wiltzer	162 (6)
Cacciuttolo	143 (5)
Caisse de retraite Bayerische Versorgungskammer	246 (12)
Caisse de retraite Bayerische Versorgungskammer	act. 31 (2)
Caisse d'épargne et de prévoyance d'Île-de-France	141 (5)
Caisse régionale du crédit agricole mutuel de Normandie (CRCAM)	act. 173 (11)
California Public Employees' Retirement System	597 (46)
Camadini	471 (36) 462 (36)
Cameron France	257 (13)
Camus	546 (41)
Cannes Évolution	535 (40)
Canon France	574 (45)
Canti	362 (23)
Capoue	466 (36)
Carré Bertholet	599 (47)
Carrefour	579 (45)
Carrefour Hypermarché et a.	act. 572 (40)
Carrefour Hypermarchés	675 (51-52)
Carrefour property France	486 (37) 487 (37)
Cartier	561 (42-43)
Caruel	413 (28) 420 (28)
Castille	250 (13)
Celik	599 (47)
Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)	366 (23) 364 (23) 366 (23)

Centre départemental de Méjannes-le-Clap	556 (42-43)	DNVSV c/ S	575 (45)
CEPI	act. 54 (4) 254 (13)	Doma(ni) Ltd	596 (46)
CET Bouyer-Leroux	act. 121 (9)	Donzé	599 (47)
Ch. agri. Gard	459 (36)	DTS Distribuidora de Televisión Digital SA	act. 647 (46)
Charles Kohll et Sylvie Kohll-Schlesser	act. 343 (22)	Dubel	574 (45)
Charrasse	355 (22)	Ducruet	389 (26)
Chevron Master Pention Trust	597 (46)	Dyrektor Izby Skarbowej w Krakowie c/ ESET spol. s r.o. sp. zoo. Oddzial w Polsce	act. 559 (39)
Christine Nigl e.a.	act. 607 (42-43)	E	
CIC Alsace-Lorraine	80 (3)	EasyVista	422 (28)
C ^{ie} internationale des wagons-lits et du tourisme	591 (46)	eBay	act. 703 (50)
Clamagirand	act. 591 (41) act. 710 (50)	EBS	act. 53 (4)
Cne de Caluire-et-Cuire	272 (14)	EDAP TMS France	214 (10)
Cohyba Dance	act. 659 (47)	Edenred France	179 (7-8)
Commission c/ Hongrie	act. 125 (9)	Éditions Atlas	347 (22)
Commission c/ Grèce	act. 345 (22)	EHPAD Maison de retraite départementale de la Loire	66 (2)
Commission c/ Royaume-Uni	act. 400 (25)	EJ	528 (40)
Commissioners for Her Majesty's Revenue and Customs c/ National Exhibition Centre Ltd	act. 340 (22)	Elior	459 (36) 574 (45)
Compagnie du Cambodge	act. 615 (44)	Entidad de Gestión de Derechos de los Productores Audiovisuales (EGEDA) et a.	act. 403 (25)
Compagnie Immobilière d'Aménagement (CIA)	311 (18-19)	Envirotec Denmark ApS	act. 341 (22)
Compagnie internationale des wagons-lits	act. 169 (11)	Errafil	141 (5)
Comptable du pôle de recouvrement spécialisé de Paris Ouest	184 (7-8)	Eskape	582 (45) 577 (45)
Comptoir de Bonneterie Rafco	581 (45) act. 629 (45)	Espace Coiffure	459 (36)
Computacenter AG & Co	256 (13)	Essonne Bennes Services (EBS)	314 (18-19) 312 (18-19)
Coquecigrues	141 (5)	Eltex	599 (47)
Cortansa	act. 713 (50)	Estivill et a.	264 (14)
Courir France	403 (27) 649 (50)	Euro Park Service	act. 26 (2) act. 628 (45)
CRCAM de l'Anjou et du Maine	224 (11)	Euro Park Service, venant aux droits et obligations de la Sté Cairnbulg Nanteuil	258 (13) 259 (13)
CRCAM de Normandie	224 (11) 285 (15)	Eurofrance	522 (39) act. 537 (38) act. 672 (48)
Crédit Agricole SA	165 (6)	Eurogate Distribution GmbH	act. 364 (23)
Crusta C	540 (41) 549 (41) 552 (41) act. 422 (26)	Europinvestissement	act. 193 (12) 356 (22)
Cté d'agglomération du pays de Saint-Malo	339 (21)	Eurotrade Juice	act. 671 (48)
Cté urbaine de Lyon	272 (14)	Export Press	act. 687 (49)
Cts F	215 (10)	Exxonmobil France Holding	75 (3) 84 (3)
Cum Paritalie	act. 120 (9) 338 (21)	Eyglers Dépannage	416 (28)
D			
D Distribution	611 (48) 622 (48)	Fairvesta International	297 (17)
Darcy Estivin Limoges	76 (3)	Falmet	479 (37) act. 381 (24)
Daves Place des États-Unis	333 (21) act. 115 (9)	Faurecia	547 (41) act. 434 (27)
David III	220 (11)	Festina France	469 (36)
de Bodinat	156 (6)	Figesbal	269 (14)
de Galbert Defforey	155 (6) 171 (6)	Fily	550 (41)
de Lobkowicz	79 (3)	Fimipar	325 (20)
Degano Trasporti Sas di Ferruccio Degano & C.	act. 237 (15)	Finvestcorp	252 (13)
Dekra France	459 (36)	Flamands Plage	act. 645 (46)
Delattre	634 (49)	Fleming Pellety	459 (36)
Delouvrier	277 (15)	Foncière du Rond-Point	182 (7-8)
Deutsche Bahn AG	299 (17)	Foncière GSP	599 (47)
Devoise	472 (36)	Foncière le Charlebourg	313 (18-19)
DGFIP c/ H	575 (45)	Foncière Otello	254 (13)
Directeur départemental des finances publiques du territoire de Belfort c/ Cœur de Lion	575 (45)	Fournier	318 (18-19)
Directeur régional des finances publiques d'Île de France et du département de Paris c/ Rocher finance 3	575 (45)	France Classy Travel SIA	576 (45) act. 592 (41)
Distribution Casino France	185 (7-8)		
Distribution Leader Price	304 (17)		

Table des noms des parties

France Télécom, venant aux droits et obligations de la Sté Wanadoo	230 (11)
Free SAS	673 (51-52)
Fruitofood	577 (45) act. 502 (36)
Frutas y Hortalizas Murcia SL	370 (23)

G

Gaïa Énergies Nouvelles	160 (6)
Gaïffe	141 (5)
Garancini	679 (51-52)
Gargasi	170 (6)
Gaudin	349 (22)
GDF Suez SA	459 (36)
Gecina	act. 414 (26) 646 (50)
Gemeente Borsele	act. 299 (20)
Gemeente Woerden	act. 416 (26)
Genefim	542 (41) act. 430 (27)
Ginger Groupe Ingénierie Europe	375 (24)
Giuseppe Astone	act. 504 (36)
Graham	358 (22)
Griffon	243 (12)
Groupe Saint-Germain	365 (23)
GTM France	281 (15)
Guérin	315 (18-19) 311 (18-19)
Guéritte	141 (5)
Guy Riskin c/ Geneviève Timmermans	act. 431 (27)
Guyenne et Gascogne	350 (22) act. 189 (12)

H

Hachette Filipacchi Presse	586 (46) act. 166 (11)
Hagemeyer	412 (28)
Halliburton Manufacturing and Services France	213 (10)
Helen S	620 (48)
Hellebuyck	141 (5)
Hervé	599 (47)
H&M Hennes et Mauritz SARL	act. 686 (49)
Holcim France SAS, venant au droits de la sté Euro Stockage, et la sté Enka SA	act. 25 (2)
Holcim France SAS venant aux droits de la société Euro Stockage	257 (13)
Holcim France SAS venant aux droits de la société Euro Stockage et Sté Enka	259 (13)
Holcim France venant aux droits de la société Atlantique négoce et Sté Enka SA	257 (13)
Holiday Autos UK And Ireland	548 (41) 543 (41) 211 (10) 210 (10)
Hôtels et Casino de Deauville	374 (24) act. 103 (7-8)
Huchon	523 (39) 517 (39)
Hyeroise	act. 717 (51-52)

I

Impagliazzo	428 (29)
Infraestructuras y servicios globales SL	279 (15)
Institut catholique de Lille	353 (22) act. 167 (11)
IP France	468 (36)
IP France SA	act. 322 (21)

J

Jacob	act. 365 (23) act. 369 (23) 476 (37)
Jebriil	167 (6)
Jérôme C	405 (27)
Jeva-Rondinaud	341 (21)
JM3 FOR	292 (16)
JM5 SAR	292 (16)
Josef Plöckl	act. 626 (45)
Joubert-Bompard	275 (15)
Juliane	act. 56 (4) 223 (11)

K

Kabla	175 (7-8)
Kalt	143 (5)
Kastelein-Arnold	578 (45)
Kawka	566 (44)
Kay	459 (36)
Kermadec	148 (5)
Kern	590 (46)
Kertrimmo	225 (11)
Kia Motors France	589 (46)
KLE 1	act. 119 (9)
Klépierre	278 (15)
KLE1	278 (15)
Kovalev	379 (24) 378 (24)
Kraland	650 (50)
Kreissparkasse Wiedenbrück	act. 398 (25)

L

Laboratoires Clarins	518 (39)
Lacroix	351 (22)
Laffort Holding	465 (36)
Laffort CEnologie	465 (36)
Lajvér Melioracios Nonprofit Kft	act. 363 (23)
Landesärztekammer Hessen Versorgungswerk (LHV)	421 (28)
Landkreis Potsdam-Mittelmark	act. 560 (39)
Lanet	322 (20)
Langry	479 (37) 612 (48)
Lassus	568 (44)
Last Minute Network Ltd	210 (10)
Layher	398 (27) 407 (27) act. 420 (26) 397 (27)
Layher SAS	585 (46) 592 (46)
Le Blevenec et associés	385 (25)
Le Blevenec	act. 300 (20)
Le Byzantin	178 (7-8)
Le Café des Sports	594 (46)
Le Cercle des Sports de la Marne	567 (44)
Le Faucheur	141 (5)
Le Parc de la Touques	act. 586 (41) 558 (42-43)
Le Win Property	599 (47)
Lemaire	391 (26) act. 320 (21)
Lerendu	599 (47)
Les Jardins de Jouvence SCRL	act. 55 (4)
Leva	599 (47)
LG Services	act. 115 (9) 333 (21)

Table des noms des parties

Pharmacie de la Porte d'Orléans	310 (18-19) act. 118 (9)
Pharmacie Saint-Gaudinoise	act. 117 (9)
Philea Textiles	141 (5)
Photomaton	act. 21 (2) 239 (12)
Picart	544 (41)
Placin	act. 565 (39) 637 (49)
Poisson	427 (29)
Poulat Viallet Immobilier	466 (36)
Préfet délégué de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin	227 (11)
Printing Pack BV	617 (48)
Property Investment Holding France	181 (7-8)
Property Investment Holding (PIH)	677 (51-52)
Proximus SA	act. 29 (2) act. 29 (2)

R

Railtech International	531 (40)
Randstad	act. 20 (2) 239 (12)
Rapa	354 (22)
Résidences Services Gestion	345 (21) act. 170 (11)
RH solutions	459 (36)
Rhodia Participations	331 (20) 324 (20)
Richardet et Associés	352 (22) act. 123 (9)
Rieux	174 (7-8)
Ringard	164 (6) 157 (6)
Rivoltella	275 (15)
Rossini	459 (36)
Roth	423 (28) 423 (28)
Rothgerber	319 (18-19)
Roualec	459 (36)
Royer	273 (14) 274 (14)

S

SA C ^{ie} de Saint-Gobain	671 (51-52) 681 (51-52)
Sabine Hünnebeck	act. 401 (25)
Safran	602 (47)
Saga Décor	141 (5)
Saint-Martin Reproduction	141 (5)
Saint-Michel	act. 404 (25) 551 (41)
Samficath	209 (10)
San Diego City Employees' Retirement System A/K/A	
SDCERS Group trust	597 (46)
Santander Pensionnes SA EGFP	421 (28)
Sara Résidences de Tourisme	152 (5) 144 (5)
SAS AuchanHyper	act. 259 (16)
SAS Volvo holding France	599 (47)
Sauvaire	439 (30-35) act. 368 (23)
Schellfish Growers of Ireland	596 (46)
Schkiwisk	574 (45)
Schuller	459 (36)
Score	648 (50)
Seb Investment GmbH	253 (13)
SECIL - Companhia Geral de Cal e Cimento SA	act. 670 (48)
Select TT	239 (12)

Serena Caoutchouc	599 (47)
Shapers' France	459 (36)
Signes	291 (16)
Shambhala	act. 707 (50)
Silvia Georgiana Câmpean	act. 433 (27)
SLUC Nancy Basket	574 (45)
Société Générale et a.	559 (42-43) 563 (42-43)
Sodirep Textiles SA-NV	377 (24)
Sofi Schellfish Ltd	596 (46)
Sofina	212 (10)
Sogetra	334 (21)
Solar Electric Martinique	act. 321 (21) 484 (37)
SOPARFI	397 (27)
Sopra Steria Group, venant aux droits et obligations de la Sté Groupe Steria	615 (48)
Sovaro	act. 56 (4)
Sovero	223 (11)
Sparkasse Allgäu	act. 257 (16)
Special Bannow Bay Schellfish Ltd	596 (46)
Staatssecretaris van Financiën c/ Het Oudeland	
Beheer BV	act. 290 (18-19)
Staff and Line	act. 323 (21)
Sté d'assurance mutuelle L'Auxiliaire	161 (6)
Sté foncière le Charlebourg	181 (7-8)
Sté française du radiotéléphone (SFR)	619 (48)
Stock 94 Szolgaltato Zrt	act. 706 (50)
Succession de M. Grimberg	599 (47)
Sweet Home	399 (27) act. 256 (16)

T

Taguemout	534 (40)
Taxi Rocha	141 (5)
Teboul	656 (50)
Technogram	636 (49) act. 479 (30-35) 640 (49)
Terranere	336 (21)
Testa	459 (36)
The Citigroup Pension Plan	597 (46)
Thé Cool	270 (14)
The International Value Series of DFA Investment	
Trust Company	266 (14)
Thibult	437 (29)
Timac Agro	599 (47)
Timac Agro Deutschland GmbH	act. 28 (2)
Tirlet	145 (5)
TMD Gesellschaft für transfusionsmedizinische Dienste mbH	act. 588 (41)
Tod's SpA	569 (44)
Transat	527 (40)
Transat France	act. 429 (27)
Tremey	669 (51-52)
Tritschler	319 (18-19)

U

Unibail-Rodamco SE	278 (15) act. 119 (9)
Uni-commerces	599 (47)
Union fédérale des ingénieurs cadres et techniciens du livre et de la communication (UFICT-CGT) et a. c/ X France, SAS Holding X	271 (14)
Union fédérale des ingénieurs cadres et techniciens du livre et de la communication (UFICT-CGT) et a. c/ Wolters Kluwer France, SAS Holding Wolters Kluwer	267 (14)
Universities Superannuation Scheme Ltd	283 (15)

Table des noms des parties

V

Valéo Embrayages	255 (13)
Vasile Budisan	act. 402 (25)
Vent de Colère ! Fédération nationale	638 (49)
Veolia Transport Sverige	588 (46)
Viamar - Elliniki Aftokiniton kai Genikon Epicheiriseon AE	act. 30 (2)
Vidalenc	176 (7-8)
Vielle	454 (30-35)
Vigies I	599 (47)
Virojanglor	414 (28)
Vivendi	149 (5) 595 (46)
Vorwerk Elektrowerke GmbH & Co. KG	674 (51-52)

W

W et a.	268 (14) 439 (30-35)
---------	-------------------------

Waldner	166 (6) 163 (6)
Wattebled	319 (18-19)
WebMindLicenses Kft	act. 23 (2)
Wellcome Trust	376 (24)
Wolfgang und Dr. Wilfried Rey Grundstücksgemeinschaft GbR	act. 399 (25)

X

X-Steuerberatungsgesellschaft	act. 27 (2)
-------------------------------	-------------

Z

Zormati	228 (11)
---------	----------

3

3 ME	70 (2)
3D Storm	293 (16)

Table des auteurs

Grégory ABATE, avocat, Linklaters LLP

- Mise en oeuvre du projet BEPS : le moment de vérité approche, *étude*..... 138 (5)

Claire ACARD, avocat associé, EY Société d'Avocats

- Fiscalité financière, *étude*..... 73 (3)
- La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (1^{er} volet) - Les enjeux de la pénalisation en matière fiscale, *étude*..... 172 (7-8)
- La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (2^e volet) - Un abus de droit peut-il être constitutif d'une fraude fiscale ?, *étude*..... 207 (10)
- La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (3^e volet) - Étude de structures en matière de fiscalité financière, *étude*..... 249 (13)
- Fiscalité financière (1^{re} partie), *étude*..... 477 (37)
- Fiscalité financière (2^e partie), *étude*..... 509 (38)
- Instruments financiers et opérations de couverture : quelles conséquences fiscales des nouvelles règles comptables ?, *étude*..... 643 (50)

Rita ADADY, avocat, Baker & McKenzie SCP

- Transformation d'une SA en SNC et abus de droit : pour garantir la forme, rien ne vaut l'exercice d'une activité sur la durée !, *CE 8^e et 9^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 374071, commentaire*..... 304 (17)

Tarek AFANTROUSS, avocat, PwC Société d'Avocats

- Le régime mère-fille : un régime d'exonération à la faveur d'un actionariat stable - À propos de la jurisprudence récente du Conseil d'État et du Conseil constitutionnel, *études*..... 308 (18-19)
- Taxe sur les transactions financières : la fiscalité à l'épreuve de la territorialité du droit, *étude*..... 446 (30-35)

Marie-Joseph AGLAË, maître de conférences à l'université des Antilles (UA), HDR

- L'octroi de mer, un impôt en sursis ?, *étude*..... 564 (44)

Yann AGUILA, avocat, cabinet Bredin prat, professeur associé à l'Université Paris 1

- La nouvelle clause anti-abus du régime des sociétés mères : critique de la décision du Conseil constitutionnel et opportunité d'une saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, *étude*..... 248 (13)
- Réflexions sur le recours pour excès de pouvoir en matière fiscale et la portée des réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel - À propos de CE, 20 avr. 2016, Sté BPCE et a. sur l'applicabilité de la taxe de 3 % en cas de rachat par une société de ses propres titres, *CE 8^e et 3^e ss-sect., 20 avr. 2016, n° 396578 : Juris-Data n° 2016-012176, commentaire*..... 533 (40)

Frédéric ALADJIDI, rapporteur public au Conseil d'État

- En cas de rétroactivité de la fusion au 1^{er} janvier, la société absorbée n'est pas redevable de l'IFA en application de la doctrine administrative, *CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 370712 : Juris-Data n° 2015-026824, commentaire*..... 75 (3)
- Commissions perçues par une agence immobilière ne constituant pas des arrhes au sens de l'article 1590 du Code civil : assujettissement à la TVA (oui), *CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 375764, commentaire*..... 145 (5)

- Obligation pour le juge d'appel de vérifier d'office la régularité de l'invitation à régulariser faite par le tribunal administratif (non), *CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 364757 : Juris-Data n° 2015-026273, commentaire*..... 150 (5)

- Remboursement d'une retenue à la source : validité de la demande présentée par l'établissement payeur pour le compte d'un non-résident, *CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 378237 : Juris-Data n° 2015-029418, commentaire*..... 246 (12)

- Fusion transfrontalière : renvoi préjudiciel à la CJUE sur la conformité au droit de l'UE de l'agrément de l'article 210 C du CGI, *CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369317, commentaire*..... 258 (13)

- Redevance pour création de bureaux en Île-de-France : en cas de restructuration d'un immeuble à usage de bureaux, seules sont imposables les surfaces nettes créées, *CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 370096 : Juris-Data n° 2015-029231, commentaire*..... 326 (20)

- Évaluation des terrains d'assiette des immeubles bâtis, *CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 367467 : Juris-Data n° 2016-003579, commentaire*..... 333 (21)

- *CE 9^e et 10^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 380400 : Juris-Data n° 2016-003569, commentaire*..... 333 (21)

- Plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée : les marchandises données à des associations caritatives peuvent être déduites de la valeur ajoutée, *CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 383536 : Juris-Data n° 2016-004891, commentaire*..... 350 (22)

- Lieu de la vérification de comptabilité lorsque l'entreprise vérifiée ne dispose plus de locaux en France, *CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 379626 : Juris-Data n° 2016-005166, commentaire*..... 356 (22)

- Majoration pour activité occulte : obligation pour l'Administration de prouver un élément intentionnel (non) ; possibilité pour le contribuable de justifier d'une erreur (oui), *CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 368227, commentaire*..... 370 (23)

- Prix de transfert : précisions sur la notion de « comparables », *CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 372372 : Juris-Data n° 2016-005256, commentaire*..... 639 (49)

Filiz ALPARSLAN, avocat, Fidal

- TVA et prestations de services se rattachant à un immeuble : ce qui change au 1^{er} janvier 2017, *étude*..... 360 (23)

Victoria ALVAREZ-LE MENTEC, avocat au sein du cabinet Alvarez Avocats

- L'Amérique latine poursuit sa modernisation fiscale, *étude*..... 201 (9)
- La preuve de l'exonération de TVA sur les transferts intracommunautaires, *aperçu rapide*..... 637 (46)

Mohamed AMINE BENAOUA, étudiant du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes

- BEPS : vœu pieux ou réalité juridique ? - Remarques relatives à l'action 5, *étude*..... 442 (30-35)

Nicolas ANDRÉ, avocat, Jones Day

- Distributions transfrontalières de dividendes : comment faire coexister les jurisprudences française et européenne ?, *étude*..... 289 (16)

Jérôme ARDOUIN, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, directeur associé, EY Société d'Avocats

- Affaire SECIL ou l'applicabilité des accords Euromed à la fiscalité, *aperçu rapide*..... 266 (17)
- Inopposabilité à l'entreprise de l'erreur comptable commise intentionnellement par un salarié en dehors de l'exercice normal de ses fonctions malgré l'existence de carences dans l'organisation interne, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 9 mars 2016, n° 380808 : *Juris-Data* n° 2016-004490, *commentaire*..... 335 (21)
- Article 4 du projet de loi de finances pour 2017 : requiem pour l'article L. 64 du LPF ?, *étude*..... 601 (47)

Ann ATCHADE, directeur associé, Fidal

- L'imposition des salariés en situation de mobilité internationale : réflexions sur la clause dite des missions temporaires sous l'angle de la notion d'employeur, *étude*..... 154 (6)

Tristan AUDOUARD, avocat, cabinet Jeausserand Audouard

- Management packages et autres outils d'accès au capital des dirigeants et salariés, *étude*..... 188 (9)
- Management packages : comment discerner la main du salarié de celle du capitaliste ?, *TA Paris 1^{re} sect.*, 1^{re} ch., 12 juill. 2016, n° 1431589/1-1 : *Juris-Data* n° 2016-024481, *commentaire*..... 608 (48)

Michel AUJEAN, associé responsable du Pôle de prospective fiscale, Taj

- La TVA dans l'économie numérique : mine d'or ou champ de mines ?, *étude*..... 276 (15)

Stéphane AUSTRY, avocat associé, CMS Bureau Francis Lefebvre, professeur associé à l'école de droit de la Sorbonne (université Paris I)

- L'interdiction constitutionnelle des présomptions irréfragables et l'article 209 B, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 13 déc. 2015, n° 372522 : *Juris-Data* n° 2015-029384, *commentaire*..... 342 (21)
- *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 13 déc. 2015, n° 372733 : *Juris-Data* n° 2015-029385, *commentaire*..... 342 (21)
- Une décision AFEP peut en cacher une autre..., *aperçu rapide*..... 386 (25)
- Report d'imposition et directive fusion : quel juge pour la discrimination par ricochet ? - À propos de CE, ass., 31 mai 2016, n° 393881, M. Jacob, *CE ass.*, 31 mai 2016, n° 393881 : *Juris-Data* n° 2016-010698, *étude*..... 476 (37)

Ludovic AYRAULT, professeur à l'École de droit de la Sorbonne (université Paris I-IRJS/Sorbonne Fiscalité)

- Droit fiscal européen des droits de l'homme : chronique de l'année 2015, *étude*..... 206 (9)
- L'indépendance des contentieux pénal et fiscal, *étude*..... 503 (38)
- Rapport de synthèse, *étude*..... 508 (38)

Gilles BACHELIER, conseiller d'État président de la cour administrative d'appel de Nantes, président du Comité de l'abus de droit fiscal, professeur associé à l'université de Paris II

- Table ronde sur les distributions au sein des groupes, *étude*..... 628 (49)

Jérôme BARRÉ, avocat associé chez Franklin, Société d'Avocats

- Opérations de titrisation et fiscalité, *étude*..... 445 (30-35)

Clément BASCOUL, senior manager de l'équipe Douanes du cabinet Fidal

- Douanes : chronique de l'année 2015, *étude*..... 204 (9)

Noémie BASTIEN, avocat, Arsene Taxand

- À la recherche de l'élimination de la double imposition sur les flux internationaux, *études*..... 536 (41)

Anne-Sophie de BECHADE, avocat, senior manager du département TVA du cabinet Fidal

- La seule absence d'une TVA libellée en euros sur les factures ne doit pas nécessairement faire échec au droit à déduction d'un assujetti, *TA Montreuil 10^e ch.*, 16 févr. 2016, n° 1503203 : *Juris-Data* n° 2016-004474, *commentaire*..... 256 (13)

Julie BÉGUIER, avocat, Monteil Avocats

- La motivation par référence de la proposition de rectification dans le cadre d'une procédure contradictoire, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 18 nov. 2015, n° 382376 : *Juris-Data* n° 2015-026822, *commentaire*..... 260 (13)

Caroline BENHAMOU, avocat à la Cour

- La société de libre partenariat : analyse d'un traitement fiscal paradoxal, *aperçu rapide*..... 651 (47)
- L'offre promotionnelle de bienvenue accordée par les banques est-elle exonérée d'impôt sur le revenu ?, *aperçu rapide*..... 714 (51-52)

Élisa BENIBRI, étudiante du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes

- La CJUE précise les contours de l'exonération de TVA des opérations de virement et de paiement par carte, *étude*..... 447 (30-35)

Ella BENNACEUR, étudiante du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes

- La CJUE précise les contours de l'exonération de TVA des opérations de virement et de paiement par carte, *étude*..... 447 (30-35)

Anne-Laure BENOIST, avocat, Fidal

- Vers la disparition du champ d'application de la taxe sur les salaires ?, *aperçu rapide*..... 146 (11)

Anne BENOÎT, avocat, Fidal

- Ventes en chaîne et TVA : c'est l'intention qui compte !, *étude*..... 396 (27)

Grégory BENTEUX, Avocat à la Cour, Gide Loyrette Nouel

- Le crédit d'impôt compétitivité emploi, entre fausse complexité et véritable utilité, *étude*..... 189 (9)

Simon BERNARD, diplômé du M2 Fiscalité internationale (université Paris II-HEC)

- L'obligation fiscale limitée et illimitée en fiscalité internationale, *étude*..... 659 (51-52)

Ludovic BERNARDEAU, référendaire au Tribunal de l'Union européenne, membre habilité à diriger des recherches (HDR) du Centre d'études juridiques européennes et comparées (CEJEC) de Nanterre (Paris-X)

- Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (sept./déc. 2015), *étude*..... 74 (3)
- Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (janv./mars 2016), *étude*..... 290 (16)
- La réouverture du délai de réclamation, en application de l'article L. 190 du LPF, en question(s) - À propos de CE, 21 janv. 2016, Sté Axa, *aperçu rapide*..... 284 (18-19)

• Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (avr./juin 2016), <i>étude</i>	438 (30-35)	• Conformité de la contribution de 3 % aux normes supérieures : premier acte, <i>Cons. const. déc., 30 sept. 2016, n° 2016-571 QPC, commentaire</i>	592 (46)
• Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (juill./sept. 2016), <i>étude</i>	555 (42-43)	Benoît BOHNERT , rapporteur public au Conseil d'État	
• Suisse : non-déductibilité des amendes infligées pour violation des règles européennes de concurrence, sauf si..., <i>aperçu rapide</i>	618 (45)	<i>d'État</i>	
Frédéric BERTACCHI , avocat, CMS Bureau Francis Lefebvre		• Règle du butoir : évolution des réponses du Conseil d'État et questions en suspens, <i>CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189, commentaire</i>	80 (3)
• Droits à déduction des holdings : de Satam à Ginger, les retrouvailles, <i>aperçu rapide</i>	331 (22)	• Renvoi d'une QPC sur la validation rétroactive des évaluations de valeur locative par comparaison à un local détruit ou restructuré, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 394093 : Juris-Data n° 2015-028638, commentaire</i>	82 (3)
Anne-Charlène BEZZINA , maître de conférences à l'université de Rouen		• PEA et abus de droit : l'achat par un épargnant de titres qu'il détient déjà engendre une plus-value imposable, mais ne constitue pas une opération abusive, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 14 oct. 2015, n° 374211 : Juris-Data n° 2015-023299, commentaire</i>	83 (3)
• Acte anormal de gestion : de quelques considérations sur l'abandon du critère du « risque excessif » - Réflexions à propos de l'arrêt CE, sect., 13 juill. 2016, n° 375801, SA Monte Paschi Banque, <i>étude</i>	598 (47)	• Le nouveau mode de calcul des plus-values sur cession de titres, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 12 nov. 2015, n° 390265 : Juris-Data n° 2015-026150, commentaire</i>	155 (6)
Emmanuel BIGARRÉ , avocat associé, Toultée Conseil & Associés		• Annulation du § 70 du BOI-IS-BASE-20-20-10-30 prévoyant l'appréciation à la date de clôture de l'exercice de la prépondérance immobilière d'une société non cotée, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 14 oct. 2015, n° 387249, commentaire</i>	161 (6)
• Indemnités de mutation de joueurs de football et valeur ajoutée : une contre-attaque réussie, <i>CAA Versailles 6^e ch., 19 mai 2016, n° 14VE00407 : Juris-Data n° 2016-012642, commentaire</i>	417 (28)	• Absence d'accès au sens des conclusions du rapporteur public par l'application « Sagace ». Avis d'audience indiquant au justiciable la possibilité de s'adresser au greffe : irrégularité de la procédure (non, en l'absence de démarche du justiciable auprès du greffe), <i>CE 8^e ss-sect., 23 oct. 2015, n° 372778 : Juris-Data n° 2015-023892, commentaire</i>	170 (6)
Damien BILLET , avocat associé, barreau de Marseille		• Prix de transfert : l'externalisation de la gestion administrative et financière d'une société est un motif insuffisant pour présumer un transfert de bénéfices à l'étranger, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367897, commentaire</i>	181 (7-8)
• L'obligation de l'absorbante de souscrire certains engagements dans l'acte de fusion est compatible avec la directive fusions, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect., 20 janv. 2016, n° 376980 : Juris-Data n° 2016-001189, commentaire</i>	314 (18-19)	• Amende pour non-révélation des bénéficiaires de revenus distribués : la mise en cause de la responsabilité solidaire du dirigeant suppose que la pénalité ait été régulièrement établie vis-à-vis de la société distributrice, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367310 : Juris-Data n° 2015-027927, commentaire</i>	183 (7-8)
Henri BITAR , avocat associé, CMS Bureau Francis Lefebvre		• Évaluation par comparaison : obligation de communication au redevable des seules données pertinentes mais de toutes les données pertinentes, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 14 oct. 2015, n° 373627, commentaire</i>	209 (10)
• Droits à déduction des holdings : de Satam à Ginger, les retrouvailles, <i>aperçu rapide</i>	331 (22)	• Renvoi d'une QPC sur l'absence d'application de l'abattement pour durée de détention aux plus-values réalisées et placées en report d'imposition avant le 1 ^{er} janvier 2013, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 394596, commentaire</i>	242 (12)
Anne-Lyse BLANDIN , associé, EY Société d'Avocats		• Exonération des gratifications versées aux stagiaires : application aux sommes versées à compter du 12 juillet 2014, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 394708 : Juris-Data n° 2016-002409, commentaire</i>	264 (14)
• Instruments financiers et opérations de couverture : quelles conséquences fiscales des nouvelles règles comptables ?, <i>étude</i>	643 (50)	• Dispense de TVA et cession d'un immeuble locatif : quelle grille de lecture de l'article 257 bis suite à la jurisprudence du Conseil d'État appliquée au contrat de crédit-bail ?, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 23 nov. 2015, n° 375055, commentaire</i>	292 (16)
Gauthier BLANLUET , professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II), avocat, Sullivan & Cromwell LLP		• Transformation d'une SA en SNC et abus de droit : pour garantir la forme, rien ne vaut l'exercice d'une activité sur la durée !, <i>CE 8^e et 9^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 374071, commentaire</i>	304 (17)
• Rétroactivité, rétrospectivité, rétro-prospectivité : quelle protection des attentes légitimes des contribuables ?, <i>Cons. const. déc., 17 juill. 2015, n° 2015-475 QPC, commentaire</i>	165 (6)	• Les parkings en sous-sol d'un immeuble de bureaux constituent une fraction de propriété normalement destinée à une utilisation distincte des bureaux, <i>CE 8^e</i>	
• Discrimination à rebours : le droit interne à l'épreuve du droit de l'Union européenne - À propos de Cons. const., 3 févr. 2016, n° 2015-520 QPC, Sté Metro Holding, <i>étude</i>	233 (12)		
• Provisions comptables non déduites fiscalement et intangibilité du bilan d'ouverture (CGI, art. 38, 4 bis) : nouvel épisode d'un long feuilleton, <i>CAA Versailles 3^e ch., 18 févr. 2016, n° 13VE02491 : Juris-Data n° 2016-003990, commentaire</i>	323 (20)		
• Une décision AFEP peut en cacher une autre..., <i>aperçu rapide</i>	386 (25)		
• L'intégration fiscale : un régime menacé ? - Actes du 29 ^e colloque annuel du CEFEP, tenu le 22 juin 2016, <i>dossier</i>	510 (39)		
• Réflexions sur le recours pour excès de pouvoir en matière fiscale et la portée des réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel - À propos de CE, 20 avr. 2016, Sté BPCE et a. sur l'applicabilité de la taxe de 3 % en cas de rachat par une société de ses propres titres, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect., 20 avr. 2016, n° 396578 : Juris-Data n° 2016-012176, commentaire</i>	533 (40)		

3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 381911 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003513, commentaire.....	338 (21)	Émilie BOKDAM-TOGNETTI , rapporteur public au Conseil d'État	
• Secret professionnel : le vérificateur peut prendre connaissance des factures d'un avocat comportant le nom des clients mais pas d'information sur la nature des prestations fournies, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 15 févr. 2016, n° 375667 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003588, commentaire.....	343 (21)	• Solidarité du donneur d'ordre pour la TVA due par le façonnier (CGI, art. 283, 5.) : appréciation du seuil de 50 % en cas de façonnier placé sous le régime simplifié ou d'absence de déclaration du façonnier, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 18 nov. 2015, n° 369162 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026793, commentaire.....	220 (11)
• Le propriétaire privé de places de stationnement en sous-sol est imposable alors même que la structure du parking souterrain reste propriété communale, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 16 mars 2016, n° 374432 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-005894, commentaire.....	348 (22)	• Commission départementale des impôts : conséquences du défaut de délivrance à l'Administration du pli contenant la demande de saisine du contribuable, <i>CE 10^e et 9^e ss-sect.</i> , 18 nov. 2015, n° 369502 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026821, commentaire.....	229 (11)
• La facture rectificative, ou le chemin de croix vers la (bonne) foi, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 15 févr. 2016, n° 374458 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003602, commentaire.....	352 (22)	• Traitement fiscal du rachat pour annulation de certificats de valeur garantie émis à l'occasion d'une offre publique d'échange, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 20 janv. 2016, n° 370121 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-001077, commentaire.....	251 (13)
• Remise en cause d'aides d'État illicites : quid du principe de sécurité juridique ?, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 16 mars 2016, n° 377874 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-005246, commentaire.....	354 (22)	• Les clauses anti-abus et le droit de l'Union européenne, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 30 déc. 2015, n° 374841, commentaire.....	257 (13)
• Destinataire de la proposition de rectifications : représentant en France d'une société étrangère désigné sur invitation (CGI, art. 223 quinquies A) (oui, en principe), <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 16 mars 2016, n° 376141, commentaire.....	357 (22)	• L'obligation de l'absorbante de souscrire certains engagements dans l'acte de fusion est compatible avec la directive fusions, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 20 janv. 2016, n° 376980 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-001189, commentaire.....	314 (18-19)
• La taxe grevant les frais généraux des holdings qui s'immiscent dans la gestion de leurs filiales est entièrement déductible, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 20 mai 2016, n° 371940, commentaire.....	375 (24)	• Report en arrière des déficits : demander la restitution d'une créance sur l'État n'est pas réclamer, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 9 mars 2016, n° 385244 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004460, commentaire.....	325 (20)
• Réduction d'impôt pour investissements outre-mer (CGI, art. 199 undecies B) : l'Administration peut apporter la preuve d'une surévaluation des investissements constituant la base de la réduction, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , avis, 23 juin 2016, n° 397845 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012530, commentaire.....	454 (30-35)	• Inopposabilité à l'entreprise de l'erreur comptable commise intentionnellement par un salarié en dehors de l'exercice normal de ses fonctions malgré l'existence de carences dans l'organisation interne, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 9 mars 2016, n° 380808 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004490, commentaire.....	335 (21)
• Renvoi d'une QPC sur la perte de certains avantages fiscaux par les contribuables soumis à la majoration de 40 % (CGI, art. 1731 bis), <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 16 juin 2016, n° 397983, commentaire.....	455 (30-35)	• L'interdiction constitutionnelle des présomptions irréfragables et l'article 209 B, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 13 déc. 2015, n° 372733 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-029385, commentaire.....	342 (21)
• Lieu auquel peut être effectuée la vérification de la comptabilité d'une activité individuelle après cession de la clientèle à une société d'exercice libéral, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 23 juin 2016, n° 388369, commentaire.....	485 (37)	• Une décision juridictionnelle en matière de taxe professionnelle peut-elle s'analyser comme un événement au sens de l'article R.* 196-2 du LPF ?, <i>CE plén. fisc.</i> , 9 mars 2016, n° 371463 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004344, commentaire.....	345 (21)
• Réflexions sur le recours pour excès de pouvoir en matière fiscale et la portée des réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel - À propos de <i>CE</i> , 20 avr. 2016, Sté BPCE et a. sur l'applicabilité de la taxe de 3 % en cas de rachat par une société de ses propres titres, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 20 avr. 2016, n° 396578 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012176, commentaire.....	533 (40)	• Amende pour non déclaration d'un compte ouvert à l'étranger (CGI, art. 1736, IV) : renvoi partiel d'une QPC au Conseil constitutionnel, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 18 mai 2016, n° 397826, commentaire.....	368 (23)
• Compatibilité de l'exit tax (régime ancien) avec le droit d'établissement défini par l'accord UE-Suisse du 21 juin 1999 : renvoi préjudiciel à la CJUE, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 23 juin 2016, n° 378008, commentaire.....	544 (41)	• Assujettissement à la TVA des cartes et carnets de cinéma à entrées multiples ; exigibilité dès la date de l'encaissement, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 15 avr. 2016, n° 373591, commentaire.....	401 (27)
• Renvoi préjudiciel à la CJUE sur l'imposition des plus-values en report d'imposition (CGI, art. 160) des non-résidents (CGI, art. 244 bis B), <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 19 juill. 2016, n° 360352, commentaire.....	568 (44)	• Conformité de la Tascom à la réglementation sur les aides d'État, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 15 avr. 2016, n° 371910, commentaire.....	403 (27)
• Nouvelles précisions sur les conventions de répartition de l'impôt au sein des groupes intégrés, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 13 oct. 2016, n° 388410, commentaire.....	602 (47)	• Conformité au principe d'égalité devant la loi du prélèvement forfaitaire libérateur de l'article 117 quater du CGI, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 30 juin 2016, n° 400115, commentaire.....	436 (29)
• Qualification de revenus distribués des intérêts payés au titre d'obligations convertibles en actions émises en échange d'un apport, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 13 oct. 2016, n° 388574, commentaire.....	609 (48)	• Retour à une conception stricte de l'acte anormal de gestion : l'abandon de la théorie du risque manifestement excessif, <i>CE sect.</i> , 13 juill. 2016, n° 375801 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013627, commentaire.....	464 (36)
Alicia BOISSIÈRE , collaboratrice confirmée au sein de l'équipe Douanes du cabinet Fidal		• La jurisprudence de la CJUE en matière d'intégration fiscale et sa réception par le juge administratif français, <i>étude</i>	512 (39)
• Douanes : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	204 (9)	• Provision pour dépréciation du fonds de commerce : en cas de variation du fonds, absence d'obligation de reprendre la provision et de procéder à une nouvelle	

dotation si la provision a toujours un objet, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 30 juin 2016, n° 380916 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013323, <i>commentaire</i>	527 (40)
• Un acompte sur dividende n'est pas un dividende au sens du deuxième alinéa de l'article 223 B du CGI...jusqu'à quand ?, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 30 juin 2016, n° 384793, <i>commentaire</i>	528 (40)
• Renvoi d'une QPC sur les dépenses éligibles au CIR liées à l'élaboration de nouvelles collections dans le secteur textile-habillement-cuir, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 27 oct. 2016, n° 391678, <i>commentaire</i>	581 (45)
• Le caractère professionnel de la location-gérance, <i>CE plén. fisc.</i> , 9 mars 2016, n° 374893 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004340, <i>commentaire</i>	586 (46)
• Quel est l'office du juge national en cas de défaut de notification préalable à la Commission européenne d'une aide d'État finalement reconnue légale ?, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 15 avr. 2016, n° 393721 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-007129, <i>commentaire</i>	638 (49)
• Invocabilité de la force majeure, alors même que la loi ne réserve pas cette hypothèse, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 21 sept. 2016, n° 386250, <i>commentaire</i>	644 (50)
• Régime du bénéfice consolidé : survivance jusqu'à la suppression de ce régime du texte réglementaire prévoyant la neutralisation dans le résultat consolidé d'une quote-part de frais et charges, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 21 sept. 2016, n° 371862 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-020059, <i>commentaire</i>	671 (51-52)
• Dans quelle mesure une taxe affectée au financement d'une aide d'État doit-elle faire l'objet d'une nouvelle autorisation par la Commission européenne lorsque son régime évolue ?, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 21 sept. 2016, n° 376193, <i>commentaire</i>	675 (51-52)
• La dépendance de fait en matière de prix de transfert, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 15 avr. 2016, n° 372097 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-007579, <i>commentaire</i>	676 (51-52)
• Le Conseil d'État clarifie l'application des règles de prix de transfert aux services de gestion internes des groupes immobiliers internationaux, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 21 sept. 2016, n° 382733, <i>commentaire</i>	677 (51-52)
André BONNET , avocat au barreau de Marseille, ancien président des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel	
• Majoration pour activité occulte : obligation pour l'Administration de prouver un élément intentionnel (non) ; possibilité pour le contribuable de justifier d'une erreur (oui), <i>CE plén. fisc.</i> , 7 déc. 2015, n° 368227, <i>commentaire</i>	370 (23)
Jean-Claude BOUCHARD , avocat, membre du VAT Expert Group	
• Plan d'action de la Commission sur la TVA : vers un espace TVA unique, <i>aperçu rapide</i>	231 (15)
Thibaud BOUCHARLAT , avocat au barreau de Paris	
• Holding animatrice : débat persistant quant aux moyens de preuve, <i>aperçu rapide</i>	145 (11)
Daniel BOUCHER , avocat au barreau de Lyon, spécialisé en droit fiscal, LEGIA Fiscalité	
• Crédit d'impôt recherche : les dotations aux amortissements de droits d'exploitation attachés à la qualité de concessionnaire de brevets sont-elles éligibles ?, <i>CAA Bordeaux 3^e ch.</i> , 15 mars 2016, n° 14BX01502 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-008555, <i>commentaire</i>	336 (21)
• Crédit d'impôt recherche : définition de l'activité industrielle dans le secteur textile-habillement-cuir, <i>CE 9^e ch.</i> , 13 juin 2016, n° 380490, <i>commentaire</i>	481 (37)
• Crédit d'impôt recherche : obligation d'impartialité des agents mandatés par le ministère chargé de la recherche et de la technologie, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 19 juill. 2016, n° 380716 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-014316, <i>commentaire</i>	577 (45)
Guillaume BOULET , avocat, SCP Alcade et associés	
• Contributions sociales et libre circulation des capitaux - Après l'arrêt de Ruyter, quel sort pour les affiliés à un régime de sécurité sociale hors UE ?, <i>aperçu rapide</i>	385 (25)
Nicolas de BOYNES , avocat associé, Sullivan & Cromwell LLP	
• Les fragilités du régime français d'intégration fiscale au regard de la jurisprudence de la CJUE, <i>étude</i>	513 (39)
Suzie BRADBURN , docteur en droit, membre de l'Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine (IRDAP) de l'université de Bordeaux	
• Irrecevabilité de la demande de remboursement de TVA formulée par le membre d'un groupement TVA dépourvu de la qualité pour agir au nom du groupe, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 7 déc. 2015, n° 371406 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-028437, <i>commentaire</i>	210 (10)
• Déduction de la TVA par le gestionnaire d'un programme de fidélisation, <i>CAA Versailles 1^{re} ch.</i> , 1 ^{er} déc. 2015, n° 14VE00566 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-031217, <i>commentaire</i>	327 (20)
Philippe BRETON , avocat associé, Fidal	
• Vers la disparition du champ d'application de la taxe sur les salaires ?, <i>aperçu rapide</i>	146 (11)
Aurélien BRETONNEAU , rapporteur public au Conseil d'État	
• La fourniture par voie électronique de logiciels en France par un prestataire étranger est un service fourni par voie électronique, <i>CE 10^e et 9^e ss-sect.</i> , 7 mars 2016, n° 390746, <i>commentaire</i>	293 (16)
• Acte anormal de gestion : l'absence de rémunération d'une concession de licence peut être justifiée par la préservation de l'existence d'un actif, <i>CE 10^e et 9^e ss-sect.</i> , 10 févr. 2016, n° 371258 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-002412, <i>commentaire</i>	374 (24)
• Secret professionnel : le vérificateur peut demander à un avocat des informations sur la domiciliation de ses clients afin d'être à même d'appliquer les règles de territorialité de la TVA, <i>CE 10^e et 9^e ss-sect.</i> , 4 mai 2016, n° 387466 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-008772, <i>commentaire</i>	385 (25)
• Abattement sur les plus-values à long terme (CGI, art. 151 septies B) : application à des biens cédés que l'acquéreur destine à la démolition (non), <i>CE 10^e et 9^e ss-sect.</i> , 4 mai 2016, n° 386773 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-008765, <i>commentaire</i>	389 (26)
• Réduction pour investissements outre-mer dans le secteur du logement (CGI, art. 199 undecies A) : la condition de mise en location dans le délai de six mois s'apprécie à la date de prise d'effet du bail, <i>CE 10^e et 9^e ch.</i> , 13 juin 2016, n° 386645 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012170, <i>commentaire</i>	428 (29)
• Notion d'établissement stable : la définition du siège est-elle confortable et l'impôt est-il bien assis ?, <i>CE 10^e et 9^e ss-sect.</i> , 7 mars 2016, n° 371435 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004506, <i>commentaire</i>	591 (46)
• Garantie de loyer et TVA, <i>CE 10^e et 9^e ch.</i> , 28 sept. 2016, n° 393229, <i>commentaire</i>	672 (51-52)
Marie-Christine BRUN , directrice adjointe de la DVNI	
• Table ronde sur les distributions au sein des groupes, <i>étude</i>	628 (49)

• Table ronde sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, <i>étude</i>	633 (49)	Conseil constitutionnel nous laisse au milieu du gué..., <i>Cons. const. déc.</i> , 22 avr. 2016, n° 2016-538 QPC, <i>commentaire</i>	461 (36)
Maxime BUCHET , avocat associé, Melot & Buchet Avocats		Éric CHARTIER , avocat, Counsel, cabinet Hoche	
• Abus de droit : quelle influence du droit social ?, CA Versailles 6 ^e ch., 2 févr. 2016, n° 15/01292, <i>commentaire</i>	271 (14)	• L'apport de titres en report d'imposition : la neutralité perdue ?, <i>étude</i>	320 (20)
• Lieu de la vérification de comptabilité lorsque l'entreprise vérifiée ne dispose plus de locaux en France, CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 379626 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-005166, <i>commentaire</i>	356 (22)	Stéphane CHASSELOUP , avocat associé, Fidal, directeur technique Douanes du cabinet Fidal	
Xavier CABANNES , professeur à l'université Paris-Descartes		• Douanes : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	204 (9)
• Fiscalité financière : les nouveaux enjeux - Actes du colloque organisé le 16 juin 2016 par l'Association des juristes fiscalistes de Paris 5, <i>dossier</i>	440 (30-35)	Lise CHATAIN-AUTAJON , maître de conférences à la faculté de droit de Montpellier, directrice des études du master 2 Droit du commerce international, membre de l'A3F	
• Prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et convention fiscale franco-monégasque, CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 sept. 2016, n° 388899, <i>commentaire</i>	565 (44)	• Coopératives : un eldorado fiscal ?, <i>étude</i>	261 (14)
Ariane CALLOUD , avocat, Local Partner, Baker & McKenzie SCP, équipe Contrôle et contentieux fiscal		• Les affres de la règle PEPS pour les cessions de parts numérotées, CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016, n° 387826, <i>commentaire</i>	479 (37)
• Traitement fiscal des intérêts notionnels entre siège et succursale : une révolution menée par le Conseil d'État ?, CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 370974 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026400, <i>commentaire</i>	377 (24)	Julien CHATEAUNEUF , avocat au barreau de Montpellier, spécialiste en droit fiscal et droit douanier	
Pierre CAMELO CASSAN , fiscaliste, spécialiste des questions d'abus de droit		• Acquisition d'un fonds de commerce pour agrandir des locaux : immobilisation ou charge ? Les mystères de la Porte d'Orléans..., CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016, n° 383930 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003778, <i>commentaire</i>	310 (18-19)
• Du bon usage de la roulette russe dans le contrat de société : tontine, aléa et abus de droit, <i>étude</i>	408 (28)	Géraldine CHAVRIER , professeur agrégé de droit public à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, avocat of counsel, Fidal	
Amaury de CARLAN , avocat associé, cabinet Blum & de Carlan		• Récupération d'aides d'État illicites : quels moyens de défense invoquer ?, CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 22 juill. 2015, n° 367567 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-017569, <i>commentaire</i>	213 (10)
• Nouvel éclairage sur la notion d'erreur comptable délibérée : la carence n'est pas un acte de volonté, <i>aperçu rapide</i>	264 (17)	Nicolas CHAYVIALLE , rapporteur à la cour administrative d'appel de Versailles	
Catherine CASSAN , avocat associé, PwC Société d'Avocats		• Sélection de jugements des tribunaux administratifs, TA Paris 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 5 janv. 2016, n° 1309874 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-000721, <i>chronique de bibliographie fiscale</i>	141 (5)
• Pénalité pour activité occulte : l'existence d'une imposition à l'étranger enfin prise en compte, <i>aperçu rapide</i>	98 (7-8)	• TA Paris 2 ^e sect., 3 ^e ch., 28 janv. 2016, n° 1429085 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-009431, <i>chronique de bibliographie fiscale</i>	459 (36)
• L'arrêt Sté Foncière du Rond-Point de la CAA de Paris : quels enseignements sur la notion de manquement délibéré ?, CAA Paris 9 ^e ch., 15 oct. 2015, n° 13PA04863 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-030460, <i>commentaire</i>	182 (7-8)	Laurent CHETCUTI , avocat associé, Fidal	
• Fonds de pension étrangers : précisions sur le caractère désintéressé de la gestion afin d'apprécier l'existence d'une discrimination contraire à la libre circulation des capitaux, CE 9 ^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 378959, <i>commentaire</i>	283 (15)	• TVA et produits financiers accessoires : un rapide état des lieux après la décision Edenred France, CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 1 ^{er} oct. 2015, n° 369846 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-021676, <i>commentaire</i>	179 (7-8)
• La notion d'activité occulte au sens des articles L. 169 du LPF et 1728 du CGI, <i>aperçu rapide</i>	442 (28)	• TVA et prestations de services se rattachant à un immeuble : ce qui change au 1 ^{er} janvier 2017, <i>étude</i>	360 (23)
• La décision Sté Stichting Unilever de 2009 du Conseil d'État n'est pas un « événement » au sens de l'article R.* 196-1, c du LPF, CAA Versailles 3 ^e ch., 19 juill. 2016, n° 14VE03440 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-020105, <i>commentaire</i>	597 (46)	Virginie CHEVALIER-AUBERT , rapporteur public près la 5 ^e chambre de la cour administrative d'appel de Lyon	
Bernard CASTAGNÈDE , professeur émérite de l'université Paris-1, Panthéon-Sorbonne		• Prestations de retraite servies sous forme de capital : demande d'assujettissement au prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu dans le délai de réclamation (oui), CAA Lyon 5 ^e ch., 3 déc. 2015, n° 15LY00260 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-031199, <i>commentaire</i>	322 (20)
• Fiscalité des personnes : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	191 (9)	• TVA : quelle est la frontière entre l'opération à titre onéreux et la libéralité en cas de vente à perte ?, CAA Lyon 5 ^e ch., 28 avr. 2016, n° 13LY01889 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013911, <i>commentaire</i>	466 (36)
Jean-Claude CAVAILLÉ , avocat associé, Ydès Société d'Avocats		• CAA Lyon 2 ^e ch., 12 avr. 2016, n° 14LY01742, <i>commentaire</i>	466 (36)
• Plus-values en report sur les apports de titres antérieurs à 2000 : quelle imposition aujourd'hui ? - Le		• Établissement stable TVA : nouvel épisode dans l'affaire Printing Pack BV, CAA Lyon 5 ^e ch., 28 avr. 2016, n° 15LY02081 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-024512, <i>commentaire</i>	617 (48)

Hubert CHRISTOPHE, *tax consultant*

- Le savoir-faire : le parent pauvre des incorporels ?, étude..... 524 (40)

Fabrice COLLARD, *maître de conférences associé à la faculté de droit de Nancy II, université de Lorraine, éditeur du JurisClasseur Notarial Formulaire*

- Droits de mutation sur une donation : la décote n'a pas la cote, *Cass. com.*, 20 oct. 2015, n° 14-19.491, F-D : *Juris-Data* n° 2015-024066, commentaire..... 301 (17)

Martin COLLET, *professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II), membre du Conseil des prélèvements obligatoires*

- La loyauté : un principe qui nous manque ?, étude..... 554 (42-43)

Bruno COLMANT, *professeur à l'université catholique de Louvain, membre de l'Académie royale de Belgique*

- Belgique : la nouvelle « taxe de spéculation » sur certaines plus-values mobilières des personnes physiques, étude..... 262 (14)

Anne COLMET DAÂGE, *avocat associé, EY Société d'Avocats*

- Comptabilité et fiscalité : retour sur l'année 2015, étude..... 409 (28)

Arnaud CORBEL, *avocat, cabinet Chandellier-Corbel*

- Une demande d'acompte assortie d'une situation de travaux ne caractérise pas une mise à disposition au sens de l'article 38, 2 bis du CGI, *CAA Versailles 1^{re} ch.*, 29 sept. 2015, n° 13VE03890 : *Juris-Data* n° 2015-029451, commentaire..... 158 (6)

Guy de CORDES, *avocat associé, Cordes & Partners*

- Taxe sur la valeur ajoutée : chronique de l'année 2015, étude..... 193 (9)

Emmanuelle CORTOT-BOUCHER, *rapporteur public au Conseil d'État*

- Réclamation à fin de restitution d'une retenue à la source sur dividendes : le délai court en l'absence d'information sur les voies et délais de recours (oui), *CE 3^e et 8^e ss-sect.*, 25 nov. 2015, n° 373128 : *Juris-Data* n° 2015-026842, commentaire..... 148 (5)
- Présentation d'une requête devant un tribunal administratif au nom d'un contribuable : possibilité de justifier de la qualité pour agir jusqu'à la clôture de l'instruction, *CE 3^e et 8^e ss-sect.*, 25 nov. 2015, n° 380456 : *Juris-Data* n° 2015-026219, commentaire..... 149 (5)
- Récupération d'aides d'État illicites : quels moyens de défense invoquer ?, *CE 3^e et 8^e ss-sect.*, 22 juill. 2015, n° 367567 : *Juris-Data* n° 2015-017569, commentaire..... 213 (10)
- Omission de restituer des documents produits par le contribuable : pas d'irrégularité en l'absence d'atteinte au caractère contradictoire de la procédure de rectification, *CE 3^e et 8^e ss-sect.*, 30 déc. 2015, n° 386128 : *Juris-Data* n° 2015-029419, commentaire..... 228 (11)
- Le recours à des factures fictives est constitutif par lui-même de manoeuvres frauduleuses passibles de la majoration de 80 %, peu important sa fréquence, *CE 3^e et 8^e ss-sect.*, 30 déc. 2015, n° 377855 : *Juris-Data* n° 2015-029402, commentaire..... 245 (12)
- Titres de participation : l'utilité à moins de 1 %, *CE 3^e et 8^e ss-sect.*, 20 mai 2016, n° 392527, commentaire..... 391 (26)
- Une société exonérée de l'imposition de droit commun d'un État mais faisant l'objet d'une imposition forfaitaire modique n'est pas résidente de

cet État, *CE 3^e et 8^e ss-sect.*, 20 mai 2016, n° 389994 : *Juris-Data* n° 2016-010103, commentaire..... 422 (28)

- La question préjudicielle Solar Electric Martinique : communautarisation de la TVA des DOM et définition des travaux immobiliers en TVA, *CE 3^e et 8^e ch.*, 20 mai 2016, n° 384395, commentaire..... 484 (37)

- Une prise de position formelle de l'Administration ne peut pas être invoquée pour faire échec à la remise en cause de l'option pour le report en arrière d'un déficit, *CE 3^e et 8^e ch.*, 22 juin 2016, n° 391748 : *Juris-Data* n° 2016-012534, commentaire..... 549 (41)

- Refus de renvoi d'une QPC sur le cumul de la majoration pour manquement délibéré (IR, IS, TVA) et de sanctions en matière de contributions indirectes et d'impôt sur les cercles et maisons de jeux, *CE 3^e et 8^e ch.*, 20 juill. 2016, n° 396078 : *Juris-Data* n° 2016-014296, commentaire..... 594 (46)

- Conditions de mise en oeuvre et de contestation en référé de la procédure de flagrance fiscale, *CE 3^e et 8^e ch.*, 3 oct. 2016, n° 401385, commentaire..... 596 (46)

Bruno COUDERT, *rapporteur public près la 3^e chambre de la cour administrative d'appel de Versailles*

- Plafond d'exonération des indemnités de licenciement (CGI, art. 80 duodécies) : absence de prise en compte des indemnités reçues dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, *CAA Versailles 3^e ch.*, 17 nov. 2015, n° 15VE00451 : *Juris-Data* n° 2015-030424, commentaire..... 174 (7-8)

- Compétence du directeur de la DGE et de ses délégués pour signer des avis de mise en recouvrement, *CAA Versailles 3^e ch.*, 25 nov. 2015, n° 13VE02335 : *Juris-Data* n° 2015-030423, commentaire..... 185 (7-8)

- Commandités des SCA et intégration fiscale : l'éclipse ?, *CAA Versailles 3^e ch.*, 31 déc. 2015, n° 13VE02416 : *Juris-Data* n° 2015-030871, commentaire..... 237 (12)

- Provisions comptables non déduites fiscalement et intangibilité du bilan d'ouverture (CGI, art. 38, 4 bis) : nouvel épisode d'un long feuilleton, *CAA Versailles 3^e ch.*, 18 févr. 2016, n° 13VE02491 : *Juris-Data* n° 2016-003990, commentaire..... 323 (20)

- Insuffisance du taux d'intérêt appliqué par une filiale pour les avances consenties à sa mère : appréciation par rapport aux taux auxquels la mère aurait pu emprunter sur le marché (non), *CAA Versailles 3^e ch.*, 9 févr. 2016, n° 15VE00394 : *Juris-Data* n° 2016-007729, commentaire..... 324 (20)

- Portée de l'obligation de motivation d'une proposition de rectification adressée au gérant et associé unique d'une EURL, *CAA Versailles 3^e ch.*, 12 avr. 2016, n° 15VE01151 : *Juris-Data* n° 2016-013223, commentaire..... 534 (40)

- Les produits provenant du placement des sommes reçues en contrepartie de la souscription d'un prêt subordonné à durée indéterminée (PSDI) ne peuvent être imposés en France, *CAA Versailles 3^e ch.*, 5 juill. 2016, n° 14VE02647 : *Juris-Data* n° 2016-021748, commentaire..... 579 (45)

- Suite de l'affaire Steria : justifications à apporter par le contribuable pour la neutralisation de la QPFC, *CAA Versailles 3^e ch.*, 21 juin 2016, n° 12VE03691 : *Juris-Data* n° 2016-021739, commentaire..... 615 (48)

- Régime de la TVA ayant grevé le coût des repas servis gratuitement à leurs salariés par les sociétés du secteur de la restauration collective, *CAA Versailles 3^e ch.*, 15 sept. 2016, n° 15VE03731 : *Juris-Data* n° 2016-021758, commentaire..... 648 (50)

• Précisions pour l'application de l'article 123 bis du CGI, CAA Versailles 3 ^e ch., 21 juin 2016, n° 15VE01546 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-021813, commentaire.....	650 (50)
Odile COURJON , avocat associé Taj, Société d'Avocats, une entité du réseau Deloitte, membre de l'A3F et membre de l'Association Collin de Sussy	
• Taxe sur la valeur ajoutée : chronique de l'année 2015, étude.....	193 (9)
• Auto-liquidation de la TVA d'importation : à la reconquête du dédouanement en France, <i>aperçu rapide</i>	242 (16)
Jean COURTIAL , conseiller d'État	
• Le juge administratif de l'impôt, étude.....	491 (38)
Édouard CRÉPEY , rapporteur public au Conseil d'État	
• Président de la Commission départementale des impôts (CDI) ayant présidé une formation de jugement du tribunal administratif à l'occasion d'un litige portant, même s'il concernait la même société, sur des exercices différents de ceux soumis à la CDI : méconnaissance du principe d'impartialité (non en l'espèce), CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 368820 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026792, commentaire.....	168 (6)
• TVA et produits financiers accessoires : un rapide état des lieux après la décision Edenred France, CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 1 ^{er} oct. 2015, n° 369846 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-021676, commentaire.....	179 (7-8)
• Renvoi d'une QPC sur la limitation de l'imposition commune aux conjoints ayant chacun leur domicile fiscal en Nouvelle-Calédonie, CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 394701, commentaire.....	243 (12)
• Communication au contribuable de documents obtenus de tiers : occultation des informations couvertes par le secret professionnel (oui), CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374816 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-029388, commentaire.....	244 (12)
• Obligation d'information sur les renseignements obtenus de tiers : informations fournies à titre déclaratif à l'Administration (oui), CE plén. fisc., 9 mars 2016, n° 364586 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004300, commentaire.....	316 (18-19)
• Le défaut de signature de la mise en demeure de compléter la réponse à une demande de justifications est sans conséquence sur la taxation d'office, CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016, n° 374928 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003612, commentaire.....	344 (21)
• Provisions pour créances douteuses : 1 ^o Recours possible à des éléments statistiques ; 2 ^o Provisions devant être justifiées par des événements en cours pendant l'exercice, CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016, n° 377415, commentaire.....	347 (22)
• Sociétés créées de fait : portée de l'imposition comme des sociétés en participation, CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016, n° 365943 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003621, commentaire.....	390 (26)
• Une loi de validation peut-elle faire obstacle à l'espérance légitime de restitution d'une taxe inconstitutionnelle ?, CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016, n° 386137 : <i>Juris-Data</i> n° 2014-029895, commentaire.....	395 (26)
• Les affres de la règle PEPS pour les cessions de parts numérotées, CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016, n° 381289 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-011680, commentaire.....	479 (37)
• La doctrine administrative commentant une loi sur laquelle le Conseil constitutionnel a formulé une réserve d'interprétation est illégale si elle ne reprend pas cette réserve, CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016, n° 383259 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-011796, commentaire.....	536 (40)
• Imposition en France des pensions versées par des caisses de retraite françaises à un résident fiscal étranger	
suite à son adhésion volontaire aux régimes de retraite complémentaire (oui, au regard de la convention du 19 juillet 1989 avec les Émirats arabes unis), CE 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016, n° 388606 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013374, commentaire.....	546 (41)
• Un crédit d'impôt conventionnel n'est pas restituable lorsqu'il n'a pu être imputé (société déficitaire en l'espèce), CE 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016, n° 388984 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013166, commentaire.....	547 (41)
• Conformité à la Constitution de l'exclusion du sursis d'imposition de l'article 150-0 B du CGI en cas de rachat par une société de ses propres titres en vue d'une réduction de son capital, CE 10 ^e et 9 ^e ch., 12 oct. 2016, n° 401659 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-022083, commentaire.....	678 (51-52)
Emmanuel de CROUY-CHANEL , professeur à l'université de Picardie-Jules Verne	
• Procédures fiscales : chronique de l'année 2015, étude.....	205 (9)
Jérôme CUBER , avocat associé, cabinet Jakubowicz Mallet-Guy & Associés	
• Inclusion dans l'assiette de la taxe sur les salaires des rémunérations versées aux dirigeants : le débat est-il vraiment clos ?, CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 388989, commentaire.....	223 (11)
Johanna DA COSTA , avocat, SCP Baker & McKenzie	
• Plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée : précision sur l'hypothèse de la sous-location, CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 23 nov. 2013, n° 377390 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026844, commentaire.....	144 (5)
Romain DAGUZAN , avocat, Arsene Taxand	
• Report en arrière des déficits : demander la restitution d'une créance sur l'État n'est pas réclamer, CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016, n° 385244 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004460, commentaire.....	325 (20)
Charles DALARUN , avocat, Arsene Taxand	
• À la recherche de l'élimination de la double imposition sur les flux internationaux, études.....	536 (41)
Claude DANTCHEFF , avocat au barreau de Lille	
• L'évaluation des entreprises (1 ^{er} volet) - L'utilité des évaluations et le concept de valeur. Les méthodes de valorisation, étude.....	583 (46)
Ivan DANTCHEFF , maître en droit et en sciences politique, gérant de société	
• L'évaluation des entreprises (1 ^{er} volet) - L'utilité des évaluations et le concept de valeur. Les méthodes de valorisation, étude.....	583 (46)
Vincent DAUMAS , rapporteur public au Conseil d'État	
• Garantie d'un débat oral et contradictoire : application à l'examen des relevés de comptes bancaires obtenus par l'exercice du droit de communication (non), CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 12 févr. 2016, n° 380459 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003516, commentaire.....	284 (15)
• Absence d'information sur l'origine de renseignements obtenus de tiers : pas de privation de garantie dès lors qu'ils proviennent d'un acte auquel le contribuable est partie, CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 381908 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004890, commentaire.....	317 (18-19)
• Non-conformité à une règle de droit supérieure : l'absorption du délai de répétition par le délai général de réclamation, CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 15 avr. 2016, n° 385737 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-008561, commentaire.....	371 (23)
• Prestations compensatoires : articulation entre déductibilité du revenu global et réduction d'impôt	

selon la forme et la durée des versements, <i>CE 3^e et 8^e ss-sect.</i> , 15 avr. 2016, n° 376785 : <i>Juris-Data n° 2016-007201, commentaire</i>	373 (24)
• Possibilité de demander des justifications dans le cadre d'un ESFP quel que soit le domicile fiscal déclaré (oui), <i>CE 3^e et 8^e ss-sect.</i> , 17 mars 2016, n° 383335 : <i>Juris-Data n° 2016-005159, commentaire</i>	379 (24)
• Plan d'épargne en actions (PEA) : modalités d'appréciation de la détention indirecte de droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent au plan, <i>CE 3^e et 8^e ss-sect.</i> , 17 mars 2016, n° 390861 : <i>Juris-Data n° 2016-009465, commentaire</i>	412 (28)
• Le maître de l'affaire est présumé avoir appréhendé les distributions occultes faites par une société, <i>CE 3^e et 8^e ch.</i> , 13 juin 2016, n° 391240 : <i>Juris-Data n° 2016-012485, commentaire</i>	478 (37)
• La question prioritaire de constitutionnalité devant le Conseil d'État, <i>étude</i>	505 (38)
• Pour l'imposition de sommes en tant que revenus assimilés aux BNC (CGI, art. 92, 1), la charge de la preuve incombe à l'Administration, <i>CE 3^e et 8^e ch.</i> , 13 juin 2016, n° 391554, <i>commentaire</i>	523 (39)
• Avis à tiers détenteur : obligations du comptable en cas de disparition, après recouvrement, de la dette du tiers envers le contribuable, <i>CE 3^e et 8^e ch.</i> , 13 juin 2016, n° 390641 : <i>Juris-Data n° 2016-012457, commentaire</i>	551 (41)
• Quel droit à déduction pour les EHPAD ?, <i>CE 3^e et 8^e ch.</i> , 5 oct. 2016, n° 390874, <i>commentaire</i>	558 (42-43)
• Cotisation minimale de taxe professionnelle : calcul de la valeur ajoutée d'une société en participation selon les modalités prévues pour les établissements de crédit, <i>CE 3^e et 8^e ch.</i> , 5 oct. 2016, n° 393299, <i>commentaire</i>	587 (46)
• Principe de personnalité des peines et solidarité fiscale des époux : pour le meilleur et pour le pire, <i>CE 3^e et 8^e ch.</i> , 5 oct. 2016, n° 380432, <i>commentaire</i>	652 (50)
• Débiteur dessaisi et représenté par le liquidateur judiciaire pour toute action tendant au recouvrement de créances afférentes à son patrimoine : possibilité de se prévaloir, au seul motif de la désignation de ce liquidateur judiciaire, de la suspension du délai de prescription (non), <i>CE 3^e et 8^e ch.</i> , 13 juin 2016, n° 388637 : <i>Juris-Data n° 2016-012938, commentaire</i>	656 (50)
Romain DAYAN, avocat, Fidal	
• TVA et produits financiers accessoires : un rapide état des lieux après la décision Edenred France, <i>CE 10^e et 9^e ss-sect.</i> , 1 ^{er} oct. 2015, n° 369846 : <i>Juris-Data n° 2015-021676, commentaire</i>	179 (7-8)
Florence DEBOISSY, professeur à l'université de Bordeaux	
• Transformation, consolidation sauvage et abus de droit - Les apports de l'arrêt SNC Distribution Leader Price du 15 février 2016, <i>aperçu rapide</i>	149 (11)
• Société holding et clause anti-abus : le régime mère-fille est-il réservé aux entreprises ?, <i>étude</i>	287 (16)
• Propos introductifs, <i>étude</i>	624 (49)
• Articulation de la procédure d'abus de droit et des clauses anti-abus, <i>étude</i>	632 (49)
Philippe DELAGE, rapporteur public près la 6^e chambre de la cour administrative d'appel de Versailles	
• L'application du concept d'abus de droit à une convention fiscale internationale, <i>commentaire</i>	216 (10)
• L'Administration ne peut invoquer un abus de droit par voie de conséquence d'un précédent abus de droit, <i>CAA Versailles 6^e ch.</i> , 10 déc. 2015, n° 13VE01683 : <i>Juris-Data n° 2015-027629, commentaire</i>	230 (11)
• Liberté de circulation des capitaux : comparabilité d'un charitable trust britannique à une fondation française reconnue d'utilité publique, <i>CAA Versailles 6^e ch.</i> , 19 mai 2016, n° 14VE01214 : <i>Juris-Data n° 2016-009714, commentaire</i>	376 (24)
• Indemnités de mutation de joueurs de football et valeur ajoutée : une contre-attaque réussie, <i>CAA Versailles 6^e ch.</i> , 19 mai 2016, n° 14VE00407 : <i>Juris-Data n° 2016-012642, commentaire</i>	417 (28)
Carine DELEU, avocat spécialisé en droit fiscal associé, SCP Alcade et associés	
• Dispense de TVA et cession d'un immeuble locatif : quelle grille de lecture de l'article 257 bis suite à la jurisprudence du Conseil d'État appliquée au contrat de crédit-bail ?, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 23 nov. 2015, n° 375054, <i>commentaire</i>	292 (16)
• <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 23 nov. 2015, n° 375055, <i>commentaire</i>	292 (16)
• Contributions sociales et libre circulation des capitaux - Après l'arrêt de Ruyter, quel sort pour les affiliés à un régime de sécurité sociale hors UE ?, <i>aperçu rapide</i>	385 (25)
Philippe DEROUIN, avocat au barreau de Paris	
• Imputation des crédits d'impôts étrangers par les entreprises : deuxième manche pour le fisc, <i>aperçu rapide</i>	1 (2)
• Contribution de 3 % : inconstitutionnalité de l'exonération des distributions au sein des seuls groupes fiscalement intégrés, <i>aperçu rapide</i>	567 (40)
• Directive mère-fille, « fairness tax » belge et contribution de 3 % sur les montants distribués, <i>aperçu rapide</i>	650 (47)
Jean-François DESBUQUOIS, avocat associé, Fidal, membre du Cercle des fiscalistes	
• Fiscalité du patrimoine : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	194 (9)
• Sélection de décisions des tribunaux de grande instance et des cours d'appel, <i>CA Paris 7^e ch.</i> , 17 déc. 2015, n° 2013/13927 : <i>Juris-Data n° 2015-031064, chronique de bibliographie fiscale</i>	275 (15)
• Éligibilité de l'activité de loueur en meublé au régime des « pactes Dutreil » (oui), <i>CADF avis</i> , 6 nov. 2015, n° 2015-07, <i>commentaire</i>	300 (17)
• Déductibilité par l'usufruitier de la dette de restitution née d'une distribution de dividende par prélèvement sur les réserves, <i>Cass. com.</i> , 24 mai 2016, n° 15-17.788, <i>FS-P+B : Juris-Data n° 2016-009988, commentaire</i>	402 (27)
• Sélection de décisions des tribunaux de grande instance et des cours d'appel, <i>CA Besançon ch. civ. et com.</i> , 21 juin 2016, n° 15/00653 : <i>Juris-Data n° 2016-022479, chronique de bibliographie fiscale</i>	575 (45)
Éric DESMORIEUX, docteur en droit avocat au barreau de Paris, spécialiste en droit fiscal, cabinet Aurelia, Société d'Avocats	
• Sociétés créées de fait : portée de l'imposition comme des sociétés en participation, <i>CE 10^e et 9^e ss-sect.</i> , 17 févr. 2016, n° 365943 : <i>Juris-Data n° 2016-003621, commentaire</i>	390 (26)
• Qualification d'actifs professionnels de droits ou parts de société de personnes, <i>CE 10^e et 9^e ch.</i> , 8 juin 2016, n° 387826, <i>commentaire</i>	612 (48)
Stéphane DETRAZ, maître de conférences, université Paris Sud-XI, faculté Jean-Monnet	
• Constitutionnalité relative du cumul des sanctions fiscales et pénales, <i>Cons. const. déc.</i> , 24 juin 2016,	

n° 2016-546 QPC : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012237, <i>commentaire</i>	405 (27)	Nathalie ESCAUT , <i>rapporteur public au Conseil d'État</i>	
• La mise à l'écart du principe non bis in idem en matière fiscale, <i>étude</i>	502 (38)	• Irrecevabilité de la demande de remboursement de TVA formulée par le membre d'un groupement TVA dépourvu de la qualité pour agir au nom du groupe, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 7 déc. 2015, n° 371403 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-028416, <i>commentaire</i>	210 (10)
Pierre-Yves DI MALTA , <i>maître de conférences à l'université de Perpignan</i>		• Absence d'application du délai de réclamation de l'article R. 196-3 du LPF dans le cas où la taxe foncière est établie selon les règles combinées des articles L. 175 du LPF et 1508 du CGI, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 21 janv. 2016, n° 385395 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-030327, <i>commentaire</i>	247 (12)
• Revenus fonciers : synthèse de la jurisprudence rendue en 2013-2015, <i>étude</i>	72 (3)	• Lorsque le gratte-ciel évince l'immeuble de grande hauteur, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 21 janv. 2016, n° 389732, <i>commentaire</i>	254 (13)
Emmanuel DINH , <i>maître de conférences à l'université Paris-Dauphine, directeur du master de Fiscalité de l'entreprise (221), Of Counsel, STC Partners</i>		• Acquisition d'un fonds de commerce pour agrandir des locaux : immobilisation ou charge ? Les mystères de la Porte d'Orléans..., <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 26 févr. 2016, n° 383930 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003778, <i>commentaire</i>	310 (18-19)
• Fiscalité internationale : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	196 (9)	• Étudiant locataire d'un logement meublé : assujettissement à la taxe d'habitation même si le bailleur se réserve la jouissance du logement pendant l'été (oui), <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 26 févr. 2016, n° 389438 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003779, <i>commentaire</i>	351 (22)
Rébecca DORASAMY , <i>avocate, Lenz & Staehelin, Genève</i>		• Contribution de 3 % sur les montants distribués : renvoi d'une QPC sur l'exonération réservée aux groupes et d'une question préjudicielle sur sa compatibilité avec la directive mère-fille, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 27 juin 2016, n° 399757, <i>commentaire</i>	397 (27)
• Suisse : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	203 (9)	• Déclaration de compatibilité sous réserves d'une aide d'État par la Commission européenne : obligation pour l'Administration et le juge administratif de tenir compte de ces réserves (oui), <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 13 avr. 2016, n° 368336, <i>commentaire</i>	420 (28)
Sophie DORIN , <i>avocat, Counsel, Bird & Bird</i>		• Pas de consultation de la commission communale des impôts directs en cas de contestation de l'évaluation foncière, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 13 avr. 2016, n° 382054 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-007215, <i>commentaire</i>	430 (29)
• Plan d'action de la Commission sur la TVA : vers un espace TVA unique, <i>aperçu rapide</i>	231 (15)	• Sociétés de personnes : la jurisprudence Quémener ne peut jouer que pour éviter une double imposition, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 6 juill. 2016, n° 377904 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013344, <i>commentaire</i>	514 (39)
Philippe DURAND , <i>avocat associé, PwC Société d'Avocats</i>		• Une convention internationale n'est « conclue » au sens du droit interne que lorsqu'elle est entrée en vigueur, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 13 avr. 2016, n° 377899 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-007573, <i>commentaire</i>	545 (41)
• Règle du butoir : évolution des réponses du Conseil d'État et questions en suspens, <i>CE plén. fisc.</i> , 7 déc. 2015, n° 357189, <i>commentaire</i>	80 (3)	Pierre ESCAUT , <i>avocat associé, PwC Société d'Avocats</i>	
• Le contrôle de l'épargne réglementée, un dispositif obsolète ?, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 9 mars 2016, n° 375818 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004507, <i>commentaire</i>	285 (15)	• La transparence fiscale : nouvelle contrainte ou opportunité ?, <i>étude</i>	443 (30-35)
• Affaire Metro Holding : le principe constitutionnel d'égalité devant l'impôt au secours de la jurisprudence Leur Bloem, <i>études</i>	309 (18-19)	Guillaume EXERJEAN , <i>élève-avocat</i>	
• Synthèse des débats, <i>étude</i>	448 (30-35)	• La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (1 ^{er} volet) - Les enjeux de la pénalisation en matière fiscale, <i>étude</i>	172 (7-8)
• La théorie du risque manifestement excessif : le glas a sonné !, <i>aperçu rapide</i>	489 (36)	• La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (2 ^e volet) - Un abus de droit peut-il être constitutif d'une fraude fiscale ?, <i>étude</i>	207 (10)
• Nouvelles précisions sur les conventions de répartition de l'impôt au sein des groupes intégrés, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 13 oct. 2016, n° 388410, <i>commentaire</i>	602 (47)	• La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (3 ^e volet) - Étude de structures en matière de fiscalité financière, <i>étude</i>	249 (13)
Pierre-Henri DURAND , <i>avocat, Bredin Prat</i>		Nicolas FAYOL , <i>étudiant du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes</i>	
• Le système d'intégration à la française face aux exemples étrangers, <i>étude</i>	511 (39)	• La CJUE précise les contours de l'exonération de TVA des opérations de virement et de paiement par carte, <i>étude</i>	447 (30-35)
Jean-Blaise ECKERT , <i>avocat associé, Lenz & Staehelin, Genève</i>			
• Suisse : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	203 (9)		
Yves EGLOFF , <i>rapporteur public près la 2^e chambre de la cour administrative d'appel de Paris</i>			
• Appréciation du plafond de minimis en cas d'exonération d'impôt sur les bénéfices dans un pôle de compétitivité (CGI, art. 44 undecies), <i>CAA Paris 2^e ch.</i> , 15 juin 2016, n° 15PA00034 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012051, <i>commentaire</i>	433 (29)		
• Conventions fiscales et avoir fiscal : les distributions effectuées en 2004 ouvrent droit au transfert de l'avoir fiscal, <i>CAA Paris 2^e ch.</i> , 1 ^{er} juin 2016, n° 15APA02605 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012060, <i>commentaire</i>	569 (44)		
• Proposition de rectification ne mentionnant pas la possibilité de demander la prorogation de 30 jours pour présenter ses observations (irrégularité de la procédure d'imposition : non en l'espèce), <i>CAA Paris 2^e ch.</i> , 6 avr. 2016, n° 14PA04884 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012043, <i>commentaire</i>	571 (44)		

Cyprien FEILHÈS, étudiant du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes

- La CJUE précise les contours de l'exonération de TVA des opérations de virement et de paiement par carte, *étude*..... 447 (30-35)

Torsten FENSBY, ancien employé de l'OCDE

- Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales : le rôle du Forum mondial de l'OCDE et l'exemple des pays nordiques, *étude*..... 605 (48)

Pierre FERNOUX, chargé d'enseignement à l'université de Paris II Panthéon-Assas et à l'université de Bourgogne, directeur du DU de gestion internationale du patrimoine (AUREP Clermont-Ferrand)

- Construction par l'usufruitier : quelles conséquences fiscales au terme de l'usufruit ?, *étude*..... 60 (2)
- Location meublée : l'adoption de la « commercialité fiscale », une réforme nécessaire, *étude*..... 387 (26)

Mathieu FERRÉ, avocat, EY Société d'Avocats

- Inopposabilité à l'entreprise de l'erreur comptable commise intentionnellement par un salarié en dehors de l'exercice normal de ses fonctions malgré l'existence de carences dans l'organisation interne, *CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 mars 2016, n° 380808 : Juris-Data n° 2016-004490, commentaire*..... 335 (21)
- Comptabilité et fiscalité : retour sur l'année 2015, *étude*..... 409 (28)

Estelle FOHRER-DEDEURWAERDER, maître de conférences à l'université Toulouse 1-Capitole

- Le juge fiscal et les questions préalables entachées d'extranéité - À propos de trois décisions récentes du juge fiscal, *étude*..... 604 (48)

Olivier FOUQUET, président de section (h) au Conseil d'État

- Dispositif anti-abus et poursuite d'un but principalement fiscal - À propos de Cons. const., n° 2015-726 DC, 29 déc. 2015, *aperçu rapide*..... 50 (4)
- La discrimination à rebours franco-européenne sanctionnée - À propos de Cons. const., 3 févr. 2016, Sté Metro Holding, *aperçu rapide*..... 74 (6)
- La connexion comptabilité-fiscalité : comment suivre le fil d'Ariane ? - Petit inventaire illustré, *étude*..... 153 (6)
- Les lois de validation à l'épreuve du réalisme constitutionnel, *aperçu rapide*..... 147 (11)
- Le droit souple : quel avenir fiscal ?, *CE ass., 21 mars 2016, n° 368082, étude*..... 297 (17)
- Titres de participation : l'utilité à moins de 1 %, *CE 3^e et 8^e ss-sect., 20 mai 2016, n° 392527, commentaire*..... 391 (26)
- Retour à une conception stricte de l'acte anormal de gestion : l'abandon de la théorie du risque manifestement excessif, *CE sect., 13 juill. 2016, n° 375801 : Juris-Data n° 2016-013627, commentaire*..... 464 (36)
- Le caractère professionnel de la location-gérance, *CE plén. fisc., 9 mars 2016, n° 374893 : Juris-Data n° 2016-004340, commentaire*..... 586 (46)

Alice FOURNIER, fiscaliste, cabinet Blackbird Associés

- Présentation de la pratique fiscale abusive des grands groupes, *étude*..... 629 (49)

Patrick FUMENIER, avocat associé Taj, Société d'Avocats, une entité du réseau Deloitte

- Aménagement du régime des distributions de dividendes dans le cadre de l'intégration fiscale, *commentaire*..... 28 (1)
- Commentaires administratifs définitifs sur l'intégration fiscale horizontale, *aperçu rapide*..... 178 (12)

Dominique GAILLARDOT, avocat général à la chambre criminelle de la Cour de cassation

- Les conséquences de l'indépendance des contentieux pénal et fiscal pour l'autorité judiciaire, *étude*..... 504 (38)

Céline GAINET, étudiante à Kedge Business School

- Déduction de la TVA par les holdings mixtes : l'alignement du Conseil d'État sur la CJUE après un quart de siècle de construction jurisprudentielle - À propos de CE, 8^e et 3^e ch., 20 mai 2016, n° 371940, SA Groupe Ingénierie Europe Ginger, *étude*..... 474 (37)

Sylvie GARREC, rapporteur public près la 7^e chambre de la cour administrative d'appel de Versailles

- CIR : les dépenses sous-traitées doivent-elles être déduites de l'assiette du crédit d'impôt dans tous les cas ?, *CAA Versailles 7^e ch., 15 oct. 2015, n° 14VE02410 : Juris-Data n° 2015-029227, commentaire*..... 63 (2)

Maxime GAUTHIER, directrice de la DVNI

- Table ronde sur les distributions au sein des groupes, *étude*..... 628 (49)
- Table ronde sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, *étude*..... 633 (49)

Thierry GAUTHIER, conseiller référendaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

- Le juge judiciaire de l'impôt, *étude*..... 492 (38)

Julien GAYRAL, avocat, Bredin Prat

- La nouvelle clause anti-abus du régime des sociétés mères : critique de la décision du Conseil constitutionnel et opportunité d'une saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, *étude*..... 248 (13)

Gérôme GBAYA, directeur associé, avocat, Fidal

- L'imposition des salariés en situation de mobilité internationale : réflexions sur la clause dite des missions temporaires sous l'angle de la notion d'employeur, *étude*..... 154 (6)

Stéphane GELIN, avocat associé, CMS Bureau Francis Lefebvre

- Les établissements stables après BEPS : du déjà-vu en France ?, *étude*..... 381 (25)

Nicolas GENESTIER, avocat, EY Société d'Avocats

- La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (1^{er} volet) - Les enjeux de la pénalisation en matière fiscale, *étude*..... 172 (7-8)
- La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (2^e volet) - Un abus de droit peut-il être constitutif d'une fraude fiscale ?, *étude*..... 207 (10)
- La ligne de démarcation entre risque fiscal et risque pénal (3^e volet) - Étude de structures en matière de fiscalité financière, *étude*..... 249 (13)

Pauline GIRAUD, doctorante contractuelle Ilf-Gerjc

- QPC : le contrôle du Conseil constitutionnel est un contrôle restreint, mais qui peut dépasser le cadre factuel du litige, *Cons. const. déc., 26 juin 2015, n° 2015-473 QPC : Juris-Data n° 2015-016190, commentaire*..... 81 (3)

Per Olav GJESTI, ancien chef de la délégation norvégienne au Forum mondial de l'OCDE

- Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales : le rôle du Forum mondial de l'OCDE et l'exemple des pays nordiques, *étude*..... 605 (48)

Guillaume GLON, avocat associé, PwC Société d'Avocats

- Le Conseil d'État précise le concept de résident dans les conventions fiscales, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 9 nov. 2015, n° 370054 : *Juris-Data* n° 2015-026398, *commentaire*..... 421 (28)

Benjamin GOULNIK, avocat collaborateur, PwC Société d'Avocats

- Taxe sur la valeur ajoutée : chronique de l'année 2015, *étude*..... 193 (9)

Benoît GRANEL, avocat, Baker & McKenzie SCP

- Traitement fiscal des intérêts notionnels entre siège et succursale : une révolution menée par le Conseil d'État ?, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 9 nov. 2015, n° 370974 : *Juris-Data* n° 2015-026400, *commentaire*..... 377 (24)
- Facturation de prestations de services à des sociétés indiennes : peut-on éviter la retenue à la source ?, *aperçu rapide*..... 597 (42-43)
- La dépendance de fait en matière de prix de transfert, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 15 avr. 2016, n° 372097 : *Juris-Data* n° 2016-007579, *commentaire*..... 676 (51-52)

Anne GROUSSET, avocat associé, CMS Bureau Francis Lefebvre

- Déduction de la TVA : la recherche de la neutralité au travers de l'affectation financière, *aperçu rapide*..... 596 (42-43)

Didier GUÉRIN, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation

- Allocution d'ouverture, *étude*..... 490 (38)

Édith GUEYE, étudiante du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes

- BEPS : vœu pieux ou réalité juridique ? - Remarques relatives à l'action 5, *étude*..... 442 (30-35)

Olivier GUIARD, rapporteur public près la 1^{re} chambre du tribunal administratif de Poitiers

- Avances sans intérêts consenties à une filiale mexicaine dépourvue de capacités d'autofinancement : acte anormal de gestion (non), *TA Poitiers 1^{re} ch.*, 3 déc. 2015, n° 1300249 : *Juris-Data* n° 2015-027815, *commentaire*..... 62 (2)
- Dépenses éligibles au CIR : amortissements du temps de paramétrage de machines affectées à un usage mixte de production et de recherche (non) ; dépenses de personnels polyvalents calculées en tenant compte du nombre d'heures payées (oui), *TA Poitiers 1^{re} ch.*, 3 déc. 2015, n° 1300568 : *Juris-Data* n° 2015-027814, *commentaire*..... 64 (2)
- Date d'octroi du crédit d'impôt recherche pour l'application de la réglementation de minimis, *TA Poitiers 1^{re} ch.*, 25 févr. 2016, n° 1301418 : *Juris-Data* n° 2016-007656, *commentaire*..... 341 (21)

Michel GUICHARD, avocat associé, Taj, responsable du département Fiscalité indirecte

- La TVA dans l'économie numérique : mine d'or ou champ de mines ?, *étude*..... 276 (15)

Bernard GUILLOT DE SUDJIRAUT, avocat directeur associé, Fidal

- Report d'imposition de l'article 150-0 B ter : quoi de neuf depuis le 2 juillet 2015 ?, *aperçu rapide*..... 177 (12)

Laurent GUILMOIS, notaire associé, étude Lacourte

- Fiscalité du patrimoine : chronique de l'année 2015, *étude*..... 194 (9)

Daniel GUTMANN, professeur à l'École de droit de la Sorbonne (université Paris-1), avocat associé, CMS Bureau Francis Lefebvre

- Brèves remarques sur l'ambiguïté fiscale du salariat, *étude*..... 187 (9)
- Report d'imposition et directive fusion : quel juge pour la discrimination par ricochet ? - À propos de CE, ass., 31 mai 2016, n° 393881, M. Jacob, *CE ass.*, 31 mai 2016, n° 393881 : *Juris-Data* n° 2016-010698, *étude*..... 476 (37)
- La portée de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme en matière fiscale, *étude*..... 501 (38)

Jean-Marc GUYAU, rapporteur public près la 2^e chambre de la cour administrative d'appel de Douai

- Un fonctionnaire européen peut-il être assujéti aux prélèvements sociaux sur ses revenus fonciers français ?, *CAA Douai 2^e ch.*, 14 déc. 2015, n° 14DA00317 : *Juris-Data* n° 2015-029111, *commentaire*..... 79 (3)
- L'exonération en faveur des « impatriés » (CGI, art. 81 B) ne s'applique pas aux personnes recrutées directement à l'étranger par une entreprise établie en France, *CAA Douai 2^e ch.*, 9 févr. 2016, n° 14DA01150 : *Juris-Data* n° 2016-002819, *commentaire*..... 219 (11)
- Aide d'État illégale : la restitution doit être demandée au vendeur lorsque la société bénéficiaire de l'aide a été vendue au prix du marché, *CAA Douai 2^e ch.*, 5 juill. 2016, n° 14DA02046 : *Juris-Data* n° 2016-014227, *commentaire*..... 531 (40)

Manon HAMEAU, rapporteur public près la 8^e chambre du tribunal administratif de Cergy-Pontoise

- Sélection de jugements des tribunaux administratifs, *TA Paris 1^{re} sect.*, 1^{re} ch., 15 juin 2016, n° 1507556 : *Juris-Data* n° 2016-020672, *chronique de bibliographie fiscale*..... 574 (45)

Wanda HANNECART-WEYTH, associée, Artmonia Partners

- Réflexions sur la définition fiscale d'une voiture de collection, *étude*..... 217 (11)

Jironi HARIVEL, avocat département droit fiscal, Fidal

- Taxe foncière et évaluation des immeubles à usage de bureaux : quoi de neuf dans les tiroirs ?, *étude*..... 525 (40)

Jean-Michel HAYAT, président du tribunal de grande instance de Paris

- La compétence nationale du TGI de Paris, *étude*..... 495 (38)

François HELLIO, avocat associé, CMS Bureau Francis Lefebvre

- Allemagne : chronique de l'année 2015, *étude*..... 198 (9)

Thibaut HÉNIQUE, avocat associé, Fidal

- Quel droit à déduction pour les EHPAD ?, *CE 3^e et 8^e ch.*, 5 oct. 2016, n° 390874, *commentaire*..... 558 (42-43)

Cécile HENLÉ, avocat fiscaliste associée, Loyens & Loeff Luxembourg

- Benelux : chronique de l'année 2015, *étude*..... 200 (9)

Marie-Pierre HÔO, avocat Taj, Société d'Avocats, une entité du réseau Deloitte

- Aménagement du régime mère-fille, *commentaire*..... 26 (1)

Éliane HOULETTE, procureur national financier

- Le parquet national financier, *étude*..... 494 (38)

Marc IWANESKO, docteur en droit DES de gestion de patrimoine de l'université d'Auvergne (AUREP), DU de droit fiscal de l'université de Paris-IX Dauphine, notaire à Toulouse

- Construction par l'usufruitier : quelles conséquences fiscales au terme de l'usufruit ?, *étude*..... 60 (2)

Thomas JACQUEMONT, rédacteur en chef, responsable du pôle fiscal

- Une loi de validation peut-elle faire obstacle à l'espérance légitime de restitution d'une taxe inconstitutionnelle ?, *CE 10^e et 9^e ch.*, 8 juin 2016, n° 386137 : *Juris-Data* n° 2014-029895, *commentaire*..... 395 (26)
- Publication de la première édition du Lexis® Pratique Fiscal, *aperçu rapide*..... 577 (41)

Nicolas JACQUOT, avocat associé, Arsene Taxand

- La constitutionnalité du délit de fraude fiscale bientôt mise à nue ?, *aperçu rapide*..... 41 (3)
- Constitutionnalité du délit de fraude fiscale : vers une nouvelle échelle de sanctions ?, *aperçu rapide*..... 214 (14)
- QP et QPC : qui pour s'en occuper ? C'est est..., *aperçu rapide*..... 354 (23)
- QPC sur le cumul des sanctions pénales et fiscales : une décision sans gravité ?, *aperçu rapide*..... 409 (26)

Margot JANOT, diplômée du master 2 Fiscalité appliquée de l'université Paris-Est Créteil (promotion 2014-2015)

- Le projet BEPS et la lutte contre la sous-capitalisation, *étude*..... 139 (5)

Julien JARRIGE, consultant junior, OCDE

- Les pays en développement face au BEPS : défis et engagement, *étude*..... 361 (23)

Bertrand JEANNIN, avocat associé Taj, Société d'Avocats, membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd

- Une demande de remboursement de crédit de TVA peut-elle être fondée sur l'article L. 80 A, alinéa 2 du LPF ?, *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 7 déc. 2015, n° 371403 : *Juris-Data* n° 2015-028416, *commentaire*..... 548 (41)

Jérémy JEAUSSERAND, avocat, cabinet Jeausserand Audouard

- Management packages et autres outils d'accès au capital des dirigeants et salariés, *étude*..... 188 (9)
- Management packages : comment discerner la main du salarié de celle du capitaliste ?, *TA Paris 1^{re} sect.*, 1^{re} ch., 12 juill. 2016, n° 1431589/1-1 : *Juris-Data* n° 2016-024481, *commentaire*..... 608 (48)

Imme KAM, fiscaliste en droit néerlandais, Loyens & Loeff Rotterdam

- Benelux : chronique de l'année 2015, *étude*..... 200 (9)

Annett KENK, conseiller fiscal, CMS Hasche Sigle (Francfort)

- Allemagne : chronique de l'année 2015, *étude*..... 198 (9)

Michaël KHAYAT, avocat associé, cabinet Arkwood SCP

- Censure du registre public des trusts : vie et mort d'un OVNI juridique, *Cons. const. déc.*, 21 oct. 2016, n° 2016-591 QPC : *Juris-Data* n° 2016-021357, *commentaire*..... 620 (48)

Rémi KIEFFER, avocat, SCP THÉMIS (Beauvais et Paris)

- Apports de titres (CGI, art. 150-0 B ter) : un report d'imposition automatique... mais pas obligatoire - À propos de BOI-RPPM-PVBMI-30-10-60, 4 mars 2016 et de Cons. const., 29 déc. 2012, n° 2012-661 DC, 3^e LFR pour 2012, *études*..... 307 (18-19)

Emmanuel KORNPLOBST, professeur émérite de l'université de Rouen

- Exonération partielle des parts ou actions détenues par les salariés ou mandataires sociaux : pas de condition de rémunération, *Cass. com.*, 5 janv. 2016, n° 14-23.681, FS-P+B, *commentaire*..... 146 (5)
- Réduction d'ISF-PME : condition de conservation des titres et notion de texte clair, *Cass. com.*, 2 févr. 2016, n° 14-24.441, FS-P+B : *Juris-Data* n° 2016-001586, *commentaire*..... 221 (11)
- La notion de services fournis par voie électronique en matière de TVA, *étude*..... 288 (16)

Hervé KRUGER, docteur en droit, expert-comptable, cabinet Galet-Oldra

- Financement par emprunt d'un rachat d'actions suivi de leur annulation : une décision du Conseil d'État en demi-teinte, *aperçu rapide*..... 199 (13)

Brigitte LABOU, manager de l'équipe Douanes du cabinet Fidal

- Douanes : chronique de l'année 2015, *étude*..... 204 (9)
- Octroi de mer de production : toute modification de l'état d'un bien ne constitue pas une transformation, *CE 8^e et 3^e ch.*, 19 juill. 2016, n° 394080, *commentaire*..... 453 (30-35)

Gilbert LADREYT, avocat associé, De Gaulle Fleurance & Associés

- Non-conformité à une règle de droit supérieure : l'absorption du délai de répétition par le délai général de réclamation, *CE 3^e et 8^e ss-sect.*, 15 avr. 2016, n° 385737 : *Juris-Data* n° 2016-008561, *commentaire*..... 371 (23)

Dominique LALANDE, rapporteur public près la 3^e chambre du tribunal administratif de Melun

- Absence de référence faite par un AMR au courrier mentionnant les dernières conséquences financières du contrôle : irrégularité substantielle (non en l'espèce), *TA Melun 3^e ch.*, 8 janv. 2015, n° 1300960 : *Juris-Data* n° 2015-029928, À noter également..... 186 (7-8)

Serge LAMBERT, avocat, CMS Bureau Francis Lefebvre

- Les établissements stables après BEPS : du déjà-vu en France ?, *étude*..... 381 (25)

Thierry LAMULLE, maître de conférences HDR en droit public à l'université de Caen-Normandie, membre de l'institut Demolombe (EA 967)

- Plus-values des dirigeants retraités (CGI, art. 150-0 D ter) : pas d'exonération en cas de détention par la société d'une SCI ayant pour activité la gestion de son propre patrimoine immobilier, *CAA Nantes 1^{re} ch.*, 22 oct. 2015, n° 14NT00291, *commentaire*..... 218 (11)
- Nouvelles vignes : jusqu'à quand les frais d'entretien peuvent-ils être immobilisés ?, *CE 9^e et 10^e ch.*, 5 oct. 2016, n° 384475, *commentaire*..... 645 (50)

Emmanuel LAPORTE , <i>avocat au barreau de Paris</i>	
• Force probante de la DADS en matière de revenus : la preuve diabolique en question, <i>CE 3^e et 8^e ss-sect.</i> , 20 mai 2016, n° 387479, <i>commentaire</i>	472 (36)
Alexandre LAUMONIER , <i>doctorant à l'Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine (IRDAP) de l'université de Bordeaux</i>	
• Le projet BEPS : contexte, contenu et perspectives, <i>étude</i>	298 (17)
• Présentation de la pratique fiscale abusive des grands groupes, <i>étude</i>	629 (49)
Franck LE MENTEC , <i>avocat associé, Cohen & Gresser</i>	
• Royaume-Uni : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	199 (9)
• Notion de siège de direction : une décision insatisfaisante, <i>aperçu rapide</i>	297 (20)
Laurent LECLERCQ , <i>avocat associé, Fidal, pratique « EU Tax »</i>	
• Revenus réputés distribués et retenue à la source dans un contexte communautaire : Rien A Signaler ou Rappels A Supprimer ?, <i>étude</i>	61 (2)
• Récupération d'aides d'État illicites : quels moyens de défense invoquer ?, <i>CE 3^e et 8^e ss-sect.</i> , 22 juill. 2015, n° 367567 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-017569, <i>commentaire</i>	213 (10)
• Remise en cause d'aides d'État illicites : quid du principe de sécurité juridique ?, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 16 mars 2016, n° 377874 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-005246, <i>commentaire</i>	354 (22)
• Les distributions au sein des groupes intégrés, <i>étude</i>	625 (49)
Olivier LEJEUNE , <i>administrateur des finances publiques adjoint, ministre des finances et des comptes publics, chef adjoint de la Brigade nationale de répression de la délinquance fiscale</i>	
• L'action de la police judiciaire dans la lutte contre la fraude fiscale complexe : l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, <i>étude</i>	498 (38)
Olivier LEMAIRE , <i>rapporteur public près la 5^e chambre de la cour administrative d'appel de Paris</i>	
• Précision sur la charge de la preuve en cas de saisine de la CDI (LPE, art. L. 192), <i>CAA Paris 5^e ch.</i> , 10 mars 2016, n° 14PA03446 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-005084, <i>commentaire</i>	270 (14)
• Revenus réputés distribués (CGI, art. 109, 1, 1°) : preuve de l'appréhension des bénéficiaires en cas d'interposition d'une société de capitaux, <i>CAA Paris 5^e ch.</i> , 24 mars 2016, n° 14PA04288 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-006047, <i>commentaire</i>	291 (16)
• Crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français correspondant aux revenus de source étrangère : 1° réduction par l'imputation sur ces revenus d'une part des charges déductibles du revenu global (non) ; 2° non-conformité de l'ordre d'imputation au droit de l'UE, <i>CAA Paris 5^e ch.</i> , 7 avr. 2016, n° 12PA04303 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-008111, <i>commentaire</i>	329 (20)
• Modalités d'application de la présomption de revenus provenant d'activités illicites (CGI, art. 1649 quater-0 B bis), <i>CAA Paris 5^e ch.</i> , 19 juill. 2016, n° 15PA01694 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-019814, <i>commentaire</i>	570 (44)
Lionel LENCZNER , <i>avocat associé, CMS Bureau Francis Lefebvre</i>	
• Fiscalité des entreprises : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	192 (9)
Jules LEPOUTRE , <i>doctorant contractuel en droit public</i>	
• Invalidité des réserves françaises au principe non bis in idem (Convention EDH, art. 4, prot. 7) : et si les juges nationaux n'attendaient pas la Cour de Strasbourg ?, <i>études</i>	537 (41)
Valentin LEROY , <i>collaborateur doctorant, PwC Société d'Avocats</i>	
• Adoption formelle de la directive anti-évasion fiscale : premier aperçu, <i>étude</i>	424 (29)
Éric LESPRIT , <i>avocat associé Taj, Société d'Avocats, membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd</i>	
• La réaction de l'OCDE face à l'évasion et la fraude fiscales : le plan d'action BEPS, <i>étude</i>	630 (49)
Monique LIÉBERT-CHAMPAGNE , <i>conseiller d'État</i>	
• Le rôle de la Commission des infractions fiscales, <i>étude</i>	497 (38)
Melissa LONCAREVIC , <i>avocate au barreau de Paris</i>	
• Holding animatrice : débat persistant quant aux moyens de preuve, <i>aperçu rapide</i>	145 (11)
Claude LOPATER , <i>expert-comptable, ancien membre du Collège de l'ANC</i>	
• La connexion comptabilité-fiscalité : comment suivre le fil d'Ariane ? - Petit inventaire illustré, <i>étude</i>	153 (6)
Alexandra LORAN , <i>avocate associée, EY Société d'Avocats, département fiscalité internationale</i>	
• Le savoir-faire : le parent pauvre des incorporels ?, <i>étude</i>	524 (40)
Virginie LOUVEL-LOREAL , <i>avocate associée, PwC Société d'Avocats, chargée d'enseignements à l'université Paris Descartes</i>	
• Propos introductifs, <i>étude</i>	441 (30-35)
François LUGAND , <i>avocat associé, Arsene Taxand</i>	
• Quelles règles d'évaluation des titres de sociétés de personnes à prépondérance immobilière ?, <i>CE 8^e et 9^e ss-sect.</i> , 26 févr. 2016, n° 382350 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003957, <i>commentaire</i>	278 (15)
• Sociétés de personnes : la jurisprudence Quémener ne peut jouer que pour éviter une double imposition, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 6 juill. 2016, n° 377904 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013344, <i>commentaire</i>	514 (39)
• Le Conseil d'État clarifie l'application des règles de prix de transfert aux services de gestion internes des groupes immobiliers internationaux, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 21 sept. 2016, n° 382733, <i>commentaire</i>	677 (51-52)
Guglielmo MAISTO , <i>avocat au barreau de Milan</i>	
• Les conséquences fiscales du « Brexit », <i>aperçu rapide</i>	458 (29)
Alexandre MAITROT DE LA MOTTE , <i>professeur à l'université Paris-Est Créteil, assesseur au Conseil d'administration, vice-Doyen de la Faculté de droit, directeur de l'équipe d'accueil « Marchés, Institutions, Libertés » (EA 7382), directeur du Master « Droit fiscal », directeur scientifique de la Revue de droit fiscal, directeur du JurisClasseur Fiscal international</i>	
• La Commission européenne publie un « paquet sur la lutte contre l'évasion fiscale », <i>étude</i>	137 (5)
• Le projet BEPS et la lutte contre la sous-capitalisation, <i>étude</i>	139 (5)

• Les clauses anti-abus et le droit de l'Union européenne, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 30 déc. 2015, n° 374841, <i>commentaire</i>	257 (13)
• Vers l'irrégularité de toutes les valeurs locatives évaluées par comparaison ?, <i>Cons. const. déc.</i> , 2 mars 2016, n° 2015-525 QPC : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003636, <i>commentaire</i>	384 (25)
• L'extension des régimes fiscaux européens aux situations originellement exclues de leur champ : vers l'élimination des discriminations européennes par le principe constitutionnel d'égalité corrélative ?, <i>étude</i>	475 (37)
• Les divergences de jurisprudence entre juge administratif et juge judiciaire de l'impôt, <i>étude</i>	499 (38)
• La réaction de l'Union européenne : le « paquet de mesures contre l'évasion fiscale », <i>étude</i>	631 (49)
• Dans quelle mesure une taxe affectée au financement d'une aide d'État doit-elle faire l'objet d'une nouvelle autorisation par la Commission européenne lorsque son régime évolue ?, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 21 sept. 2016, n° 376193, <i>commentaire</i>	675 (51-52)
Jacques MALHERBE , professeur émérite de l'université catholique de Louvain, avocat au barreau de Bruxelles	
• Belgique : la nouvelle « taxe de spéculation » sur certaines plus-values mobilières des personnes physiques, <i>étude</i>	262 (14)
• Les conséquences fiscales du « Brexit », <i>aperçu rapide</i>	458 (29)
• Les États-Unis au secours de leurs multinationales, <i>aperçu rapide</i>	516 (37)
• La société civile immobilière française et la fiscalité belge : revirement de jurisprudence en Belgique, <i>aperçu rapide</i>	619 (45)
Aurélien MALLARET , avocat à la Cour	
• Exonération des plus-values de cession de l'habitation principale ou de la résidence secondaire : l'exclusion des non-résidents est-elle contraire aux engagements internationaux de la France ?, <i>étude</i>	234 (12)
• Contribution exceptionnelle à l'IS des succursales de sociétés étrangères réalisant en France un chiffre d'affaires inférieur à 250 M € : quand l'Administration fait de la résistance !, <i>CAA Versailles 7^e ch.</i> , 15 oct. 2015, n° 14VE00129 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026472, <i>commentaire</i>	253 (13)
• Les prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine à l'épreuve des engagements internationaux de la France - Le cas des personnes affiliées à un régime de sécurité sociale hors UE, <i>CAA Marseille 4^e ch.</i> , 25 mars 2016, n° 13MA00537 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013091, <i>commentaire</i>	432 (29)
• Un acompte sur dividende n'est pas un dividende au sens du deuxième alinéa de l'article 223 B du CGI...jusqu'à quand ?, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 30 juin 2016, n° 384793, <i>commentaire</i>	528 (40)
Édouard MARCUS , sous-directeur de la prospective et des relations internationales à la DLF	
• Table ronde sur les distributions au sein des groupes, <i>étude</i>	628 (49)
• Table ronde sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, <i>étude</i>	633 (49)
Christophe de la MARDIÈRE , professeur du CNAM, chaire de fiscalité des entreprises	
• L'application du concept d'abus de droit à une convention fiscale internationale, <i>commentaire</i>	216 (10)
Jean-Claude MARIN , procureur général près la Cour de cassation	
• Propos introductifs, <i>étude</i>	489 (38)
David MARTIN , étudiant du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes	
• BEPS : voeu pieux ou réalité juridique ? - Remarques relatives à l'action 5, <i>étude</i>	442 (30-35)
Jean-Pierre MAUBLANC , professeur à l'université de Bordeaux, avocat au barreau de Bayonne	
• Rescision pour lésion d'une vente immobilière : imposition du supplément du juste prix au titre de l'année de cession du bien, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 9 nov. 2015, n° 371571 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026149, <i>commentaire</i>	156 (6)
• Non extension aux actifs des filiales et sous-filiales de la limite d'exonération d'ISF des parts sociales, <i>Cass.</i> , 20 oct. 2015, n° com. : <i>Juris-Data</i> n° 2015-023479, <i>commentaire</i>	162 (6)
• Évaluation des terrains d'assiette des immeubles bâtis, <i>CE 9^e et 10^e ss-sect.</i> , 15 févr. 2016, n° 367467 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003579, <i>commentaire</i>	333 (21)
• Biens indivis : la charge de l'impôt foncier incombe à l'indivision, <i>Cass. 1^{re} civ.</i> , 27 janv. 2016, n° 15-11.151, <i>F-P+B</i> : <i>Juris-Data</i> n° 2016-000996, <i>commentaire</i>	431 (29)
Jean-Victor MAUBLANC , docteur en droit public, chargé d'enseignement à l'université de Pau	
• Prise en compte du coût d'un début de construction dans le calcul d'une plus-value de cession de terrain à bâtir, <i>CE 9^e et 10^e ch.</i> , 30 juin 2016, n° 375547 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013167, <i>commentaire</i>	634 (49)
Laurence MAZEVET , avocat associé, Fidal	
• TVA NPR : que faut-il entendre par « établissement stable » au sens de l'article 295 A du CGI ?, <i>CAA Paris 7^e ch.</i> , 13 mai 2016, n° 15PA00844 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012642, <i>commentaire</i>	400 (27)
Jean MEEÛS , avocat fiscaliste en droit belge, Loyens & Loeff Bruxelles	
• Benelux : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	200 (9)
Eric MEIER , avocat associé, Baker & McKenzie SCP	
• Le contrôle des discriminations à rebours : du subtil équilibre entre contrôle de conventionnalité et contrôle de constitutionnalité, <i>Cons. const. déc.</i> , 3 févr. 2016, n° 2015-520 QPC, <i>commentaire</i>	241 (12)
• Transformation d'une SA en SNC et abus de droit : pour garantir la forme, rien ne vaut l'exercice d'une activité sur la durée !, <i>CE 8^e et 9^e ss-sect.</i> , 15 févr. 2016, n° 374071, <i>commentaire</i>	304 (17)
• Notion d'établissement stable : la définition du siège est-elle confortable et l'impôt est-il bien assis ?, <i>CE 10^e et 9^e ss-sect.</i> , 7 mars 2016, n° 371435 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-004506, <i>commentaire</i>	591 (46)
Charles MÉNARD , avocat associé, EY Société d'avocats, Tax Controversy Leader France pour EY	
• La contribution de 3 % sur les revenus distribués : chronique d'une disparition annoncée ?, <i>étude</i>	626 (49)
Adrien MENUDIER , étudiant du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes	
• La CJUE précise les contours de l'exonération de TVA des opérations de virement et de paiement par carte, <i>étude</i>	447 (30-35)

Gaëlle MENU-LEJEUNE , <i>avocat, direction technique fiscale, Fidal</i>	
• Taxe foncière et évaluation des immeubles à usage de bureaux : quoi de neuf dans les tiroirs ?, <i>étude</i>	525 (40)
Bertrand MICHAUD , <i>responsable de l'ingénierie patrimoniale Crédit Suisse (Luxembourg) SA, succursale en France</i>	
• L'apport de titres en report d'imposition : la neutralité perdue ?, <i>étude</i>	320 (20)
Édouard MILHAC , <i>avocat associé, CMS Bureau Francis Lefebvre</i>	
• États-Unis : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	197 (9)
Justin Hayden MILLER , <i>Barrister, ancien avocat au barreau des Hauts-de-Seine</i>	
• Déduction de la TVA par les holdings mixtes : l'alignement du Conseil d'État sur la CJUE après un quart de siècle de construction jurisprudentielle - À propos de CE, 8 ^e et 3 ^e ch., 20 mai 2016, n° 371940, SA Groupe Ingénierie Europe Ginger, <i>étude</i>	474 (37)
Guo MIN , <i>avocat associé, Gide Loyrette Nouel</i>	
• Fiscalité des cessions indirectes d'actifs situés en Chine, <i>étude</i>	202 (9)
Paul MISPELON , <i>collaborateur doctorant, Arsene Taxand</i>	
• La constitutionnalité du délit de fraude fiscale bientôt mise à nue ?, <i>aperçu rapide</i>	41 (3)
• Constitutionnalité du délit de fraude fiscale : vers une nouvelle échelle de sanctions ?, <i>aperçu rapide</i>	214 (14)
• QP et QPC : qui pour s'en occuper ? C'est..., <i>aperçu rapide</i>	354 (23)
• QPC sur le cumul des sanctions pénales et fiscales : une décision sans gravité ?, <i>aperçu rapide</i>	409 (26)
Philippe MOLLARD , <i>avocat général référendaire à la Cour de cassation</i>	
• La question prioritaire de constitutionnalité en matière fiscale devant la chambre commerciale de la Cour de cassation, <i>étude</i>	507 (38)
Gianmarco MONSELLATO , <i>avocat associé, directeur général, Taj</i>	
• La TVA dans l'économie numérique : mine d'or ou champ de mines ?, <i>étude</i>	276 (15)
Ariane MONTEIL , <i>avocat associé, Monteil Avocats</i>	
• La motivation par référence de la proposition de rectification dans le cadre d'une procédure contradictoire, CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 nov. 2015, n° 382376 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026822, <i>commentaire</i>	260 (13)
Arnaud MORAINÉ , <i>avocat associé, Fidal, professeur associé à l'université de Bourgogne</i>	
• Taxe sur la valeur ajoutée : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	193 (9)
• Douanes : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	204 (9)
• La facture rectificative, ou le chemin de croix vers la (bonne) foi, CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016, n° 374458 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003602, <i>commentaire</i>	352 (22)
• Ventes en chaîne et TVA : c'est l'intention qui compte !, <i>étude</i>	396 (27)
• TVA NPR : que faut-il entendre par « établissement stable » au sens de l'article 295 A du CGI ?, CAA Paris 7 ^e ch., 13 mai 2016, n° 15PA00844 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012642, <i>commentaire</i>	400 (27)
• Octroi de mer de production : toute modification de l'état d'un bien ne constitue pas une transformation, CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016, n° 394080, <i>commentaire</i>	453 (30-35)
• La question préjudicielle Solar Electric Martinique : communautarisation de la TVA des DOM et définition des travaux immobiliers en TVA, CE 3 ^e et 8 ^e ch., 20 mai 2016, n° 384395, <i>commentaire</i>	484 (37)
• Établissement stable TVA : nouvel épisode dans l'affaire Printing Pack BV, CAA Lyon 5 ^e ch., 28 avr. 2016, n° 15LY02081 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-024512, <i>commentaire</i>	617 (48)
José Manuel MORENO , <i>avocat associé, PwC Société d'Avocats</i>	
• Taxe sur la valeur ajoutée : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	193 (9)
Patrick MORGENSTERN , <i>expert-comptable</i>	
• Commandités des SCA et intégration fiscale : l'éclipse ?, CAA Versailles 3 ^e ch., 31 déc. 2015, n° 13VE02416 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-030871, <i>commentaire</i>	237 (12)
Antoine MORTEROL , <i>avocat au barreau de Paris</i>	
• Régime des ETNC et clause de sauvegarde de l'article 145, 6, d du CGI - Des commentaires administratifs discutables, mais une possible clause de « grand-père » ?, <i>aperçu rapide</i>	490 (36)
• Provision pour dépréciation du fonds de commerce : en cas de variation du fonds, absence d'obligation de reprendre la provision et de procéder à une nouvelle dotation si la provision a toujours un objet, CE 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016, n° 380916 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-013323, <i>commentaire</i>	527 (40)
Renaud MORTIER , <i>professeur agrégé des facultés de droit, directeur du Centre de droit des affaires de Rennes (CDA), président de la Fédération nationale droit du patrimoine (FNDP)</i>	
• Le nouveau mode de calcul des plus-values sur cession de titres, CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 12 nov. 2015, n° 390265 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026150, <i>commentaire</i>	155 (6)
• Fiscalité du patrimoine : chronique de l'année 2015, <i>étude</i>	194 (9)
• Déductibilité par l'usufruitier de la dette de restitution née d'une distribution de dividende par prélèvement sur les réserves, Cass. com., 24 mai 2016, n° 15-17.788, FS-P+B : <i>Juris-Data</i> n° 2016-009988, <i>commentaire</i>	402 (27)
Siamak MOSTAFAVI , <i>avocat à la Cour, Associé Allen & Overy LLP</i>	
• Distributions transfrontalières de dividendes : comment faire coexister les jurisprudences française et européenne ?, <i>étude</i>	289 (16)
Édouard MOUROT , <i>étudiant du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes</i>	
• BEPS : vœu pieux ou réalité juridique ? - Remarques relatives à l'action 5, <i>étude</i>	442 (30-35)
Louis NAYBERG , <i>avocat, Mayer Brown</i>	
• Refus de reconnaissance d'une clause de la nation la plus favorisée : la CJUE persiste et signe, <i>aperçu rapide</i>	543 (39)
Pascal NGATSING , <i>avocat associé, GGV</i>	
• Contribution exceptionnelle à l'IS des succursales de sociétés étrangères réalisant en France un chiffre d'affaires inférieur à 250 M € : quand l'Administration fait de la résistance !, CAA Versailles 7 ^e ch., 15 oct. 2015, n° 14VE00129 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026472, <i>commentaire</i>	253 (13)

Laura NGÛYEN-LAPIERRE, avocate, Baker & McKenzie SCP

- Prix de transfert : précisions sur la notion de « comparables », CE 9^e et 10^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 372372 : *Juris-Data* n° 2016-005256, *commentaire*..... 639 (49)

Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON, rapporteur public au Conseil d'État

- Majoration de 25 % des revenus des non adhérents à un organisme de gestion agréé (CGI, art. 158, 7) : sanction (non) ; possibilité de se prévaloir utilement de l'article 6 de la Convention EDH (non), CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 366457, *commentaire*..... 166 (6)
- Traitement fiscal des intérêts notionnels entre siège et succursale : une révolution menée par le Conseil d'État ?, CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 370974 : *Juris-Data* n° 2015-026400, *commentaire*..... 377 (24)
- Le Conseil d'État précise le concept de résident dans les conventions fiscales, CE 9^e et 10^e ss-sect., 9 nov. 2015, n° 371132, *commentaire*..... 421 (28)
- Crédit d'impôt recherche et sous-traitance : refus d'admission des pourvois, CE 9^e ch., (na), 20 oct. 2016, n° 395306, *commentaire*..... 635 (49)
- Nouvelles vignes : jusqu'à quand les frais d'entretien peuvent-ils être immobilisés ?, CE 9^e et 10^e ch., 5 oct. 2016, n° 384475, *commentaire*..... 645 (50)
- L'alternative entre sanction administrative et sanction pénale est conforme au principe d'égalité devant la loi, CE 9^e et 10^e ch., 5 oct. 2016, n° 401229, *commentaire*..... 651 (50)

Aleksandar NIKOLIC, avocat à la cour, société d'avocats TZA

- Pas de délai supplémentaire de réclamation en cas de rectification de taxe foncière 1, *aperçu rapide*..... 179 (12)
- Taxe professionnelle et plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : la construction jurisprudentielle continue ! - À propos de la notion de loyer et du traitement des dépenses de formation professionnelle, CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 366716 : *Juris-Data* n° 2015-029229, *commentaire*..... 239 (12)
- Une décision juridictionnelle en matière de taxe professionnelle peut-elle s'analyser comme un événement au sens de l'article R.* 196-2 du LPF ?, CE plén. fisc., 9 mars 2016, n° 371463 : *Juris-Data* n° 2016-004344, *commentaire*..... 345 (21)

Fabienne OLIVARD, avocat, Fidal

- Quel droit à déduction pour les EHPAD ?, CE 3^e et 8^e ch., 5 oct. 2016, n° 390874, *commentaire*..... 558 (42-43)

Laurent OLLÉON, conseiller d'État

- Table ronde sur les distributions au sein des groupes, *étude*..... 628 (49)
- Table ronde sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, *étude*..... 633 (49)

Christelle ORIOL, rapporteur public près la 9^e chambre de la cour administrative d'appel de Paris

- Définition de la PME communautaire : précisions sur l'appréciation du seuil d'effectif, CAA Paris 9^e ch., 19 nov. 2015, n° 13PA04787 : *Juris-Data* n° 2015-029676, *commentaire*..... 164 (6)
- Avant 2010, les services de police pouvaient transmettre spontanément, et non seulement sur demande, des informations exploitables par l'administration fiscale (LPF, anc. art. L. 135 L), CAA Paris 9^e ch., 19 nov. 2015, n° 13PA03385 : *Juris-Data* n° 2015-029677, *commentaire*..... 167 (6)
- L'arrêt Sté Foncière du Rond-Point de la CAA de Paris : quels enseignements sur la notion de

manquement délibéré ?, CAA Paris 9^e ch., 15 oct. 2015, n° 13PA04863 : *Juris-Data* n° 2015-030460, *commentaire*..... 182 (7-8)

- Assujettissement à la taxe sur les véhicules de sociétés d'un EPIC exerçant à la fois des missions de nature administrative et commerciale, CAA Paris 9^e ch., 12 mai 2016, n° 13PA04678 : *Juris-Data* n° 2016-010097, *commentaire*..... 366 (23)
- CAA Paris 9^e ch., 12 mai 2016, n° 14PA01225 : *Juris-Data* n° 2016-010092, *commentaire*..... 366 (23)

Patrick OUARDES, rapporteur public près la 10^e chambre de la cour administrative d'appel de Paris

- Adaptation de la théorie de l'acte anormal de gestion aux titulaires de BNC renonçant à la perception de recettes : application en pratique, CAA Paris 10^e ch., 29 sept. 2015, n° 14PA05384 : *Juris-Data* n° 2015-029888, *commentaire*..... 176 (7-8)
- Possibilité de déduire les amortissements de travaux d'agencement d'un cabinet de radiologie installé dans des locaux détenus par un tiers (oui, en cas de dissociabilité), CAA Paris 10^e ch., 20 oct. 2015, n° 14PA03801 : *Juris-Data* n° 2015-031043, *commentaire*..... 277 (15)
- Contribution au service public de l'électricité (CSPE), suite..., CAA Paris 10^e ch., 23 févr. 2016, n° 12PA03983 : *Juris-Data* n° 2016-004615, *commentaire*..... 280 (15)

Philippe OUENOT, professeur associé à l'université de Bordeaux

- Retenues à la source et crédits d'impôt : actualités et perspectives, *étude*..... 627 (49)
- Les réductions de capital non motivées par des pertes, *étude*..... 642 (50)

J.-L. P.

- Plan d'épargne en actions (PEA) : modalités d'appréciation de la détention indirecte de droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent au plan, CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 390861 : *Juris-Data* n° 2016-009465, *commentaire*..... 412 (28)

Stanislas PANNETIER, avocat, cabinet Arkwood SCP

- Censure du registre public des trusts : vie et mort d'un OVNI juridique, *Cons. const. déc.*, 21 oct. 2016, n° 2016-591 QPC : *Juris-Data* n° 2016-021357, *commentaire*..... 620 (48)

Céline PASQUIER, avocat, CMS Bureau Francis Lefebvre

- États-Unis : chronique de l'année 2015, *étude*..... 197 (9)

James du PASQUIER, avocat, Fidal pratique « EU Tax »

- Revenus réputés distribués et retenue à la source dans un contexte communautaire : Rien A Signaler ou Rappels A Supprimer ?, *étude*..... 61 (2)
- Récupération d'aides d'État illicites : quels moyens de défense invoquer ?, CE 3^e et 8^e ss-sect., 22 juill. 2015, n° 367567 : *Juris-Data* n° 2015-017569, *commentaire*..... 213 (10)
- Remise en cause d'aides d'État illicites : quid du principe de sécurité juridique ?, CE 8^e et 3^e ss-sect., 16 mars 2016, n° 377874 : *Juris-Data* n° 2016-005246, *commentaire*..... 354 (22)

Dominique PATUROT, statisticienne/analyste au Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE

- L'impôt sur le revenu du travail dans les pays de l'OCDE, *étude*..... 190 (9)

Olivier PEIFFERT, maître de conférences à l'université Sorbonne Nouvelle (Paris 3), membre de l'équipe de recherche Intégration et coopération dans l'espace européen (ICEE)

- Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (sept./déc. 2015), *étude*..... 74 (3)
- Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (janv./mars 2016), *étude*..... 290 (16)
- Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (avr./juin 2016), *étude*..... 438 (30-35)
- Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (juill./sept. 2016), *étude*..... 555 (42-43)

Marc PELLETIER, professeur à l'université Paris VIII, avocat associé, Frenkel & Associés

- Droit constitutionnel fiscal : chronique de l'année 2015, *étude*..... 208 (10)
- De quelques conséquences (inattendues) des décisions Alec W. et Jérôme C., *aperçu rapide*..... 466 (30-35)
- Contribution de 3 % : inconstitutionnalité de l'exonération des distributions au sein des seuls groupes fiscalement intégrés, *aperçu rapide*..... 567 (40)
- Nouveau requiem pour le principe non bis in idem ? - À propos de CEDH, gde ch., 15 nov. 2016, n° 24130/11 et n° 29758/11, A et B c/ Norvège, CEDH gde ch., 15 nov. 2016, n° 24130/11, *commentaire*..... 603 (47)

André PERCHERON, avocat à la cour, société d'avocats TZA

- Taxe professionnelle et plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : la construction jurisprudentielle continue ! - À propos de la notion de loyer et du traitement des dépenses de formation professionnelle, CE 9^e et 10^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 371436, *commentaire*..... 239 (12)

Charles-Henri PETIT, avocat, département TVA du cabinet Fidal

- La seule absence d'une TVA libellée en euros sur les factures ne doit pas nécessairement faire échec au droit à déduction d'un assujetti, TA Montreuil 10^e ch., 16 févr. 2016, n° 1503203 : *Juris-Data* n° 2016-004474, *commentaire*..... 256 (13)

Loïc PEYEN, doctorant et ATER en droit public, université de La Réunion

- Le registre public des trusts et la vie privée des contribuables, *aperçu rapide*..... 662 (48)
- Principe de personnalité des peines et solidarité fiscale des époux : pour le meilleur et pour le pire, CE 3^e et 8^e ch., 5 oct. 2016, n° 380432, *commentaire*..... 652 (50)

Fabrice PEZET, ATER, doctorant en droit fiscal à la faculté de droit de l'université Paris-Est-Créteil

- La Commission appelée à l'« aide » : la réforme de l'impôt sur les sociétés néerlandais au crible du droit des aides d'État, *Comm. UE déc. (UE)*, 21 janv. 2016, n° 2016/634, *commentaire*..... 383 (25)

Éric PICHET, professeur à Kedge Business School, chercheur associé au LAREFI de Bordeaux IV et au Centre d'études sur la fiscalité des entreprises de Paris II (CEFEP)

- Lois de finances : stabilité des politiques fiscale et budgétaire et contrôle du solde structurel, *étude*..... 1 (1)
- Théorie générale des dépenses socio-fiscales et propositions de refonte du système français des « niches » fiscales, *études*..... 457 (36)

Élisabeth PICHON, conseiller référendaire à la chambre criminelle de la Cour de cassation

- La QPC devant la chambre criminelle de la Cour de cassation, *étude*..... 506 (38)

Jean-Luc PIERRE, professeur à la faculté de droit de l'université Jean-Moulin (Lyon 3), directeur du master 2 de droit fiscal directeur du centre d'études et de recherches financières et fiscales (CERFF), directeur scientifique de la Revue de droit fiscal et du *JurisClasseur Procédures fiscales*

- CIR : les dépenses sous-traitées doivent-elles être déduites de l'assiette du crédit d'impôt dans tous les cas ?, CAA Versailles 7^e ch., 15 oct. 2015, n° 14VE02410 : *Juris-Data* n° 2015-029227, *commentaire*..... 63 (2)
- Obligation d'information sur les renseignements obtenus de tiers : informations fournies à titre déclaratif à l'Administration (oui), CE plén. fisc., 9 mars 2016, n° 364586 : *Juris-Data* n° 2016-004300, *commentaire*..... 316 (18-19)
- Possibilité de demander des justifications dans le cadre d'un ESFP quel que soit le domicile fiscal déclaré (oui), CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 mars 2016, n° 383335 : *Juris-Data* n° 2016-005159, *commentaire*..... 379 (24)
- Droits tirés de la concession d'un brevet ou de droits de la propriété intellectuelle : application des critères de la jurisprudence Sife, CE 9^e et 10^e ch., 19 juill. 2016, n° 368473 : *Juris-Data* n° 2016-014131, *commentaire*..... 584 (46)

Julia de PINGON, avocat, cabinet de Pingon

- Réflexions sur la définition fiscale d'une voiture de collection, *étude*..... 217 (11)

Maud PONCELET, avocate associée, PwC Société d'Avocats, chargée d'enseignements à l'université Paris Descartes

- Le régime mère-fille : un régime d'exonération à la faveur d'un actionariat stable - À propos de la jurisprudence récente du Conseil d'État et du Conseil constitutionnel, *études*..... 308 (18-19)
- De FATCA au CRS : les enjeux pour les groupes non financiers, *étude*..... 444 (30-35)

Jean-Jacques PROVOST, docteur en droit, avocat associé, FLP Avocats

- Réouverture du délai de réclamation : confirmation de l'absence d'invocabilité de l'arrêt Denkvit par une société mère n'entrant pas dans le champ de la liberté d'établissement, CE 8^e et 3^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 373559, *commentaire*..... 295 (16)

Frédéric PUEL, avocat associé, Fidal

- Récupération d'aides d'État illicites : quels moyens de défense invoquer ?, CE 3^e et 8^e ss-sect., 22 juill. 2015, n° 367567 : *Juris-Data* n° 2015-017569, *commentaire*..... 213 (10)

Hervé QUÉRÉ, avocat, SCP Baker & McKenzie

- Plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée : précision sur l'hypothèse de la sous-location, CE 9^e et 10^e ss-sect., 23 nov. 2013, n° 377390 : *Juris-Data* n° 2015-026844, *commentaire*..... 144 (5)

Emmanuel RAINGEARD DE LA BLÉTIÈRE, maître de conférences à l'université Rennes 1 membre du CDA, avocat associé, PwC Société d'Avocats

- Droit de l'Union européenne : chronique de l'année 2015, *étude*..... 195 (9)
- Affaire Metro Holding : le principe constitutionnel d'égalité devant l'impôt au secours de la jurisprudence Leur Bloem, *études*..... 309 (18-19)

• Adoption formelle de la directive anti-évasion fiscale : premier aperçu, <i>étude</i>	424 (29)	Guy ROULIN , <i>avocat, directeur associé FIDAL Capital-Investissement</i>	• Nouvel aménagement de la réduction d'ISF pour souscription au capital de PME non cotées (ISF-PME), <i>commentaire</i>	39 (1)
Aurélié RALKOS , <i>avocate, cabinet Nicorosi</i>		Cécile ROULLEAU , <i>avocat à la cour, Société d'Avocats TZA</i>	• Lorsque le gratte-ciel évince l'immeuble de grande hauteur, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 21 janv. 2016, n° 371972, <i>commentaire</i>	254 (13)
• Évaluation par comparaison : obligation de communication au redevable des seules données pertinentes mais de toutes les données pertinentes, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 14 oct. 2015, n° 373627, <i>commentaire</i>	209 (10)	Sandrine RUDEAUX , <i>rapporteur public près la 1^{re} chambre de la cour administrative d'appel de Versailles</i>	• Remboursement de crédit de TVA via le portail électronique : pour demander des renseignements complémentaires, l'Administration est tenue de recourir à la voie électronique, <i>CAA Versailles 1^{re} ch.</i> , 13 oct. 2015, n° 14VE02328 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-026473, <i>commentaire</i>	279 (15)
• Absence d'application du délai de réclamation de l'article R. 196-3 du LPF dans le cas où la taxe foncière est établie selon les règles combinées des articles L. 175 du LPF et 1508 du CGI, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 21 janv. 2016, n° 385395 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-030327, <i>commentaire</i>	247 (12)	• Déduction de la TVA par le gestionnaire d'un programme de fidélisation, <i>CAA Versailles 1^{re} ch.</i> , 1 ^{er} déc. 2015, n° 14VE00566 : <i>Juris-Data</i> n° 2015-031217, <i>commentaire</i>	327 (20)	
• Les parkings en sous-sol d'un immeuble de bureaux constituent une fraction de propriété normalement destinée à une utilisation distincte des bureaux, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 15 févr. 2016, n° 381911 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003513, <i>commentaire</i>	338 (21)	• Intérêt de retard (CGI, art. 1727) : application au retard de paiement d'impositions réclamées par l'Administration par voie d'avis de mise en recouvrement, après avoir été acquittées spontanément par un contribuable puis dégrevées à tort par l'Administration, <i>CAA Versailles 1^{re} ch.</i> , 29 mars 2016, n° 14VE00052 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-006285, <i>commentaire</i>	486 (37)	
• Assujettissement à la taxe foncière sur les propriétés bâties des terrains d'assiette des alvéoles d'enfouissement des déchets et de leurs équipements indissociables, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 26 févr. 2016 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-003780, <i>commentaire</i>	363 (23)	• Cotisation minimale : précisions sur le calcul de la valeur ajoutée (frais d'affacturage, commission versée au titre du risque de change), <i>CAA Versailles 1^{re} ch.</i> , 26 mai 2016, n° 14VE00571 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012585, <i>commentaire</i>	518 (39)	
• Pas de consultation de la commission communale des impôts directs en cas de contestation de l'évaluation foncière, <i>CE 8^e et 3^e ch.</i> , 13 avr. 2016, n° 382054 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-007215, <i>commentaire</i>	430 (29)	• Le droit au respect des biens fait obstacle à la suppression du régime du bénéficiaire mondial consolidé malgré un agrément en cours de validité, <i>CAA Versailles 1^{re} ch.</i> , 5 juill. 2016, n° 14VE03371 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-023214, <i>commentaire</i>	595 (46)	
Donato RAPONI , <i>chef de l'unité TVA et autres taxes sur le chiffre d'affaires</i>		• Sélection d'arrêts des cours administratives d'appel, <i>CAA Lyon 2^e ch.</i> , 31 mai 2016, n° 14LY02123 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-023978, <i>chronique de bibliographie fiscale</i>	599 (47)	
• La TVA dans l'économie numérique : mine d'or ou champ de mines ?, <i>étude</i>	276 (15)	Yves RUTSCHMANN , <i>avocat associé, Bredin Prat</i>	• La nouvelle clause anti-abus du régime des sociétés mères : critique de la décision du Conseil constitutionnel et opportunité d'une saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, <i>étude</i>	248 (13)
Thomas de RICOLFIS , <i>commissaire divisionnaire</i>		• Le système d'intégration à la française face aux exemples étrangers, <i>étude</i>	511 (39)	
• L'action de la police judiciaire dans la lutte contre la fraude fiscale complexe : l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, <i>étude</i>	498 (38)	• Réflexions sur le recours pour excès de pouvoir en matière fiscale et la portée des réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel - À propos de CE, 20 avr. 2016, Sté BPCE et a. sur l'applicabilité de la taxe de 3 % en cas de rachat par une société de ses propres titres, <i>CE 8^e et 3^e ss-sect.</i> , 20 avr. 2016, n° 396578 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-012176, <i>commentaire</i>	533 (40)	
Jimmy ROBBE , <i>rapporteur public près la 2^e section de la 3^e chambre du tribunal administratif de Paris</i>		Pascal SAINT-AMANS , <i>directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE</i>	• L'impôt sur le revenu du travail dans les pays de l'OCDE, <i>étude</i>	190 (9)
• Rescrit « mécénat » (LPF, art. L. 80 C) : quelle garantie en cas de silence gardé pendant six mois par l'administration fiscale ?, <i>TA Paris 2^e sect.</i> , 3 ^e ch., 3 mars 2016, n° 1500479/2-3 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-006642, <i>commentaire</i>	302 (17)	Thierry SAINT-BONNET , <i>commissaire aux comptes expert près la cour d'appel de Paris et les cours administratives d'appel de Paris et de Versailles</i>	• Évaluation de droits sociaux. Du bon usage des dispositions de l'article R.* 202-3 du LPF : application	
• Comment déterminer si des époux dont le mariage relève du droit italien sont séparés de biens au regard de la loi fiscale française ?, <i>TA Paris 2^e sect.</i> , 3 ^e ch., 3 mai 2016, n° 1504705/2-3 : <i>Juris-Data</i> n° 2016-009349, <i>commentaire</i>	362 (23)			
Brice ROBIN , <i>procureur de la République de Marseille</i>				
• Les parquets de droit commun (TGI et JIRS), <i>étude</i>	493 (38)			
Pierre ROLLET , <i>avocat, cabinet Judicia Conseils</i>				
• TVA intracommunautaire : évolutions jurisprudentielles en matière de ventes en chaîne, <i>aperçu rapide</i>	73 (6)			
Sandra ROUGÉ-GUICHARD , <i>docteur en droit public, chercheur associée à l'université d'Auvergne, Centre Michel de l'Hospital, EA 4232 cabinet Nicorosi, Clermont-Ferrand</i>				
• La remise en cause des actes de dégrèvement par l'administration fiscale, <i>étude</i>	607 (48)			
• Délais de recours et décisions de rejet : la précieuse mise au point du Conseil d'État, <i>aperçu rapide</i>	694 (50)			

- stricte d'un texte encore (un peu) ambigu, *Cass. com.*, 20 sept. 2016, n° 14-30.065, FS-P+B, commentaire..... 637 (49)
- Renaud SALOMON**, magistrat professeur associé à l'université de Paris Dauphine, codirecteur du Master 2 de Pratique du droit pénal des affaires (UPEC)
- Droit pénal fiscal, *Cass. crim.*, 28 oct. 2015, n° 14-82.450, FD : *Juris-Data* n° 2015-023976, étude..... 142 (5)
 - Non bis in idem en matière fiscale : la Cour de cassation renvoie deux QPC au Conseil constitutionnel, *Cass. crim.*, 30 mars 2016, n° 16-90.001, FS-P+B+I : *Juris-Data* n° 2016-005584, commentaire..... 268 (14)
 - Droit pénal fiscal, *Cass. com.*, 12 avr. 2016, n° 14-22.260, étude..... 321 (20)
 - La Cour de cassation renvoie une QPC sur le « verrou de Bercy », *Cass. crim.*, 19 mai 2016, n° 16-81.857, P+B : *Juris-Data* n° 2016-009867, commentaire..... 369 (23)
 - Droit pénal fiscal, *Cass. crim.*, 30 mars 2016, n° 16-90.005, FS-P+B : *Juris-Data* n° 2016-005583, étude..... 439 (30-35)
 - Le particularisme de la procédure devant le juge pénal, étude..... 500 (38)
 - Droit pénal fiscal, *Cass. com.*, 4 oct. 2016, n° 15-10.775, étude..... 576 (45)
- Pascal SCHIELE**, avocat associé France, EY Law, Tax Policy Controversy
- Article L. 80 A du LPF et poursuites pénales pour fraude fiscale suite aux décisions du Conseil constitutionnel sur le cumul des sanctions, *aperçu rapide*..... 531 (38)
- Frédéric SCHMIED**, référendaire au Tribunal de l'Union européenne, membre du Centre de droit public et privé des obligations et de la consommation (CDPPOC) de l'université Savoie-Mont-Blanc
- Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (sept./déc. 2015), étude..... 74 (3)
 - Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (janv./mars 2016), étude..... 290 (16)
 - Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (avr./juin 2016), étude..... 438 (30-35)
 - Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (juill./sept. 2016), étude..... 555 (42-43)
- Roland SCHNEIDER**, avocat associé, Arsene Taxand
- Intégration fiscale horizontale : quelle action pour le passé ?, *aperçu rapide*..... 232 (15)
 - Report en arrière des déficits : demander la restitution d'une créance sur l'État n'est pas réclamer, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 9 mars 2016, n° 385265, commentaire..... 325 (20)
- Alexandre SEGRETAI**, rapporteur public près la 1^{re} chambre du tribunal administratif de Paris
- Peut-il être abusif de ne pas dissoudre une société ?, *TA Paris 1^{re} sect.*, 1^{re} ch., 5 janv. 2016, n° 1310298 : *Juris-Data* n° 2016-000720, commentaire..... 303 (17)
 - Management packages : comment discerner la main du salarié de celle du capitaliste ?, *TA Paris 1^{re} sect.*, 1^{re} ch., 12 juill. 2016, n° 1431589/1-1 : *Juris-Data* n° 2016-024481, commentaire..... 608 (48)
- Pascal SEGUIN**, avocat associé Taj, société d'avocats, une entité du réseau Deloitte
- L'arbre du fichier des écritures comptables ne doit pas cacher la forêt du contrôle fiscal informatisé, étude..... 140 (5)
- Marien SERAILLE**, avocat, PwC Société d'Avocats, chargé d'enseignement à l'université Jean Moulin (Lyon 3)
- La théorie du risque manifestement excessif : le glas a sonné !, *aperçu rapide*..... 489 (36)
- Yolande SÉRANDOUR**, professeur à l'université de Rennes 1, Centre de droit des affaires responsable du Master 1 Droit des affaires, directrice du Master Droit fiscal des affaires, directrice du JurisClasseur Fiscal Chiffre d'affaires
- Taxe sur la valeur ajoutée : chronique de l'année 2015, étude..... 193 (9)
 - Contrepartie inférieure au prix de revient et TVA, études..... 458 (36)
- Bruno SIBILLI**, rapporteur public près la 2^e chambre du tribunal administratif de Paris
- Réduction d'impôt pour investissement outre-mer dite « Girardin industriel » : opposabilité du fait générateur fixé par l'Administration, *TA Paris 1^{re} sect.*, 2^e ch., 7 déc. 2015, n° 1427256 : *Juris-Data* n° 2015-027274, commentaire..... 67 (2)
 - Application dans le temps du taux de 2,1 % à la presse en ligne, *TA Paris 1^{re} sect.*, 2^e ch., 16 oct. 2015, n° 1409462 : *Juris-Data* n° 2015-029112, À noter également..... 180 (7-8)
 - Contrôle fiscal des comptabilités informatisées : aspects juridiques et contentieux, étude..... 606 (48)
- Flora SICARD**, EY, société d'avocats, doctorante à l'université Panthéon-Assas (Paris II)
- Affaire SECIL ou l'applicabilité des accords Euromed à la fiscalité, *aperçu rapide*..... 266 (17)
- Caroline SILBERZTEIN**, avocate associée, Baker & McKenzie SCP
- Traitement fiscal des intérêts notionnels entre siège et succursale : une révolution menée par le Conseil d'État ?, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 9 nov. 2015, n° 370974 : *Juris-Data* n° 2015-026400, commentaire..... 377 (24)
 - OCDE : la mise en oeuvre des mesures conventionnelles issues du projet BEPS par la création d'un instrument multilatéral, étude..... 553 (42-43)
 - Facturation de prestations de services à des sociétés indiennes : peut-on éviter la retenue à la source ?, *aperçu rapide*..... 597 (42-43)
 - Prix de transfert : précisions sur la notion de « comparables », *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 16 mars 2016, n° 372372 : *Juris-Data* n° 2016-005256, commentaire..... 639 (49)
 - La dépendance de fait en matière de prix de transfert, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 15 avr. 2016, n° 372097 : *Juris-Data* n° 2016-007579, commentaire..... 676 (51-52)
- Olivier SIVIEUDE**, chef du service du contrôle fiscal de la DGFIP jusqu'en octobre 2016
- L'action de l'administration fiscale française en matière de pénalisation de la fraude fiscale, étude..... 496 (38)
 - Table ronde sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, étude..... 633 (49)
- Cyril SNIADOWER**, avocat directeur associé, EY Société d'Avocats
- Contribution au service public de l'électricité : zugzwang ou cinquième as ? - À propos de l'arrêt CAA Paris, 23 févr. 2016, n° 12PA03983, Praxair, *CAA Paris 10^e ch.*, 23 févr. 2016, n° 12PA03983 : *Juris-Data* n° 2016-004615, commentaire..... 520 (39)

Caroline SORDET, directrice éditoriale, LexisNexis SA

- Publication de la première édition du Lexis® Pratique Fiscal, *aperçu rapide*..... 577 (41)

Camille STOFATI, étudiante du Master 2 Juriste fiscaliste de l'université Paris Descartes

- BEPS : voeu pieux ou réalité juridique ? - Remarques relatives à l'action 5, *étude*..... 442 (30-35)

Vanessa STOREY, avocate au sein de l'équipe Douanes du cabinet Fidal

- Douanes : chronique de l'année 2015, *étude*..... 204 (9)

Arnaud TAILFER, avocat, Baker & McKenzie SCP

- Abus de droit et imputation des déficits : pas de double ration d'abus ! - À propos de CAA Versailles, 10 déc. 2015, Sté France Telecom, *aperçu rapide*..... 150 (11)
- Notion d'établissement stable : la définition du siège est-elle confortable et l'impôt est-il bien assis ?, *CE 10^e et 9^e ss-sect.*, 7 mars 2016, n° 371435 : *Juris-Data* n° 2016-004506, *commentaire*..... 591 (46)

Guillaume de la TAILLE, rapporteur public près la 3^e chambre près la cour administrative d'appel de Bordeaux

- Abattement sur les bénéfices des exploitations outre-mer (CGI, art. 44 quaterdecies) : précisions sur la notion d'« activité principale de l'exploitation », *CAA Bordeaux 3^e ch.*, 8 déc. 2015, n° 14BX01952 : *Juris-Data* n° 2015-027888, *commentaire*..... 160 (6)

Gabriel TAR, avocat, PwC Société d'Avocats

- Pénalité pour activité occulte : l'existence d'une imposition à l'étranger enfin prise en compte, *aperçu rapide*..... 98 (7-8)
- L'arrêt Sté Foncière du Rond-Point de la CAA de Paris : quels enseignements sur la notion de manquement délibéré ?, *CAA Paris 9^e ch.*, 15 oct. 2015, n° 13PA04863 : *Juris-Data* n° 2015-030460, *commentaire*..... 182 (7-8)

Frédéric TEPER, avocat associé, Arsene Taxand

- Acte anormal de gestion : l'absence de rémunération d'une concession de licence peut être justifiée par la préservation de l'existence d'un actif, *CE 10^e et 9^e ss-sect.*, 10 févr. 2016, n° 371258 : *Juris-Data* n° 2016-002412, *commentaire*..... 374 (24)

Julien THIRY, avocat associé, cabinet Berger, Thiry Associés

- Inconstitutionnalité de la validation rétroactive des évaluations par comparaison à un local détruit ou restructuré - À propos de Cons. const., 2 mars 2016, n° 2015-525 QPC, *aperçu rapide*..... 148 (11)

Jérôme Nirmal THOMAS, docteur en droit, avocat, Fidal

- L'imposition des salariés en situation de mobilité internationale : réflexions sur la clause dite des missions temporaires sous l'angle de la notion d'employeur, *étude*..... 154 (6)

Emmanuelle TOPIN, rapporteur public près la 10^e chambre du tribunal administratif de Montreuil

- Une personne travaillant à l'étranger pour l'État en vertu d'un contrat de droit privé est un agent de l'État au sens de l'article 4 B du CGI, *TA Montreuil 10^e ch.*, 17 nov. 2015, n° 143366 : *Juris-Data* n° 2015-027273, *commentaire*..... 68 (2)
- Conditions d'imposition en France des revenus résultant de l'exploitation de droits à l'image d'un sportif résidant en Suisse, *commentaire*..... 69 (2)

- Déduction des revenus fonciers « Scellier » (CGI, art. 31, I, 1^o, l) : pour la détermination du plafond des loyers, seule la superficie habitable doit être prise en compte, *TA Montreuil 10^e ch.*, 2 févr. 2016, n° 1409076 : *Juris-Data* n° 2016-011454, *commentaire*..... 388 (26)

- Des revenus de remplacement versés par Pôle emploi en Guadeloupe, mais résultant d'une activité à Saint-Barthélemy ne sont pas de revenus de source française, *TA Montreuil 10^e ch.*, 19 avr. 2016, n° 1505891 : *Juris-Data* n° 2016-011455, À noter également..... 393 (26)

- Taux moyen d'imposition sur les revenus de source française (CGI, art. 197 A) : prise en compte des crédits d'impôt (non), *TA Montreuil 10^e ch.*, 31 mai 2016, n° 1411275 : *Juris-Data* n° 2016-011450, À noter également..... 394 (26)

- Résident suisse tirant de France l'essentiel de son revenu imposable : déductibilité d'une pension alimentaire (oui), *TA Montreuil 10^e ch.*, 13 janv. 2016, n° 1408357 : *Juris-Data* n° 2016-013359, *commentaire*..... 426 (29)

Matthieu TORET, avocat, Hedeos Société d'avocats

- Régime TVA des navires de commerce : difficultés persistantes relatives au yachting, *aperçu rapide*..... 265 (17)

Régis TORLET, local partner, Baker & McKenzie SCP

- Abus de droit et imputation des déficits : pas de double ration d'abus ! - À propos de CAA Versailles, 10 déc. 2015, Sté France Telecom, *aperçu rapide*..... 150 (11)
- Transformation d'une SA en SNC et abus de droit : pour garantir la forme, rien ne vaut l'exercice d'une activité sur la durée !, *CE 8^e et 9^e ss-sect.*, 15 févr. 2016, n° 374071, *commentaire*..... 304 (17)
- Abus de droit : mode d'emploi pour imposer la bonne personne au bon moment, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 16 mars 2016, n° 374909, *commentaire*..... 535 (40)
- Notion d'établissement stable : la définition du siège est-elle confortable et l'impôt est-il bien assis ?, *CE 10^e et 9^e ss-sect.*, 7 mars 2016, n° 371435 : *Juris-Data* n° 2016-004506, *commentaire*..... 591 (46)

Betty TOULEMONT, avocat associé, société d'avocats TZA, membre de l'A3F et de l'IACF

- Pas de délai supplémentaire de réclamation en cas de rectification de taxe foncière !, *aperçu rapide*..... 179 (12)
- Taxe professionnelle et plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : la construction jurisprudentielle continue ! - À propos de la notion de loyer et du traitement des dépenses de formation professionnelle, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 30 déc. 2015, n° 366716 : *Juris-Data* n° 2015-029229, *commentaire*..... 239 (12)
- Lorsque le gratte-ciel évince l'immeuble de grande hauteur, *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 21 janv. 2016, n° 371972, *commentaire*..... 254 (13)
- Une décision juridictionnelle en matière de taxe professionnelle peut-elle s'analyser comme un événement au sens de l'article R.* 196-2 du LPF ?, *CE plén. fisc.*, 9 mars 2016, n° 371463 : *Juris-Data* n° 2016-004344, *commentaire*..... 345 (21)

Jean-Baptiste TRISTRAM, avocat, Baker & McKenzie SCP Paris

- OCDE : la mise en oeuvre des mesures conventionnelles issues du projet BEPS par la création d'un instrument multilatéral, *étude*..... 553 (42-43)

Jérôme TUROT, avocat, Cabinet Turot

- Peut-il être abusif de ne pas dissoudre une société ?, *TA Paris 1^{re} sect.*, 1^{re} ch., 5 janv. 2016, n° 1310298 : *Juris-Data* n° 2016-000720, *commentaire*..... 303 (17)

Régis VABRES, professeur de droit privé à l'université de Bourgogne-Franche-Comté, UMR 6295 CNRS

- Conditions du recouvrement d'une créance fiscale admise au passif d'une liquidation judiciaire, postérieurement à la clôture pour insuffisance d'actif, *commentaire*..... 71 (2)
- PEA et abus de droit : l'achat par un épargnant de titres qu'il détient déjà engendre une plus-value imposable, mais ne constitue pas une opération abusive, *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 14 oct. 2015, n° 374211 : *Juris-Data n° 2015-023299, commentaire*..... 83 (3)
- Critères de lucrativité : regards critiques et perspectives, *étude*..... 380 (25)
- La doctrine administrative commentant une loi sur laquelle le Conseil constitutionnel a formulé une réserve d'interprétation est illégale si elle ne reprend pas cette réserve, *CE 10^e et 9^e ch.*, 8 juin 2016, n° 383259 : *Juris-Data n° 2016-011796, commentaire*..... 536 (40)

Mathieu VALETEAU, avocat à la Cour, Baker & McKenzie SCP

- Le contrôle des discriminations à rebours : du subtil équilibre entre contrôle de conventionalité et contrôle de constitutionnalité, *Cons. const. déc.*, 3 févr. 2016, n° 2015-520 QPC, *commentaire*..... 241 (12)
- Traitement fiscal des intérêts notionnels entre siège et succursale : une révolution menée par le Conseil d'État ?, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 9 nov. 2015, n° 370974 : *Juris-Data n° 2015-026400, commentaire*..... 377 (24)
- Abus de droit : mode d'emploi pour imposer la bonne personne au bon moment, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 16 mars 2016, n° 374909, *commentaire*..... 535 (40)

Bernard VAN GERREVINK, fiscaliste

- Développements récents en fiscalité néerlandaise, *aperçu rapide*..... 598 (42-43)

Thomas VANHEE, avocat au barreau de Bruxelles

- La TVA dans l'économie numérique : mine d'or ou champ de mines ?, *étude*..... 276 (15)

Mirouna VERBAN, avocat, Arsene Taxand

- À la recherche de l'élimination de la double imposition sur les flux internationaux, *études*..... 536 (41)

Christophe VEZINHET, avocat, CMS Bureau Francis Lefebvre

- Le crédit d'impôt compétitivité emploi, entre fausse complexité et véritable utilité, *étude*..... 189 (9)

Romain VICTOR, rapporteur public au Conseil d'État

- Renvoi d'une QPC sur le taux de 75 % de retenue à la source sur les produits distribués par des sociétés françaises dans un ETNC, *CE 8^e et 3^e ch.*, 14 sept. 2016, n° 400867, *commentaire*..... 522 (39)
- La taxe sur les salaires est compatible avec la règle de non-discrimination et l'exigence de prévisibilité de la norme garanties par la Convention EDH, *CE 9^e et 10^e ch.*, 20 juin 2016, n° 386146, *commentaire*..... 559 (42-43)
- Renvoi d'une QPC sur la rétroactivité d'une disposition interprétative de l'entrée en vigueur d'une restriction au report en arrière des déficits, *CE 8^e et 3^e ch.*, 13 oct. 2016, n° 401696, *commentaire*..... 560 (42-43)

- Conformité à la Constitution de la qualification comme revenus distribués des « bénéfiques ou produits qui ne sont pas mis en réserve ou incorporés au capital », *CE 8^e et 3^e ch.*, 14 sept. 2016, n° 400882, *commentaire*..... 561 (42-43)
- Prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et convention fiscale franco-monégasque, *CE 8^e et 3^e ch.*, 19 sept. 2016, n° 388899, *commentaire*..... 565 (44)
- Crédit d'impôt recherche : obligation d'impartialité des agents mandatés par le ministère chargé de la recherche et de la technologie, *CE 9^e et 10^e ch.*, 19 juill. 2016, n° 393302, *commentaire*..... 577 (45)
- La jurisprudence de Ruyter est inapplicable à la seconde contribution additionnelle au prélèvement social, affectée au financement du RSA (rég. ant. 1^{er} janv. 2013), *CE 9^e et 10^e ch.*, 19 juill. 2016, n° 392784 : *Juris-Data n° 2016-014210, commentaire*..... 578 (45)
- Droits tirés de la concession d'un brevet ou de droits de la propriété intellectuelle : application des critères de la jurisprudence Sife, *CE 9^e et 10^e ch.*, 19 juill. 2016, n° 368473 : *Juris-Data n° 2016-014131, commentaire*..... 584 (46)
- Réouverture du délai de réclamation en cas de rehaussement des bénéfiques : cas où le contribuable a demandé le report en arrière avant la mise en recouvrement des impositions supplémentaires. Possibilité de demander, par une nouvelle réclamation, l'imputation du déficit sur les bénéfiques rectifiés (oui), *CE 9^e et 10^e ch.*, 19 juill. 2016, n° 385768 : *Juris-Data n° 2016-014145, commentaire*..... 640 (49)
- Non-déductibilité de la moins-value d'annulation d'obligations convertibles en actions émises par une société absorbée et acquises par l'absorbante, *CE 9^e et 10^e ch.*, 20 juin 2016, n° 361832 : *Juris-Data n° 2016-012578, commentaire*..... 646 (50)
- Le juge est libre de refuser une demande de délai supplémentaire pour produire un mémoire et n'est tenu ni de motiver sa décision, ni de viser cette demande, *CE 8^e et 3^e ch.*, 19 sept. 2016, n° 383781 : *Juris-Data n° 2016-019535, commentaire*..... 654 (50)
- Renvoi d'une QPC sur l'application de la majoration de 25 % des rémunérations et avantages occultes pour l'imposition aux prélèvements sociaux, *CE 8^e et 3^e ch.*, 2 déc. 2016, n° 403171, *commentaire*..... 679 (51-52)

Allard de WAAL, avocat associé, Paul Hastings (Europe) LLP

- Retenue à la source de l'article 119 bis, 2 : une jurisprudence conservatrice, une réforme législative insuffisante, *CAA Versailles 3^e ch.*, 10 déc. 2015, n° 14VE00289 : *Juris-Data n° 2015-030539, commentaire*..... 212 (10)
- Fusion transfrontalière : renvoi préjudiciel à la CJUE sur la conformité au droit de l'UE de l'agrément de l'article 210 C du CGI, *CE 9^e et 10^e ss-sect.*, 30 déc. 2015, n° 369311, *commentaire*..... 258 (13)

Xixi ZHANG, avocate Taj, société d'avocats, membre de Deloitte Touche Tohmatsu Ltd

- Une demande de remboursement de crédit de TVA peut-elle être fondée sur l'article L. 80 A, alinéa 2 du LPF ?, *CE 8^e et 3^e ss-sect.*, 7 déc. 2015, n° 371403 : *Juris-Data n° 2015-028416, commentaire*..... 548 (41)

Béatrix ZILBERSTEIN, avocat, Fidal

- Report d'imposition de l'article 150-0 B ter : quoi de neuf depuis le 2 juillet 2015 ?, *aperçu rapide*..... 177 (12)

Table des conclusions des commissaires du Gouvernement

Table des conclusions

2015

Juillet

CE 3^e et 8^e ss-sect., **22 juill. 2015**, n° 367567 : JurisData n° 2015-017569, **Emmanuelle CORTOT-BOUCHER** (*Aides d'État, Récupération*)..... 213 (10)

Septembre

CAA Paris 10^e ch., **29 sept. 2015**, n° 14PA05384 : JurisData n° 2015-029888, **Patrick OUARDES** (*Bénéfices non commerciaux, Bénéfice imposable*)..... 176 (7-8)

Octobre

CE 10^e et 9^e ss-sect., **1^{er} oct. 2015**, n° 369846 : JurisData n° 2015-021676, **Édouard CRÉPEY** (*Taxe sur la valeur ajoutée, Déductions*)..... 179 (7-8)

CE 8^e et 3^e ss-sect., **14 oct. 2015**, n° 373627, **Benoît BOHNERT** (*Valeur locative des immeubles, Évaluation par comparaison*)..... 209 (10)

CE 8^e et 3^e ss-sect., **14 oct. 2015**, n° 374211 : JurisData n° 2015-023299, **Benoît BOHNERT** (*Plan d'épargne en actions (PEA), Abus de droit*)..... 83 (3)

CE 8^e et 3^e ss-sect., **14 oct. 2015**, n° 374211 : JurisData n° 2015-023299, **Benoît BOHNERT** (*Abus de droit, Plan d'épargne en actions (PEA)*)..... 83 (3)

CE 8^e et 3^e ss-sect., **14 oct. 2015**, n° 387249, **Benoît BOHNERT** (*Sociétés à prépondérance immobilière, Sociétés non cotées*)..... 161 (6)

CE 8^e et 3^e ss-sect., **14 oct. 2015**, n° 387249, **Benoît BOHNERT** (*Plus-values (IS), Plus-values à long terme*)..... 161 (6)

CAA Versailles 7^e ch., **15 oct. 2015**, n° 14VE00803 : JurisData n° 2015-029226, **Sylvie GARREC** (*Crédits d'impôt, Recherche*)..... 63 (2)

CAA Versailles 7^e ch., **15 oct. 2015**, n° 14VE02410 : JurisData n° 2015-029227, **Sylvie GARREC** (*Crédits d'impôt, Recherche*)..... 63 (2)

CAA Paris 9^e ch., **15 oct. 2015**, n° 13PA04863 : JurisData n° 2015-030460, **Christelle ORIOL** (*Sanctions fiscales, Majoration de 40 % pour manquement délibéré*)..... 182 (7-8)

CE 8^e ss-sect., **23 oct. 2015**, n° 372778 : JurisData n° 2015-023892, **Benoît BOHNERT** (*Rapporteur public, Information des parties sur le sens des conclusions (CJA, art. R. 711-3)*)..... 170 (6)

Novembre

CE 9^e et 10^e ss-sect., **9 nov. 2015**, n° 370974 : JurisData n° 2015-026400, **Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON** (*Prix de transfert, Champ d'application de l'article 57 du CGI*)..... 377 (24)

CE 9^e et 10^e ss-sect., **9 nov. 2015**, n° 371132, **Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON** (*Conventions internationales, Champ d'application*)..... 421 (28)

CE 9^e et 10^e ss-sect., **9 nov. 2015**, n° 370054 : JurisData n° 2015-026398, **Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON** (*Conventions internationales, Champ d'application*)..... 421 (28)

CE 9^e et 10^e ss-sect., **9 nov. 2015**, n° 366457, **Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON** (*Sanctions fiscales, Notion*)..... 166 (6)

CE 9^e et 10^e ss-sect., **9 nov. 2015**, n° 366457, **Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON** (*Convention européenne des droits de l'homme, Article 6, § 1*)..... 166 (6)

CE 8^e et 3^e ss-sect., **12 nov. 2015**, n° 390265 : JurisData n° 2015-026150, **Benoît BOHNERT** (*Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux, Calcul*)..... 155 (6)

CAA Versailles 3^e ch., **17 nov. 2015**, n° 15VE00451 : JurisData n° 2015-030424, **Bruno COUDERT** (*Traitements et salaires, Revenus exonérés*)..... 174 (7-8)

CE 10^e et 9^e ss-sect., **18 nov. 2015**, n° 369502 : JurisData n° 2015-026821, **Émilie BOKDAM-TOGNETTI** (*Commission départementale des impôts, Demande de saisine*)..... 229 (11)

CE 10^e et 9^e ss-sect., **18 nov. 2015**, n° 369502 : JurisData n° 2015-026821, **Émilie BOKDAM-TOGNETTI** (*Notification des actes administratifs par la voie postale, Pli non reçu par l'Administration et retourné au contribuable*)..... 229 (11)

CE 10^e et 9^e ss-sect., **18 nov. 2015**, n° 368820 : JurisData n° 2015-026792, **Édouard CRÉPEY** (*Commission départementale des impôts, Exigence d'impartialité*)..... 168 (6)

CE 9^e et 10^e ss-sect., **18 nov. 2015**, n° 369162 : JurisData n° 2015-026793, **Émilie BOKDAM-TOGNETTI** (*Solidarité, Solidarité du donneur d'ordre avec le façonnier*)..... 220 (11)

CE 9^e et 10^e ss-sect., **18 nov. 2015**, n° 369162 : JurisData n° 2015-026793, **Émilie BOKDAM-TOGNETTI** (*Taxe sur la valeur ajoutée, Opérations de façon*)..... 220 (11)

CE 8^e et 3^e ss-sect., **23 nov. 2015**, n° 375055, **Benoît BOHNERT** (*Taxe sur la valeur ajoutée, Champ d'application*)..... 292 (16)

CE 8^e et 3^e ss-sect., **23 nov. 2015**, n° 375054, **Benoît BOHNERT** (*Taxe sur la valeur ajoutée, Champ d'application*)..... 292 (16)

CE 9^e et 10^e ss-sect., **23 nov. 2015**, n° 370712 : JurisData n° 2015-026824, **Frédéric ALADJIDI** (*Imposition forfaitaire annuelle (IFA), Personnes morales assujetties*)..... 75 (3)

CE 9^e et 10^e ss-sect., **23 nov. 2015**, n° 375764, **Frédéric ALADJIDI** (*Taxe sur la valeur ajoutée, Champ d'application*)..... 145 (5)

CE 9^e et 10^e ss-sect., **23 nov. 2015**, n° 364757 : JurisData n° 2015-026273, **Frédéric ALADJIDI** (*Cour administrative d'appel, Moyens soulevés d'office*)..... 150 (5)

CAA Versailles 3^e ch., **25 nov. 2015**, n° 13VE02335 : JurisData n° 2015-030423, **Bruno COUDERT** (*Avis de mise en recouvrement, Signature*)..... 185 (7-8)

CE 3^e et 8^e ss-sect., **25 nov. 2015**, n° 373128 : JurisData n° 2015-026842, **Emmanuelle CORTOT-BOUCHER** (*Réclamation au service des impôts, Délai*)..... 148 (5)

CE 3^e et 8^e ss-sect., **25 nov. 2015**, n° 380456 : JurisData n° 2015-026219, **Emmanuelle CORTOT-BOUCHER** (*Tribunal administratif, Qualité pour agir*)..... 149 (5)

Décembre

CAA Versailles 1^{re} ch., **1^{er} déc. 2015**, n° 14VE00566 : JurisData n° 2015-031217, **Sandrine RUDEAUX** (*Taxe sur la valeur ajoutée, Déductions*)..... 327 (20)

CAA Lyon 5^e ch., **3 déc. 2015**, n° 15LY00260 : JurisData n° 2015-031199, **Virginie CHEVALIER-AUBERT** (*Traitements et salaires, Retraites servies sous forme de capital*)..... 322 (20)

CE plén. fisc., **7 déc. 2015**, n° 368227, **Frédéric ALADJIDI** (*Sanctions fiscales, Majoration pour activité occulte (CGI, art. 1728)*)..... 370 (23)

CE plén. fisc., **7 déc. 2015**, n° 357189, **Benoît BOHNERT** (*Butoir (règle du), Modalités de calcul*)..... 80 (3)

CE plén. fisc., **7 déc. 2015**, n° 357189, **Benoît BOHNERT** (*Conventions internationales, Règle du butoir*)..... 80 (3)

CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189, Benoît BOHNERT (<i>Retenue à la source, Crédits d'impôt étrangers</i>).....	80 (3)	CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369317, Frédéric ALADJIDI (<i>Agréments fiscaux, Fusion transfrontalière (CGI, art. 210 C)</i>).....	258 (13)
CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189, Benoît BOHNERT (<i>Crédits d'impôt étrangers, Imputation sur l'IS</i>).....	80 (3)	CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369311, Frédéric ALADJIDI (<i>Agréments fiscaux, Fusion transfrontalière (CGI, art. 210 C)</i>).....	258 (13)
CE plén. fisc., 7 déc. 2015, n° 357189, Benoît BOHNERT (<i>Butoir (règle du), Fondement légal</i>).....	80 (3)	CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 370096 : JurisData n° 2015-029231, Frédéric ALADJIDI (<i>Redevance pour création de bureaux en Île-de-France, Assiette</i>).....	326 (20)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371403 : JurisData n° 2015-028416, Nathalie ESCAUT (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Déductions</i>).....	210 (10)	CAA Versailles 3 ^e ch., 31 déc. 2015, n° 13VE02416 : JurisData n° 2015-030871, Bruno COUDERT (<i>Groupes de sociétés, Périmètre</i>).....	237 (12)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 7 déc. 2015, n° 371406 : JurisData n° 2015-028437, Nathalie ESCAUT (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Déductions</i>).....	210 (10)	CAA Versailles 3 ^e ch., 31 déc. 2015, n° 13VE02416 : JurisData n° 2015-030871, Bruno COUDERT (<i>Société en commandite par actions, Intégration fiscale</i>).....	237 (12)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 394093 : JurisData n° 2015-028638, Benoît BOHNERT (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	82 (3)	2016	
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367898, Benoît BOHNERT (<i>Prix de transfert, Preuve du transfert de bénéfices</i>).....	181 (7-8)	Janvier	
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367897, Benoît BOHNERT (<i>Prix de transfert, Preuve du transfert de bénéfices</i>).....	181 (7-8)	TA Paris 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 5 janv. 2016, n° 1310298 : JurisData n° 2016-000720, Alexandre SEGRETAIN (<i>Abus de droit, Opérations d'apport-cession</i>).....	303 (17)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367310 : JurisData n° 2015-027927, Benoît BOHNERT (<i>Sanctions fiscales, Non-révélation des bénéficiaires des sommes distribuées (CGI, art. 1763 ancien et art. 1759)</i>).....	183 (7-8)	TA Paris 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 5 janv. 2016, n° 1309874 : JurisData n° 2016-000721, Alexandre SEGRETAIN (<i>Abus de droit, Opérations d'apport-cession</i>).....	303 (17)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 9 déc. 2015, n° 367310 : JurisData n° 2015-027927, Benoît BOHNERT (<i>Solidarité, Dirigeants de sociétés (CGI, art. 1754, V)</i>).....	183 (7-8)	TA Montreuil 10 ^e ch., 13 janv. 2016, n° 1408357 : JurisData n° 2016-013359, Emmanuelle TOPIN (<i>Revenu global, Charges déductibles</i>).....	426 (29)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 13 déc. 2015, n° 372522 : JurisData n° 2015-029384, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Évasion fiscale internationale, Mesures de lutte</i>).....	342 (21)	CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016, n° 370121 : JurisData n° 2016-001077, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Actif immobilisé, Évaluation des éléments incorporels</i>).....	251 (13)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 13 déc. 2015, n° 372733 : JurisData n° 2015-029385, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Évasion fiscale internationale, Mesures de lutte</i>).....	342 (21)	CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016, n° 370121 : JurisData n° 2016-001077, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Frais et charges (BIC-IS), Coût de rachat de certificats de valeur garantie émis lors d'une offre publique d'échange</i>).....	251 (13)
CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374816 : JurisData n° 2015-029388, Édouard CRÉPEY (<i>Droit de communication, Obligation d'information des contribuables sur les renseignements obtenus de tiers</i>).....	244 (12)	CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 20 janv. 2016, n° 376980 : JurisData n° 2016-001189, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Droit de l'Union européenne, Directive fusions</i>).....	314 (18-19)
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 386128 : JurisData n° 2015-029419, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Procédure de rectification contradictoire, Respect du caractère contradictoire</i>).....	228 (11)	CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 385395 : JurisData n° 2015-030327, Nathalie ESCAUT (<i>Réclamation au service des impôts, Délai</i>).....	247 (12)
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 377855 : JurisData n° 2015-029402, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Sanctions fiscales, Manquement à l'obligation déclarative</i>).....	245 (12)	CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 385395 : JurisData n° 2015-030327, Nathalie ESCAUT (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties, Procédure de réparation des omissions ou insuffisances d'imposition (art. L. 175 du LPF et 1508 du CGI)</i>).....	247 (12)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 378237 : JurisData n° 2015-029418, Frédéric ALADJIDI (<i>Réclamation au service des impôts, Qualité et mandat</i>).....	246 (12)	CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 389732, Nathalie ESCAUT (<i>Valeur locative des immeubles, Immeubles de grande hauteur</i>).....	254 (13)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 366268, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Droit de l'Union européenne, Clauses anti-abus</i>).....	257 (13)	CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 21 janv. 2016, n° 371972, Nathalie ESCAUT (<i>Valeur locative des immeubles, Immeubles de grande hauteur</i>).....	254 (13)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374841, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Droit de l'Union européenne, Clauses anti-abus</i>).....	257 (13)	Février	
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 374836, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Droit de l'Union européenne, Clauses anti-abus</i>).....	257 (13)	CAA Versailles 3 ^e ch., 9 févr. 2016, n° 15VE00394 : JurisData n° 2016-007729, Bruno COUDERT (<i>Acte anormal de gestion, Prêts intragroupe</i>).....	324 (20)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369311, Frédéric ALADJIDI (<i>Droit de l'Union européenne, Liberté d'établissement</i>).....	258 (13)	CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 394701, Édouard CRÉPEY (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	243 (12)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369317, Frédéric ALADJIDI (<i>Droit de l'Union européenne, Liberté d'établissement</i>).....	258 (13)	CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 371258 : JurisData n° 2016-002412, Aurélien BRETONNEAU (<i>Acte anormal de gestion, Concession de licence de marque sans contrepartie financière</i>).....	374 (24)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369316, Frédéric ALADJIDI (<i>Droit de l'Union européenne, Liberté d'établissement</i>).....	258 (13)	CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 10 févr. 2016, n° 394596, Benoît BOHNERT (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	242 (12)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 30 déc. 2015, n° 369316, Frédéric ALADJIDI (<i>Agréments fiscaux, Fusion transfrontalière (CGI, art. 210 C)</i>).....	258 (13)		

Table des conclusions

CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 10 févr. 2016 , n° 394708 : JurisData n° 2016-002409, Benoît BOHNERT (<i>Traitements et salaires, Revenus exonérés</i>).....	264 (14)
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 12 févr. 2016 , n° 380459 : JurisData n° 2016-003516, Vincent DAUMAS (<i>Garantie des contribuables, Débat oral et contradictoire</i>).....	284 (15)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 381911 : JurisData n° 2016-003513, Benoît BOHNERT (<i>Valeur locative des immeubles, Évaluation par comparaison</i>).....	338 (21)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 374458 : JurisData n° 2016-003602, Benoît BOHNERT (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Déductions</i>).....	352 (22)
CE 8 ^e et 9 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 374071, Benoît BOHNERT (<i>Abus de droit, Transformation de société</i>).....	304 (17)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 367467 : JurisData n° 2016-003579, Frédéric ALADJIDI (<i>Actif immobilisé, Évaluation</i>).....	333 (21)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 févr. 2016 , n° 380400 : JurisData n° 2016-003569, Frédéric ALADJIDI (<i>Actif immobilisé, Évaluation</i>).....	333 (21)
CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 374928 : JurisData n° 2016-003612, Édouard CRÉPEY (<i>Taxation d'office, Défaut de réponse suffisante à une demande de justifications</i>).....	344 (21)
CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 374928 : JurisData n° 2016-003612, Édouard CRÉPEY (<i>Demande de justifications (LPF, art. L. 16 et L. 69), Défaut de réponse suffisante</i>).....	344 (21)
CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 377415, Édouard CRÉPEY (<i>Provisions, Provisions pour créances douteuses</i>).....	347 (22)
CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 17 févr. 2016 , n° 365943 : JurisData n° 2016-003621, Édouard CRÉPEY (<i>SOCIÉTÉS CRÉÉES DE FAIT, Imposition comme des sociétés en participation</i>).....	390 (26)
CAA Versailles 3 ^e ch., 18 févr. 2016 , n° 13VE02491 : JurisData n° 2016-003990, Bruno COUDERT (<i>Intangibilité du bilan d'ouverture (CGI, art. 38, 4 bis), Champ d'application</i>).....	323 (20)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 383930 : JurisData n° 2016-003778, Nathalie ESCAUT (<i>Frais et charges (BIC-IS), Acquisition d'un fonds de commerce</i>).....	310 (18-19)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 383930 : JurisData n° 2016-003778, Nathalie ESCAUT (<i>Actif immobilisé, Fonds de commerce</i>).....	310 (18-19)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 26 févr. 2016 , n° 389438 : JurisData n° 2016-003779, Nathalie ESCAUT (<i>Taxe d'habitation, Redevable</i>).....	351 (22)
Mars	
CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 7 mars 2016 , n° 390746, Aurélie BRETONNEAU (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Territorialité</i>).....	293 (16)
CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 7 mars 2016 , n° 371435 : JurisData n° 2016-004506, Aurélie BRETONNEAU (<i>Établissement stable, Siège de direction d'une entreprise</i>).....	591 (46)
CE plén. fisc., 9 mars 2016 , n° 364586 : JurisData n° 2016-004300, Édouard CRÉPEY (<i>Droit de communication, Information des contribuables sur les documents obtenus de tiers</i>).....	316 (18-19)
CE plén. fisc., 9 mars 2016 , n° 371463 : JurisData n° 2016-004344, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Réclamation au service des impôts, Délai</i>).....	345 (21)
CE plén. fisc., 9 mars 2016 , n° 374893 : JurisData n° 2016-004340, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Taxe professionnelle, Champ d'application</i>).....	586 (46)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 385244 : JurisData n° 2016-004460, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Impôt sur les sociétés, Déficits</i>).....	325 (20)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 385265, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Impôt sur les sociétés, Déficits</i>).....	325 (20)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 9 mars 2016 , n° 380808 : JurisData n° 2016-004490, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Erreurs comptables délibérées, Notion</i>).....	335 (21)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 374432 : JurisData n° 2016-005894, Benoît BOHNERT (<i>Taxe foncière sur les propriétés bâties, Champ d'application</i>).....	348 (22)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 377874 : JurisData n° 2016-005246, Benoît BOHNERT (<i>Aides d'État, Restitution des aides illégales</i>).....	354 (22)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 376141, Benoît BOHNERT (<i>Proposition de rectification, Destinataire</i>).....	357 (22)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 383536 : JurisData n° 2016-004891, Frédéric ALADJIDI (<i>Taxe professionnelle, Plafonnement en fonction de la valeur ajoutée</i>).....	350 (22)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 379626 : JurisData n° 2016-005166, Frédéric ALADJIDI (<i>Vérification de comptabilité, Lieu</i>).....	356 (22)
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 16 mars 2016 , n° 372372 : JurisData n° 2016-005256, Frédéric ALADJIDI (<i>Prix de transfert, Notion de comparables</i>).....	639 (49)
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 381908 : JurisData n° 2016-004890, Vincent DAUMAS (<i>Droit de communication, Information des contribuables sur les renseignements obtenus de tiers (LPF, art. L. 76 B)</i>).....	317 (18-19)
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 383335 : JurisData n° 2016-005159, Vincent DAUMAS (<i>Examen de situation fiscale personnelle (ESFP), Contribuables domiciliés à l'étranger</i>).....	379 (24)
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 383335 : JurisData n° 2016-005159, Vincent DAUMAS (<i>Demande de justifications (LPF, art. L. 16), Destinataire</i>).....	379 (24)
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 17 mars 2016 , n° 390861 : JurisData n° 2016-009465, Vincent DAUMAS (<i>Plan d'épargne en actions (PEA), Titres éligibles</i>).....	412 (28)
CAA Versailles 1 ^{er} ch., 29 mars 2016 , n° 14VE00052 : JurisData n° 2016-006285, Sandrine RUDEAUX (<i>Intérêts moratoires, Champ d'application</i>).....	486 (37)
Avril	
CAA Paris 5 ^e ch., 7 avr. 2016 , n° 12PA04303 : JurisData n° 2016-008111, Olivier LEMAIRE (<i>Crédits d'impôt, Crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français</i>).....	329 (20)
CAA Lyon 2 ^e ch., 12 avr. 2016 , n° 14LY01742, Virginie CHEVALIER-AUBERT (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Champ d'application</i>).....	466 (36)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 13 avr. 2016 , n° 382054 : JurisData n° 2016-007215, Nathalie ESCAUT (<i>Valeur locatives des immeubles, Locaux commerciaux et biens divers (CGI, art. 1498)</i>).....	430 (29)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 13 avr. 2016 , n° 382054 : JurisData n° 2016-007215, Nathalie ESCAUT (<i>Commission communale des impôts directs, Compétence</i>).....	430 (29)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 13 avr. 2016 , n° 368330 : JurisData n° 2016-007588, Nathalie ESCAUT (<i>Droit de l'Union européenne, Aides d'État</i>).....	420 (28)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 13 avr. 2016 , n° 368336, Nathalie ESCAUT (<i>Droit de l'Union européenne, Aides d'État</i>).....	420 (28)
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 13 avr. 2016 , n° 377899 : JurisData n° 2016-007573, Nathalie ESCAUT (<i>Régime de faveur pour les opérations de fusion, scission et apport partiel d'actif, Exclusion en l'absence de convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative (CGI, article 210-0 A, II)</i>).....	545 (41)
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 15 avr. 2016 , n° 385737 : JurisData n° 2016-008561, Vincent DAUMAS (<i>Réclamation au service des impôts, Délai</i>).....	371 (23)
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 15 avr. 2016 , n° 376785 : JurisData n° 2016-007201, Vincent DAUMAS (<i>Revenu global, Charges déductibles</i>).....	373 (24)

CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 15 avr. 2016 , n° 376785 : JurisData n° 2016-007201, Vincent DAUMAS (<i>Réductions d'impôt, Prestations compensatoires (CGI, art. 199 octodécies, I)</i>).....	373 (24)		
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 15 avr. 2016 , n° 393721 : JurisData n° 2016-007129, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Aides d'État, Défaut de notification préalable à la Commission européenne</i>).....	638 (49)		
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 avr. 2016 , n° 373591, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Exigibilité</i>).....	401 (27)		
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 avr. 2016 , n° 373591, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Champ d'application</i>).....	401 (27)		
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 avr. 2016 , n° 371910, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Aides d'État, Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)</i>).....	403 (27)		
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 avr. 2016 , n° 371910, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), Aides d'État</i>).....	403 (27)		
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 15 avr. 2016 , n° 372097 : JurisData n° 2016-007579, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Prix de transfert, Notion de dépendance de fait</i>).....	676 (51-52)		
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 20 avr. 2016 , n° 396578 : JurisData n° 2016-012176, Benoît BOHNERT (<i>Constitution, Réserves d'interprétation</i>).....	533 (40)		
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 20 avr. 2016 , n° 396578 : JurisData n° 2016-012176, Benoît BOHNERT (<i>Recours pour excès de pouvoir, Portée en matière fiscale</i>).....	533 (40)		
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 20 avr. 2016 , n° 396578 : JurisData n° 2016-012176, Benoît BOHNERT (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués, Assiette</i>).....	533 (40)		
CAA Lyon 5 ^e ch., 28 avr. 2016 , n° 13LY01889 : JurisData n° 2016-013911, Virginie CHEVALIER-AUBERT (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Champ d'application</i>).....	466 (36)		
CAA Lyon 5 ^e ch., 28 avr. 2016 , n° 15LY02081 : JurisData n° 2016-024512, Virginie CHEVALIER-AUBERT (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Établissement stable</i>).....	617 (48)		
Mai			
CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 4 mai 2016 , n° 387466 : JurisData n° 2016-008772, Aurélie BRETONNEAU (<i>Secret professionnel, Étendue</i>).....	385 (25)		
CE 10 ^e et 9 ^e ss-sect., 4 mai 2016 , n° 386773 : JurisData n° 2016-008765, Aurélie BRETONNEAU (<i>Plus-values (BIC), Abattement pour durée de détention sur les plus-values immobilières (CGI, art. 151 septies B)</i>).....	389 (26)		
CE 9 ^e et 10 ^e ss-sect., 18 mai 2016 , n° 397826, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	368 (23)		
CAA Versailles 6 ^e ch., 19 mai 2016 , n° 14VE00407 : JurisData n° 2016-012642, Philippe DELAGE (<i>Taxe professionnelle, Cotisation minimale en fonction de la valeur ajoutée</i>).....	417 (28)		
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 20 mai 2016 , n° 384395, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Travaux immobiliers</i>).....	484 (37)		
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 392527, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Titres de participation, Notion</i>).....	391 (26)		
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 392527, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Plus-values (IS), Exonérations</i>).....	391 (26)		
CE 3 ^e et 8 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 389994 : JurisData n° 2016-010103, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Conventions internationales, Champ d'application</i>).....	422 (28)		
CE 8 ^e et 3 ^e ss-sect., 20 mai 2016 , n° 371940, Benoît BOHNERT (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Déductions</i>).....	375 (24)		
		Juin	
		CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 386137 : JurisData n° 2014-029895, Édouard CRÉPEY (<i>Convention européenne des droits de l'homme, Article 1^{er} du Protocole additionnel n° 1</i>).....	395 (26)
		CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 381289 : JurisData n° 2016-011680, Édouard CRÉPEY (<i>Plus-values (BIC-IS), Titres du portefeuille</i>).....	479 (37)
		CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 387826, Édouard CRÉPEY (<i>Plus-values (BIC-IS), Titres du portefeuille</i>).....	479 (37)
		CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 383259 : JurisData n° 2016-011796, Édouard CRÉPEY (<i>Recours pour excès de pouvoir, Doctrine administrative illégale</i>).....	536 (40)
		CE 10 ^e et 9 ^e ch., 8 juin 2016 , n° 383259 : JurisData n° 2016-011796, Édouard CRÉPEY (<i>Recours pour excès de pouvoir, Portée de l'annulation d'un commentaire administratif</i>).....	536 (40)
		CE 10 ^e et 9 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 386645 : JurisData n° 2016-012170, Aurélie BRETONNEAU (<i>Réductions d'impôt, Investissements outre-mer dans le secteur du logement (CGI, art. 199 undecies A)</i>).....	428 (29)
		CE 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 391240 : JurisData n° 2016-012485, Vincent DAUMAS (<i>Revenus de capitaux mobiliers, Revenus distribués</i>).....	478 (37)
		CE 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 391552 : JurisData n° 2016-012486, Vincent DAUMAS (<i>Preuve fiscale, Charge de la preuve</i>).....	523 (39)
		CE 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 391554, Vincent DAUMAS (<i>Preuve fiscale, Charge de la preuve</i>).....	523 (39)
		CE 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 390641 : JurisData n° 2016-012457, Vincent DAUMAS (<i>Avis à tiers détenteur, Portée</i>).....	551 (41)
		CE 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 390641 : JurisData n° 2016-012457, Vincent DAUMAS (<i>Avis à tiers détenteur, Champ d'application</i>).....	551 (41)
		CE 3 ^e et 8 ^e ch., 13 juin 2016 , n° 388637 : JurisData n° 2016-012938, Vincent DAUMAS (<i>Procédure collective, Dessaisissement du débiteur (C. com., art. L. 641-9, I)</i>).....	656 (50)
		CE 8 ^e et 3 ^e ch., 16 juin 2016 , n° 397983, Benoît BOHNERT (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	455 (30-35)
		CE 9 ^e et 10 ^e ch., 20 juin 2016 , n° 386146, Romain VICTOR (<i>Taxe sur les salaires, Caractère discriminatoire</i>).....	559 (42-43)
		CE 9 ^e et 10 ^e ch., 20 juin 2016 , n° 386146, Romain VICTOR (<i>Taxe sur les salaires, Complexité excessive de la norme</i>).....	559 (42-43)
		CE 9 ^e et 10 ^e ch., 20 juin 2016 , n° 361832 : JurisData n° 2016-012578, Romain VICTOR (<i>Fusions, Théorie du prix d'acquisition</i>).....	646 (50)
		CAA Versailles 3 ^e ch., 21 juin 2016 , n° 12VE03691 : JurisData n° 2016-021739, Bruno COUDERT (<i>Groupes de sociétés, Neutralisation de la quote-part de frais et charges</i>).....	615 (48)
		CAA Versailles 3 ^e ch., 21 juin 2016 , n° 12VE03691 : JurisData n° 2016-021739, Bruno COUDERT (<i>Quote-part de frais et charges, Neutralisation</i>).....	615 (48)
		CAA Versailles 3 ^e ch., 21 juin 2016 , n° 15VE01546 : JurisData n° 2016-021813, Bruno COUDERT (<i>Évasion fiscale, Lutte contre l'évasion fiscale</i>).....	650 (50)
		CE 3 ^e et 8 ^e ch., 22 juin 2016 , n° 391748 : JurisData n° 2016-012534, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Garanties des contribuables, Opposabilité des prises de position formelles de l'Administration sur des situations de fait (LPF, art. L. 80 B)</i>).....	549 (41)
		CE 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 388369, Benoît BOHNERT (<i>Vérification de comptabilité, Lieu de déroulement</i>).....	485 (37)
		CE 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 378008, Benoît BOHNERT (<i>Droit de l'Union européenne, Accord UE-Suisse du 21 juin 1999</i>).....	544 (41)

Table des conclusions

CE 8 ^e et 3 ^e ch., 23 juin 2016 , n° 378008, Benoît BOHNERT (<i>Exit tax, Régime applicable de 1998 à 2004</i>).....	544 (41)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., avis, 23 juin 2016 , n° 397845 : JurisData n° 2016-012530, Benoît BOHNERT (<i>Réductions d'impôt, Investissements outre-mer</i>).....	454 (30-35)
CE 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 388606 : JurisData n° 2016-013374, Édouard CRÉPEY (<i>Conventions internationales, Pensions de retraite</i>).....	546 (41)
CE 10 ^e et 9 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 388984 : JurisData n° 2016-013166, Édouard CRÉPEY (<i>Conventions internationales, Crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé dans l'État de source</i>).....	547 (41)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399757, Nathalie ESCAUT (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués, Exonérations</i>).....	397 (27)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399024, Nathalie ESCAUT (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués, Exonérations</i>).....	397 (27)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 399506, Nathalie ESCAUT (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués, Exonérations</i>).....	397 (27)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 27 juin 2016 , n° 398585, Nathalie ESCAUT (<i>Contribution de 3 % au titre des montants distribués, Exonérations</i>).....	397 (27)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 400115, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	436 (29)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 380916 : JurisData n° 2016-013323, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Provisions, Provision pour dépréciation du fonds de commerce</i>).....	527 (40)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 30 juin 2016 , n° 384793, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Groupes de sociétés, Résultat d'ensemble</i>).....	528 (40)
Juillet	
CAA Versailles 3 ^e ch., 5 juill. 2016 , n° 14VE02647 : JurisData n° 2016-021748, Bruno COUDERT (<i>Évasion fiscale, Transfert d'actifs hors de France (CGI, art. 238 bis-0 I bis)</i>).....	579 (45)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 377904 : JurisData n° 2016-013344, Nathalie ESCAUT (<i>Quémener, Condition : double imposition de la société</i>).....	514 (39)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 6 juill. 2016 , n° 377904 : JurisData n° 2016-013344, Nathalie ESCAUT (<i>Sociétés de personnes, Cession de parts de sociétés de personnes</i>).....	514 (39)
TA Paris 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 12 juill. 2016 , n° 1431589/1-1 : JurisData n° 2016-024481, Alexandre SEGRETAIN (<i>Traitements et salaires, Champ d'application</i>).....	608 (48)
TA Paris 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 12 juill. 2016 , n° 1431589/1-1 : JurisData n° 2016-024481, Alexandre SEGRETAIN (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux, Gain issu d'un « management package »</i>).....	608 (48)
TA Paris 1 ^{re} sect., 1 ^{re} ch., 12 juill. 2016 , n° 1431589/1-1 : JurisData n° 2016-024481, Alexandre SEGRETAIN (<i>Management package, Régime fiscal</i>).....	608 (48)
CE sect., 13 juill. 2016 , n° 375801 : JurisData n° 2016-013627, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Acte anormal de gestion, Notion</i>).....	464 (36)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 360352, Benoît BOHNERT (<i>Plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux, Report d'imposition</i>).....	568 (44)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 360352, Benoît BOHNERT (<i>Droit de l'Union européenne, Directive fusions</i>).....	568 (44)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 380716 : JurisData n° 2016-014316, Romain VICTOR (<i>Crédits d'impôt, Recherche</i>).....	577 (45)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 393302, Romain VICTOR (<i>Crédits d'impôt, Recherche</i>).....	577 (45)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 392784 : JurisData n° 2016-014210, Romain VICTOR (<i>Prélèvements sociaux, Contribution additionnelle au prélèvement social (CASF, art. 262-24, III)</i>).....	578 (45)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 368473 : JurisData n° 2016-014131, Romain VICTOR (<i>Actif immobilisé, Éléments incorporels</i>).....	584 (46)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 19 juill. 2016 , n° 385768 : JurisData n° 2016-014145, Romain VICTOR (<i>Réclamation au service des impôts, Délai</i>).....	640 (49)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 20 juill. 2016 , n° 396078 : JurisData n° 2016-014296, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	594 (46)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 20 juill. 2016 , n° 396079, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	594 (46)
Septembre	
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 14 sept. 2016 , n° 400867, Romain VICTOR (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	522 (39)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 14 sept. 2016 , n° 400882, Romain VICTOR (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	561 (42-43)
CAA Versailles 3 ^e ch., 15 sept. 2016 , n° 15VE03731 : JurisData n° 2016-021758, Bruno COUDERT (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Déductions</i>).....	648 (50)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 sept. 2016 , n° 388899, Romain VICTOR (<i>Prélèvements sociaux, Monaco</i>).....	565 (44)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 sept. 2016 , n° 388899, Romain VICTOR (<i>Conventions internationales, Monaco</i>).....	565 (44)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 sept. 2016 , n° 388899, Romain VICTOR (<i>Monaco, Prélèvements sociaux</i>).....	565 (44)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 sept. 2016 , n° 383781 : JurisData n° 2016-019535, Romain VICTOR (<i>Tribunal administratif, Jugement</i>).....	654 (50)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 sept. 2016 , n° 383784, Romain VICTOR (<i>Tribunal administratif, Jugement</i>).....	654 (50)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 sept. 2016 , n° 383784, Romain VICTOR (<i>Tribunal administratif, Instruction</i>).....	654 (50)
CE 8 ^e et 3 ^e ch., 19 sept. 2016 , n° 383781 : JurisData n° 2016-019535, Romain VICTOR (<i>Tribunal administratif, Instruction</i>).....	654 (50)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 21 sept. 2016 , n° 386250, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Force majeure, Cas d'invocabilité</i>).....	644 (50)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 21 sept. 2016 , n° 371862 : JurisData n° 2016-020059, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Impôt sur les sociétés, Régime du bénéfice consolidé</i>).....	671 (51-52)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 21 sept. 2016 , n° 376193, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Aides d'État, Taxe affectée au financement d'une aide d'État</i>).....	675 (51-52)
CE 9 ^e et 10 ^e ch., 21 sept. 2016 , n° 382733, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Prix de transfert, Groupes immobiliers internationaux</i>).....	677 (51-52)
CE 10 ^e et 9 ^e ch., 28 sept. 2016 , n° 393229, Aurélien BRETONNEAU (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Base d'imposition</i>).....	672 (51-52)
Octobre	
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401383, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Flagrance fiscale, Contestation devant le juge des référés</i>).....	596 (46)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401390, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Flagrance fiscale, Contestation devant le juge des référés</i>).....	596 (46)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401385, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Flagrance fiscale, Conditions de mise en oeuvre</i>).....	596 (46)

CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401387, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Flagrance fiscale, Contestation devant le juge des référés</i>).....	596 (46)	CE 9 ^e et 10 ^e ch., 5 oct. 2016 , n° 384475, Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON (<i>Bénéfices agricoles, Domaine viticole</i>).....	645 (50)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401383, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Flagrance fiscale, Conditions de mise en oeuvre</i>).....	596 (46)	CE 9 ^e et 10 ^e ch., 5 oct. 2016 , n° 401229, Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON (<i>Sanctions fiscales, Manquement à l'obligation déclarative</i>).....	651 (50)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401390, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Flagrance fiscale, Conditions de mise en oeuvre</i>).....	596 (46)	CE 9 ^e et 10 ^e ch., 5 oct. 2016 , n° 401229, Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	651 (50)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401390, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	596 (46)	CE 10 ^e et 9 ^e ch., 12 oct. 2016 , n° 401659 : JurisData n° 2016-022083, Édouard CRÉPEY (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	678 (51-52)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401385, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Flagrance fiscale, Contestation devant le juge des référés</i>).....	596 (46)	CE 8 ^e et 3 ^e ch., 13 oct. 2016 , n° 401696, Romain VICTOR (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	560 (42-43)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401383, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	596 (46)	CE 8 ^e et 3 ^e ch., 13 oct. 2016 , n° 388410, Benoît BOHNERT (<i>Groupes de sociétés, Conventions d'intégration</i>).....	602 (47)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401387, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Flagrance fiscale, Conditions de mise en oeuvre</i>).....	596 (46)	CE 8 ^e et 3 ^e ch., 13 oct. 2016 , n° 388574, Benoît BOHNERT (<i>Obligations convertibles en actions, Qualification</i>).....	609 (48)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401385, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	596 (46)	CE 8 ^e et 3 ^e ch., 13 oct. 2016 , n° 388574, Benoît BOHNERT (<i>Revenus de capitaux mobiliers, Revenus distribués</i>).....	609 (48)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 3 oct. 2016 , n° 401387, Emmanuelle CORTOT-BOUCHER (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	596 (46)	CE 9 ^e ch., (na), 20 oct. 2016 , n° 395306, Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON (<i>Crédits d'impôt, Recherche</i>).....	635 (49)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 5 oct. 2016 , n° 390874, Vincent DAUMAS (<i>Taxe sur la valeur ajoutée, Déductions</i>).....	558 (42-43)	CE 9 ^e ch., (na), 20 oct. 2016 , n° 395305, Marie-Astrid NICOLAZO DE BARMON (<i>Crédits d'impôt, Recherche</i>).....	635 (49)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 5 oct. 2016 , n° 393299, Vincent DAUMAS (<i>Taxe professionnelle, Cotisation minimale</i>).....	587 (46)	CE 9 ^e et 10 ^e ch., 27 oct. 2016 , n° 391678, Émilie BOKDAM-TOGNETTI (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	581 (45)
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 5 oct. 2016 , n° 380432, Vincent DAUMAS (<i>Convention européenne des droits de l'homme, Art. 6, § 2</i>).....	652 (50)		
CE 3 ^e et 8 ^e ch., 5 oct. 2016 , n° 380432, Vincent DAUMAS (<i>Sanctions fiscales, Principe de personnalité des peines</i>).....	652 (50)	Décembre	
		CE 8 ^e et 3 ^e ch., 2 déc. 2016 , n° 403171, Romain VICTOR (<i>Constitution, Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	679 (51-52)